

Liberté pour la famille Oufkir

UNE femme et ses six enfants dont le seul tort était d'avoir eu pour époux et pour père un général félon redécouvrent, au Maroc, les joies de la liberté. Hassan II, à l'occasion du trentième anniversaire de son accession au trône chérifien, a accordé à la famille Oufkir, placée en résidence surveillée depuis dix-huit ans, un pardon sans objet puisque celle-ci n'était sous le coup d'aucune décision de justice.

Le souverain marocain, dans sa majesté, n'a pas à dévoiler à « son » peuple, ni à quiconque, les motifs de décisions qu'il prend quand bon lui semble. Nul ne saura donc pourquoi Hassan II a ainsi poursuivi d'une rancune féroce la famille de son ancien ministre de la défense, major général des forces armées royales, mêlé à l'assassinat de l'opposant Mehdi Ben Barka, et dont le « suicide » suivit, en août 1972, l'« incroyable trahison ».

La veuve de ce général cruel et ambitieux détiendrait-elle des secrets d'Etat? A moins qu'il ne s'agisse de rien d'autre que de cruauté ou d'indifférence royale. Reste à savoir si Fatima Oufkir et les siens retrouveront, un jour, le droit à la parole, s'ils pourront vivre, sans « anges gardiens », dans le pays de leur choix, au Maroc ou ailleurs.

Derrière un appareillage démocratique qui ne trompe pas grand monde, Hassan II, homme à poigne, ne s'embarrasse pas toujours du respect des droits de l'homme. Plusieurs centaines de prisonniers politiques croupissent dans des lieux de détention, connus ou inconnus. Les sanglantes émeutes de Fés, à la fin décembre, et la récente désertion de soldats donnent à penser que les cachots du royaume sont peut-être, aujourd'hui, plus surpeuplés qu'à l'ordinaire.

MALGRÉ tout, quoi qu'on en dise à Rabat, ces grâces royales ne sont pas sans rapport avec la crise du Golfe, à la faveur de laquelle le pouvoir de Hassan II avait été montré du doigt par une population acquise aux thèses irakiennes et choquée par l'envoi d'un contingent marocain aux côtés des forces de la coalition. Le souverain chérifien n'aura pas réussi, malgré toutes sortes de contorsions oratoires, à convaincre « ses » sujets qu'il avait choisi le « bon » camp.

Hassan II pourra-t-il retarder, indéfiniment, l'échéance d'une indispensable démocratisation dont il avait senti la nécessité en prenant langue, au printemps dernier, avec l'opposition? Jusqu'alors, il avait invoqué la question du Sahara occidental pour justifier une sorte d'union sacrée autour de sa personne. Puis la crise du Golfe lui avait utilement servi à renvoyer à des jours meilleurs le remodelage de son régime.

La libération de la famille Oufkir - et peut-être celle d'autres prisonniers - tendrait à prouver que Hassan II commence à comprendre que l'absolutisme a fait son temps.

Lire nos informations et l'article de JACQUES DE BARRIN page 10

M0147 - 0302 0 - 6.00 F



Tandis que militaires alliés et irakiens s'apprêtent à se rencontrer L'abandon du pouvoir par M. Saddam Hussein fait l'objet de tractations secrètes

Selon des informations recueillies jeudi 28 février à Alger, M. Saddam Hussein envisagerait de quitter prochainement le pouvoir ou serait contraint à le faire. Il songerait même à s'exiler à l'étranger, probablement en Algérie, avec l'accord des coalisés. Les dirigeants algériens chercheraient à obtenir de la coalition

anti-irakienne l'assurance que M. Saddam Hussein, une fois en exil, ne ferait l'objet d'aucune poursuite. Toutefois, les proches du président irakien le presseraient de ne pas abandonner le pouvoir. A Bagdad, la radio nationale a appelé jeudi M. Saddam Hussein à « surmonter l'épreuve », tandis que l'opposition irakienne exilée à Damas

commence à s'activer. A Washington, M. Roland Dumas a été reçu jeudi par le président Bush et le secrétaire d'Etat, M. James Baker. La France et les Etats-Unis conviennent qu'il ne faut pas lever l'embargo militaire contre l'Irak et qu'un maintien au pouvoir de M. Saddam Hussein est difficilement envisageable.

La rumeur d'Alger

ALGER

de notre correspondant

Interrogé, jeudi 28 février, à Washington, sur les possibilités pour le président Saddam Hussein de continuer à diriger son pays, M. Roland Dumas affirmait que cette question était de l'unique ressort du peuple irakien. Quelques heures plus tard, répondant sur TF 1 à une question identique, le porte-parole soviétique reprenait, quasiment mot pour mot, les propos du ministre. En réalité, les Américains et leurs alliés ne voudraient pas laisser au seul « peuple irakien » le soin de décider du destin du chef de l'Etat. Avec la complicité active de Moscou, ils se sont penchés sur le problème, qui

serait en passe d'être résolu. Dans les jours à venir, le président irakien, selon de bonnes sources algériennes, pourrait quitter le pouvoir et même s'exiler à l'étranger. Alger est envisagée comme point de chute.

L'affaire remonterait aux premiers contacts entre Américains et Irakiens pour définir un accord de cessez-le-feu. Alors que, par émissaires interposés, d'âpres négociations opposaient la Maison Blanche à M. Tarek Aziz, ministre irakien des affaires étrangères, à propos des résolutions du Conseil de sécurité, d'autres discussions, non moins délicates, se tenaient pour décider du sort de M. Saddam Hussein.

GEORGES MARION

Lire la suite page 5

Gagnants et perdants

par Jean-Pierre Longellier

Au-delà des ennemis principaux - l'Amérique de George Bush, l'Irak de Saddam Hussein - au-delà du « premier cercle » de la coalition arabe - les pétromonarchies et l'Egypte - la guerre du Golfe a ses gagnants et ses perdants : d'un côté, l'Iran, Israël et la Syrie; de l'autre, les Palestiniens et la Jordanie.

■ L'Iran. Pour la République islamique, la guerre fut un don d'Allah. L'Iran est le grand vainqueur d'un conflit auquel il a pris soin de ne pas se mêler. Les Iraniens se souviendront longtemps du 15 août 1990, date bénie où ils remportèrent, avec deux ans de retard, la première guerre du Golfe, où Saddam Hussein offrit à Khomeini sa victoire posthume.

Soucieux de briser l'encercle-

ment dont il était l'objet, le président irakien acceptait, ce jour-là, l'accord frontalier d'Alger de 1975, annonçant le rapatriement de ses troupes du territoire iranien, consentait à un échange rapide des prisonniers. Pareilles concessions équivalaient à une capitulation diplomatique.

Rarement neutralité - acquise au prix fort - aura été si profitable. Ayant engrangé les précieux bénéfices offerts par son ennemi d'hier, la République islamique se garda bien de tourner casaque. Le « cadeau » irakien ne fut pas payé de retour. Poursuivant de longue date sous la houlette du président Rafsanjani, son rapprochement avec l'Occident, l'Iran n'entendait pas ruiner cette stratégie pour l'avantage aléatoire d'une alliance de circonstance avec un voisin toujours aussi détesté.

Lire la suite page 4

Lire également

- L'opération « Tempête du désert » garde ses mystères par DANIEL SCHNEIDERMAN
- Radio-Bagdad appelle M. Saddam Hussein à « surmonter l'épreuve »
- Washington présente un projet de résolution sur le cessez-le-feu au Conseil de sécurité par SERGE MARTI
- La diplomatie soviétique voudrait se rapprocher des « grands pays d'Europe et d'Asie » par SOPHIE SHIHAB
- Congratulations et consensus en Grande-Bretagne par DOMINIQUE DHOMBRES
- Polémiques à Rome autour de la modeste participation de l'Italie à la coalition par PATRICE CLAUDE
- L'Égypte rappelle la nécessité de rechercher une solution au problème palestinien par ALEXANDRE BUCCIANTI
- La déception des Palestiniens des territoires occupés par YVES HELLER
- Israël estime que M. Saddam Hussein représente toujours un danger pour sa sécurité par ALAIN FRACHON
- « L'effet Saddam Hussein » a joué contre l'immobilisme du régime de Pôlôn par FRANCIS DERON
- Les Européens veulent contrebalancer l'influence de CNN par JEAN DE LA GUÉRIÈRE
- Les erreurs d'analyse de M. Le Pen par OLIVIER BIFFAUD

page 3 à 9



La guerre des chocs

par Érik Izraelwicz

On avait craint un choc pétrolier, il fut psychologique. Certains prédisaient aujourd'hui un contre-choc pétrolier, il pourrait être financier. La guerre du Golfe a déjoué les pronostics de nombreux experts, en économie comme ailleurs. Aussi est-il sans doute présomptueux de dessiner dans le détail des effets des hostilités ce que sera le « nouvel ordre mondial ». Une chose pourtant est certaine : ses traits dépendront de l'évolution des prix des deux principaux carburants de l'économie mondiale : le pétrole et l'argent.

Que n'aura-t-on entendu à propos du pétrole? Au lendemain de l'invasion du Koweït par l'Irak, certains responsables pétroliers nous annonçaient la pénurie. Plus tard, quelques gourous prestigieux prédisaient pour le jour du déclin-

chement des hostilités un baril à 100 dollars. En quelques semaines, le vide laissé par les deux nations engagées le plus directement dans le conflit était comblé grâce à une augmentation de la production de quelques pays comme l'Arabie saoudite... Après avoir très momentanément atteint les 40 dollars, le prix du baril aura en définitive tourné en moyenne autour de 20 dollars, pas loin du niveau souhaité par les pays membres de l'OPEP lors de leur réunion du 26 juillet, quelques jours avant le début de la crise.

Élément central de cette guerre, le pétrole va naturellement occuper une place essentielle dans l'après-guerre. Il n'est pas inutile de rappeler que les pays du Golfe représentent à eux seuls près de 70 % des réserves mondiales et leurs exportations près de 43 % des échanges internationaux pétroliers.

Lire la suite page 19

Presse otage

Nos lecteurs trouveront à ce numéro du Monde une configuration particulière : il comporte en effet, outre l'édition du jour, un cahier regroupant « le Monde sans visa » et « le Monde Livré-Idées », ainsi qu'un cahier spécial de douze pages composé d'une sélection des principaux articles du numéro... de la veille.

Le Monde d'hier, en effet, une grande partie de nos lecteurs ont été privés par la volonté du syndicat CGT des Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP), qui a déclenché, dans la nuit de mercredi à jeudi, une grève surprise. Elle s'est prolongée durant toute la journée de jeudi et a gravement entravé la distribution de la presse du matin, des magazines et de la presse du soir.

Cette grève a pris la forme d'un blocage de la distribution à la porte des imprimeries. Une pression physique intolérable que la direction de notre journal a, pour sa part, fait constater par huis-clos à la sortie de notre centre d'impression d'Ivry.

Le motif de ce mouvement n'est pas un différend social mais un conflit interne au syndicat CGT à propos de la gestion par ce dernier d'un comité d'établissement. La direction fait état de « très graves irrégularités » de gestion dans ce CE mis en liquidation par le tribunal de Paris et a décidé de transmettre le dossier à la justice. La CGT juge ces accusations « diffamatoires » et met donc implicitement en cause une attitude très grave dans une démocratie - l'impartialité du juge.

La presse fait ainsi les frais d'un conflit auquel elle n'est en rien mêlée. L'action menée par le syndicat s'apparente clairement à une forme de prise d'otages dont les victimes sont d'abord les lecteurs. Intervenant le jour même, jour historique, de la fin de l'offensive dans le Golfe, elle constitue une censure de fait, bannissant l'écrit au moment où les citoyens, soumis à la pression de l'audiovisuel, ont plus que jamais besoin d'analyses, de reportages et de documents pour alimenter leur réflexion.

Le syndicat CGT des NMPP s'est rendu coupable d'un véritable abus de pouvoir, trahissant les mépris, dans une période cruciale pour l'avenir des relations internationales, de la liberté d'information et de celle d'être informé. Que la gestion contestée d'un CE, sur laquelle la justice aura à faire toute la lumière, provoque le blocage de la presse nationale ne relève plus de l'action syndicale et est inadmissible dans un pays de droit.

J. L.

Lire nos informations page 11

CAHIER SPÉCIAL

Les principaux articles publiés dans nos éditions du vendredi 1^{er} mars pages 1 à XII - section C

SANS VISA

pages 29 à 36 - section B

LIVRES ♦ IDÉES

pages 37 à 44 - section B

AFFAIRES

pages 23 à 25

A la Réunion, les polémiques après l'émeute

Après trois journées de violences meurtrières, les responsables politiques cherchent un « chef d'orchestre clandestin » Lire page 11 le reportage d'ALAIN ROLLAT

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 28

Le Monde L'ÉDUCATION

MARS 1991

ENQUÊTE

QUI CONTROLE LES PROFS DE VOS ENFANTS ?

Également au sommaire :

- ACTUALITÉ : NOS ENFANTS DÉCOUVRENT LA GUERRE
- ÉVALUATION : LE PALMARÈS DES CLASSES PRÉPARATOIRES
- JEUNESSE : VIVRE L'AMOUR AU TEMPS DU SIDA

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

DÉBATS

Le conflit du Golfe

Question d'Orient : l'éternel retour

par Slimane Zeghidour

EN Orient, l'actualité est ordinairement anachronique. Le passé le plus enfoui affleure constamment à la surface du présent. Les échos des appels immémoriaux se mêlent sans cesse aux rumeurs de tous les jours. Derrière les cris de guerre, anathèmes et slogans qui retentissent entre le ciel et la mer polluée du golfe Persique, on reconnaît les clameurs de l'éternelle question d'Orient.

On en retrouve, avec des dosages et des combinaisons renouvelés, tous les ingrédients. Saddam Hussein et George Bush, l'Europe et le monde arabe, l'Islam et l'Occident jouent, sur le canevas d'une pièce millénaire, une tragédie dont le noeud reste le contrôle du Croissant fertile, fabuleux bazar de mythes et d'argent, le poivre noir hier, l'or noir aujourd'hui : l'action tourne actuellement autour de la question israélo-arabe ; le dénouement dépend, comme toujours, du bon vouloir des puissants du moment, en l'occurrence les Soviétiques et les Américains.

C'est au nom de l'histoire la plus antique que Saddam, le Cogneur en arabe, envahit le Koweït, convaincu qu'en poussant son rouleau compresseur il ne fait que dérouler la carte d'un « même Etat » taillé par la glaive des légendaires dynasties mésopotamiennes : Hammourabi, fondateur au II^e millénaire av. J.-C. de l'empire babylonien ; Salmansar III, lequel dut, pour en préserver l'intégrité, affronter vers 853 av. J.-C. une coalition armée groupant – déjà ! – Jérusalem, Damas et l'Arabie ; Nabuchodonosor II, restaurateur de Babylone au sixième siècle av. J.-C. ; tous maîtres absolus de l'Orient depuis le détroit d'Ormuz jusqu'aux Dardanelles, du

Nil à l'Euphrate et de l'Arabie heureuse à l'Anatolie, au détriment des Hittites, des Égyptiens, des Perses et des Hébreux.

Gorgée de sang et de larmes, de déboires et de gloire, la médançoïque terre d'Irak, patrie des plus grands poètes arabes mais aussi pépinière des plus féroces potentats de l'Orient, revendique un héritage historique d'une ampleur proprement écrasante. Alors que la majorité des États arabes s'évertuent à contenir dans les ténèbres de la *djahlia*, la « barbarie » des siècles anté-islamiques, les civilisations pharaoniques, babyloniennes, assyriennes, cananéennes, achéménides et hitites, dont l'histoire fut réinventée par des archéologues occidentaux. Saddam, lui, convoque ces prestigieux précurseurs. Il restaure Babylone avec un ardeur telle qu'il en vient à entrevoir dans l'Israël sioniste l'antique royaume de Juda annexé par la monarchie babylonienne en 587 av. J.-C. et à travers l'Iran chiite, la Perse achéménide.

Le passé encombre le présent

D'où ce messianisme pragmatique, bâtisseur et sanguinaire sans état d'âme ; cette assurance obsédante d'être à la tête d'un pays qui a tout donné à une humanité éternellement ingrate : la loi, la foi, l'écriture et les Écritures, l'art de vivre ici-bas et la manière de survivre là-haut, d'où également cette immense bonne conscience d'avoir le droit pour soi qu'in-carne si dramatiquement l'impavide dictateur de Bagdad.

« Plus que la crise kurde, observait prophétiquement il y a trente ans déjà un familier de l'Orient compliqué, l'affaire du Koweït touche géographiquement et senti-

mentalement le cœur du vieux Irak, et peut constituer l'enjeu d'un *apex* conflictuel. » Et de souligner : « Si l'Irak insiste pour obtenir les fabuleux revenus pétroliers du Koweït, c'est qu'il espère devenir ainsi le maître de la finance et de la géopolitique du Moyen-Orient (1). » Comme au bon vieux temps d'Hammourabi, de Nabuchodonosor, du calife abbasside des *Mille et Une Nuits* de Bagdad, Haroun El Rachid.

Parallèle perspective historique n'est pas l'apanage de Saddam. Feu le chah d'Iran posa au descendant de Cyrus et patronna une spectaculaire réhabilitation de Persépolis. Les fondateurs, laïcs, de l'État d'Israël, David Ben Gourion, Aïssac Grin, au premier chef, n'en trouvaient pas moins leurs patronsymes « goya » pour adopter des noms de héros bibliques ; tout comme Yasser Arafat, qui s'est donné pour surnom celui d'un des compagnons de lutte de Mahomet, Abou Ammar.

En Orient, le passé encombre le présent. L'histoire radote, les ancêtres vivent toujours parmi les nouvelles générations. Voilà pourquoi les frontières modernes des pays du Proche-Orient, tracées arbitrairement non en fonction des accidents du relief ou des incidences de l'histoire locale mais des intérêts concomitants de la France et de l'Angleterre, devaient fatalement craquer. Contestables, elles demeurèrent tant que leur tracé en obéissait aux impératifs stratégiques des puissances étrangères plutôt qu'aux intérêts des indigènes. Ces États apparaissent comme autant de lits de Procuste, enserrant dans le carcan de leurs limites territoriales des nations prolifères, mutilant des peuples à la cohésion millénaire, jetant sur les routes de l'exil des

communautés autochtones de toute antiquité.

Un tel état de fait consacre les démarcations ethniques, linguistiques et religieuses mais révoque des frontières territoriales, pour « internationales » qu'elles puissent se prétendre.

Intangibles les frontières, inviolable le droit international, sacrée l'intégrité des États ? La belle affaire ! L'histoire de ce siècle, singulièrement sur le chapitre de l'Orient arabe, démontre rigoureusement que la force prime le droit, que celui-ci ne se confond pas avec la justice ni la légalité internationale avec la morale des peuples. Le droit vise moins l'équité que l'ordre et la stabilité. Il tend d'abord à prévenir le chaos, non à neutraliser l'injustice.

Pour autant, les États de la région qui eurent l'audace et la force de déverrouiller leurs frontières internationales pour élargir leur espace vital finirent par obtenir gain de cause. Ainsi de la Turquie réduite à la portion congrue par le traité de Sévres (1920), qui s'insurgea avec Atatürk jusqu'à obtenir le traité de Lausanne (1923) avalisant l'attribution de la Thrace et de Smyrne. Pour sa part, Abdelaziz Ibn Séoud s'empara, au mépris du droit international, de la province yéménite de l'Asir (1934). Cela se vit au sud de la péninsule arabique. Ce qui n'empêcha pas non plus l'Union soviétique, la Grande-Bretagne et la France de reconnaître, dès sa formation, le royaume d'Arabie saoudite.

La première guerre israélo-arabe se solda par un notable agrandissement du territoire impérial par l'ONU à l'été 1947, lequel occupa dans la foulée la partie occidentale de Jérusalem, qui relevait d'une juridiction

internationale, tandis que la Transjordanie, également naissante, accaparait tout aussi illégalement le côté oriental de la Ville sainte et la Cisjordanie. La Syrie récupéra la bourgade de Hama, près de Tibériade, l'Égypte mettait la main sur Gaza. Résultat, l'armistice conclu entre les belligérants arabes – à l'exception notable de l'Irak – et Israël (1949) égalisait le partage de l'État palestinien avorté entre ses voisins sans que les Nations unies trouvaient à y redire.

« Pour Winston Churchill et les Russes, la Méditerranée est un lac stratégique, mais pour nous elle reste notre mère ! » dit une *maxima* dans un film de Fellini : la conférence de Yalta marque l'intrusion de deux Grands étrangers à la mer civilisatrice, l'URSS et les États-Unis, qui reconduisent l'ordre géopolitique contrit par la France et l'Angleterre.

Les froncements de sourcils de l'ONU

La « guerre froide » met au rancart le projet d'État palestinien, renvoie aux calendes grecques un réaménagement politique en Méditerranée orientale. La Turquie envahit Chypre (1974), la Syrie s'installe au Liban (1976), Israël l'y rejoint (1982), après avoir unilatéralement érigé Jérusalem en « capitale éternelle » (1980) puis annexé le Golan syrien (1981) et bombardé, la même année, près de Bagdad, le réacteur atomique Tammouz. Face à cette succession de coups de main, devant ces défis à la légalité internationale, l'ONU fronce le sourcil, « déplore » « de graves violations » et résolutions sans lendemain.

Le soleil qui se lève enfin à l'Est réanime au grand jour toutes

les aspirations nationales, les rivalités ethniques, les haines religieuses. Azéris, Arméniens, Serbes, Albanais et autres Tatars fourbissent les armes comme aux pires nuits de la question d'Orient.

L'affaiblissement de l'URSS remet tout l'édifice géopolitique en cause. Moscou hors jeu, qui va contrebalancer l'hégémonie américaine, réprimer les appétits d'Israël ?

Un monde s'écroule, un ordre faisait long feu dans le crépuscule d'un siècle qui aura vu s'éteindre cinq empires : ottoman, austro-hongrois, français, britannique et soviétique. Le spectre d'un ultime charcutage de la région se profile à l'horizon du troisième millénaire. La France et l'Angleterre entrent dans le vingtième siècle en veillant au chevet de l'« homme malade » de l'Europe, ainsi que le tar Nicolas I^{er} désignait l'Empire ottoman. L'Andriatique s'apprête à finir le siècle en marchant sur le cadavre du « nouvel Hitler ». Hier le Grand Turc, aujourd'hui le Cogneur arabe, mais le perdant reste le même : le musulman.

Derrière le sultan-calife de Constantinople et le dictateur de Bagdad, l'Oumma (2) perçoit, à tort ou à raison, non des autocrates mais les sentinelles avancées de l'Islam. Il s'agit de l'aspiration des musulmans à accéder de nouveau au rang d'acteurs de l'Histoire. Tel fut et demeure, côté rue musulmane, le noeud d'une question d'Orient plus à l'ordre du jour que jamais.

(1) Pierre Rossi, *L'Irak des révoltes*. Le Seuil, 1982.

(2) NDLR : la communauté universelle des musulmans.

► Slimane Zeghidour est journaliste et essayiste.

Une lettre de Gaetano Pesce au Vitra Design Museum

Un artiste italien interrompt sa collaboration avec un musée allemand

L'architecte et designer Gaetano Pesce vient de rendre publique la lettre qu'il a adressée le 9 février au directeur du Vitra Design Museum, M. Alexandre von Vegesack, pour expliquer son refus de vendre quatre chaises destinées aux collections du musée.

Vénitien, vivant à New-York, enseignant à Strasbourg, vigoureux opposant du style international, Gaetano Pesce a été l'un des

enfants terribles de l'architecture dans les années 70, avant de devenir une personnalité du « show-biz » architectural international. Il a construit aux États-Unis, au Brésil, au Japon, et a proposé un projet de « pont de l'Union européenne » pour la ville de Strasbourg. Le Vitra Design Museum est une institution allemande privée, ouverte en janvier 1990 et financée par Vitra, société d'origine suisse qui s'est

imposée dans les domaines du design et de la technologie du siège.

L'attitude de Gaetano Pesce, pour symbolique qu'elle soit, est exceptionnelle dans l'univers de la construction et de l'architecture, univers à mi-chemin de l'art, de la technique et de l'économie, où les règles morales passent pour devoir inévitablement se plier aux lois du marché.

F.E.

Cher Monsieur,

Je tiens à vous remercier pour votre télécopie du 4 février 1991 concernant l'achat de quatre chaises Prat pour la collection du musée, achat pour lequel nous n'avez déjà fait parvenir 50 % du paiement. Je vous remercie aussi de m'avoir demandé de vous proposer l'achat d'œuvres complémentaires. Je profite de l'occasion pour vous redire mon immense respect et ma grande considération pour votre institution et votre sponsor, mon ami Rolf Fehlbaum.

Cela dit, laissez-moi, je vous prie, exprimer mon opinion pour ce qui concerne les événements de la crise du Golfe qui affecte tant notre vie en ce moment, et plus particulièrement la surprise et le choc que j'ai subis en apprenant que les armes chimiques et bactériologiques avec lesquelles le président de l'Irak menace de frapper Israël, l'Arabie saoudite et la Turquie ont été fournies par des compagnies et industriels allemands. Ces industriels ont aussi fourni à l'Irak le savoir scientifique lui permettant de produire de façon incontrôlée ces horribles instruments de mort.

Comme à beaucoup d'autres, il me semble difficile de ne pas associer ces faits à ceux de la deuxième guerre mondiale, alors que le régime allemand concevait la destruction du peuple juif – un crime dont l'humanité entière porte encore la honte.

Jusqu'à ce jour, et après vingt et un ans de guerre, ces armes n'ont heureusement pas encore été utilisées. Il faut espérer qu'elles ne le soient jamais, quoique la menace subsiste. Pourtant je me demande si le gouvernement allemand a pris des mesures contre ces industriels. Je me demande également si le mouvement pacifiste allemand, avant

de faire des manifestations abstraites et conformistes, a jamais exprimé sa désapprobation devant les portes de ces compagnies, en demandant leur fermeture. Certainement cela eût été une bonne opportunité pour les écologistes allemands de se manifester !

Laissez-moi aussi vous dire que les manifestations de colère irrationnelles du mouvement pacifiste allemand me rappellent tristement les manifestations « furieuses » et irrationnelles du mouvement militariste allemand dans les années 40. Quand viendra le jour où ces groupes, citoyens de votre pays, prendront enfin leurs distances avec la nostalgie et le romantisme pour atteindre à une conscience moderne de la responsabilité démocratique ?

Ignorance de l'irrationalité

En fait, je pense que la situation actuelle au Moyen-Orient est le résultat de problèmes qui n'ont pas encore trouvé de solution. Mais je suis également persuadé que le plus grave de ces problèmes est l'ignorance profonde de l'irrationalité qui caractérise la plupart des populations arabes. De plus, les leaders politiques locaux, plutôt que de faire progresser leurs pays, travaillent à les laisser dans des conditions médiocres, ce qui, bien évidemment, est à leur avantage.

C'est bien le cas de Saddam Hussein. Pendant dix ans, il a dépensé des millions de dollars pour la guerre « civile » contre l'Irak (je dirais que de nos jours toute guerre est une guerre « civile ») au lieu de dépenser cet argent pour moderniser son pays, éduquer son peuple et le débarrasser de son ignorance.

Aujourd'hui, avec la guerre dans le Golfe, le scénario est le même,

et, une fois encore, le maître de Bagdad emploie des moyens extraordinaires pour un dessin réactionnaire et passiste qui coïncide au monde entier une dépense énorme d'énergie. Mais cela lui est égal. Son but est la prise de pouvoir sur les pays arabes ; donc l'ignorance, la pauvreté et le fanatisme de ces populations sont indispensables à la réalisation de son projet.

Au milieu de ce tableau, il m'apparaît que certains industriels allemands ont, de fait, aidé Saddam Hussein à retarder le développement culturel du Moyen-Orient. C'est pour toutes ces raisons qu'il me semble que je ne peux pas satisfaire votre demande actuellement.

N'aurait-il pas été plus satisfaisant de voir les industriels et les politiciens allemands, aussi bien que ceux du monde entier, choisir de transférer le coût énorme de cette guerre en investissements dans ces mêmes pays qui sont aujourd'hui confrontés à la destruction ? Jusqu'à aujourd'hui, les armes chimiques et bactériologiques provenant de cette créativité allemande mal utilisée n'ont encore pas servi. J'espère sincèrement que cela n'arrivera jamais. C'est seulement lorsque cet espoir sera réalisé, ma conscience alors en paix, que je pourrai reprendre ma collaboration avec les institutions culturelles allemandes. Je me rends bien compte que ma décision n'est pas très adaptée et relativement simpliste lorsque je la compare à l'effort bien plus grand accompli par d'autres pour empêcher toute action barbare. Mais chacun de nous agit selon ses propres capacités.

Laissez-moi, je vous prie, vous assurer que je ne suis porteur d'aucune animosité envers vous ou

envers l'institution que vous représentez. Comme je vous l'ai cependant déjà dit, je pense qu'il vaut mieux attendre pour être certain que ces objectifs que nous craignons ne soient jamais atteints. Alors, je serai très heureux de reprendre notre collaboration avec les mêmes avantages mutuels qui ont toujours existé entre nous (...)

GAETANO PESCE
(New-York, le 9 février 1991)

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant
Bruno Frappat
directeur de la rédaction
Jacques Guille
directeur de la gestion
Marcel Luthert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoint au directeur de la rédaction)
Thomas Farnaud
Philippe Hureman
Jacques-François Simon

Daniel Varner
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1968)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Lemaire (1982-1989)
André Fontaine (1989-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-99
Télécopieur : 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-30-10
Télécopieur : 40-65-30-10

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-99
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-99
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Téléc : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie
du « Monde »
12, rue Condorcet
94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 347
ISSN 0395-2037

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
François Hugot, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléc : MONDPUB 206 136 F
Téléc : 206 136 F

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LM

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-65-30-10

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

سازمان چاپ و نشر

LE CONFLIT DU GOLFE

Premières rencontres entre alliés après leur victoire

Washington présente au Conseil de sécurité un projet de résolution sur le cessez-le-feu

NEW-YORK (Nations unies)
de notre correspondant

Au cours de leurs consultations du jeudi 28 février, les quinze membres du Conseil de sécurité se sont contentés de passer en revue les nombreux points « techniques » qui, selon eux, doivent être réglés avant de conclure un cessez-le-feu avec Bagdad, notamment la question de l'embargo économique et militaire. « Sur ce chapitre, la coalition est très méfiante », assure un diplomate occidental. Parmi les autres points examinés figurent l'application par l'Irak de toutes les

résolutions du Conseil et le maintien de la présence des troupes alliées dont l'ambassadeur du Koweït a rappelé qu'elle était « légitime » tant que ne seraient pas écartées les menaces sur son pays.

« A présent que les gens ne se tuent plus, nous pouvons prendre le temps de réfléchir. Il faut savoir quelles réponses Bagdad apporte aux nombreuses questions soulevées et quelle est la situation sur le terrain avant de mettre le point final au cessez-le-feu », expliquait un ambassadeur occidental à l'issue de la réunion. Dans cet esprit, le président du Conseil qui cède la place à partir du 1^{er} mars à son collègue autrichien, a pris la

décision de procéder à des consultations bilatérales avec chacun des quinze pays-membres avant de convoquer une nouvelle réunion. L'approbation d'une résolution de cessez-le-feu ne semble donc pas imminente. Pour l'instant, l'arrêt des combats reste suspendu à l'acceptation par Bagdad des conditions fixées par la coalition.

Fait exceptionnel, le département d'Etat, par la voix de son porte-parole, a lui-même présenté jeudi un projet de résolution américain. Celui-ci comprend notamment le maintien de l'embargo sur les ventes d'armes à l'Irak si le président Saddam Hussein reste au pou-

voir, l'acceptation et la mise en œuvre de toutes les résolutions du Conseil, la libération de tous les détenus koweïtiens ou de pays tiers, la reconnaissance de principe par l'Irak de sa responsabilité pour les dommages causés pendant la guerre, la restitution par ce pays des capitaux, des avions et des avions saisis au Koweït et la levée des sanctions prises contre le Koweït pour protéger ses avoirs après l'invasion irakienne. Ce texte demande aussi au secrétaire général d'envisager la fourniture d'une aide humanitaire à la population irakienne.

SERGE MARTI

La visite de M. Roland Dumas à la Maison Blanche

L'« après-guerre » en Irak et au Koweït, mais aussi un nouvel équilibre à trouver dans toute la région, ainsi qu'une solution au problème israélo-palestinien : autant de dossiers au menu des entretiens qu'a eus le ministre français des affaires étrangères M. Roland Dumas à la Maison Blanche, jeudi 28 février. Beaucoup de questions qui semblent-t-il sont restées sans réponse.

WASHINGTON

de notre correspondant

Considérée, à la veille du conflit avec l'Irak par l'administration, et avec une ironie cinglante par la presse américaine, la France a, au lendemain de la victoire, droit aux compliments les plus vibrants, comme si la guerre avait effacé tout malentendu. Reçu jeudi 28 février à la Maison Blanche, M. Roland Dumas a entendu le président Bush exprimer « son appréciation pour la coopération extraordinaire, historique », entre les deux pays. « Vos conseils, votre jugement, le courage de vos forces combattantes sont d'une grande valeur pour nous », a ajouté M. Bush, qui un peu plus tôt avait reçu la visite de l'ambassadeur du Koweït, venu pour sa part remercier « le grand libérateur » de son pays.

Mais c'est avec le secrétaire d'Etat James Baker que le ministre français des affaires étrangères est entré dans le vif du sujet : l'attitude à adopter à l'égard de l'Irak, la mise en place d'un système de sécurité dans la région, la solution du problème palesti-

nien... Autant de questions « délicates », ou encore largement sans réponse, comme l'a admis M. Dumas.

Faut-il, par exemple, maintenir dans toute leur sévérité les sanctions économiques contre l'Irak ? Américains et Français semblent parfaitement d'accord sur deux points. L'embargo sur les ventes d'armes doit être maintenu. Et il faut utiliser les sanctions économiques dans l'espoir de déstabiliser Saddam Hussein : « Nous ne pouvons pas, après ce qui s'est passé, souhaiter le maintien de Saddam Hussein en place », selon le joli understatement de M. Dumas. Mais que faire concrètement, pour, toujours selon M. Dumas, « éviter de donner de l'oxygène » à l'actuel régime de Bagdad, sans pour autant « donner l'impression de punir le peuple irakien » ? Faudra-t-il continuer à interdire à l'Irak de vendre son pétrole, quitte à l'empêcher de se reconstruire, ou bien s'en approprier une partie ?

Rester aussi longtemps que nécessaire

Un sénateur américain a déjà proposé que les membres de la coalition prélèvent « un fort pourcentage » de la production irakienne pour assurer le paiement des réparations (les revenus pétroliers estimés de l'Irak sont d'environ 17 milliards de dollars par an, la somme de ses dettes passées, des éventuels dommages de guerre et des frais de reconstruction pourraient être vingt fois plus élevés). Le ministre français des affaires étrangères est lui, resté assez vague, indiquant que les

décisions devraient être prises « au coup par coup ».

Même incertitude à propos des futurs arrangements de sécurité. Un point au moins semble clair : les Français souhaitent évacuer au plus vite leurs troupes du territoire irakien - M. Dumas a parlé de « quelques jours ». Les Américains semblent un peu moins pressés, ou du moins ils paraissent poser certaines conditions : « Nous sommes évidemment en mesure de rester aussi longtemps que nécessaire », a déclaré jeudi le secrétaire à la défense Dick Cheney, mais « dès que nous aurons résolu quelques-uns de nos problèmes avec les Irakiens, nous partirons ».

M. Cheney a aussi indiqué que les Etats-Unis souhaitent éviter « de maintenir à long terme une importante présence terrestre dans la région », mais il a parlé d'éventuelles « manœuvres communes » avec les pays du Golfe alliés des Etats-Unis, et d'un possible « pré-positionnement d'équipements » (militaires). M. Dumas, à l'issue de son entretien avec le secrétaire d'Etat James Baker, a souligné qu'Américains aussi bien que Français souhaitent une « approche régionale » du problème ; qu'il fallait envisager un contrôle des armements, une « question complexe » : en fait, il a surtout donné l'impression que les alliés n'en étaient qu'à un stade exploratoire.

MM. Dumas et Baker ont aussi parlé du Liban, et même, selon le ministre des affaires étrangères, « élaboré une approche qui permettrait d'envisager une solution ». Il s'agit de tenter « d'accélérer le processus de Taëf », qui prévoit le

renforcement de l'autorité du gouvernement libanais et le départ des forces étrangères.

Régler au plus vite le problème palestinien

Et bien entendu les deux ministres, qui devraient se revoir prochainement, ont convenu de la nécessité de « régler au plus vite le problème palestinien », même si la France et les Etats-Unis diffèrent toujours sensiblement sur la méthode. A vrai dire, le ministre français n'a même pas mentionné la convocation d'une conférence internationale - ce qu'il avait fait plus tôt dans la journée à New-York - sachant bien que les Etats-Unis y sont opposés. C'est donc M. Baker qui a confirmé que Washington ne voyait pas pour l'instant « l'opportunité » d'une telle conférence, d'autant plus improbable qu'Israël n'en veut pas.

Que faire, dans ce cas ? Les Américains ne paraissent pas avoir d'idées très nouvelles : M. Baker souhaite essentiellement, selon son interlocuteur français, « reprendre les bases d'un dialogue (israélo-palestinien) qui a échoué de peu » (c'était la formule Shamir, que M. Baker avait essayé de faire aboutir jusqu'à ce qu'il devienne évident que le premier ministre israélien lui-même ne souhaitait pas le succès de cette tentative). M. Dumas a « souhaité bonne chance » aux Américains dans leurs efforts, manière élégante de dire qu'il n'en attendait pas grand-chose.

JAN KRAUZE

Le test des « casques bleus »

NEW-YORK (Nations unies)
de notre correspondant

M. Roland Dumas a souhaité jeudi 28 février à New-York que l'ONU « joue pleinement son rôle sur les problèmes humanitaires, le maintien de la paix et le règlement des conflits visant à aboutir à la sécurité » dans la région du Golfe. L'attitude définitive qu'adopteront la France et, surtout, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, quant à la présence ou non de « casques bleus », aura valeur de test sur la place réellement accordée à l'Organisation dans le processus de paix, notamment pour de nombreux pays arabes, inquiets de la présence de troupes étrangères.

L'idée du déploiement de forces de l'ONU, mentionnée dans le plan de paix soviétique soumis à l'Irak avant que Bagdad ne se plie finalement à la totalité des résolutions du Conseil de sécurité, ne figure pas en revanche dans le projet de résolution relatif au cessez-le-feu que Washington envisage de présenter au Conseil de sécurité. Pourtant, bien avant la fin des hostilités, le secrétaire général des Nations unies, avait fait savoir à de multiples reprises qu'il était prêt, après la cessation des combats, à déployer sur place un contingent d'observateurs militaires, voire de forces de maintien

de la paix, sous réserve que le Conseil de sécurité donne son aval. Pour l'instant, celui-ci ne semble pas pressé et le projet américain préfère attribuer d'autres impératifs à M. Javier Perez de Cuellar, par exemple l'acheminement d'une aide humanitaire à l'Irak. Une façon de décourager la volonté d'« ingérence » de l'ONU sur le terrain.

Dès le lendemain de l'invasion du Koweït par l'Irak, M. Marrak Goulding, secrétaire général adjoint chargé des affaires politiques spéciales, avait été chargé d'étudier diverses hypothèses de présence des forces onusiennes dans la perspective de l'après-guerre. Le scénario s'était précisé, il y a quelques jours, après la proposition soviétique à l'Irak, à tel point qu'un recensement avait été opéré le 22 février auprès des divers contingents de l'ONU stationnés dans le monde en vue de les alléger pour opérer un très rapide redéploiement sur le Golfe.

« Certains pays, telle l'URSS, souhaitent vivement la présence onusienne, d'autres, comme les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, sont plus réservés », indique un responsable de l'Organisation. S. M.

Importante manifestation pro-irakienne en Jordanie. - Plus de 10 000 Jordaniens et Palestiniens ont manifesté, jeudi 28 février, dans les rues d'Amman, en acclamant la « victoire » de l'Irak et de son président. Les manifestants, qui réclamaient la fermeture de l'ambassade américaine, ont défilé pendant plus de trois heures jusqu'à la mosquée Al Hussein en brandissant de grands drapeaux jordaniens, palestiniens et irakiens. Les pays arabes qui se sont

rangés aux côtés de la coalition ont été largement injuriés par la foule, qui scandait : « Frappe Taïef, Saddam, nous sommes tous avec toi ! » et « Allah ou akbar ! ». Plusieurs centaines de policiers casqués et armés de boucliers et de matraques avaient pris position le long des grands axes et aux principaux carrefours, barrant l'accès du quartier des ambassades, sur les hauteurs d'Amman. Le cortège s'est dispersé sans incident en fin d'après-midi. - (AP, AFP)



Personnes. Rencontres. Nouveaux marchés: Leipzig 91

Les différents Salons qui ont lieu au printemps 1991 permettront à Leipzig de rapprocher non seulement les marchés de l'Est et de l'Ouest mais surtout de créer des liens entre les personnes. Une rencontre européenne dont l'objectif est de créer de meilleurs contacts pour l'avenir. C'est ainsi qu'un partenaire commercial peut, à cette occasion, devenir un bon ami et qu'une telle

rencontre à un Salon peut être la réalisation d'une rencontre si longtemps attendue. Les 2800 exposants présents aux différents Salons de printemps offrent des possibilités presque illimitées pour nouer de nouveaux contacts. Et pour les 10 autres Salons qui auront lieu cette année, le mot de passe est - on se voit à Leipzig !



FOIRES DE LEIPZIG PRINTEMPS 1991

SALON DE LA TECHNIQUE
du samedi 16
au vendredi 22 mars

Parc des expositions

Les salons professionnels : Machines - outils et outillage - Usines à exploitation commerciale et métallurgie - Electrochimie et électronique - Brevets industriels / sous - licence. Domaines représentés : Ingénierie de la circulation, logistique - Technologie de biens agricoles et alimentaires, technologie de l'emballage - Machines de chantier, machines pour les variétés et la chimie - Sciences et technologies - Services marchands - Expositions collectives et stands d'informations nationales de l'étranger.

SALON DE LA CONSOMMATION
du samedi 16
au mercredi 20 mars

Halls d'exposition dans le centre de la ville

Marché professionnel pour les appareils ménagers et les électrodomestiques, verreries, porcelaines, céramiques. Marché professionnel pour le papier, matériel de bureau, papeterie, cadastres. Domaines représentés : Montres et bijoux - Tapis d'aménagement et pour la maison - Produits de beauté, produits d'entretien chimiques, produits pharmaceutiques - Jouets - Instruments de musique - Denrées alimentaires et produits de luxe. Salon professionnel « La Belle Vie » : Matériel pour coiffeurs et produits de beauté.

Leipziger Messe GmbH,
Markt 11 - 18, Postfach 720, D - 7010 Leipzig.
Tél : 7 18 10, Fax : 7 18 15 73, Telex : 512 294

M E S S E N D E R Z U K U N F T

LE CONFLIT DU GOLFE

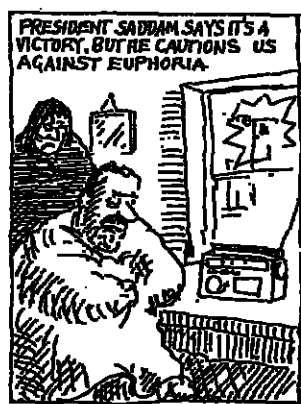
La situation en Irak

Radio-Bagdad appelle M. Saddam Hussein à « surmonter l'épreuve »

Bagdad semblait décidée à sortir de la torpeur où la guerre l'avait plongée, après l'annonce, jeudi 28 février à 11 heures (9 heures à Paris) du cessez-le-feu. Comme l'a constaté sur place l'envoyé spécial de l'AFP, les rues de la capitale se sont animées dès les premières heures de la matinée, et la circulation, paralysée depuis plusieurs semaines à la fois par le manque d'essence et par la peur des bombardements alliés, s'est faite plus dense. Des boutiques ont indiqué qu'ils ouvraient leurs échoppes pour la première fois depuis le 17 janvier.

Pendant ce temps, Radio-Bagdad diffusait des chants patriotiques appelant notamment le président Saddam Hussein à « surmonter l'épreuve ». « O Saddam, ne te laisse pas influencer par les événements, toi qui es défendu et construit l'Irak, et toi dont le nom sera à jamais notre drapeau, un drapeau qui ne cessera jamais de flotter », répétait sans relâche un chanteur populaire.

Quant aux commentateurs, ils restaient tout aussi triomphalistes que la veille. « L'armée a accompli une mission héroïque qui sera inscrite dans l'histoire », a lancé l'un d'entre



PRESIDENT SADDAM SAYS IT'S A VICTORY, BUT CAUTIONS US AGAINST EUPHORIA

« Le président Saddam dit que c'est une victoire, mais il nous met en garde contre l'euphorie » (The Guardian du 1^{er} mars).

eux. « Les gardes républicains ont brisé la colonne vertébrale de leurs agresseurs et les ont rejetés au-delà des frontières. » Ou encore : « C'est une victoire pour notre peuple et pour le président Saddam Hussein. » Un peu plus tard, la radio a félicité l'Irak pour avoir « démolit l'aura des Etats-Unis - l'empire du mal, de la

terreur et de l'agression. L'Irak a fait un trou dans le mythe de la supériorité américaine et mis les Etats-Unis le nez dans la poussière ».

Pour le quotidien Al Thawra du Parti Baas paru jeudi, « la victoire ne réside pas dans le nombre de chars ou d'avions que nous avons utilisés ou que les ennemis ont utilisés. Ce n'est que de l'acier qui peut être détruit. La victoire réside dans le visage qu'on acquiert dans les livres d'histoire ».

Al-Qadisiyah, l'organe de l'armée irakienne, affirme par sa part : « L'Irak luttera pour mettre en échec le complot américain et occidental, mené par le criminel de guerre George Bush et par ses vils alliés comme François Mitterrand et John Major (...). Il poursuivra sa résistance pour exterminer les comploteurs qui visent à affaiblir l'armée irakienne et à épuiser le pays pour mettre fin à son rôle national au sein du monde arabe ».

Enfin Al Jouhriyah, l'organe du gouvernement, écrit qu'il est du devoir de tous les Irakiens de rester vigilants et d'être toujours prêts à récupérer leurs droits légitimes usurpés par la coalition des agresseurs. Cependant l'opposition irakienne en

exil s'active à la faveur des événements. L'ayatollah Taki El Moudarresi, opposant chiite au gouvernement de Bagdad, a déclaré à Damas que Saddam Hussein devrait être renversé pour avoir apporté au pays « honte et destruction » lors d'une guerre qui, selon lui, tué ou blessé 250 000 Irakiens. « L'Irak ne peut pas être stable sans le renversement de ce tyran », a-t-il dit.

Une réunion de l'opposition à Beyrouth ?

On croit savoir, par ailleurs, de source informée, que tous les mouvements d'opposition irakiens se réuniront au Liban les 10 et 11 mars pour discuter de l'avenir de l'Irak après la guerre du Golfe.

Damas avait marqué un point le 27 décembre dernier en parvenant à convaincre dix-sept mouvements représentant la plupart des tendances de cette opposition - communistes, intégristes, baasistes, nationalistes kurdes et autres - d'enterrer leurs divergences pour créer un Comité d'action commune (CAC). (AFP, Reuter, AP.)

La libération de Koweït-Ville

L'ambassadeur de France précède l'émir Jaber

KOWEÏT

de notre envoyé spécial

Deux jours après la libération de la ville, l'enthousiasme n'était pas retombé vendredi matin 1^{er} mars. Si les résistants koweïtiens à l'armée de Rambo ont cessé de tirer à la Kalachnikov, en signe de bienvenue aux étrangers - « il faut faire attention, ce n'est pas le moindre danger de la ville », plaisante un militaire français arrivé la veille -, des voitures continuent de sillonner la ville en tous sens, actionnant leur klaxon et faisant le « V » de la victoire.

Bien que la tour de contrôle ait été détruite, l'aéroport international accueille les vols militaires. Les Américains ayant remplacé les contrôleurs du ciel par une radio de fortune, l'armée américaine ne semble visible qu'aux abords de l'aéroport où certains GI récupèrent des fatigues de la campagne dans de nombreuses carcasses de voitures qui encombrant la zone.

La météo, vendredi, était satisfaisante, à la différence de jeudi, où des nuages plaquaient au ciel les fumées noires des puits de pétrole en feu faisant régner en plein jour une obscurité totale.

Tous les puits continuaient, d'ailleurs, de brûler vendredi matin. Sur le tarmac de l'aéroport, deux carcasses d'avions civils éventrés. Il n'en reste que le nez et la queue, tout le reste est réduit en cendres.

Un drapeau flamboyant neuf a remplacé les trois couleurs défranchées de l'occupation sur le toit de l'ambassade de France. Les alliés avaient symboliquement prévu d'en hisser les couleurs au même instant, jeudi matin. Mais si l'ambassadeur de France, M. Jean Bressot, était bien au rendez-vous, ramené dans un Transal militaire français, ses collègues britannique et américain restent introuvables.

M. Bressot a retrouvé les bâtiments de la chancellerie en bon état, ceux-ci ayant simplement subi un « pillage léger ». « On a fouillé dans les tiroirs, mais on a laissé tout le mobilier, les tapis, les tableaux, dont les portraits du chef de l'Etat ».

Quant à la résidence, dont la violation avait entraîné l'envoi des premières troupes françaises en Arabie saoudite, elle est absolument intacte, précise l'ambassadeur, qui a même trouvé « un peu d'eau pour faire une toilette de chat, ce matin ».

Depuis le début de l'attaque terrestre, l'eau et l'électricité ont été coupées dans la ville de Koweït, vraisemblablement du fait des sabotages irakiens, assurent les Koweïtiens, mais apparemment les habitants s'éclairaient à la bougie et

ont constitué d'importants stocks d'eau minérale. L'absence d'eau n'est réellement gênante qu'à l'hôpital Mubarak, où toute stérilisation est impossible et où les chirurgiens ne peuvent se laver les mains. Pour le reste on ne semble pas manquer de médicaments et les médecins, avec la fin des hostilités, espèrent revoir bientôt leurs infirmières.

Les tout premiers témoignages recueillis ne semblent pas confirmer l'existence d'exactions importantes : personne ne confirme notamment que des bébés aient été arrachés de leur couveuse, un des bruits qui avaient circulé au début de l'occupation irakienne.

S'agissant des Français, il semble qu'ils aient surtout souffert des tracasseries administratives, notamment de l'obligation de se faire établir un permis de séjour, faute duquel ils étaient cloîtrés à domicile. « Comme cela, on a appris à faire notre pain et notre lait caillé », plaisantait, vendredi matin, les premiers qui se présentaient devant les grilles de l'ambassade.

Il semble bien, en revanche, que les Irakiens dans leur fuite aient enlevé un nombre important de Koweïtiens, « depuis hier, douze personnes sont venues me voir en me demandant si nous avons une liste de Koweïtiens enlevés », explique un militaire français. « Deux de mes amis ont été enlevés », confirme M. Michel Chalhou, représentant au Proche-Orient de plusieurs sociétés de commerce de luxe françaises, « un des neuf Français - dont trois Chalhou, précise-t-il fièrement - qui sont restés au Koweït tout au long de l'occupation ».

Les premiers diplomates et militaires arrivés dans la capitale, tout en s'activant fiévreusement à la remise en état de l'ambassade, attendent de pied ferme le retour des autorités koweïtiennes, mais il semble bien que le gouvernement koweïtien, pour l'instant, ait choisi de prendre son temps, dans son hôtel de Taïf, en Arabie saoudite, avant de reprendre possession de son émirat. Personne ne semble faire respecter la loi martiale décrétée par le gouvernement en exil : « Ce n'est pas nécessaire, assure un Koweïtien, ici, tout le monde est sage ».

En attendant le retour des autorités, les militaires français, qui avaient atteint vendredi soir l'objectif de deux cent cinquante, procédaient en fin de matinée à la « dépollution », comme ils disent - c'est-à-dire au déminage - de l'hôpital militaire, où devaient s'installer le gouvernement, tous les palais officiels ayant été plus ou moins bombardés par les Irakiens.

DANIEL SCHNEIDERMAN

La rumeur d'Alger

Suite de la première page

Dans la soirée du 27 février, soit quelques heures avant que les coalisés annoncent qu'ils consentaient à un cessez-le-feu, M. Saddam Hussein, amer d'avoir, selon son expression, été « lâché » par les Soviétiques, s'était enquis de savoir si l'Algérie accepterait, le cas échéant, de lui accorder l'asile politique. Paris avait été prévenu de la démarche irakienne.

Quelques heures plus tard, Alger donnait son accord, sous réserve, notamment, que les successeurs du président irakien - vraisemblablement des membres de son ancienne équipe - acquiescent à cette solution et que les coalisés garantissent que le proscrire ne ferait pas l'objet, comme la menace en a été brandie, de poursuites pour crimes de guerre.

Prendre ses distances

Dans le contexte actuel, le gouvernement algérien se serait sans doute bien passé d'accueillir sur son sol M. Saddam Hussein. L'Algérie, pourtant, n'a guère le choix : pour une majorité de la population, inconditionnelle du chef de l'Etat irakien, son refus passerait pour une trahison. Cette solidarité politique de l'Algérie - qui a déjà permis à M. Saddam Hussein, comme on l'a vu, de mettre à l'abri une partie de sa flotte aérienne - explique qu'il envisage, aujourd'hui, de s'y réfugier.

Avantage supplémentaire, Alger est à bonne distance d'Israël dont le président irakien redoute toujours un mauvais coup. C'est cet impératif de sécurité qui semble l'avoir incité à abandonner l'idée, un instant caressée, de se réfugier au Yémen, sinon au Soudan.

Avant de donner leur accord, les responsables algériens ont tenu à s'entourer de quelques garanties, notamment à propos du statut juridique de l'exilé. Alger n'apprécierait guère de se retrouver au centre d'une bataille judiciaire dont l'enjeu serait l'extradition de son hôte sur plaintes éventuelles de citoyens koweïtiens victimes des exactions de l'armée irakienne, ou encore d'anciens otages retenus sur des sites stratégiques, l'été dernier.

A Alger, on assure que les coalisés ont donné leur garantie qu'une fois M. Saddam Hussein parti ils

ne lui chercheraient plus d'ennemi.

On peut légitimement penser que les discussions sur le cessez-le-feu n'ont pas été indépendantes du marchandage sur le sort de M. Saddam Hussein. Ce n'est un secret pour personne que les Américains refusent de discuter avec ce dernier dont ils récusent désormais la légitimité. Les Soviétiques ne sont pas loin d'utiliser le même langage. M. Evgueni Primakov, émissaire de M. Gorbatchev, ayant fait savoir en substance à ses interlocuteurs de Bagdad qu'il « valait mieux sauver l'Irak plutôt que Saddam ».

Confrontés au problème de l'avenir de leur pays - selon certains experts il faudra plus de dix ans pour le remettre à flot, - des hauts responsables irakiens auraient finalement été sensibles à l'argument que rien ne sera possible si, au préalable, leur président n'est pas écarté du pouvoir. Ayant aussi reçu des assurances que, à l'exception d'une zone tampon provisoire établie entre le Koweït et l'Irak, l'intégrité du pays serait préservée, plusieurs d'entre eux s'activeraient pour tenter de mettre en place un gouvernement de transition qui pourrait prendre ses fonctions au terme des quarante-huit heures de répit laissées par les Américains pour, officiellement, mettre en place les conditions d'un cessez-le-feu durable.

Un militaire ou un civil ?

Les milieux dirigeants d'Alger répercutent à ce propos de multiples rumeurs. Selon les uns, M. Tarek Aziz serait le mieux placé pour diriger le nouveau gouvernement. Selon d'autres, des militaires favorables à l'instauration d'un pouvoir fort capable de s'opposer à d'éventuels troubles feraient mieux l'affaire.

Reste que si M. Saddam Hussein s'est bien préoccupé d'un éventuel refuge en Algérie, personne n'est certain qu'il soit définitivement disposé à lâcher le pouvoir. Le président irakien est en effet au centre de pressions contradictoires. Sa femme et ses enfants sont déjà réfugiés à Nouakchott, en Mauritanie, mais le clan au sens large, ses cousins et ses fidèles, les cadres du parti Baas, sont toujours en Irak.

Ce sont eux qui, conscients que leur vie est directement liée au maintien en place de leur chef, le pressent de ne pas abandonner la partie et de s'appuyer sur les éléments de la garde républicaine réputée fidèle qui se trouvent encore à Bagdad. Si le président irakien faisait ce choix, ses adversaires n'auraient alors d'autre solution que de tenter de l'éliminer physiquement.

GEORGES MARION

M. Rocard : l'avenir politique appartient au peuple irakien

M. Michel Rocard a été entendu, jeudi 28 février, par la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, quelques heures après la suspension des hostilités dans le Golfe.

Le premier ministre a d'abord souligné la qualité des relations depuis le 2 août, entre l'exécutif et le législatif. « C'est un élément du bilan dont nous pouvons communément tirer quelques bénéfices pour la bonne marche de la République », a-t-il dit à la centaine de députés présents.

Le premier ministre, tout en exprimant sa « grande satisfaction », s'est gardé de tout excès de triomphalisme. Il a rappelé, en attendant un véritable cessez-le-feu, que l'Irak dispose encore d'armements sophistiqués (avions, hélicoptères et les restes de la garde républicaine). Il a également insisté sur le fait que, la guerre ayant été déclenchée sous l'égide de l'ONU, c'est toujours au sein de l'ONU que la paix dans la région doit être construite. La France fera entendre sa spécificité parce qu'elle a sa propre conception de la façon dont les difficultés de cette région peuvent être abordées, a-t-il dit en substance.

Le premier ministre a également été interrogé sur le sort du président irakien et sur le fait qu'il représenterait un obstacle pour la conclusion de la paix. M. Rocard a répondu que les Irakiens doivent gérer eux-mêmes leurs problèmes politiques et qu'il leur revient de tirer les conclusions des récents événements et de la situation de détresse dans laquelle ils sont plongés.

M. Rocard a exprimé le souhait que la logique commerciale ne s'impose plus dans le domaine des ventes d'armes. « Il est certain qu'une des préoccupations de la France dans les jours qui viennent, sera d'éviter que la logique du simple commerce régisse une nouvelle fois le commerce des armes », précise M. Michel Vauzelle, président de la commission des affaires étrangères.

Au terme de la réunion, M. Jean Auroux, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a rendu hommage à l'opposition, qui, selon lui, a adopté « une attitude très responsable et très loyale quant aux informations confidentielles qu'elle a eues. A un moment où l'ensemble de la classe politique était critiqué, je crois que nous avons tous contribué à redorer le blason de la politique ».

Tirant les leçons de la couverture audiovisuelle de la crise

Les Européens veulent contrebalancer l'influence de CNN

A côté des forces alliées, l'autre grand vainqueur de la guerre du Golfe s'appelle Cable News Network. La chaîne américaine de Ted Turner a imposé le sigle CNN sur tous les écrans du monde, fasciné les téléspectateurs, les rédactions et les responsables politiques en couvrant en continu la crise et les opérations militaires.

Cette suprématie audiovisuelle d'une télévision américaine imposant son point de vue sur un conflit international a suscité de nom-

breuses réactions en Europe, où on veut désormais contrebalancer l'influence de CNN. En Grande-Bretagne, M. Murdoch a déjà sa propre chaîne d'information, Skynews, qui diffuse sur l'Europe, tandis que la BBC accélère la mise en place de son « world service ».

En France, TF 1 et Canal Plus préparent depuis quelques semaines un projet commun en langue française.

BRUXELLES

de notre correspondant

L'Union européenne de radiodiffusion (UER), qui regroupe trente-sept chaînes nationales de télévision dans une zone s'étendant de la Finlande au Maroc, et de l'Irlande à la Turquie, a présenté, mercredi 27 février, à M. Jacques Delors et à plusieurs commissaires européens, un projet d'émissions en continu baptisé « Euronews », avec l'espoir d'obtenir une aide financière de la Commission de Bruxelles. « Les événements du Golfe ont joué un rôle d'accélération dans notre projet, de plus en plus nécessaire après qu'on ait tant vu les trois lettres CNN sur les écrans mondiaux », a dit M. Hervé Bourges, président de A2 et de FR3, un des patrons de télévision européens associés à cette démarche.

L'idée est simple : il s'agit de faire aussi bien que la chaîne câblée américaine en utilisant la

production européenne et en la diffusant en cinq langues : allemand, anglais, espagnol, italien et français. Les Douze ne sont qu'une composante de l'UER, mais, s'agissant d'un projet visant à satisfaire les téléspectateurs d'Europe occidentale tout en s'adressant aussi à ceux d'Europe de l'Est et du bassin méditerranéen, il est normal d'en appeler aux institutions de Bruxelles, malgré quelques déboires antérieurs dans le domaine de l'audiovisuel.

« C'est un projet politique, consistant à donner une vision européenne de l'actualité », a souligné M. Massimo Fichera, un des Italiens responsables de la RAI, dans l'espoir évident de convaincre la Commission. A-t-il été entendu ? La réponse viendra plus tard, lors de « rencontres techniques » et après la présentation du projet au Parlement européen. Mercredi, la Commission a été attentive, mais a aussi exprimé quelques souhaits d'ordre technique et culturel.

« Nous ne pouvons rien faire sans l'aval des commissaires européens, même si le projet peut démarrer sans eux », a constaté M. Bourges. Dans l'immédiat, les chaînes les plus intéressées ont déjà avancé ensemble 2,5 millions d'euros.

La France, l'Italie, l'Espagne, l'Allemagne, la Belgique (par sa chaîne francophone, mais non par la néerlandophone), font le plus gros effort, avec l'appui de pays tels que la Grèce ou la Yougoslavie, mais la Grande-Bretagne, associée aux négociations du projet, ne donne pas d'argent pour le moment, la BBC ayant ses propres intentions sur la scène audiovisuelle européenne. Qu'on l'admette officiellement ou non, le projet « Euronews », malgré son nom de baptême, apparaît comme un contrepoint des principales langues européennes à l'hégémonie de l'anglais-américain.

Selon les organisateurs, dès 1992, Euronews pourrait atteindre

En Allemagne, le groupe Bertelsmann s'intéresse au public germanophone et l'homme d'affaires italien Giancarlo Parretti rêve d'une chaîne spécialisée européenne construite à partir de l'ancienne Superchannel.

Mais une douzaine de télévisions publiques européennes ont mis en chantier depuis deux ans un projet multilingue qui pourrait recevoir le soutien de la Communauté européenne.

par réseau câblé et par antennes pour satellite quelque 23 millions de foyers « de classes moyennes et supérieures intéressées par l'information et les activités internationales ». Pour un public « formé de l'addition d'audiences fragmentées et intermittentes, Euronews sera une chaîne d'images avec commentaires hors champ, qui fera un large usage du sous-titrage ».

Après un rodage de neuf heures par jour en 1992, la nouvelle chaîne, dont le siège reste à fixer, émettrait en continu dès 1993, pour un coût de fonctionnement de 24 millions d'euros. Pendant les six premières années, le financement serait assuré à 54 % par les membres de l'UER, à 24 % par des fonds publics européens et à 22 % par des recettes propres, par tirage et publicité.

A terme, les recettes propres devraient équilibrer le budget d'une entreprise dont l'idée est née du succès de l'Eurovision.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

TALOTAL			
LIRE 817 455 000 000 F			
TOUTES LES BILLES DE TIRAGE PAR			
17 455	40 000 F		
7 455	4 000 F		
455	400 F		
55	40 F		
5	10 F		
DANS LE CADRE DE LA LOTERIE DES JOUETS			
MONTREUSE 29 JANV 1991			
8 ^e TRANCHE			
TIRAGE DU 28 FÉVRIER 1991			

LE CONFLIT DU GOLFE

Les Européens se sont félicités de la libération du Koweït et de l'arrêt des opérations militaires par un communiqué de la présidence communautaire publié jeudi 28 février à Luxembourg, qui affirme d'autre part que les Douze « s'efforceront de définir pour la région une approche globale qui couvrira les problèmes politiques, les problèmes de sécurité et la coopération économique ».

Dans un message adressé aux présidents américain et français et aux premiers ministres britannique et italien, le chancelier Kohl les félicite « du fond du cœur » pour cette « victoire du droit contre le non-droit ». Le chancelier a d'autre part relancé son idée de modifier la Constitution allemande pour permettre à son pays de participer à des opérations militaires comme celle qui vient d'avoir lieu : « Il est totale-

ment exclu qu'un pays de 80 millions d'habitants soit membre des Nations unies et ne puisse participer à la mise en œuvre de leurs décisions », a-t-il estimé. M. Kohl entend participer, au sein de la CEE, à l'élaboration d'un ordre de paix dans la région et a annoncé qu'il prévoyait de rencontrer prochainement les présidents américain et soviétique, sans plus de précision.

Le chef du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez, se félicitant lui aussi de la victoire du droit, a déclaré, à propos du rôle des Etats-Unis : « Nous ne pouvons à la fois remercier les Etats-Unis d'avoir mobilisé un demi-million de soldats pour parvenir à ce résultat et leur reprocher leur rôle prééminent ». Le ministre des affaires étrangères espagnol, M. Francisco Fernandez Ordóñez, a annoncé qu'il se rendrait « très prochainement » aux Etats-Unis et

qu'il envisageait une visite en Israël vers la mi-mars.

Les réactions au cessez-le-feu ont été peu nombreuses dans le monde arabe. Le ministre algérien des affaires étrangères a cependant demandé la levée de l'embargo contre l'Irak et la mise en œuvre par l'ONU « des mécanismes appropriés en matière d'opérations de maintien de la paix ». Il souligne que « la prise en charge des questions de sécurité pour l'avenir incombe aux seuls pays de la région » et demande le retrait « sans délai » de toutes les forces étrangères du territoire irakien.

En Iran, le ministre des affaires étrangères, M. Velayati, s'est déclaré hostile à une ingérence étrangère « dans l'avenir du peuple irakien ». Il a estimé qu'il fallait que l'invasion du Koweït soit contestée, « mais pas par ceux qui n'ont jamais pris et ne

Les réactions dans le monde

prendront jamais en considération les intérêts de l'islam et des musulmans ».

En Jordanie, le ministre de l'information, M. Ibrahim Ezzedine, a souhaité la même détermination internationale pour l'application des résolutions de l'ONU relatives aux territoires occupés par Israël et appelé les Etats-Unis à « faire pression » sur l'Etat juif pour aider à résoudre le problème palestinien.

C'est également l'avis exprimé jeudi par le comité exécutif de l'OLP : « La crédibilité du Conseil de sécurité est maintenant à l'épreuve. Il doit contraindre Israël à se retirer immédiatement des territoires palestiniens occupés et à appliquer toutes les résolutions de l'ONU », dit un communiqué, qui demande d'autre part la levée de toutes les sanctions contre l'Irak.

Congratulいたions et consensus en Grande-Bretagne

« Faites sonner les cloches ! Nous avons eu une grande victoire. Disons-le carrément. Ce n'est pas le moment de jouer les modestes ! ». Cette envolée du général Peter de la Billière, commandant en chef des forces britanniques dans le Golfe, résume bien l'état d'esprit de nombreux Britanniques.

LONDRES

de notre correspondant

L'heure était jeudi aux congratulations et à la célébration d'un succès militaire aussi complet que rapide, auquel les Britanniques estiment avoir largement contribué. M. John Major a reçu aux Communes des acclamations et des compliments inattendus pour un premier ministre en poste seulement depuis trois mois. Selon l'expression en usage ici, il a eu une « bonne guerre » qui pourrait lui permettre, si l'économie continue à donner des signes de rétablissement, de convoquer des élections anticipées avant l'été.

Les hommages sont venus de toutes parts, y compris des rangs de l'opposition, saluer son « calme » et sa « détermination ». Le grand mérite de M. Major a été d'éviter toute rhétorique excessive ou chauvine. Il avait annoncé d'emblée à la fois qu'il était sûr du caractère légitime du recours à la force et qu'il conduisait cette guerre sans y prendre plaisir. Cette attitude s'est révélée très populaire. M. Major a félicité les forces armées pour « leur courage et leur professionnalisme » et tout particulièrement le commandement pour la « préparation et l'exécution parfaites de la cam-

pagne ». Les Communes l'ont longuement applaudi lorsqu'il a affirmé que les Britanniques « pouvaient être fiers à juste titre » de ce qui avait été accompli.

Le premier ministre a énuméré les conditions posées par les coalisés pour le cessez-le-feu. « Nous allons également demander à l'Irak de détruire, sous contrôle international, tous ses missiles balistiques et ses armes de destruction massive et de ne pas chercher à obtenir de telles armes à l'avenir », a-t-il déclaré. Que faire désormais de M. Saddam Hussein ? « J'espère que son peuple le traitera de la manière qu'il mérite. Aucun d'entre nous ne pleurera si cela se produit ».

Pas de tribunal international

Le maintien de ce dernier à la tête de son pays rendrait beaucoup plus difficiles aussi bien les efforts pour établir la paix au Proche-Orient que la reconstruction de l'économie irakienne. « Il est absolument clair que la communauté internationale continuera à considérer l'Irak comme un paria tant que Saddam Hussein restera au pouvoir ».

Ces propos sont en retrait par rapport à ce que souhaitait l'opinion britannique. Celle-ci voudrait que le dirigeant irakien soit traité en justice. C'était aussi l'opinion de M. Thatcher, peu après l'invasion du Koweït. Elle avait alors proposé que M. Saddam Hussein soit jugé par un tribunal international comparable à celui de Nuremberg devant lequel avaient comparu les principaux dirigeants nazis après la seconde guerre mondiale. Cette idée semble désormais abandonnée. L'avenir du Proche-Orient tel

que le voit M. Major comporte évidemment des garanties concernant la sécurité du Koweït et des autres Etats du Golfe.

Mais il estime qu'il faudra aussi prendre en compte « d'autres problèmes, au premier chef celui des Palestiniens ». Les Britanniques avaient refusé l'établissement de tout lien entre l'invasion du Koweït et la question palestinienne, mais dès lors que la première a cessé, ils sont prêts à réexaminer la seconde.

M. Major a conclu son intervention aux Communes par un vibrant hommage à M. Thatcher dont « la détermination dès le début de la crise a joué un rôle-clé dans la mise en place du soutien international à la cause du Koweït ». Parlant pour la première fois au Parlement depuis sa démission, celle-ci a répondu en saluant l'action de son successeur et en affirmant la tâche qu'il lui a laissée. Elle a déclaré qu'elle se sentait prête à reprendre son poste de première ministre.

Les Britanniques sont décidés à rapatrier leurs troupes aussi vite que possible. Ils ne se font pas d'illusions excessives sur leurs capacités à influencer sur le cours des choses dans cette partie du monde. La politique intérieure va rapidement reprendre ses droits. Un député s'est enquis jeudi, lors de la séance des questions au premier ministre, de l'amélioration de la liaison routière entre Londres et Douvres. Il y a eu des remous dans la salle mais le speaker a aussitôt affirmé que l'honorable parlementaire avait parfaitement le droit d'avoir des préoccupations aussi terre à terre et de poser sa question. Celui-ci a reçu une garantie de principe que les travaux en cours seraient menés à leur terme.

DOMINIQUE DHOMBRES

Polémique à Rome autour de la participation — modeste — de l'Italie à la coalition

L'Italie « oubliée » par les Américains, quand la France, le Royaume-Uni et même l'Allemagne sont invités à Washington pour préparer l'après-guerre ; l'Italie critiquée jusque sur les bancs de sa majorité parlementaire pour l'image « oscillante et hésitante » de sa politique à l'égard de la coalition anti-Saddam Hussein, l'Italie marginalisée à la table des vainqueurs en raison du caractère limité de sa participation militaire. Au lendemain du cessez-le-feu, dont chacun, ici comme ailleurs, s'est réjoui, une certaine nervosité mêlée d'embarras se faisait jour, jeudi 28 février, dans les allées du pouvoir.

ROME

de notre correspondant

Premier symptôme de cette surprenante poussée de fièvre, le véritable coup de sang dont a été victime mardi, au Quirinal, le président de la République, M. Francesco Cossiga. Alors qu'il pensait de cette dépêche d'agence étrangère qui avait jugé « symbolique » l'apport militaire de l'Italie aux alliés, le chef de l'Etat, selon la presse locale, a rétorqué mot pour mot : « Celui qui a écrit cela est un fils de... je ne vous dirai pas quel, uniquement sur respect pour l'un des plus vieux métiers du monde ». Jugement grossier partagé sur le

fond, sinon dans la forme, par le chef de la diplomatie, M. Gianni De Michelis, pour qui « on aurait réagi pareillement dans n'importe quel pays sérieux ».

Le ministre des affaires étrangères a ensuite profité de l'occasion pour dire sa colère à l'encontre de la presse transalpine, globalement accusée de « provincialisme » pour avoir notamment mis en lumière « l'oubli » de l'Italie par l'Amérique. Certains journalistes locaux qui avaient cru déceler « un affront » particulier pour leur pays dans le fait que même l'Allemagne, qui n'a pas participé du tout aux combats du Golfe, avait été invitée à Washington, se sont vu sévèrement tancés par l'entourage du président du Conseil.

M. De Michelis ira finalement à Washington...

Idem pour ceux qui ont tenté d'expliquer l'appui gouvernemental donné, dès sa prise de fonction, à une version, au plan de paix soviétique, que le ministre italien de la défense ait demandé, il y a deux semaines, que cessent les bombardements alliés sur les zones irakiennes d'habitation, ou que le gouvernement n'ait pas eu un mot officiel de soutien à la coalition au cours des premières quarante-huit heures de la bataille terrestre, ne signifie aucunement, selon les autorités, que l'Italie se soit à un moment quelconque éloignée des alliés.

De la même manière, il est officiellement « faux » de prétendre, comme le faisait, jeudi 28 février, un dirigeant du Parti républicain —

l'un des cinq partis au pouvoir pourtant... — que les Américains se sont vu refuser par le gouvernement italien l'aide militaire précise qu'ils demandaient, à savoir : l'envoi dans le Golfe de deux unités de navires de combat appartenant aux bataillons Toscane et San Marco ainsi que le porte-avions *Garibaldi* qui aurait pu apporter un support logistique.

« Je démens », a répliqué le ministre de la défense au parlementaire, « on ne nous a rien demandé ». Les forces d'intervention italiennes, si elles n'étaient pas tout à fait à la mesure des ambitions diplomatiques de l'Italie, « étaient proportionnelles à notre capacité militaire », a ajouté un membre du gouvernement.

M. De Michelis, dont on sait de bonne source qu'il avait fait préparer mardi un communiqué expliquant qu'il fallait rejeter les ultimes propositions irakiennes de cessez-le-feu, et qui s'est vu inviter au silence par le chef de l'exécutif, a fait preuve jeudi d'une solidarité gouvernementale exemplaire. Pour lui, et « dans la substance », il n'y a jamais eu de distance entre Rome et Washington. Pour ceux qui concernent l'invitation manquée au département d'Etat, « la polémique est inutile : personne n'a été invité aux Etats-Unis, ce sont les pays européens qui ont demandé à être reçus ». A la suite d'une intervention de ses services diplomatiques, le chef de la diplomatie transpire à donc pu, lui aussi, obtenir, pour lundi prochain, un rendez-vous avec M. James Baker. L'honneur national est sauf.

PATRICE CLAUDE

Chine : l'« effet Saddam Hussein » a joué contre l'immobilisme du régime

Pékin a salué discrètement la fin de la guerre du Golfe. Le premier ministre, M. Li Peng, s'est contenté de déclarer jeudi 28 février que « beaucoup reste à faire pour la consolidation de la paix », ajoutant que « la communauté internationale doit poursuivre des efforts dans le cadre des résolutions des Nations unies ». Vu de la galaxie Chine, le conflit a semblé bien lointain. Pourtant on a assisté à un véritable « effet Saddam Hussein » sur diverses composantes de l'équation politique chinoise, de Pékin à Hongkong, Taiwan et jusqu'au lointain Tibet.

PÉKIN

de notre correspondant

Sans le savoir, M. Saddam Hussein a rendu un fier service à une variété étendue de gens dans l'empire du Milieu en décidant d'envahir son voisin koweïtien. Dans un premier temps, ce furent les

gerontes communistes qui en bénéficièrent. La phase diplomatique de la crise a apporté une bouffée d'air au gouvernement de Pékin en lui permettant de renouer avec la communauté internationale, qui le boudait depuis la tragédie de Tiananmen en 1989.

A présent, la guerre joue plutôt en faveur de ceux qui, en Chine — au sens large — ont des griefs envers les héritiers de Mao Zedong. Il y a d'abord les éléments subversifs, ou tout simplement frondeurs. Ils ont ressenti comme un électrochoc la phrase du porte-parole de la Maison Blanche : « La libération du Koweït a commencé ».

Pour eux, s'intéresser au conflit, voire soutenir le président Bush, c'est une manière de reprocher à leur gouvernement de ménager la chèvre et le chou dans le Golfe, voire d'exprimer leur mécontentement envers le régime. On serait presque tenté de penser que, si M. Bush était en quête d'un soutien électoral, il le trouverait en Chine, à condition de ne pas le chercher dans l'administration.

C'est dans cet esprit que des Chinois continuent d'adresser à

l'ambassade américaine à Pékin des lettres d'encouragement ou des contributions en espèces, et que d'autres disent, un peu à la légère, qu'ils voudraient s'engager dans un corps expéditionnaire chinois pour le Golfe. Il entre, dans ce comportement, une part d'infantilisme et une bonne dose de révolte contre l'ennui que suscite, chez beaucoup, la routine quotidienne assommée de propagande communiste.

La frustration des militaires

Il n'est même pas sûr que le régime le comprenne. En infligeant aux télespectateurs, à la « messe » du journal du soir, pas moins de quinze minutes d'autosatisfaction sur les réalisations du socialisme avant de traiter du Golfe, il ne fait que renforcer l'idée, déjà communément répandue, que l'histoire du monde se déroule, en ce moment, comme depuis l'écroulement des régimes communistes d'Europe, « ailleurs ».

Deuxième « bénéficiaire » des aventures koweïtiennes de M. Saddam Hussein, la tendance libérale du régime, par le biais paradoxal de l'armée. Le déploiement de technologies ultramodernes affecté par les Etats-Unis et leurs alliés sert aux partisans de la modernisation et aux avocats d'une armée professionnelle pour montrer au pouvoir à quel point les recettes idéologiques ultravolantistes, façon Mao, sont dépassées.

A la limite, on pourrait croire que l'armée fournit délibérément à la télévision des innombrables reportages qui illustrent l'arrivage de ses moyens. Si on les interprète à « l'envers », comme les Chinois ont tendance à le faire dès que le pouvoir s'adresse à eux, ces images signifient : « L'oyez où nous en sommes encore... ».

Par contre, dans le *Journal de l'armée*, tous les aspects de la guerre moderne sont décrits. On y lit comme un message au pouvoir : si le parti, comme le dit le dogme, veut commander au fusil, il doit présenter une image suffisamment acceptable en Occident pour que la « grande muette » puisse se procurer des fusils plus modernes. En ce sens, la guerre du Golfe joue contre les commissaires politiques, et en particulier leur chef, le général Yang Baibing, qui a tenté de ressusciter l'armée archaïsée, au détriment de celle de professionnels que M. Deng Xiaoping avait commencé à forger après la mort de Mao.

Cela ne signifie pas nécessairement que la classe militaire en soit à compléter pour se débarrasser d'un pouvoir anachronique. Mais la guerre du Golfe donne à ces commandants, qui ambitionnent de jouer un rôle politique et économique équivalent à celui d'autres armées dans les pays nouvellement industrialisés de la région, un poids supplémentaire non négligeable dans les marchandages pour la succession des générations.

Koweït, le Tibet, Hongkong, Taiwan...

Inattendu mais bien là, le dalaï-lama tibétain est un autre acteur du drame chinois à pouvoir remercier le dictateur irakien. La propagande de Pékin a d'ores et déjà commencé à moudre son grain en prévision du quarantième anniversaire de l'« accord » qui scella, le 23 mai 1951, le sort du Toit du monde après sa « libération pacifique » (c'est le terme consacré) par l'Armée populaire de libération. Elle aura fort à faire pour que certains esprits occidentaux ne fassent pas le rapprochement avec l'an-

nexion par l'Irak de la « dix-neuvième province » et, par contraste, avec l'indifférence générale dans laquelle la « Chine nouvelle » avait fait main basse sur l'ancien vassal de l'empire.

S'alignant sur l'attitude de M. Thatcher, M. John Major, le premier ministre britannique, vient de refuser de recevoir le dalaï-lama, prenant pour motif sa qualité de chef d'un gouvernement en exil dont l'existence offusque Pékin. La Chine s'en est aussitôt réjouie, au point de l'annoncer comme une nouvelle d'importance. Il est vrai que le Prix Nobel de la paix 1989 ne se prive pas de bénir l'action américaine dans le Golfe en pensant, en fait, à son propre pays. Mais, alors qu'un tel refus n'avait jamais valu de critique à la « Dame de fer », M. Major se voit reprocher à Londres de n'accepter de parler du Tibet qu'aux Chinois, « ce qui revient à parler du sort du Koweït avec Saddam Hussein ». L'« effet du 2 août », toujours.

Derrière celle du Tibet se profile une autre question, celle de Hongkong. Là encore, le Koweït, passant par le prisme chinois, devient une arme contre Pékin. L'influence éditoriale du *Wall Street Journal* américain n'a pas hésité à l'employer, comparant le dalaï-lama à l'émir du Koweït — qui a été reçu à Pékin — et le sort promis à la colonie britannique au « haut degré d'autonomie » dont bénéficie, sur le papier, le royaume tibétain « libéré ». Pékin est bien sûr ulcéré par de tels commentaires, mais ses moyens de riposte sont restreints.

Enfin, s'il est des Chinois sensibles à l'éventualité d'un gros voisin avalant un petit espace de prospérité, c'est bien ceux de Taiwan, formés à cette menace depuis la défaite nationale de 1949. Des

l'invasion du Koweït, le président de l'île, M. Lee Teng-hui, n'a pas fait mystère de la préoccupation que lui causait le geste de M. Saddam Hussein. Taïpeh, inquiet de voir sa classe moyenne se bousculer pour investir sur le continent, va pouvoir utiliser l'argument koweïtien pour calmer le jeu face à Pékin. Il a commencé à le faire en préchant pour un budget de défense important.

Pour le moment, la propagande chinoise a cessé d'utiliser la formule qui résumait toute la philosophie des octogénaires revenus au pouvoir après Tiananmen : « Quel qu'il se passe dans le monde, la Chine continuera à suivre la voie socialiste ». Ce n'est pas que le régime ait renoncé à son credo. C'est seulement qu'il a commencé à se rendre compte que même la Chine n'est plus à l'abri des remous du reste de la planète.

FRANCIS DERON

après la suspension des combats

Israël estime représenter toujours

« La mère de toutes les batailles » se termine plutôt bien pour Israël. A l'annonce de la suspension des combats dans le Golfe jeudi 28 février, les rares commentaires officiels que l'on pouvait entendre à Jérusalem faisaient état d'une incontestable satisfaction. L'appareil militaire de l'Irak a été à peu près totalement démantelé. « C'était un des objectifs prioritaires d'Israël », a expliqué à la radio M. Avi Pazner, un des conseillers du premier ministre M. Itzhak Shamir.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

« Israël » est un pays qui a su se défendre. M. Avi Pazner, qui est le chef de la direction des opérations militaires, a déclaré que l'armée israélienne était prête à affronter tout ce que Saddam Hussein pourrait lui opposer.

La déception d'avoir

L'illusion est tenace. « Non, Saddam Hussein n'est pas fini », a déclaré le président George Bush vers la fin de la nuit de mardi. Il a annoncé la fin de l'offensive des forces coalisées contre les troupes irakiennes et la déroute de Bagdad. Mais certains, à Jérusalem, ont été déçus. Ils ont craint que Saddam Hussein ne soit en mesure de reprendre le contrôle de la ville. Ils ont aussi craint que l'armée irakienne ne soit en mesure de reprendre le contrôle de la ville.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Jusqu'à la dernière nuit, les forces coalisées ont mené une bataille acharnée pour reprendre Bagdad. Mais certains, à Jérusalem, ont été déçus. Ils ont craint que Saddam Hussein ne soit en mesure de reprendre le contrôle de la ville. Ils ont aussi craint que l'armée irakienne ne soit en mesure de reprendre le contrôle de la ville.

L'erreur d'avoir « tout misé » sur le chef de l'Etat irakien

Saddam Hussein, dont le nom avait été absent de tous les discours officiels pendant trois semaines, était alors apparu comme une « bouée de sauvetage ».

En outre, le président irakien a été le seul, défini la quasi-totalité de la

1990
5 MOIS DE CRISE
DANS LE GOLFE
Une édition
Le Monde et Jacques
EN VENTE EN LIBRAIRIE

288 pages
L'année 1990
dans Le Monde
Par Jacques Fauriol
27,50 F

LE LIVRE DU JOUR
MARABOUT
Le Monde et Jacques
27,50 F

SPÉCIAL
JACQUES
avec Jean-Lu

مركز لادبيل

LE CONFLIT DU GOLFE

après la suspension des combats

Israël estime que M. Saddam Hussein représente toujours un danger pour sa sécurité

« La mère de toutes les batailles » se termine plutôt bien pour Israël. A l'annonce de la suspension des combats dans le Golfe jeudi 28 février à l'aube, les rares commentaires officiels que l'on pouvait entendre à Jérusalem faisaient état d'une incontestable satisfaction : l'appareil militaire de l'Irak a été à peu près totalement démantelé. « C'était un des objectifs prioritaires d'Israël », a expliqué à la radio M. Avi Pazner, un des conseillers du premier ministre, M. Itzhak Shamir.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

« Israël est satisfait, a déclaré M. Avi Pazner, parce que la guerre est terminée et parce qu'elle s'achève sur la destruction d'une grande partie de l'armée irakienne. » L'autre objectif de l'Etat hébreu est de voir le président Saddam Hussein chassé du

pouvoir. Les Israéliens sont convaincus que le dirigeant irakien représente un danger pour la région tant qu'il sera aux commandes - serait-ce d'un pays ravagé par la guerre et l'embargo économique. De ce point de vue, Israël espère que le président George Bush maintiendra la « ligne » avancée jusqu'à présent : pas de levée des sanctions économiques et financières contre l'Irak jusqu'à la chute du dictateur de Bagdad.

Dès mercredi soir le chef de l'Etat-major, le général Dan Shomron, avait fait part de son soulagement devant les résultats de la campagne du Golfe. Intervenant à la télévision il avait relevé que le danger militaire sur le front oriental d'Israël s'était singulièrement atténué avec « le démantèlement de la très importante machine de guerre irakienne ». La menace sur ce front a été amputée d'une de ses composantes essentielles, et le général Shomron a estimé que la Syrie ne se risquerait pas seule dans une aventure militaire contre Israël.

Autre commentateur des derniers développements dans le conflit du

Golfe, le vice-ministre des affaires étrangères, M. Benyamini Netanyahu, insistait sur une des priorités de l'après-guerre telle qu'on la conçoit à Jérusalem. « Il faut empêcher l'Irak de se réarmer, a-t-il dit. Il ne s'agit pas seulement de demander à l'Irak des garanties formelles sur l'arrêt des tirs de missiles Scud; il s'agit de prévoir un véritable mécanisme de vérifications et de contrôles destiné à empêcher que l'Irak de Saddam Hussein soit à même de reconstituer son appareil militaire. »

Regain de tension

Les milieux officiels enregistraient en effet avec satisfaction l'annonce de la prochaine visite en Israël de M. James Baker à l'occasion de sa tournée au Proche-Orient. Ce sera la première fois depuis son arrivée en fonctions il y a deux ans que M. Baker se rend en Israël. Le geste est d'importance. Les Israéliens se sont toujours sentis « oubliés », sinon tenus à distance par ce Texan qui n'a

jamais manifesté de sentiments particulièrement amicaux à l'égard de l'Etat hébreu.

Entre les deux parties, le contentieux est lourd, depuis que le département d'Etat a estimé que M. Shamir avait torpillé les efforts conduits l'an passé par M. Baker pour amorcer un dialogue israélo-palestinien. La politique de rétrograde manifestée par Israël durant la guerre du Golfe par souci de ménager la coalition de pays arabes réunis autour des Etats-Unis a mis un peu de baume dans les relations entre les deux pays. Mais celles-ci n'en restent pas moins caractérisées par un différend de fond sur la question des territoires occupés et leur statut à venir.

Si le couvre-feu était progressivement levé en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, Jérusalem était en proie à un regain de tension : un étudiant israélien d'une des écoles religieuses de la vieille ville a été assassiné en début de matinée jeudi par un Palestinien. Comme si la réalité de ce conflit-là reprenait ses droits, alors que les armées se taisaient dans le Golfe.

ALAIN FRACHON

L'Egypte rappelle la nécessité de rechercher une solution au problème palestinien

Les responsables égyptiens ont évité tout triomphalisme dans leurs réactions à l'annonce du cessez-le-feu. M. Boutros Ghali, ministre d'Etat pour les affaires étrangères, a déclaré, jeudi 28 février, que « le seul vainqueur au terme de la crise du Golfe était la paix ». M. Ghali a ajouté qu'il fallait immédiatement commencer à rechercher une solution à la question palestinienne.

LE CAIRE

de notre correspondant

Excluant la présence à long terme des forces étrangères, M. Safouat El Cherif, ministre d'Etat à l'information, a indiqué que l'Egypte avait entrepris des démarches en vue de mettre rapidement au point des arrangements de sécurité dans la région, ajoutant que ceux-ci « étaient du ressort des pays arabes concernés » (Eats du Golfe, Egypte et Syrie). Il a, par ailleurs, souligné « la nécessité de préserver la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Irak ». M. El Cherif a enfin indiqué que les ministères concernés préparaient les demandes égyptiennes de dédommagement pour les préjudices subis à cause de la crise du Golfe. Ces préjudices concernent essentiellement la perte des avoirs de dizaines de milliers d'expatriés égyptiens au Koweït ou en Irak.

« Suicide-toi, Saddam »

Le ministre de la défense, le général Youssef Sabri Abou Taleb a, de son côté, indiqué que les forces armées égyptiennes déployées dans le Golfe, avaient « participé avec honneur et courage à la libération du Koweït ». Neuf militaires égyptiens ont été tués et soixante-quatorze blessés au cours de l'offensive terrestre, a indiqué un porte-parole officiel.

Contrairement à la retenue des dirigeants, la presse officielle est exubérante. « Reddition du tyran et libération du Koweït », écrit en gros

caractères rouges le quotidien cairote officiel *Al Akhbar*, qui reflète la satisfaction générale des Egyptiens.

Les éditorialistes investissent le président irakien. « Suicide-toi, espèce d'imbécile et de lâche », lance un journaliste d'*Al Akhbar* en précisant que M. Saddam Hussein doit faire ce geste « par pitié pour Yasser Arafat (le chef de l'O.L.P., l'Alliance palestinienne), le roi Hussein (Jordanie) et Omar El Bechir (le président soudanais) qui n'ont pas la capacité à passer d'un extrême à l'autre ». L'éditorialiste, Moussa Sabri abonde dans le même sens : « Il faut écarter le principal criminel de guerre et son fou Yasser Arafat et tous les membres de la bande responsable de cette tragédie sanglante ». Ibrahim Nassef, rédacteur en chef d'*Al Akhbar* et proche du président Moubarak, écrit pour sa part que la bataille pour la libération du Koweït a dévoilé les deux visages du président irakien : « D'un côté, il s'adresse à son peuple en superman victorieux et de l'autre il accepte la reddition sans condition. »

Retour prévu des touristes

L'homme de la rue a, quant à lui, appris avec calme et satisfaction l'annonce du cessez-le-feu. Au-delà de la fièvre de l'exploit de notre armée, il évoque déjà des lendemains qui chantent. Ceux qui travaillent dans le secteur du tourisme, paralysé par la guerre du Golfe, se frottent les mains. « Plusieurs compagnies aériennes ont repris leurs vols vers Le Caire et les touristes ne vont plus tarder », nous a déclaré le propriétaire d'une agence de tourisme qui était au bord de la faillite. Les seuls qui ne partagent pas cette satisfaction générale appartiennent à l'opposition islamiste et de gauche. Ils s'étaient élevés contre la politique du président Moubarak dans la guerre du Golfe. Aujourd'hui, le président Moubarak apparaît comme le grand gagnant. Une manifestation prévue jeudi par les islamistes et la gauche à l'université du Caire a été annulée.

ALEXANDRE BUCCIANI

Dans les territoires occupés

La déception d'avoir une fois de plus perdu...

L'illusion est tenace. « Non, Saddam Hussein n'est pas fini. » Le président George Bush venait d'annoncer la fin de l'offensive des forces coalisées contre les troupes irakiennes et la défaite de Bagdad; mais certains, à Jérusalem-Est (arabe) ou en Cisjordanie comme à Ramallah, se refusaient encore, jeudi 28 février, à envisager la fin du « héros », de l'homme qui a réussi à frapper Israël et à entretenir, six semaines durant, la peur dans ce pays.

JÉRUSALEM

de notre envoyé spécial

Jusqu'à la dernière minute, mercredi soir, nombre de Palestiniens étaient persuadés que la véritable bataille n'avait pas encore commencé. Jeudi matin, l'évidence avait du mal à s'imposer. Pourtant, derrière l'illusion, il y avait une profonde déception, que beaucoup mettaient un point d'honneur à tenter de cacher. Celle d'avoir, une fois de plus, perdu. Non que les habitants de Cisjordanie et de la bande de Gaza pensaient que Saddam Hussein allait venir les « libérer », mais, depuis qu'il avait établi, le 12 août, le fameux « lien » entre le conflit du Golfe et la question palestinienne, le président irakien avait, à leurs yeux, un double mérite. Celui d'abord d'avoir concrètement épousé la cause des Palestiniens. « L'Egypte, l'Arabie saoudite, la Syrie (tous trois membres de la coalition anti-irakienne) ne se sont jamais offerts à prendre en charge notre combat; Bagdad l'a fait », disait récemment l'une des principales personnalités nationalistes des territoires occupés, M. Fayal Hussein.

L'erreur d'avoir « tout misé » sur le chef de l'Etat irakien

Saddam Hussein, dont le nom avait été absent de tous les slogans palestiniens pendant trois ans d'intifada, était alors apparu comme une ultime « bouée de sauvetage ».

En outre, le président irakien a, à lui seul, déféré la quasi-totalité de la

communauté internationale, ignorant superbement les douze résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU et survivant à plusieurs mois d'un sévère blocus. Enfin, il a « résisté » à plus d'un mois de bombardements intensifs. Mais, surtout, il a été, pour les Palestiniens, le premier dirigeant arabe à avoir fait ce qu'il avait dit qu'il ferait : frapper Israël. Et, à chaque fois, dix-huit salves de missiles qui ont atteint l'Etat hébreu, ils ont dansé sur les toits; revanche sur des années de répression et d'humiliation.

Certains redoutent, maintenant, d'avoir à payer très cher pour ces manifestations de joie ainsi que pour l'erreur d'avoir « tout misé » sur Saddam Hussein. La plupart des milieux de la paix israéliens, ceux qui, notamment, acceptaient d'enfreindre la loi interdisant tout contact avec l'O.L.P., n'ont-ils pas été parmi les premiers à affirmer que le mouvement national palestinien s'était, par son soutien à l'Irak, disqualifié?

« La position de l'O.L.P. ? Une terrible erreur pour le processus de paix, pour les Palestiniens et pour Israël », nous disait récemment l'une des personnalités les plus actives du camp de la paix israélien, le député Ran Cohen. Les déclarations de ces derniers jours du premier ministre Itzhak Shamir, excluant tout compromis territorial en échange de la paix, ne vont certainement pas rassurer ceux pour qui la défaite de Saddam Hussein a fait perdre du terrain à la cause palestinienne, alors que, dans le même temps, Israël a indéniablement marqué des points.

En revanche, si la presse israélienne fait état de critiques exprimées en privé par des Palestiniens contre la direction de l'O.L.P., et en particulier contre M. Yasser Arafat, pour M. Hussein, la centrale reste le seul représentant des Palestiniens, et Saddam Hussein a au moins le mérite d'avoir réussi à remettre le problème palestinien à l'ordre du jour des préoccupations de la communauté internationale. En tout état de cause, selon M. Hussein, « peut-être ne sommes-nous pas assez forts pour imposer une solution, mais on pourra prouver qu'il ne peut y avoir de solution sans nous ». Il y a, dorénavant, deux possibilités, remarque un expert israélien

cité par le quotidien *Yedioth Aharnoth* : qu'un nouvel ordre émerge dans la région sous la houlette des Etats-Unis, dans lequel les Palestiniens auront leur place; ou que l'on assiste à une monnaie des tensions si les Palestiniens, de même que l'ensemble du monde musulman radical, analysent les résultats de la guerre en termes de conflit entre, d'une part, le monde arabo-islamique et, de l'autre, le monde chrétien-occidental.

Des milliers d'arrestations

Au lendemain de la défaite des armées de Saddam Hussein, après quarante-deux jours de guerre, le premier bilan, pour les Palestiniens des territoires occupés, est lourd. Quatre mille personnes ont été arrêtées, dont une partie seulement a été libérée; des centaines de militants ont été condamnés à des peines de prison; huit Palestiniens ont été tués par l'ar-

mée israélienne, dont trois enfants et une femme, mortellement blessée alors qu'elle se trouvait sur son balcon.

Dans le même temps, neuf personnes accusées de prétendue « collaboration » avec les Israéliens ont été tuées par d'autres Palestiniens. De plus, vingt-huit journalistes palestiniens ont été arrêtés, tandis que huit bureaux de presse étaient fermés à Jérusalem-Est ainsi qu'en Cisjordanie et à Gaza. Reste, surtout, les ravages économiques causés par plusieurs semaines de couvre-feu, dont les effets désastreux touchent tous les secteurs d'activité, que ce soit industriel, commercial ou agricole.

Dani Immeddini, à en croire certains milieux nationalistes, un retour dans les territoires occupés, à la situation qui prévalait avant le déclenchement des hostilités dans le Golfe devrait se traduire par un « retour à une Intifada ordinaire ».

YVES HELLER

Turquie : « Une chance historique de paix dans la région » déclare le président Turgut Ozal

ISTANBUL

de notre correspondant

Le président turc, M. Turgut Ozal, a exprimé, jeudi 28 février, sa satisfaction à l'annonce de la suspension des hostilités et de la victoire des alliés. La crise « s'est terminée exactement de la façon dont je l'avais prédit à de nombreuses reprises », a-t-il déclaré. « Toutes les mesures doivent être prises pour éviter qu'une telle crise se reproduise. C'est une chance historique de paix dans la région. »

Le chef de l'Etat a prédit un boom économique d'après-guerre dans son pays. Les autorités estiment néanmoins que la Turquie a perdu 5 milliards de dollars en 1990, et qu'elle en perdrait probablement autant cette année, en raison de la crise du Golfe. Les estimations des diplomates se situent dans une fourchette de 5 à

7 milliards de dollars au total. Ankara a déjà reçu 1 milliard de dollars de compensations en 1990, et une assistance supplémentaire de 2,5 milliards a été promise par divers pays pour cette année.

Politiquement, les gains obtenus par la Turquie en raison de son attitude résolument pro-allié durant la crise restent difficiles à évaluer. Le président Ozal continue d'offrir les services de son pays, mais il n'est pas certain pour l'instant que la Turquie aura un rôle actif à jouer pour le maintien de la sécurité dans la région.

Mais alors qu'elle songe à contribuer à la stabilité hors de ses frontières, la Turquie affronte, une fois de plus, des problèmes sur le « front » intérieur, dans le sud-est du pays. Un incident violent a eu lieu, jeudi 28 février, à Sincik, petite ville kurde située en plein cœur de la zone d'ac-

tivité du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, marxiste), où un jeune homme de dix-sept ans a été tué par balle et un soldat a été électrocuté par un câble tombé sur le sol, lors de violents affrontements, qui ont duré plusieurs heures, entre un millier de manifestants et les forces de l'ordre.

Il semble que les troubles aient débuté lorsque des soldats ont tenté d'empêcher des habitants de Sincik d'extraire du charbon d'une mine située près de la ville, en tirant sur les mules qui devaient transporter le combustible. La population locale est descendue dans les rues pour protester, attaquant les troupes avec des pierres et des bâtons, aux cris de « *Bijl PKK!* » (« Vive le PKK! »). Le comité du Kurdistan à Paris fait état d'au moins vingt morts mais d'après certains témoignages il y en aurait sept. Cet incident est le plus violent

depuis la vague de manifestations populaires dans la région il y a tout juste un an, qui furent réprimées grâce à l'imposition de lois exceptionnelles introduites par décrets présidentiels.

D'autre part, un lieutenant-colonel de l'armée de l'air américaine, M. Alvin Macke, âgé de quarante-quatre ans, a été blessé par deux hommes armés qui lui ont tiré une balle au visage après l'avoir suivi jusqu'à son appartement, à Izmir. Cet attentat a été revendiqué par le groupe révolutionnaire de gauche Dev-Sol, qui avait déjà reconnu sa responsabilité dans une quinzaine d'actions dirigées contre des intérêts étrangers en Turquie, y compris l'assassinat d'un Américain travaillant à la base d'Incirlik, le 7 février dernier.

NICOLE POPE

SPÉCIAL "PETIT DÉJEUNER" d' INTER

JACQUES

CHIRAC

Lundi 4 mars de 7h30 à 8h45

France inter

avec Jean-Luc Hees • Ralph Pinto • Annette Ardisson

مكتبة الأمل

LE CONFLIT DU GOLFE

En dépit de quelques incidents sporadiques

La trêve est respectée sur le front

La trêve a été respectée, jeudi 28 février, même si quelques incidents sporadiques ont été rapportés par les alliés. Ils ont été attribués au fait que des soldats, coupés de leurs officiers, n'avaient pas été mis au courant de l'arrêt des hostilités.

Les alliés se tiennent cependant toujours sur leurs gardes, a déclaré jeudi le général américain Neal, lors de son point de presse quotidien à Ryad. « Nous ne relâchons pas notre vigilance », a-t-il affirmé, ajoutant que les vols de surveillance et de reconnaissance se poursuivent.

Le Pentagone a annoncé, jeudi, que le début du rapatriement des troupes américaines du Golfe pourrait être entamé « assez rapidement ». « Nous souhaitons avant que les familles fassent venir les militaires le plus vite possible », a déclaré le général Kelly. Certains vont sans doute commencer à rentrer chez eux, d'autres prendront beaucoup plus longtemps. Cela a pris sept mois pour venir et cela prendra pas mal de temps pour rentrer », a-t-il précisé.

Jeudi, le président Bush a annoncé que Bagdad avait donné son accord pour désigner les chefs militaires qui rencontreront leurs homologues américains afin de discuter des modalités du cessez-le-feu. La première rencontre devait avoir lieu dans les quarante-huit heures ; mais ni le lieu ni la date exacte de ces contacts n'avaient encore été fixés jeudi soir.

Les forces alliées sont donc passées, avec l'écrasement de la machine de guerre irakienne, d'une position défensive à une attitude offensive. Devant eux, les alliés n'ont plus, selon le général Neal, que les effectifs « d'un peu plus d'une division » opérationnelle sur un total de quarante-deux envoyées sur le théâtre d'opérations du Koweït lors du déclenchement des hostilités. Dans le reste de l'Irak, Bagdad peut encore compter sur vingt-cinq à vingt-sept divisions, qui n'avaient pas été engagées dans les combats. Les témoignages sur l'acharnement des derniers affrontements avec les troupes irakiennes qui tentaient d'échapper à l'état allié donnent une indication sur l'étendue du désastre.

La « chasse au dinde »

Un colonel d'aviation américain a ainsi comparé la destruction des chars irakiens par l'aviation alliée à une « chasse au dinde ». En dépit de leur rapidité de mouvement, les blindés irakiens ne sont pas parvenus à fuir. Selon des pilotes d'hélicoptères antichars américains, aucun n'est parvenu à entrer dans la ville de Basorah. Le survol du champ de bataille a permis de voir une multitude de carcasses de blindés, de pièces d'artillerie et de transports de troupes encore fumants, gisant au milieu des ruines des fortifications entrées.

Selon M. Pierre Joxe, « sous réserve de l'inventaire actuellement en cours, il s'avère que plus de la moitié du potentiel militaire (irakien) aurait été détruit ». Le responsable de l'état-major américain pour le renseignement a estimé « personnellement » que l'Irak aurait perdu jusqu'à 4 000 chars, sur un total de 4 280 déployés au Koweït, contre deux chars M-60 américains détruits et deux M-1A1 endommagés.

A propos des pertes en hommes, le général Schwarzkopf s'est

contenté de dire qu'elles étaient « très, très importantes ». D'après l'estimation informatique d'un expert américain cité par le Washington Post, l'Irak aurait eu plus de 60 000 tués et blessés. Chiffre qui est à comparer avec celui de 85 000 à 100 000 fourni par l'ambassadeur saoudien aux Etats-Unis.

Selon le dernier bilan, établi jeudi par l'AFP, 58 Américains ont été tués et plus de 300 blessés au combat ; les forces arabes ont eu treize morts et quarante-trois blessés, les Britanniques quatorze morts et dix blessés, les Français deux tués et vingt-sept blessés.

De 80 000 à 175 000 prisonniers

Quant au nombre des prisonniers et des déserteurs irakiens, il s'élève, selon les Britanniques, à 175 000. De source autorisée française à Paris, on donnait cependant l'estimation moins élevée de 80 000. Ces prisonniers ne seront pas rapatriés de force, a indiqué jeudi à Washington le secrétaire général de la Maison Blanche, M. John Sununu.

Ce dernier a fait allusion à une chute prochaine de M. Saddam Hussein : « Que cela soit un coup d'Etat, une succession naturelle ou quoi que ce soit d'autre, nous estimons que c'est aux irakiens de choisir, et nous pensons qu'ils feront, en fin de compte, un bon choix ».

Le rapatriement des prisonniers ne devrait pas concerner ceux des soldats irakiens accusés d'atrocités au Koweït et dont, selon le général Neal, les alliés ont une liste. Ces redditions et défections « massives » confirment le faible niveau du moral des soldats irakiens. Dans certaine unités d'élite, selon des officiers américains, les soldats n'avaient pas vu leurs chefs depuis vingt jours. De plus, ils n'avaient même pas reçu l'ordre d'attaquer et devaient simplement attendre les instructions, qui ne sont pas venues.

Selon le général français Le Pichon, dès avant le début de l'offensive terrestre, l'armée irakienne avait connu un important mouvement de défections : jusqu'à un tiers des effectifs pour certaines unités. Ne pouvant passer en Arabie saoudite en raison des champs de mines, ils avaient refuté vers le

Nord. Dans cette région, proche de la frontière iranienne, se trouvent d'immenses marécages où s'étaient cachés de nombreux déserteurs irakiens pendant la guerre Iran-Irak.

Démoralisés, coupés de leur commandement, usés par les bombardements, beaucoup de militaires irakiens « n'attendaient qu'une occasion pour se rendre », a ajouté le général Le Pichon. Selon des renseignements obtenus par l'armée française, les chiffres blancs (signe de reddition) avaient été prescrits depuis deux mois dans les unités, et un récent message radio mentionnait l'interdiction de distribuer des sous-vêtements blancs aux troupes.

Enfin, des soldats américains opérant en Irak ont trouvé des caches d'armes de provenance jordanienne, contenant des lance-roquettes, des grenades, des mortiers et des munitions pour armes automatiques. Les emballages portaient en anglais la marque du commandement militaire général jordanien, et une inscription montrait que la livraison datait du mois de janvier. « C'est complètement faux », a toutefois affirmé à Amman le ministre jordanien de l'information. — (AFP, Reuters, AP, UPI)

Un témoignage de « The Independent »

Comment les « gardes spéciaux » exécutaient les déserteurs irakiens

L'envoyé spécial du quotidien britannique The Independent a pu s'entretenir avec douze prisonniers irakiens détenus par la résistance koweïtienne dans le sud du pays. Il décrit, selon leur témoignage, les terribles conditions dans lesquelles vivaient les troupes irakiennes enterrées dans le sud de l'émirat : « Aucun des soldats auxquels j'ai parlé n'avait mangé autre chose que du riz et du mauvais pain pendant des semaines. Tous parlaient avec dégout des kwat al khassa, les gardes spéciaux, chargés de traquer les déserteurs et à propos desquels un pilote de vingt-deux ans fait le récit suivant : « Ils sont venus nous voir sur

le front près de Wafra. L'un d'eux a dit que si nous prenions la fuite, nous devions savoir ce qui nous arriverait et a invité l'un d'entre nous à sortir pour voir les cadavres de cinquante soldats qui avaient été exécutés. Aucun d'entre nous n'est allé voir. Mais plus tard, vers la fin de la guerre il y a cinq jours, l'un de mes amis s'est enfui. Ils l'ont attrapé et ramené pour nous faire assister à son exécution. Il a attendu la mort en maudissant Saddam Hussein. Puis ils l'ont fusillé. Il avait vingt-trois ans ».

Selon un autre prisonnier, ces gardes spéciaux sont tous membres du Baas, le parti au pouvoir, et ils changent de nom de manière à ne jamais pouvoir être

identifiés. Ils n'ont aucun sentiment, aucune pitié ».

La désertion était par ailleurs rendue difficile par les mines, semées en grand nombre sur les 40 kilomètres qui séparaient ces soldats de la frontière avec l'Arabie saoudite. Toutefois, le lâcher de tracts invitant les irakiens à « se rendre ou à être bombardés » a accru leur désir de quitter le champ de bataille, selon l'un d'eux : « Nous gardions tout le temps les tracts sur nous, et nous avions fabriqué quelques drapeaux blancs pour les agiter au passage des hélicoptères s'ils en venaient ». « Je veux revenir dans un Irak débarrassé de Saddam Hussein », conclut ce résident de trente-trois ans.

M. Joxe ne prévoit pas d'allègement du dispositif français dans l'immédiat

« La France est disposée à participer à toute mesure qui permettrait à la communauté internationale de garantir la paix et la sécurité » dans la région, a déclaré, jeudi 28 février à Paris, le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, qui répondait à une question de la presse sur la réponse de la France au cas où le Koweït lui demanderait de laisser des forces sur son territoire pour garantir ses frontières.

A ce jour, la France a accepté d'envoyer à Koweït-Ville le transport de chalands de débarquement Foudre, qui, après avoir séjourné à Yanbu, se trouverait en escale à Djibouti. La Foudre doit mettre à la disposition du Koweït ses capacités de soutien logistique et ses installations sanitaires.

M. Joxe a expliqué qu'il y aura très rapidement « un retrait général du dispositif » terrestre en Irak, parmi lequel, naturellement, la division « Daguet ». Mais il a ajouté que la situation « est différente pour le dispositif naval et la base irakienne de Al Asak, qui se trouve en territoire saoudien ». « Pour le moment, a dit le ministre de la défense, chacun reste à son poste. Simplement, les missions sont aujourd'hui différentes », allusion au fait, par exemple, que des unités devront participer à des opérations de déminage.

A la question de savoir si la France poursuivrait ses livraisons d'armes au Proche-Orient, M. Joxe a répondu : « Tout le monde admettra que les perspectives d'équilibre et de contrôle des arme-

ments seront mieux garanties par des dispositifs de contrôle et non par une course aux armements ».

« Les orientations générales de la France ne sont pas changées, elles sont même confirmées, pour ce qui concerne la nécessité d'une action internationale soutenue » en faveur d'un règlement de paix dans la région. « La France agit en ce sens. Elle n'a pas attendu la crise à chaud pour affirmer le droit des Palestiniens à une patrie ou la nécessité d'assurer sa sécurité à Israël ». « Depuis quelques semaines, a conclu le ministre de la défense, Saddam Hussein se présente comme le meilleur défenseur du peuple palestinien. Mais heureusement que celui-ci a d'autres défenseurs » que le président irakien.

Malgré certaines révélations des états-majors

L'opération « Tempête du désert » garde ses mystères

RYAD

de notre envoyé spécial

Une comparaison et une seule vient immédiatement à l'esprit : le 6 juin 1944. De même que les Allemands qui avaient trébuché de blockhaus les plages du Pas-de-Calais furent pris au dépourvu par le débarquement de Normandie, M. Saddam Hussein aura certainement été stupéfait de subir une attaque terrestre massive sur le territoire irakien, alors que les alliés de 1991 avaient multiplié les diversions, voire les leurreurs, pour lui faire redouter une opération amphibie dont le point fort aurait été un débarquement des marines sur les côtes koweïtiennes.

En tout cas, c'est à cet élément de surprise que les alliés, dans la journée du jeudi 28 février, ont pour l'essentiel attribué la rapidité de leur victoire.

On ne saura sans doute jamais qui fut le concepteur de cette savante et impressionnante tromperie. « Si elle avait échoué, personne ne l'aurait revendiquée », rétorque simplement le général (Michel) Roquejeoffre, le « patron » du dispositif « Daguet », quand la question lui est posée. Mais, compte tenu de la victoire, ses pères seront certainement très nombreux.

La ruée vers l'ouest

Il faudra quelque temps pour bien mesurer l'effort que doit représenter le transfert clandestin, vers l'ouest de la frontière irakienne, à l'abri des regards ennemis, de dizaines de milliers d'hommes, mais aussi, tient à rappeler le général Norman Schwarzkopf, le « patron » de l'opération « Tempête du désert », « de tonnes de munitions et de carburant ».

Cet effort logistique « hollywoodien », dont la file interminable de camions qui se lancèrent sur la route de l'Irak après la percée saoudienne, a été l'œuvre d'une unité incomplète, fut effectuée dans le courant de février, « grâce au superbe soutien des Saoudiens », souligne le général Schwarzkopf, sans que l'ennemi apparemment en soupçonne rien.

Ainsi purent se déployer autour de la petite ville de Rafah, à l'extrême ouest du dispositif, à quelque 300 kilomètres à l'ouest du Koweït, la division « Daguet » et des éléments de la 82^e division aéroportée américaine, placés sous son commandement opérationnel. Cette force, chargée d'abord de « vriller l'ennemi » du dispositif, fut ensuite pour mission, le cas échéant, de couper toute retraite à la garde républicaine irakienne.

Ainsi, surtout, purent se disposer au centre les blindés du 7^e corps mécanisé américain, sur lesquels devait reposer l'essentiel de l'effort et qui, dès le déclenchement de l'offensive terrestre, s'élançèrent dans la profondeur du territoire irakien pour livrer à quelque 80 kilomètres de Basorah une gigantesque bataille de chars qui devait se prolonger jusqu'à la trêve de jeudi matin.

Même si le général Roquejeoffre affirme ne pas apprécier l'expression « comme dans du beurre » appliquée à la percée allée, force est de reconnaître que seul ce déplacement vers l'ouest

put permettre en un temps si bref une si impressionnante pénétration.

Ce dispositif adopté, restait à en maintenir le secret. La supériorité aérienne, acquise dès le premier jour, y contribua évidemment pour l'essentiel, rendant impossible toute observation ennemie au-dessus des différents déploiements.

Les chefs militaires alliés craignaient ensuite que leurs mouvements ne fussent signalés aux irakiens par les tribus bédouines locales, pour qui une frontière est une notion bien abstraite. Constatons alors simplement, comme le général Roquejeoffre, que, « si les bédouins ont renseigné les irakiens, ils les ont bien mal renseignés ».

Un dispositif de censure de la presse, méthodique et scientifique pour les Américains, plus empirique pour les Français, compléta le black-out. Tous les noms d'unités et de lieux furent impitoyablement bannis.

En dépit de quelques fuites dans les derniers jours, le système fonctionna somme toute de façon satisfaisante, preuve réconfortante que les démocraties peuvent concilier, quand c'est nécessaire, une certaine notion de la liberté de la presse et le maintien du secret militaire.

La part faite de la surprise et de la supériorité technologique des alliés, restent tout de même des mystères que seule une enquête approfondie dans le camp irakien permettra peut-être d'éclaircir. Les alliés eux-mêmes n'attendaient pas un succès si foudroyant.

Des soldats irakiens peu agressifs

Le général Maurice Schmitt, chef d'état-major français des armées, estimait par exemple, le 20 janvier dernier, raisonnable de « tabler sur un conflit de deux à trois mois ». « Probablement plusieurs mois », recherchait le président George Bush, le 24 janvier.

Pourquoi une centaine d'avions irakiens se sont-ils réfugiés en Iran ? Pourquoi M. Saddam Hussein n'a-t-il pas utilisé ses hélicoptères, universellement présentés comme redoutables ? Pourquoi surtout n'a-t-il jamais employé les armes chimiques, dont il n'avait pas caché qu'il ne se priverait pas de faire usage le cas échéant ?

Pour les Américains, la cause est entendue : « Son artillerie a été mise hors service par les bombardements ». C'est certainement une explication. En tout état de cause, la raison essentielle de l'effondrement irakien paraît être le déplorable moral de cette armée, dû pour une bonne part au pillage aérien.

Des témoignages concordants de prisonniers que les prochains jours confirmeront sans doute, font état de défections nombreuses, y compris parmi les officiers. « La moitié de nos prisonniers portaient sur eux les tracts largués par les Américains, leur expliquant comment se rendre, assure le général Roquejeoffre. La faible résistance que nous avons trouvée en face de nous ne s'explique pas par le volume des forces, mais par le niveau très bas de l'agressivité des combattants ». La guerre du Golfe n'a pas encore, loin de là, livré tous ses secrets.

DANIEL SCHNEIDERMAN

M. Mitterrand exprime sa « fierté » aux armées françaises

Le président François Mitterrand a adressé, jeudi 28 février, au ministre de la défense, M. Pierre Joxe, un message aux armées qu'il lui a demandé de transmettre. En voici le texte intégral :

« Le 2 août 1990, les forces irakiennes ont envahi le Koweït, ouvrant ainsi une période de crise, puis de conflit, qui s'est achevée ce matin.

« La France se devait d'être présente dans ce combat pour le respect du droit mené sous l'égide des Nations unies.

« Dès le 3 août, la décision fut ainsi prise de renforcer notre présence navale en océan indien pour faire appliquer et contrôler les sanctions et l'embargo maritime décrétés contre l'Irak. Cette période fut, en particulier, marquée par le départ du groupe aéronaval avec, à bord du porte-avions Clemenceau,

le 5^e régiment d'hélicoptères de combat.

« Depuis le début du conflit, nos forces navales n'ont cessé de remplir avec la plus grande vigilance cette mission de surveillance, reconnaissant ainsi à ce jour plus de 7 000 navires suspects, alors que plusieurs de nos bâtiments participaient aux opérations aéronavales dans le nord du golfe Arabo-Persique. Je me plais à souligner les qualités d'endurance, de disponibilité et d'aptitude à la conduite des opérations dont a fait preuve en ces circonstances, comme lors d'opérations maritimes antérieures, la marine nationale.

« Le 23 septembre, avec la mise à terre en Arabie saoudite des hélicoptères embarqués sur le Clemenceau, débuta le déploiement des forces terrestres et aériennes du dispositif Daguet, qui sera achevé dans des conditions de rapidité excep-

tionnelles au bout de quelques semaines.

« Le 17 janvier, dès les premières heures des opérations militaires, comme tout au long du conflit, les forces aériennes françaises participèrent aux missions offensives lancées pour réduire le potentiel de l'adversaire et aux actions de protection de l'espace aérien de l'Arabie saoudite.

« Par leur sang-froid, leur courage et leur maîtrise, nos pilotes, assistés par tous ceux qui, sur les bases, ont mis en œuvre les matériels, ont donné une brillante image des capacités de l'armée de l'air.

« Dans la nuit du 23 au 24 février, la division Daguet engagea le combat terrestre en commençant une action de contournement et de couverture qui a précédé l'ensemble de la manœuvre des forces coalisées.

« L'ardeur, la détermination, la

mobilité et finalement l'extrême efficacité de nos forces, tant dans leurs unités offensives que dans leurs éléments de soutien, ont permis d'atteindre tous les objectifs assignés, accomplissant ainsi la mission avec un succès unanimement salué par les états-majors des pays de la coalition et le commandant en chef du théâtre des opérations.

« Ce résultat exemplaire est dû également au travail des états-majors et des services, qui, à l'instar du service des essences et du service de santé, ont mis sur pied et entrepris le flux logistique et la disposition de soutien nécessaires.

« Chef des armées, je vous exprime ma fierté pour le comportement de tous les militaires français engagés depuis le 2 août en métropole comme au Moyen-Orient et vous demande de transmettre à l'ensemble du personnel de la

défense mes plus vives félicitations pour ce remarquable succès de nos armées.

« Je m'incline enfin devant ceux qui sont tombés pour la France au cours de cette campagne. « Je m'associe, conclut M. Mitterrand, à la douleur de leurs familles et adresse à nos blessés mes encouragements et mes vœux de prompt rétablissement ».

Une visite aux familles des tués

En fin d'après-midi, jeudi 28 février, le chef de l'Etat s'est rendu à Bayonne (Pyrénées-Atlantiques), au domicile des deux frères, Yves Schmidt et Eric Cordier, du 1^{er} régiment parachutiste d'infanterie de marine (RPIMa), qui ont trouvé la mort dans les opérations. Aux familles, M. Mitterrand

a déclaré qu'il était veau partager leur « souffrance ».

A FR 3-Bayonne, le président de la République a affirmé : « Malheureusement, nous avons d'abord à réunir les conditions du cessez-le-feu. Ce n'est pas terminé. Ensuite, nous avons à rechercher les bases, dans le cadre des Nations unies, d'une paix juste pour tous. Enfin, nous Français, nous avons, chacun d'il se trouve, à donner à la France le moyen de reprendre sa marche en avant ».

Pendant ce temps, M. Joxe s'est rendu dans deux hôpitaux militaires de la région parisienne, où sont soignés vingt-cinq blessés, dont deux dans un état grave. Le ministre de la défense a, pour sa part, adressé un message personnel aux armées. « Votre efficacité témoigne de votre compétence et de votre engagement, mais aussi de la cohérence et de la qualité de nos armées », écrit-il notamment.

ASIE

BANGLADESH : après des élections peu contestées

La victoire inattendue de la bégum Zia

Pour la première fois depuis l'indépendance du Bangladesh, des élections se sont déroulées presque sans violence et sans fraudes massives. Elles ont vu le succès du Parti national (BNP) de la bégum Khaleda Zia. Mais cette victoire est peut-être trop courte pour assurer une réelle stabilité politique.

DACCÀ

de notre envoyé spécial

Alors que les résultats continuèrent à être annoncés par la télévision, jeudi 28 février, la bégum Khaleda Zia, dont le Parti national (BNP) a remporté une majorité relative aux élections de mercredi, est allée se recueillir sur la tombe de son mari, l'ancien président Zia ur-Rahman, assassiné en 1980. Le geste était doublement symbolique pour celle qui est devenue, de facto, le chef de la nouvelle majorité parlementaire et le premier ministre en puissance, puisque ce mausolée est situé en face du Jatiya Sangsad, le Parlement de Dacca. Alors que la majorité absolue est de 150 sièges, le BNP a remporté 140 sièges, contre 84 pour son principal rival, la Ligue Awami de M^{me} Hasina Wajed, 35 pour le Jatiya de l'ex-président Ershad et 18 pour le Jamaat-e-Islami.

La veuve du président Zia s'est refusée à donner la moindre indication sur la composition de la future coalition gouvernementale. Le respect de la Constitution impose un certain processus, à l'issue duquel sera désigné le leader de la majorité parlementaire. Celui-ci pourra alors être appelé à former le prochain gouvernement.

De son côté, cheikha Hasina s'est refusée à admettre sa défaite, estimant que les résultats avaient été « manipulés » par des « méthodes fascistes ». La présidente de la Ligue Awami a dénoncé la fraude électorale orchestrée, selon elle, par le BNP dans une centaine de circonscriptions. Pourtant, les quelques irrégularités commises n'ont rien à

voir avec la fraude massive des élections organisées en 1988 par le président Ershad.

Les observateurs internationaux qui ont assisté au déroulement du scrutin ont été unanimes à reconnaître qu'il avait été exceptionnellement libre et démocratique. L'un des chefs de la Ligue Awami, le docteur Kamal Hossain, qui a lui-même été battu, nous a également indiqué que le scrutin s'était déroulé normalement et que cela imposait d'accepter le verdict des urnes. Cet échec semble avoir été durement ressenti à l'intérieur de la Ligue. Une autocritique et une réorganisation interne vont avoir lieu et il est pas exclu que l'autorité de la fille de l'ancien président Mujibur Rahman soit contestée.

Le « facteur indien »

Dans un pays où les transitions du pouvoir ont presque toujours été sanglantes et décriées par l'armée, ces élections peuvent déjà être considérées comme un signe encourageant. Les affrontements électoraux ont provoqué un mort et une trentaine de blessés à Chittagong, des chiffres presque insignifiants pour la deuxième ville du pays, habituée à des bilans dépassant une centaine de victimes. Un imposant dispositif de sécurité avait été mis en place. L'armée, qui avait contraint le président Ershad à se démettre le 6 décembre dernier, a joué le jeu légaliste.

Plusieurs éléments expliquent la différence de score électoral entre les deux principaux partis. Le BNP, contrairement à la Ligue Awami qui avait accepté de participer aux élections organisées par le président Ershad, a l'image d'un parti qui a refusé de se compromettre avec l'ancien régime. C'est cette même aura qui accompagne le souvenir de l'ancien président Zia ur-Rahman.

Sa réputation d'homme juste et intègre reste vivace et, s'il n'a pas amélioré sensiblement le sort de ses concitoyens, il n'a laissé aucun mauvais souvenir, contrairement à son prédécesseur, Mujibur Rahman. « Père » de l'indépendance,

« Mujib » était aussi un autocrate. Dans un pays où la population est rurale à 85 % et illettrée à plus de 70 %, les villageois se souviennent des « rakshi bahini », ces milices qui n'obéissaient qu'à « Sheikh Mujib » et qui se sont rendues coupables de nombreux enlèvements et assassinats.

D'autre part, si le président Zia ur-Rahman était un militaire, donc a priori suspect, son prédécesseur est à l'origine de la décision d'instaurer un système de parti unique. Le « facteur indien » d'autre part a joué son rôle. La Ligue Awami a toujours eu la réputation d'être proche de l'Inde. Cela tient à la politique étrangère suivie par « Mujib » et au fait que sa fille est restée longtemps en exil en Inde. Dans un pays foncièrement méfiant à l'égard des « visées expansionnistes » de New-Delhi, il était facile au BNP de dénoncer le « parti de l'étranger ».

Enfin, outre que le BNP a profité du vote massif de l'électorat féminin, en raison de l'image personnelle de la bégum Zia, le fait qu'il ait été favorable à un simple aménagement du système présidentiel actuel constituait un gage de stabilité politique. La Ligue Awami était partisans d'une réforme constitutionnelle pour instaurer un système parlementaire, qui aurait pris du temps et risqué de prolonger la période d'instabilité. Celle-ci est cependant à craindre si une majorité ne se dégage pas au Parlement.

En cas d'échec, une crise constitutionnelle (avec les incertitudes quant au rôle de l'armée que celle-ci implique) est à redouter. Il semble exclu que la bégum Zia accepte de collaborer avec l'ancien président Ershad, dont le bon score électoral constitue la vraie surprise de ce scrutin. Non seulement M. Ershad est élu dans les cinq circonscriptions de son fief de Rangpur où il était candidat, mais ses partisans, pourtant largement empêchés de faire campagne, ont enregistré de bons résultats.

LAURENT ZECCHINI

AMÉRIQUES

SALVADOR : violents combats dans la capitale

Les négociations entre la guérilla et le gouvernement sont dans l'impasse

Les guérilleros du Front Farabundo-Martí pour la libération nationale (FMLN) se sont retirés, mercredi 27 février à l'aube, dans leurs sanctuaires du volcan San Salvador après une nuit de violents combats dans les quartiers riches de la capitale qu'ils avaient déjà occupés durant plusieurs jours lors de la grande offensive de novembre 1989. Les affrontements ont fait un mort et une dizaine de blessés parmi la population civile. La FMLN a cependant décidé une trêve exceptionnelle de trois jours, les 9, 10 et 11 mars, pour ne pas entraver le déroulement des élections législatives et municipales.

SAN-JOSÉ-DE-COSTA-RICA

de notre correspondant en Amérique centrale

A l'issue de deux jours de négociations à huis clos dans la capitale costaricienne, les 20 et 21 février, les représentants de la guérilla salvadorienne ont accusé le gouvernement de San-Salvador d'avoir « durci sa position » et de chercher à prolonger la guerre. Les deux parties sont convenues de suspendre les rencontres, organisées depuis avril 1990 sous les auspices des Nations unies, jusqu'après les élections législatives du 10 mars.

Dans un communiqué, le Front Farabundo-Martí pour la libération nationale (FMLN) estime que les progrès réalisés lors des rencontres précédentes ont été « virtuellement annulés » par la nouvelle attitude du gouvernement de M. Alfredo Cristiani (conservateur), influencé par « l'arrogance de l'armée qui, de nouveau, cherche à établir un climat de terreur dans le pays ». La guérilla en veut pour preuves le massacre d'une quinzaine de paysans le 21 janvier, suivi le 9 février de la destruction des installations du Diario Latino, seul quotidien indépendant au Salvador, et la campagne d'intimidation menée

contre les organisations syndicales, religieuses et humanitaires.

Les rebelles affirment avoir, en revanche, donné des signes de bonne volonté en annonçant leur intention de ne pas saboter le scrutin du 10 mars. Ils étaient même disposés, disent-ils, à décréter un cessez-le-feu unilatéral pour les jours précédant l'élection, à condition toutefois que l'armée n'en profite pas pour poursuivre l'offensive en cours, depuis le début du mois, contre les zones sous leur « contrôle », en particulier dans les départements du Chalatenango et du Morazan (un contrôle que les autorités ne reconnaissent pas, car elles assurent dominer l'ensemble du territoire).

La démission du pays

Respectant la consigne de silence sur les entretiens données par le représentant des Nations unies, M. Alvaro de Soto, les deux parties ont refusé de donner des détails sur l'état de la négociation. On sait cependant que la guérilla continue d'insister sur la « démilitarisation » du pays, ce qui signifie l'élimination des forces armées, la suppression des « corps de sécurité » chargés de la répression, et la fin de « l'impunité » pour les militaires responsables de massacres.

M. de Soto a, lui aussi, concentré ses efforts sur ce thème en présentant, à la fin d'octobre, un « document de travail » sur une restructuration en profondeur de l'armée. Celle-ci a mal reçu ces propositions audacieuses mais elle en a tenu compte en partie dans les réformes rendues publiques fin janvier par le ministre de la défense, le général René Ponce. Ce dernier a notamment annoncé que les différents corps de police seraient désormais dirigés par des civils. « Quant à la réduction graduelle et ordonnée des forces armées, a-t-il ajouté, elle devra être le résultat de la disparition du FMLN comme organisation militaire ».

Pour la guérilla, ces mesures sont de simples opérations de « propagande » destinées à gagner du temps dans l'espoir de l'affaiblir sur les plans

militaire et diplomatique. Le principal dirigeant du FMLN, le commandant Joaquín Villalobos, a mis en garde les autorités contre « la tentation d'utiliser les élections comme substitut à la négociation pour enlever sa légitimité à la guerre populaire ». « Ce serait, ajoute-t-il, une très grave erreur d'appréciation, car le FMLN n'est pas affaibli ni pressé par le temps ».

Malgré l'échec de la réunion de San-José, le commandant Villalobos, considéré comme le plus dur des cinq dirigeants du FMLN, partage en partie l'optimisme exprimé par la délégation gouvernementale, menée par le ministre de la justice, M. Oscar Santamaría, en reconnaissant que la guerre civile en cours depuis onze ans ne peut plus se terminer par la voie des armes. « Le gouvernement, a-t-il ajouté, attend sans doute le résultat des élections pour préciser sa position sur les différents points de la négociation ».

Les sondages accordent une large avance à l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA, au pouvoir) avec environ 57 % des intentions de vote, contre à peine plus de 10 % à la Démocratie chrétienne et moins de 4 % aux trois partis de gauche réunis au sein de la Convergence démocratique (l'ancien Parti communiste, rebaptisé Union démocratique nationaliste, présente des candidats pour la première fois depuis 1976 mais n'appartient pas à la coalition de gauche). La guérilla craint qu'une victoire de l'ARENA ne contribue à rendre le gouvernement plus « intransigent » dans la négociation.

C'est pourquoi le FMLN, même si il a décrété une trêve exceptionnelle de trois jours pour la tenue des élections législatives et municipales, les 9, 10 et 11 mars, ne souhaite pas faciliter l'organisation d'élections qu'il considère « dépourvues de toute légitimité ». Il empêche donc l'installation de bureaux de vote dans les zones conflictuelles.

BERTRAND DE LA GRANGE

EN BREF

URSS : référendum sur l'indépendance de la Géorgie le 31 mars. — Le Parlement géorgien a décidé, jeudi 28 février, d'organiser le 31 mars un référendum sur la restauration de l'indépendance dans la république, en invoquant l'acte du 26 mai 1918 qui lui avait permis d'être souveraine pendant trois ans avant son incorporation par la force à l'URSS. Le Parlement a également confirmé son refus de voir la Géorgie participer au référendum soviétique du 17 mars sur le maintien de l'Union. Cinq autres républiques soviétiques (Moldavie, Arménie, Lituanie, Lettonie, Estonie) ont déjà rejeté cette consultation. — (AFP).

LIECHTENSTEIN : décès du prince Wenzel. — Le prince Wenzel du Liechtenstein, frère cadet du prince régnant Hans-Adam II, est décédé, jeudi 28 février, à Vaduz à l'âge de vingt-huit ans. Les services de presse de la principauté, qui ont annoncé la nouvelle, ont précisé que les causes de sa mort étaient connues par la famille, mais qu'elles ne seraient pas rendues publiques. Né le 19 novembre 1962, le prince Wenzel avait servi comme lieutenant de la garde royale en Grande-Bretagne durant son service militaire, et travaillait comme médecin-assistant dans un hôpital suisse. — (AFP).

SOMALIE : report de la conférence nationale. — La conférence nationale de réconciliation, prévue jeudi 28 février, à Mogadiscio, a été reportée au 14 mars, a annoncé, mercredi, le président provisoire, M. Ali Mahdi Mohamed. Cette conférence devait réunir tous les mouvements armés et organisations politiques du pays. Mais le principal groupe armé du nord, le Mouvement national somalien (MNS), a refusé d'y prendre part (Le Monde du 27 février). Autre défection possible : celle du Mouvement patriotique somalien (MPS) du colonel Omar Cheis.

ETHIOPIE : nouvelle offensive des rebelles du Tigré. — Les masquades du Front de libération populaire du Tigré (FPLT) ont déclaré, mercredi 27 février, avoir conquis deux nouvelles localités des provinces de Gondar et de Godjam, dans le nord-ouest du pays. Ils se dirigent à présent vers la ville de Gondar. Cette nouvelle offensive des rebelles tigréens n'a fait l'objet d'aucun commentaire officiel à Addis-Abeba. — (Reuters).

AFRIQUE

MAROC : à l'occasion du trentième anniversaire de son accession au trône

Hassan II rend sa liberté à la famille du général Oufkir

Hassan II devrait annoncer, dimanche 3 mars, à l'occasion du trentième anniversaire de son accession au trône, l'élargissement de la famille du général Mohamed Oufkir qui vivait, depuis plus de dix-huit ans, en résidence surveillée, a-t-on appris de source autorisée. La veuve de l'ancien ministre de la défense, ses six enfants et une cousine sont, depuis quelques jours, libres de leurs mouvements au Maroc.

C'est en août 1972, au lendemain du « suicide » du général Oufkir, accusé par le roi d'avoir tenté d'accomplir un crime parfait contre sa personne en commandant un attentat en plein ciel auquel il avait miraculeusement échappé, que les malheurs de sa famille avaient commencé. Déplacé d'un lieu de détention à un autre, sans être sous le coup d'une quelconque

décision de justice, celle-ci tentera en vain d'attirer l'attention sur son sort. Demande de grâce, tentatives de suicide, grèves de la faim ne feront pas échouer le palais.

En avril 1987, quatre enfants parvenant à s'enfuir. Repris à Tangier, ils réussissent à lancer un appel de détresse sur les ondes de RFI : « Nous n'avons commis aucun délit. Nous n'avons pas l'âge, pas de pensée politique », implorait Malika, la fille aînée du général Oufkir. En juillet, M. Georges Kéjzman, aujourd'hui ministre délégué à la justice, qui défendait leurs intérêts, obtenait l'accord formel du souverain chérifien pour que ses clients puissent émigrer au Canada.

La procédure suivit son cours, mais le départ sera indéfiniment différé par des manœuvres dilatoires. Les autorités locales prendront prétexte d'une demande d'audience royale de la part de la veuve du général Oufkir à laquelle celle-ci s'était pourtant déclarée, par écrit,

prête à renoncer, pour justifier ce retard.

En janvier 1988, toujours aussi énigmatiques, ces mêmes autorités précisèrent qu'il s'agissait là d'« une affaire qui concerne un souverain et une famille qui fait partie de ses sujets » et se plaignaient d'une « exploitation politique ». La veuve du général Oufkir et les siens vivaient alors en reclus dans une villa de Marrakech.

La libération de la famille Oufkir est « du point de vue des droits de l'homme, une bonne nouvelle », a déclaré, vendredi, M. Pierre Joxe. « Si cette décision est confirmée, le roi du Maroc aura agi sagement », a-t-il ajouté. Constatant « qu'un drame vient de prendre fin », l'Association de défense des droits de l'homme au Maroc (ASDHOM), estimant, dans un communiqué, qu'un tel dénouement « fait espérer d'autres gestes de la part du gouvernement ».

Les prisonniers vedettes et les autres

par Jacques de Barrin

HASSAN II n'est pas homme à se laisser forcer la main. La magnanimité du « Commandeur des croyants » ne s'exerce pas sous la pression de la rue, encore moins sous celle de l'étranger. Aussi a-t-il toujours fait dire, par diverses voies autorisées, que le pardon royal viendrait en son temps. Le trentième anniversaire de son accession au trône lui donne l'occasion d'exercer sa clémence, en toute quiétude et avec grandeur d'âme.

Tout à sa dévotion, le Conseil consultatif des droits de l'homme, créé par ses soins en avril 1980, lui avait récemment soumis, avec infiniment de respect et sans crainte d'être rabroué, une sorte de cahier de doléances sur des sujets de sa compétence, notamment en matière de conditions de détention. Hassan II n'en attendait

pas moins de lui pour trouver prétexte à exercer sa sollicitude. Il s'était donc empressé d'accéder à ses demandes que d'autres de ses sujets, moins en cour, présentaient en vain depuis belle lurette.

L'élargissement de la famille du général Oufkir, injustement « condamnée » à payer pour la félonie de ce dernier, prouve, tout de même, que l'échecement de ses défenseurs, marocains et français, n'a pas été vain. Mais, le sort de ces prisonniers vedettes — comme le sont aussi Abraham Sarfati, condamné en 1977 à la réclusion à perpétuité et ses sept compagnons de route gauchistes — ne doit pas faire oublier le tragique destin des quelque trois cents détenus politiques ni moins encore celui des centaines de « disparus », opposants de tout acabit, soldats perdus ou simples

généralistes, qui croupissent dans ce que le souverain marocain appelle son « jardin secret » à l'intérieur duquel il est interdit à quiconque de pénétrer.

Rien d'autre ne s'échappe, par exemple, du bagne de Tazmamart si ce ne sont, de temps à autre, des messages de détresse d'armuriers vivants qui désespèrent de recouvrer, un jour, la liberté. Saura-t-on jamais quel sort le roi compte réserver aux quelques centaines de soldats qui ont récemment déserté en franchissant la frontière algérienne et qui, pour des raisons de haute politique maghrébines, ont été presque aussitôt reconduits dans leur pays ? Rabat s'est contenté d'un communiqué de formes démenties.

Mort du dirigeant socialiste Guillermo Ungo

Un négociateur infatigable

Le secrétaire général du Mouvement national révolutionnaire (MNR, social-démocrate), Guillermo Ungo, cinquante ans, est mort jeudi 28 février à Mexico d'une embolie pulmonaire à la suite de l'ablation d'une tumeur au cerveau.

SAN-JOSÉ-DE-COSTA-RICA

de notre correspondant en Amérique centrale

Jusqu'à la fin, cet avocat tout à la fois sarcastique et chaleureux se sera consacré à sa passion, la politique, même si son état de santé l'a empêché de participer activement à la campagne pour les élections législatives, qui auront lieu le 10 mars. Il était candidat à un siège de député pour la capitale, San-Salvador.

Lors de l'élection présidentielle de 1989, largement remportée par la droite, il avait été le candidat de la Convergence démocratique, qui réunissait encore aujourd'hui les trois principales formations de la gauche salvadorienne. Il avait obtenu moins de 4 % des suffrages alors qu'il espérait dépasser les 10 %. Il avait attribué son échec à la « grave erreur tactique » de la guérilla qui, en boycottant le scrutin, avait surtout nui à la gauche.

Guillermo Ungo avait alors commencé à prendre ses distances avec le Front Farabundo-Martí de libération nationale (FMLN), avec lequel il collaborait activement depuis 1980 au sein du Front démocratique révolutionnaire. Tout en reconnaissant la capacité militaire de la guérilla, il estimait que le moment était venu de mettre l'accent sur la négociation, pour en finir avec une guerre civile qui avait déjà fait près de soixante-dix mille morts en dix ans.

Il a lui-même participé, dès 1984, au dialogue engagé avec le président démocrate-chrétien, Napoleon Duarte, décédé l'an dernier. Avant que celui-ci ne devienne son adversaire politique, ils s'étaient présentés ensemble à l'élection présidentielle de 1972, qu'ils auraient probablement rem-

portée si les militaires n'en avaient décidé autrement.

Les deux hommes s'étaient retrouvés après le coup d'État organisé, le 15 octobre 1979, par de jeunes officiers, qui avaient mis en place une junte révolutionnaire de gouvernement.

Incessante navette diplomatique

Mais, très vite, leurs chemins avaient divergé : Duarte acceptait de collaborer avec les militaires tandis que Ungo quittait la junte au bout de deux mois et devait s'exiler à la suite de l'assassinat des dirigeants du Front démocratique révolutionnaire (FDR) par les Escadrons de la mort liés à l'armée. Du Panama, où il s'installa alors, il entreprit une incessante navette diplomatique entre l'Amérique latine et l'Europe — il est vice-président de l'Internationale socialiste pour l'Amérique latine — pour obtenir l'aide de la communauté internationale.

Estimant que les conditions ont changé dans son pays à la suite de l'adoption, en août 1987, du plan de paix pour l'Amérique centrale, il décida de rentrer au Salvador pour contribuer au processus de démocratisation avec le dirigeant du Mouvement populaire social-chrétien, Rubén Zamora. Les risques sont grands, et le gilet pare-balles de rigueur, car les Escadrons de la mort continuent de tuer en toute impunité.

Il est convaincu, malgré tout, qu'il n'y a plus de recul possible : « Je constate, nous dis-ils, une volonté politique de négocier dans tous les secteurs, y compris de la part des Etats-Unis, et même de l'armée, qui est désormais prête à accepter une épuración et une diminution de ses effectifs. » Il n'aura pas eu finalement le temps de vérifier la justesse de ses choix politiques, qui l'avaient également amené à passer peu à peu du socialisme à la social-démocratie.

B. de L.G.

550 من لاجل

POLITIQUE

A la Réunion, les polémiques après l'émeute

Après trois journées de violences meurtrières
les responsables politiques cherchent « un chef d'orchestre clandestin »

SAINT-DENIS-DE-LA RÉUNION
de notre envoyé spécial

Une écurante odeur de brûlé enveloppe le quartier du Claudron. Trois jours après la fin des émeutes, des carcasses calcinées des entrepôts de la zone industrielle qui ont été saccagés et incendiés, à coups de cocktails Molotov, samedi 23, dimanche 24 et lundi 25 février par des centaines de manifestants venus pour la plupart de la cité Michel-Debré voisine. Un ensemble d'ILHM qui symbolisait naguère la réussite de la politique d'assimilation de la Réunion à la « mère patrie » et qui incarne aujourd'hui, jusqu'à la caricature, les contradictions d'une société à deux vitesses.

Des vigiles armées surveillent les abords des magasins éparpillés. Quelques badauds discutent à voix basse devant les ruines du Géant du meuble d'où ont été retirés huit cadavres, sans doute des pillards pris au piège. Les pompiers se battent encore, avec une certaine impuissance, contre la fournaise des décombres du Fo Yam, cet immense hall de matériel ménager dont le premier étage s'est effondré au cours de l'incendie. Les marmites d'aluminium ont fondu, ce qui fait dire à un pompier que « la température a dépassé 1 200 degrés ». Il faut attendre que ces décombres refroidissent pour déblayer.

On ne sait pas combien de personnes ont péri ici. « Pour l'instant, explique l'un des gendarmes qui isolent l'endroit, personne ne vient dire qu'un membre de sa famille a disparu. Les gens ont peur d'être punis ou ils ont honte d'avoir qu'un des leurs faisait partie des pillards. » Au matin du vendredi 19 mars, les pompiers avaient déjà repéré les restes de deux corps.

Les accusations du préfet

Quelques kilomètres plus loin, au centre de Saint-Denis, la vie reprend lentement son cours coloré. Mais toute l'île reste hébétée. Toute l'île, sauf les tenors de la scène politique locale, qui retournent déjà à leurs polémiques aussi coutumières que désolées.

Le ministre des DOM-TOM a fait sensation en affirmant publiquement, avant son retour à Paris, que ces trois journées d'émeutes avaient été le résultat d'une opération soigneusement montée. En parlant d'« attaque préméditée de plusieurs grandes surfaces », de « casse organisée » sur des « cibles choisies » avec « méthode », alors qu'il avait d'abord assimilé ces violences au « mal de vivre » des banlieues métropolitaines, M. Louis Le Pen a dégoûté une grande partie des réunionnais.

Le préfet, M. Daniel Constantin, met directement en cause la responsabilité du fondateur de Télé et Radio-Free-DOM, M. Camille Sudre, qui a maintenu, malgré l'interdit officiel, un appel à manifester sur la voie publique, le 23 février, pour protester contre la saisie de cet émetteur pirate fonctionnant depuis cinq ans en toute illégalité (le Monde du 27 février). M. Constantin n'a pas de mots assez

durs pour dénoncer le comportement de ce médecin d'origine métropolitaine à la personnalité très controversée, qui se pose, dit-il, « en Pancho Villa de la liberté d'expression », qui se targue, à juste titre, d'avoir ouvert ses fréquences à l'expression créole, mais qui se sert volontiers de son pouvoir médiatique à des fins politiques personnelles.

Du moins si l'on en croit ceux qui

va dans son entrée au conseil municipal de Saint-Denis au poste de troisième adjoint sans délégation, à l'issue des élections municipales de mars 1989, la récompense d'une

active campagne radio-télévisée en faveur du nouveau maire socialiste du chef-lieu, M. Gilbert Annette, RPR du conseil général, M. Auguste

Légaré, député du département de l'océan indien.

mis de surprendre en flagrant délit un réseau de cibles chargées de guider certains « commandos », mêlés aux manifestants spontanés, en les informant sur les évolutions des forces de l'ordre dans le périmètre des émeutes. Un réseau dont M. Sudre, selon le préfet, aurait été le commanditaire et le chef d'orchestre et dont le chef opérationnel, sur le terrain, serait un plombier de Saint-Denis, M. Frédéric Malbrouck, qui a été interpellé et gardé à vue. On aurait trouvé dans sa voiture des « plans » et deux fusils à pompe à canon scié.

Mais l'information judiciaire, ouverte à la demande du parquet, n'a pour l'instant donné lieu à aucune inculpation, et il se trouve que ce témoin, remis en liberté jeudi soir, est un ancien candidat aux élections cantonales. En septembre 1988, dans le huitième canton de

sa Conseil supérieur de l'audiovisuel d'avoir eu, à l'égard de Télé-Free-DOM, « une attitude trop technocratique », a, lui aussi, bondi sur cette occasion pour mettre en cause les communistes, ses ennemis jurés. A la Réunion, est ainsi venu le temps de routes les dérives, de tous les faux-fuyants visant à minimiser les responsabilités collectives et individuelles, en particulier la responsabilité directe, dans l'enchaînement des faits, du président de Télé-Free-DOM, soulignée par la préfecture.

Les dirigeants du PCR voient dans tout cela une recherche de boucs émissaires destinée à détourner la responsabilité sociale et politique de « provocation ridicule et odieuse ». Dès jeudi, le bureau politique du parti précisait qu'il était « de notoriété publique » que M. Frédéric Malbrouck « s'est éloigné du PCR » pour être « accueilli à bras ouverts » par les socialistes. Cet épisode ne serait donc, selon le PCR, qu'« une illustration de la fable de l'arroseur arrosé ».

La réapparition de l'ange blanc

Quant à l'homme par lequel le scandale est arrivé, M. Sudre, qui avait opté pour la clandestinité après avoir interrompu ses émissions, il a fait sa réapparition, jeudi après-midi, pour une conférence de presse. Étrangement vêtu de blanc depuis qu'il a choisi la blanche colombe comme emblème de Radio et Télé-Free-DOM, il a implicitement admis qu'il avait joué à l'apprenti sorcier en appelant de nouveaux ses auditeurs et ses téléspectateurs à manifester sur la voie publique alors qu'en mars 1990 ses appels avaient déjà dégénéré en violences. « Si on avait su... », a-t-il dit.

Les questions et les réponses étant diffusées en direct sur Radio-Free-DOM, M. Sudre s'est surtout présenté en martyr, se défendant sur « les pouvoirs publics », qu'il a accusés de « mépriser les Réunionnais », et s'indignant des « propos ignobles » du ministre des DOM-TOM, qu'il a jugé « mal informé ». M. Sudre, en revanche, a ignoré complètement le rôle prêt à M. Frédéric Malbrouck. Il a préféré lancer une mise en garde... au préfet : « J'espère qu'il a bien compris qu'il était dangereux de réprimer une population quand elle a décidé de se battre pour sa liberté d'expression... ». Il a promis à ses auditeurs « des témoignages troublants » à l'antenne.

M. Sudre, que l'on surnomme désormais « l'ange blanc », avait à ses côtés son avocat parisien, qui n'est autre que M. Jacques Vergès, le frère de Paul, secrétaire général du Parti communiste réunionnais.

ALAIN ROLLAT



Saint-Denis, M. Frédéric Malbrouck défendait les couleurs... du Parti communiste réunionnais (PCR), indépendant du PCF et rival acharné de la fédération socialiste.

Une machination ?

Il n'en fallait pas davantage pour que surgisse la thèse d'un machiavélisme complotté à manipulations multiples, fomenté par un « chef d'orchestre clandestin ». Le maire de Saint-Denis, M. Annette, muet depuis samedi et qui s'était bien gardé de se désolidariser de M. Sudre, a fait savoir, jeudi après-midi, que « de nombreux éléments » lui donnaient « à penser que les tristes événements de ces derniers jours [n'étaient] pas uniquement l'expression de la colère d'une jeunesse désespérée » et qu'il avait « acquis l'intime conviction que des manipulateurs organisés autour de M. Malbrouck, militant communiste bien connu, ont orchestré des exactions ».

Le premier secrétaire de la fédération socialiste, Jean-Claude Frouin, a dénoncé, lui aussi, « une tentative de déstabilisation du maire de Saint-Denis ». Le chef de file de la droite centriste, M. Jean-Paul Virpoulle, député UDC, qui reproche

Le préfet en veut pour preuve le fait que la réquisition de moyens géométriques militaires aurait per-

ESPRIT
mars-avril 1991
Lecture
et bibliothèques

Dominique Bourg
Bertrand Calenge
Monique Canto-Sperber
Anne-Marie Chartier
Olivier Donnat
Hans Jonas
Marie Mendras
Evelyn Pister
Jean-Claude Pompuogac
Martine Poulin
Amartya Sen

Le numéro : 70,00 FF - Abonnement 1 an (10 numéros) : 480 FF
212, rue Saint-Martin, 75003 PARIS - Tél. : 48 04 08 33

LE LIVRE DU JOUR
MARABOUT
Dr Fitchugh
Dodson
Tout se joue
avant 6 ans
Le best-seller mondial
de l'éducation

COMMUNICATION

Pour un contentieux sur la gestion
d'un comité d'établissement des NMPP

La distribution de la presse a été perturbée par une grève de la CGT

Une grève surprise de vingt-quatre heures, lancée par le syndicat CGT aux Nouvelles Messageries de la presse parisienne, a pratiquement paralysé la distribution des quotidiens et retardé celle des magazines dans la nuit du mercredi 27 février et la journée du 28 février.

La mise en place dans les kiosques des quotidiens nationaux a été jeudi matin gravement perturbée en région parisienne, sur la côte méditerranéenne, en Rhône-Alpes, et même interrompue autour de Poitiers et Roubaix. Seules les régions de Nancy, Nantes et Toulouse ont pu assurer une distribution quasi normale. Les grévistes des NMPP ont intervenus aussi dans les différentes imprimeries de presse pour bloquer la sortie des quotidiens. Une édition spéciale du Figaro a réussi à atteindre les kiosques de la capitale vers midi, mais des groupes de grévistes bloquaient, en début d'après-midi, la sortie du Monde à l'imprimerie d'Ivry.

De « très graves irrégularités »

Des éditions spéciales de l'Humanité et de France-Soir ont été mises en vente au cours de l'après-midi dans certains quartiers de Paris. 270 000 exemplaires du Monde seules ont pu être diffusés après 19 heures : les abonnés et les kiosques de province ont été servis, tandis que 70 000 exemplaires ont été livrés vendredi matin sur Paris. Pour les magazines (l'Express, le Nouvel Observateur, l'Événement du jeudi), la direction des NMPP a réussi dans la journée à mettre en place des distributions de secours. Un de ces centres de distribution en sous-traitance, à Garges-lès-Gonesse dans la banlieue nord de Paris, a été investi, jeudi soir, par les grévistes.

Ce conflit n'est pas lié, comme la grande grève de 1989, aux problèmes de modernisation des NMPP, mais à un contentieux sur la gestion d'un comité d'établissement des NMPP. C'est une lettre, envoyée mardi 26 février par la direction aux 4 300 salariés des NMPP, qui a déclenché le mouvement. Elle annonçait la transmission à la justice d'un dossier concernant les

« très graves irrégularités » relevées dans la gestion d'un comité d'établissement et de ses filiales (centres de vacances, restaurant, hôtel). Subventionnés à hauteur de 21 millions de francs par an (4 % de la masse salariale), ces organismes, gérés par les élus CGT des NMPP, sont en liquidation judiciaire depuis le 15 février pour un trou de 15 millions de francs.

La direction des NMPP estime que l'enquête de l'administrateur judiciaire a mis en lumière un certain nombre de malversations, allant de l'abus de biens sociaux au faux en écriture. Se réservant la possibilité de porter plainte, les responsables des Messageries demandent aujourd'hui à la justice de tirer l'affaire au clair.

La Fédération nationale du Livre CGT estime que la note de la direction est « diffamatoire » et que les responsables des NMPP cherchent « à affaiblir les capacités de lutte des travailleurs en s'attaquant à leur organisation syndicale, en un moment où un plan de restructuration liquidant près de six cents emplois est présenté par la direction ». Elle annonce la poursuite d'actions pour les prochains jours sans en donner les modalités. Le comité intersyndical du Livre parisien, plus modéré, affirme sa solidarité avec les grévistes, demande que la direction des NMPP « apporte la preuve de ses affirmations » et a arrêté le principe d'une rencontre, le 4 mars, avec les responsables des NMPP et un expert-comptable. FOL, pour sa part, dénonce la grève et demande que la lumière soit faite sur la gestion du comité d'établissement.

Le Syndicat de la presse parisienne (SPP) et les éditeurs représentés aux NMPP ont publié un communiqué commun. « Le matin même où le cessez-le-feu est déclaré et la paix en vue, l'écrit est bâillonné, souligne-t-il notamment. La distribution de la presse française, sous toutes ses formes, est paralysée par une grève provoquée par certains éléments des Messageries. Les lecteurs doivent savoir que ce mouvement n'est motivé par aucun désaccord social. Il n'en est que plus illégal. » Après avoir réaffirmé leur attachement aux NMPP, les organisations patronales ont toutes ses formes, en paralysant la distribution de la presse imprimée empêchant illégalement la distribution des journaux. J.-F. L.

EN BREF

o M. Maxwell vend ses parts de Central TV. - Comme il l'avait annoncé il y a quelques mois, M. Robert Maxwell a vendu la participation de 20 % qu'il détenait dans le capital de la télévision privée britannique Central TV. Un groupe d'investisseurs institutionnels a racheté les actions pour 246 millions de francs. Cette cession, comme celle des actions de TF 1, doit permettre au magnat de la presse britannique de réduire son endettement et de recentrer son groupe sur la presse écrite et l'édition.

o Albert du Roy devient directeur général de l'Événement du jeudi. - M. Albert du Roy, ancien directeur de la rédaction de l'Expansion, deviendra le 1^{er} mars directeur général de l'Événement du jeudi. Le journaliste restera éditorialiste à la Tribune de l'Expansion et à Antenne 2 mais abandonnera l'émission quotidienne qu'il anime avec Annette Ardisson sur France-Inter. Jean-François Kahn, directeur de la publication et fondateur de l'Événement du jeudi, avait maintes fois exprimé son intention de se dégarer de la gestion du magazine pour se consacrer à sa politique éditoriale.

o La Commission de Bruxelles approuve le plan de recapitalisation de la SFP. - La Commission euro-

péenne a donné son aval, mercredi 27 février, au plan de recapitalisation adopté l'an dernier par le gouvernement français en faveur de la Société française de production. L'Etat avait « effacé » 940 millions de francs de pertes cumulées depuis 1983 (le Monde du 13 juillet 1990) et avancé à l'entreprise 171 millions de francs pour l'aider à couvrir ses besoins financiers. Dans un communiqué, l'ensemble communiste précise que cette recapitalisation s'est accompagnée d'une « profonde restructuration (...) qui a transformé les perspectives financières de la SFP », en lui permettant d'espérer renouer avec les bénéfices sans mettre en péril ses concurrents privés, compte tenu de l'expansion du marché.

o La Société générale va diminuer sa participation dans Canal J. - La Société générale a annoncé, mercredi 27 février, qu'elle allait diminuer sa participation dans la chaîne Canal J de 5 % à 4,35 %. Déjà actionnaire à 5,10 % de Canal Plus, la banque s'était en effet récemment placée en infraction avec la loi sur l'audiovisuel en portant à 6 % sa participation dans TF 1 (le Monde du 28 février). La loi interdit à une même personne physique ou morale de détenir plus de 5 % du capital dans plus de deux chaînes hertziennes nationales.

Le Monde
DOSSIERS ET DOCUMENTS
LE BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1990
est paru
200 pages - 47 F
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Collection « Islam d'hier et d'aujourd'hui » dirigée par A.M. TURKI
LES BIBLIOTHEQUES DU MAROC
par Latifa BENJELLOUN-LAROU
Guide précieux à travers les innombrables richesses - non encore totalement répertoriées, ni cataloguées - des bibliothèques marocaines.
16 x 24, 432 pages, 8 pl. HT noir et couleurs. 299 FF
Maisonneuve & Larose

Le Monde
ÉDITIONS
GOLFE
clefs pour une guerre annoncée
Alain Gresh, Dominique Vidal
VENTE EN LIBRAIRIE

MÉDECINE

Sur décision de MM. Bérégovoy et Evrin

Les compagnies d'assurances ne pourront plus demander de dépistage du sida au-dessous d'un capital de 1 million de francs

MM. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, et Claude Evrin, ministre des affaires sociales et de la solidarité, devaient annoncer, jeudi 28 février, deux décisions concernant les problèmes posés par l'épidémie de sida aux assureurs et aux usagers. A la suite du rapport demandé sur ce thème à M. Benoît Jolivet, ancien directeur des assurances, les deux ministres, « soucieux de préserver le droit des personnes et d'éviter les exclusions », ont décidé, d'une part, d'interdire aux assureurs de faire référence, dans leur questionnaire, à la vie privée et à la sexualité, ils vont imposer aux compagnies d'assurances, d'autre part, de ne plus demander de test de dépistage de la contamination par le virus du sida en dessous d'un capital garanti de 1 million de francs.

Les assureurs français avaient attendu 1989 pour commencer à s'inquiéter publiquement des conséquences de l'épidémie de sida (le Monde du 17 mars 1989). Il y a un an, le Conseil national du sida, présidé par M. François Héritier-Augué, professeur au Collège de France, recommandait aux pouvoirs

publics de faire en sorte que les assureurs ne puissent exiger de test de dépistage de contamination par le virus du sida. Ce conseil redoutait « que les assureurs n'aient de plus en plus recours à des questionnaires comportant des références explicites ou détournées au style de vie ou à la sexualité » (le Monde du 21 février 1990).

A la suite de ce rapport, MM. Bérégovoy et Evrin avaient confié à M. Benoît Jolivet, ancien directeur des assurances, la présidence d'un groupe de travail interministériel réunissant aussi les professionnels de l'assurance et le conseil national de l'ordre des médecins. Dans ce cadre, les responsables du Conseil national du sida et de l'association Aides ont été entendus. Il s'agissait tout particulièrement de dégager les orientations permettant, en matière d'assurance, d'éviter l'exclusion des personnes séropositives, mais aussi de « donner un cadre de référence déontologique à l'établissement des questionnaires médicaux ».

Le rapport, classé « confidentiel », du groupe de travail assurances et sida, est daté du 11 janvier dernier (1). Ce document de vingt-sept pages est accompagné de volumineuses et fort instructives annexes. La difficulté centrale des travaux du groupe a été, sur la plupart des questions, de combiner de manière satisfaisante des principes éthiques et des pratiques de marché », peut-on

lire en introduction. En pratique, la grande majorité des compagnies françaises d'assurances étaient amenées à demander un test de dépistage, « en fonction du montant des capitaux souscrits, sans qu'il y ait de seuil généralisé ». « La plupart du temps, précisent les auteurs du rapport, le test n'est pas demandé de manière isolée, mais intégré à un examen plus complet du sang ». A l'étranger, les pratiques en la matière sont très diverses. Ainsi, outre-Manche, les assureurs britanniques ne craignent pas d'établir une sélection des risques à partir de questionnaires médicaux comportant notamment des interrogations sur les pratiques sexuelles des personnes.

Grilles de sélection

Les auteurs du rapport Jolivet fournissent une série de recommandations. Il convient d'abord, selon eux, d'organiser, sous l'égide de la direction générale de la santé, une information périodique des assureurs et des assurés sur l'évolution épidémiologique concernant le sida, ainsi que sur les progrès thérapeutiques. Un « groupe de suivi » devrait ainsi prochainement être mis en place. Rappelant que, selon la loi Evrin du 31 décembre 1989, il appartient à l'assureur de faire la preuve d'un évènement médical plus médical qu'un assuré, les auteurs estiment qu'en ce qui concerne les difficultés susceptibles d'apparaître dans ce domaine il revient à la commission consultative de l'assurance d'établir les règles de bonne conduite en la matière.

En ce qui concerne les questionnaires proposés aux futurs assurés, le groupe, suivant en cela l'une des recommandations du Conseil national du sida, est tombé d'accord pour « qu'aucune question concernant le caractère intime de la vie privée, et en particulier la vie sexuelle des personnes, ne puisse être posée dans les questionnaires ». Cette mesure, qui n'est pas en vigueur dans de nombreux pays d'Europe, a été retenue par les deux ministères concernés. Annoncée par MM. Bérégovoy et Evrin, elle devrait prochainement prendre la forme d'un décret, tout en étant assortie d'un éventuel système de sanctions, y compris lorsque les contrats d'assurances seront proposés en France par des compagnies étrangères.

Pour ce qui est du test de dépistage, les auteurs réaffirment qu'« aucun test sérologique ne pouvait être réalisé sans le consentement éclairé de la personne et sans l'information et les conseils appropriés ». Ils recommandent d'autre part que « dans le cadre des règles habituelles de l'assurance, une appréciation d'ensemble du risque soit effectuée pour une personne atteinte de sida ou d'infection par le VIH, comme pour toute autre pathologie, et qu'elle repose sur un examen médical plus large où le test sérologique trouve sa place, comme de nombreux autres tests biologiques demandés par les

entreprises d'assurances ». Cependant, alors que le rapport ne rebâtit pas la notion de seuil de capitaux qui s'appliquerait au seul test de dépistage de la contamination par le virus du sida, MM. Bérégovoy et Evrin ont décidé qu'un seuil était nécessaire et qu'il serait fixé à 1 million de francs.

On estime que l'établissement d'un tel seuil devrait être de nature à prévenir toute dérive en la matière. Actuellement, l'examen médical avec prélèvement sanguin (pouvant comporter de très nombreux paramètres) et analyse des urines est demandé par les assureurs dès lors que le capital-décès dépasse 3 500 000 francs (pour un assuré de moins de trente-cinq ans) ou 2 millions de francs (au-delà de cinquante-cinq ans).

Les « grilles de sélection » des réassureurs prévoyaient, déjà, la recherche des anticorps spécifiques VIH-1 et du VIH-2, à partir d'un capital-décès de 1 million de francs ou d'une rente équivalente à 100 000 francs par an.

Enfin, le rapport annonce que, dans un proche avenir, les assureurs français considéreront comme « assurables » les personnes reconnues comme étant séropositives. Ils retiendront alors le schéma dit des « risques aggravés ». Il s'agit là de risques qui étaient considérés autrefois comme inassurables en raison de la gravité de la maladie et des incertitudes trop fortes sur les possibilités de guérison ou de rémission. Pour les assureurs, l'évolution des connaissances thérapeutiques et épidémiologiques permet aujourd'hui la prise en charge des séropositifs moyennant une tarification adaptée (surprime).

Ainsi, la contamination par le virus du sida — comme c'est le cas depuis quelques années pour le cancer — ne pourra plus à l'avenir être considérée comme un motif d'exclusion du champ de l'assurance. Des divergences d'appréciation demeureront toutefois au sein des compagnies. Annoncée par MM. Bérégovoy et Evrin, elle devrait prochainement prendre la forme d'un décret, tout en étant assortie d'un éventuel système de sanctions, y compris lorsque les contrats d'assurances seront proposés en France par des compagnies étrangères.

Il n'en reste pas moins vrai, au total, que cette approche amorcée par le ministre des affaires sociales sur un sujet aussi difficile apparaît tout à fait exemplaire, les solutions trouvées, pour limitées qu'elles soient, constituant de véritables avancées, sans précédent sur le marché international de l'assurance.

JEAN-YVES NAU

(1) Le rapport du groupe de travail assurances et sida est signé de M. Benoît Jolivet (président) et de MM. Denis Vilain et Jean Debeaupuis (rapporteurs). Ce groupe était composé d'une quarantaine de membres réunissant des représentants des différents ministères et de la profession de l'assurance.

Enquête ouverte en Bretagne

Un premier cas de « vache folle » signalé en France

Un cas d'encéphalopathie spongiforme bovine (BSE), dite « la maladie vache folle », a été signalé, pour la première fois en France, à Ploubalay, dans les Côtes d'Armor, chez une vache laitière, a annoncé, jeudi 28 février, le ministre de l'Agriculture. « Une enquête approfondie est actuellement en cours en vue de déterminer les causes d'apparition de la maladie dans ce élevage », souligne le ministre. Il s'agit notamment de déterminer la géologie de l'animal et son alimentation.

Pour l'heure, des mesures réglementaires ont été prises, comme la mise sous séquestre et l'identification du troupeau. Les animaux de cette exploitation bretonne (une soixantaine) ont été acquis pour la recherche, par le Centre national d'études vétérinaires et alimentaires, à Lyon.

Découverte en 1986 en Grande-Bretagne, la « vache folle » est à l'origine d'une véritable épidémie outre-Manche. L'encéphalopathie spongiforme est l'équivalent bovin de la « tremblante » du mouton. L'agent de contamination des ovins aurait été transmis par des farines animales aux bovins. Cette contamination des farines résulterait d'une modification, à partir de 1981, des conditions de traitement

des sous-produits d'abattoir en Angleterre. Interdites depuis 1989, ces farines de fabrication anglaise ont toutefois été distribuées en France auparavant.

Depuis l'apparition de la BSE au Royaume-Uni et en Irlande, les services vétérinaires français ont mis en place un certain nombre de mesures de prévention, comme l'établissement d'un réseau d'épidémiologie sur l'ensemble des départements. En novembre dernier, un cas d'encéphalopathie spongiforme bovine avait été détecté en Suisse. Il s'agissait, semble-t-il, du premier cas reconnu en Europe continentale et, en décembre, le ministre français de l'Agriculture avait fixé les dispositions sanitaires et financières relatives à l'apparition sur le territoire national de cette maladie.

« On peut vraisemblablement s'attendre à l'apparition en France d'autres cas, signalent les services vétérinaires du ministère de l'Agriculture. Mais nous ne serons pas dans la même situation que les Britanniques, car nous n'avons pas fait consommer à nos vaches dans des proportions importantes, des farines animales importées d'Angleterre et nous n'avons pratiquement pas de cas de tremblante du mouton ».

M. L.

JUSTICE

Procès retentissant à Vienne (Autriche)

Les quatre « anges de la mort » de l'hôpital de Lainz

Le procès de quatre aides-soignantes de l'hôpital de Lainz, près de Vienne, accusées d'avoir, entre 1983 et 1989, fait passer de vie à trépas plusieurs dizaines de malades confiés à leurs soins (le Monde des 11 et 29 avril 1989) s'est ouvert, jeudi 28 février, devant la cour d'assises de la capitale autrichienne. Le procès devrait durer entre cinq et six semaines.

VIENNE

de notre envoyé spécial

Les « anges de la mort », les « sorcières de Lainz » font aujourd'hui bien plus figure. Quatre filles du peuple, propulsées dans la grande salle néoclassique du tribunal de Vienne, baissent la tête devant leurs juges. De temps en temps, l'une d'elles laisse éclater un sanglot.

La principale accusée, Waltraud Wagner, trente et un ans, entre dans le prétoire, effondrée, soutenue par deux policiers. Elle reste prostrée, tout au long de la première audience, et ne répond que d'une voix affaiblie au questionnaire d'identité du président Peter Straub. A côté d'elle, Irène Leidl, trente ans, mignonne comme un cœur, pleure comme une petite fille le jour de son premier chagrin d'amour. Au contraire, Maria Gruber, vingt-huit ans, qui joue un peu les Avereil dans cette bande de Dalton en blouse blanche, « C'est une fille primitive », dit d'elle son avocat, — suit les débats d'un air constamment hébété. La doyenne enfin, Stéphanie Mayer, cinquante et un ans, fera d'abord bravement face aux regards des jurés et du procureur mais, plus tard, tancée par son avocat, elle adoptera la posture de pénitente de ses co-accusées et, enfin, elle aussi, par éclatons en sanglots.

Un nombre indéterminé d'interventions

Il y a près de deux ans, ces quatre femmes avaient mis toute l'Autriche en émoi. La découverte de leur forfait — un nombre indéterminé d'interventions — visant à mettre fin à la vie de patients du service de médecine du Dr. Franz Pesendorfer — avait fait surgir le spectre de ces infirmières tueuses et naitre un soupçon généralisé sur le système de santé autrichien. Les politiciens s'en étaient mêlés. Le président Waldheim, qui ne manque jamais une occasion de se faire l'écho des effets de ses compatriotes, avait déclaré : « Ce crime dépasse notre imagination ».

La presse populaire autrichienne, qui ne fait jamais l'économie des petites crapules afin de vendre, avait même cru bon de faire savoir à son public que Waltraud Wagner, infirmière le jour, était, la nuit, une prostituée répondant au surnom de Petite Cochonne. Pure invention, naturellement.

Aujourd'hui, la démesure a fait place à la sécheresse d'un dossier qui lève le voile sur la vie des hôpitaux et sur la mort qui se présente fréquemment dans ces lieux « parfois comme un hôte attendu avec impatience », dira M. Wilhelm Philip, l'avocat de Waltraud Wagner.

Avoir « aidé des patients à mourir », cela toutes les inculpées, sauf Maria Gruber, le reconnaîtront. Mais c'était, affirmant-elles, « dû à la pitié ». Parce qu'elles trouvaient « insupportable d'entendre à longueur de journée, des patients, voués à une mort certaine, gémir et souffrir sans que les médecins fassent rien pour

calmer leur tourment ». Cette version des faits est naturellement contestée par le procureur, M. Ernst Kloyber, pour qui « ce n'était sûrement pas la pitié qui faisait agir ces femmes mais le désir égoïste et méprisable de se débarrasser de malades difficiles ».

A l'appui de cette thèse, le représentant du ministère public évoque, avec un luxe de détails, l'une des méthodes employées par les accusées pour faire mourir certains de leurs patients. Entre elles, elles appelaient cela le « bain de bouche ». Il s'agissait normalement d'humecter les muqueuses buccales des malades grabataires souffrant d'œdème pulmonaire et respirant uniquement par la bouche. Au lieu de cela, elles bloquaient la langue des malades et injectaient l'eau dans les voies respiratoires. Cela provoquait la mort, en une ou deux heures, par engorgement des poumons.

Le seul malade témoin

Combien de patients les quatre femmes ont-elles envoyées ad patres entre 1983 et 1989 ? Le procureur lui-même est bien incapable d'en établir la liste de manière exacte. Il affirme pourtant que les quarante-deux cas figurant dans l'acte d'accusation ne sont « que la partie visible de l'iceberg ». M. Kloyber a fait son calcul. Il a comparé le nombre de décès intervenus pendant le temps de service des quatre infirmières et celui constaté entre 1987 et 1989 pendant les heures d'activité de Waltraud Wagner. Le rapport est de un à six.

Cela signifierait que Waltraud Wagner et ses complices auraient, en deux ans — une partie seulement de la période sur laquelle porte l'accusation — été les meurtrières potentielles de plus de deux cents personnes.

La défense veut, de son côté, démontrer que ses clientes n'ont commis qu'un « délit d'authenticité illégale ». Et surtout que l'accusation ne se fonde que sur des aveux extorqués par la police aux quatre femmes sans pouvoir être étayée par des preuves matérielles. L'autopsie des corps des victimes présumées, dont une vingtaine ont été exhumées, n'a, en effet, pu établir que celles-ci étaient mortes d'injections soit de Rohypnol, de Valium ou d'insuline, méthodes habituellement utilisées par elles. L'accusation compte néanmoins beaucoup, pour emporter l'adhésion des jurés, sur le témoignage du seul survivant des agissements présumés de Waltraud Wagner et de ses complices. Franz Kohout, aujourd'hui âgé de soixante-dix-neuf ans, avait été trouvé par un médecin, en avril 1989, dans un profond coma dont on établit plus tard qu'il était consécutif à une injection massive d'insuline. Waltraud Wagner et Stéphanie Mayer étaient de service cette nuit-là. Mais elles nient fermement avoir effectué quelque injection que ce soit sur M. Franz Kohout.

Cette affaire incite enfin le médecin-chef de service, Franz Pesendorfer, à déclencher la machine policière. On lui reprochera sans doute au cours du procès ses négligences, son manque de surveillance, l'utilisation par les infirmières de médicaments dangereux, mais surtout la confiance aveugle qu'il avait toujours manifestée envers Waltraud Wagner, une aide-soignante « zélée et digne de confiance », comme il le notait régulièrement dans ses rapports.

LUC ROSENZWEIG

Un maire de Meurthe-et-Moselle inculpé de délit d'ingérence. — Le maire socialiste de Tomblaine (Meurthe-et-Moselle), M. Job Durupt, a été inculpé de délit d'ingérence, mercredi 27 février, par le président de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Metz. « M. Durupt a été inculpé à sa demande pour avoir accès au dossier et pouvoir donner des explications

qu'il n'aurait pas pu apporter autrement », a précisé son avocat. Ancien député, M. Durupt est notamment soupçonné de ne pas avoir respecté la procédure en matière d'appel d'offres pour un marché public concernant l'aménagement de la mairie de Tomblaine. Ces faits avaient été révélés par un rapport de la chambre régionale des comptes d'Epinal, qui avait transmis le dossier au parquet.

Abeille-Vie condamnée pour refus d'indemnisation d'un malade

Dans une ordonnance de référé du 11 février, le tribunal de grande instance de Paris a condamné la compagnie d'assurances Abeille-Vie qui refusait depuis six mois de payer les indemnités journalières de l'un de ses clients, aujourd'hui décédé du sida.

Pierre est mort du sida le 23 décembre 1990. Affaibli par sa maladie, épuisé par douze mois de lutte contre les infections, il lui a aussi fallu combattre des mois durant la compagnie d'assurances Abeille-Vie, qui refusait depuis le mois de juin de verser les indemnités journalières que prévoyait son contrat. Pendant les six derniers mois de sa vie, Pierre, qui ne pouvait plus travailler, n'avait plus aucune ressource.

Il avait pourtant souscrit une assurance privée auprès de la compagnie Abeille-Vie, le 1^{er} juillet 1987. Attaché de presse indépendant, Pierre s'était alors soumis de bonne grâce aux conditions exigées par la compagnie d'assurances : l'établissement d'un certificat médical de « bonne santé » auprès d'un médecin généraliste et la réponse à un questionnaire succinct fourni par Abeille-Vie. Le 1^{er} juillet 1987, il signait un contrat comprenant des cotisations semestrielles de 1 800 F qui lui donnaient notamment droit, en cas de maladie, à des indemnités journalières de 500 F.

Manœuvres de temporisation

Trois ans plus tard, le 28 janvier 1990, il était admis à l'hôpital Bichat-Claude-Bernard, où il était suivi depuis un an. Pierre, dont le bureau d'attaché de presse était désormais fermé, vivait alors des indemnités journalières versées par la compagnie d'assurances Abeille-Vie. Mais au mois de juin, la compagnie se fait soudain de plus en plus exigeante. Elle réclame de nouveaux certificats médicaux et s'arrête brutalement de verser les indemnités journalières au mois de juillet, au vu d'un document précisant que l'affection est en relation avec une sérologie HIV +.

Le paiement des indemnités est suspendu du jour au lendemain, sans avertissement. « La suspension brutale et sans explication des indemnités est inadmissible, surtout quand le malade est dans une situation critique », explique M. Suzanne Mawes-La Dain,

contactée durant l'état par l'intermédiaire de l'association Aides. Si la compagnie estimait que le dossier posait un problème, elle devait s'en expliquer clairement, et dénoncer le contrat devant un juge.

Au mois de novembre, la compagnie d'assurances finit par accepter de verser une provision « à titre exceptionnel » pour une période limitée au mois de juillet 1990. Mais ce suris ne dure pas : Abeille-Vie refuse, toujours sans explication, de poursuivre les versements correspondants aux mois d'août, septembre, octobre et novembre. « La compagnie d'assurances », dit Pierre, « était sans ressources et atteint d'une maladie mortelle, dénoncée l'ami de Pierre, Philippe Verléas. Ces mois ont été plus durs que tout ce que je pouvais imaginer. Abeille-Vie paraît sur l'affirmation progressive de notre résistance physique et psychologique ».

M. Suzanne Mawes-La Dain assigne donc Abeille-Vie en référé devant le tribunal de grande instance de Paris, le 17 décembre. Après une nouvelle assignation devant le tribunal des référés, le 4 février, l'avocat d'Abeille-Vie, M. Poilignon, qui refuse de s'exprimer sur cette affaire, plaide la « fausse déclaration intentionnelle de l'assuré lors de son adhésion » et demande une expertise médicale afin de confirmer cette hypothèse.

La compagnie d'assurances accuse Pierre d'avoir dissimulé sa maladie lors de la souscription du contrat, en juillet 1987. « Pourtant, les certificats médicaux, notamment celui établi le 6 septembre, précisent bien que la maladie a été diagnostiquée en février 1989 », explique M. Suzanne Mawes-La Dain. Il n'y a donc là aucun « indice » permettant de demander une expertise, sinon pour retarder encore la décision de justice.

Le juge des référés, M. François Nézi, rejette les arguments de la compagnie d'assurances le 11 février. Dans son ordonnance, le tribunal qui rappelle que « la maladie n'a été diagnostiquée pour la première fois qu'en janvier 1989 » et « qu'aucun examen médical n'était exigé lors de la souscription du contrat », écarte l'hypothèse de la fausse déclaration et refuse l'expertise demandée par Abeille-Vie. La compagnie d'assurances doit honorer le contrat signé en 1987.

ANNE CHEMIN

JUSTICE

Simone Weber à vingt ans de réclusion

Au terme d'un procès des plus récents de la justice française, Simone Weber, 37 ans, a été condamnée à vingt ans de réclusion. Elle est accusée d'avoir, entre 1973 et 1975, assassiné son mari, Jean-Louis Weber, 42 ans, par trois coups de revolver. Le 22 mai 1975, Jean-Louis Weber est retrouvé mort dans son appartement de la rue de la Harpe, à Paris. Simone Weber, qui était alors enceinte de six mois, est arrêtée le 22 mai 1975. Elle est condamnée à vingt ans de réclusion, avec sursis, pour assassinat. Elle est libérée le 22 mai 1991.

Mais la justice n'a pas fini de s'occuper de Simone Weber. Elle est accusée d'avoir, entre 1973 et 1975, assassiné son mari, Jean-Louis Weber, 42 ans, par trois coups de revolver. Le 22 mai 1975, Jean-Louis Weber est retrouvé mort dans son appartement de la rue de la Harpe, à Paris. Simone Weber, qui était alors enceinte de six mois, est arrêtée le 22 mai 1975. Elle est condamnée à vingt ans de réclusion, avec sursis, pour assassinat. Elle est libérée le 22 mai 1991.

Mais la justice n'a pas fini de s'occuper de Simone Weber. Elle est accusée d'avoir, entre 1973 et 1975, assassiné son mari, Jean-Louis Weber, 42 ans, par trois coups de revolver. Le 22 mai 1975, Jean-Louis Weber est retrouvé mort dans son appartement de la rue de la Harpe, à Paris. Simone Weber, qui était alors enceinte de six mois, est arrêtée le 22 mai 1975. Elle est condamnée à vingt ans de réclusion, avec sursis, pour assassinat. Elle est libérée le 22 mai 1991.

Mais la justice n'a pas fini de s'occuper de Simone Weber. Elle est accusée d'avoir, entre 1973 et 1975, assassiné son mari, Jean-Louis Weber, 42 ans, par trois coups de revolver. Le 22 mai 1975, Jean-Louis Weber est retrouvé mort dans son appartement de la rue de la Harpe, à Paris. Simone Weber, qui était alors enceinte de six mois, est arrêtée le 22 mai 1975. Elle est condamnée à vingt ans de réclusion, avec sursis, pour assassinat. Elle est libérée le 22 mai 1991.

Mais la justice n'a pas fini de s'occuper de Simone Weber. Elle est accusée d'avoir, entre 1973 et 1975, assassiné son mari, Jean-Louis Weber, 42 ans, par trois coups de revolver. Le 22 mai 1975, Jean-Louis Weber est retrouvé mort dans son appartement de la rue de la Harpe, à Paris. Simone Weber, qui était alors enceinte de six mois, est arrêtée le 22 mai 1975. Elle est condamnée à vingt ans de réclusion, avec sursis, pour assassinat. Elle est libérée le 22 mai 1991.

Mais la justice n'a pas fini de s'occuper de Simone Weber. Elle est accusée d'avoir, entre 1973 et 1975, assassiné son mari, Jean-Louis Weber, 42 ans, par trois coups de revolver. Le 22 mai 1975, Jean-Louis Weber est retrouvé mort dans son appartement de la rue de la Harpe, à Paris. Simone Weber, qui était alors enceinte de six mois, est arrêtée le 22 mai 1975. Elle est condamnée à vingt ans de réclusion, avec sursis, pour assassinat. Elle est libérée le 22 mai 1991.

550 000 000

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Devant les assises de Meurthe-et-Moselle

Simone Weber condamnée à vingt ans de réclusion criminelle

Au terme d'un délibéré de près de dix heures, la cour d'assises de Meurthe-et-Moselle a infligé, jeudi 28 février, à Simone Weber, soixante ans, une peine de vingt ans de réclusion criminelle en la déclarant coupable du meurtre de Bernard Hettler, commis sans préméditation, le 22 juin 1985. En revanche, la cour a acquitté Simone Weber, accusée de l'empoisonnement de Marcel Fizard, cet homme de soixante-dix ans mort le 14 mai 1985, et qu'elle avait, selon les réponses du jury, faussement épousé le 22 avril 1980. Sa sœur, Madeleine, a été condamnée à deux ans de prison dont six mois avec sursis pour recel de vol et destruction de preuves. Enfin, Chantal Lantz est condamnée à quatre mois de prison avec sursis et 1 000 F d'amende pour faux en écritures privées.

NANCY

de notre envoyé spécial

« Mesdames et messieurs du public vous n'êtes pas au spectacle, vous assistez à une œuvre de justice », répétait chaque jour le président Nicolas Paccard. Jeudi soir, pourtant, une partie de la salle, pleine depuis des heures, ne cherche même pas à cacher que Simone Weber lui a volé le dernier acte d'une pièce suivie avec une passion souvent malsaine depuis le 17 janvier. Pendant que le président lit le verdict, celle qu'ils sont venus voir condamner n'est pas là dans le box des accusés. Victime de plusieurs malaises, Simone Weber a été transportée à l'hôpital.

Mais la foule aura eu un autre spectacle. Après la clôture des débats, vers 11 heures du matin, Simone Weber s'était évanouie. Transportée à l'hôpital, elle subissait un examen, mais son état était jugé satisfaisant. Vers 21 heures, à la fin de la délibération, Simone Weber entre dans une cour d'assises plus silencieuse que jamais. Un bruit de chute. Un mouvement parmi l'escorte. L'audience est suspendue. Dans le public on parle de meurtre. A la reprise, une demi-heure plus tard, M. Paccard demande que l'on fasse entrer Madeleine Weber et Chantal Lantz. L'ordre est mal compris.

Soutenue par des gardiens de la paix, Simone Weber s'avance à petit pas gifle. Il faut la porter dans le box. M. Paccard est navré. « Ce n'est pas sérieux, Messieurs les policiers... ». Simone Weber est ramenée à l'extérieur et le magistrat commet un expert. Plus tard le spécialiste rend un rapport écrit selon lequel l'accusée présente des troubles cardiaques et que sa comparaison est donc contre-indiquée. Brieèvement, M. Paccard lit l'arrêt. Au travers des « oui » et des « non » qui figurent après chacune des trente-sept questions posées aux jurés il est possible de reconstituer leur vision du dossier qui est devenue une « vérité judiciaire ». Simone Weber a tué Bernard Hettler, cet homme de cinquante-cinq ans qu'elle harcelait depuis qu'il avait rompu leur liaison. De quelle façon, personne n'en saura sans doute jamais rien et le dossier lui-même est rempli de formules comme « Il y a tout lieu de penser... » ou « On peut légitimement présumer... ». M. Henri-René Garaud avait dénoncé ce procédé en lançant : « Ne condamnez pas sur des hypothèses ! ».

La mort de Bernard Hettler était entourée de circonstances qui constituaient des charges lourdes, même si la cour ne disposait d'aucune preuve. En organisant la surveillance artificielle de Bernard Hettler par des coups de téléphone destinés à rassurer l'entourage ou l'employeur, et en faisant réaliser un faux arrêt de travail au nom du disparu, Simone Weber s'était placée dans une situation délicate. C'est donc en vain que ses avocats, M^{rs} Alain Behr et François Robinet, après avoir dénoncé toutes les lacunes du dossier « truffé de doutes », ont soutenu que leur cliente souhaitait seulement rendre service à son ami afin qu'il ne perde pas son emploi.

Des charges, sinon des preuves

La situation était différente dans le dossier concernant l'empoisonnement de Marcel Fizard, car l'accusation disposait d'éléments extrêmement fragiles, reposant principalement sur des ragois et des commérages. Les jurés ont donc prononcé un acquittement. Mais il semble bien que le doute ait présidé à cette décision, qui est d'ailleurs entourée de déclarations de culpabilité sur d'autres accusations. Ainsi le jury, par ses réponses, juge que le mariage avec Marcel Fizard est un faux, tout comme la vente de sa maison de

retraite à Simone Weber. Dans les deux cas le parquet soutenait qu'un « figurant » avait tenu le rôle de M. Fizard et la cour a admis cette thèse, même si les débats n'ont pas vraiment apporté d'éléments déterminants. En revanche, Simone Weber ne contestait pas avoir confectionné un faux testament la faisant héritière de Marcel Fizard, tout en affirmant s'être soumise à la volonté du retraits. Mais, comme pour le mariage et la maison, il s'agit d'un crime de faux en écriture publique et authentique, que la loi punit d'une peine de dix à vingt ans de réclusion criminelle.

Arthur Rimbaud et le « monstre fabriqué »

Les deux questions relatives aux circonstances atténuantes ont reçu une réponse affirmative qui a donc permis à Simone Weber d'éviter la réclusion criminelle à perpétuité que l'avocat général avait demandée en lui associant même une période de sûreté de dix-huit ans. Implicitement M^{rs} Henri-René Garaud, tout en plaçant l'innocence, avait cependant adroitement évoqué la sévérité insolite du réquisitoire en parlant de « démesure » avant de clamer : « Même si vous la croyez coupable, pourquoi demander contre elle la peine de mort d'aujourd'hui ? Que demandez-vous donc contre les assassins d'enfants ou contre les terroristes ? ».

Dans la plaidoirie qu'elle avait tenu à prononcer elle-même avant ses défenses, Simone Weber s'était aussi inquiétée de ces réquisitions qui l'avaient d'abord fait rire : « La prison à vie... c'est pire que la mort ». Après un soupir, elle s'était reprise aussitôt : « Rassurez-vous. Je ne vais pas pleurer sur mon sort ». Mais le ton était déjà plus las que pendant les six semaines d'audience ; elle répétait : « Je n'ai jamais assassiné personne ». Puis, rêveuse, sans faire directement référence à Bernard Hettler, elle avait cité Arthur Rimbaud qui écrivait : « Que d'amours splendides j'ai rêvés ! ».

Et, jeudi, comme dans un ultime mot, elle dira : « Je ne suis pas le monstre que vous avez bâti ». MAURICE PEYROT

Devant le tribunal de Santa-Monica (Californie)

Dix ans de réclusion pour Christian Brando

Christian Brando, le fils de l'acteur américain Marlon Brando, a été condamné, jeudi 28 février, par le tribunal de Santa-Monica (Californie) à dix ans de réclusion criminelle pour le meurtre, le 17 mai 1990, du compagnon de sa demi-sœur Cheyenne, Dag Drollet. Le fils de Marlon Brando s'est vu infliger une peine de six ans pour meurtre volontaire et une de quatre ans pour l'usage d'une arme à feu, considérée comme une circonstance aggravante. Si son comportement en prison donne satisfaction, il pourra faire l'objet d'une mesure de libération anticipée une fois accomplie la moitié de sa peine.

Christian Brando, trente-deux ans, risquait seize ans de prison pour homicide volontaire. Il avait décidé, le 5 janvier, de plaider coupable comme la loi américaine le lui permet : cette décision lui a permis d'échapper à un procès public que le clan Brando voulait éviter (le Monde du 6 octobre 1990).

Le 17 mai 1990, Christian Brando avait tué Dag Drollet, d'une balle en pleine tête, dans la villa de Marlon Brando, à Santa-Monica, en Californie. Christian Brando et son père affirmaient que Dag Drollet avait été tué par accident au cours d'une bagarre. La famille Drollet, elle, soutenait que le geste de Christian Brando, accompli en présence de sa demi-sœur Cheyenne, était prémédité.

Cheyenne Brando, qui souffrait et séjournait actuellement en maison de repos, n'a pas comparu devant le tribunal de Santa-Monica, reste inculpée de complicité de meurtre par un juge d'instruction du tribunal de Papete (Polynésie française), M. Max Gatti. (AP).

SCIENCES

La comète de Halley a des bouffées de chaleur

La célèbre comète de Halley, qui nous frôlera, tous les soixante-seize ans, l'honneur de sa visite, repassera-t-elle nous voir et, si oui, dans quel état ? Le 12 février, MM. Olivier Hainaut et Alain Smette, deux astronomes de l'Institut d'astrophysique de Liège qui se livrent à des observations depuis le site chilien de la Silla (1), ont eu la surprise de découvrir que la comète brillait d'un feu trois cents fois plus intense que celui prévu.

Normalement, Halley, qui se trouvait voici deux semaines à quelque 2 140 millions de kilomètres du Soleil, est fort peu active. Son noyau de neige sale, d'une quinzaine de kilomètres de diamètre, ne brille que très faiblement et la vague leur qu'il émet n'est visible qu'avec de puissants moyens d'observation. Il faut en effet que la comète soit, comme cela fut le cas en 1985, à proximité immédiate du Soleil pour que les rayons réchauffent son cœur froid et en subliment la surface donnant ainsi lieu à la formation d'un spectaculaire queue de plusieurs millions de kilomètres parfois visible à l'œil nu.

Rien de tel aujourd'hui dans la mesure où Halley est si loin du Soleil que la surface de son noyau est à une température de 8 200 degrés Celsius ! Une température

si basse qu'on ne voit guère comment la matière qui la compose pourrait se vaporiser et donner naissance au formidable halo qui vient d'être observé. Alors ? Comment expliquer ce phénomène qui affecte parfois une comète moins connue qui porte le nom de Schwassmann-Wasman ?

Trois hypothèses ont été avancées prudemment par les deux astronomes de l'ESO : une collision avec un petit corps céleste ; l'émission brutale d'une grande quantité d'énergie emmagasinée dans le noyau lors de son passage près du Soleil ; l'interaction enfin des particules à haute énergie émises par le Soleil qui connaît actuellement une forte activité. Une seule chose est claire : ce comportement singulier de Halley, s'il se confirme, devrait être de nature à relancer la curiosité des spécialistes cométaires en quête de théories nouvelles sur la constitution du noyau de ces objets.

J.-F. A.

(1) Ce site où est installé un grand nombre de télescopes est géré par l'Observatoire européen de l'hémisphère sud (ESO).

M. Henri-Edme Wallard nommé directeur de l'ANDRA. - M. Henri-Edme Wallard vient d'être nommé, sur proposition de M. Philippe Rouvoille, administrateur général au Commissariat à l'énergie

atomique (CEA), directeur de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA), organisme public industriel sans but lucratif créé en 1979. Il remplace à ce poste M. François Chenevier.

Le Monde

des Cadres

REPRODUCTION INTERDITE

SORGEM

(Cabinet d'Études en Marketing et Communication)

recherche un

DIRECTEUR D'ÉTUDES QUANTITATIVES

Pour développer le secteur des études quantitatives de la société en liaison avec les études qualitatives.

De formation supérieure, il devra disposer d'une solide expérience de société d'étude ou d'institut de sondage (5 ans minimum).

Adresser lettre manuscrite et CV à : SYLVIE SAUVAGE
SORGEM SA, 11, rue Leroux - 75116 Paris

Section Française

Recherche le (la) Responsable du Service de Presse

- Chargé(e) de superviser et de coordonner le travail de relation du mouvement avec les médias nationaux (presse écrite et audio-visuelle).
- Bonne connaissance du milieu de la Presse et (ou) expérience significative de la fonction d'Attaché(e) de Presse.
- Anglais courant indispensable.
- Poste à pourvoir immédiatement.

Candidature à adresser, avec lettre manuscrite + CV + photo, à M. le Directeur de la Section Française d'Amnesty International, 4, rue de la Pierre Levée - 75011 Paris. Aucun renseignement ne sera donné par téléphone.

DEMANDES D'EMPLOIS

Archiviste infirmier, diplômé ESAM, 25 ans, 2 ans exp. agences archi. ch. place stable à Paris. Libre de suite. Tél. 45-43-66-81 (répond.).

J.H. 24 ans, dipl. C.M. bac + 2, part. et écrit. l'anglais (vécu un an en Angleterre) cherche place commerciale. Accepter. max form. récom. Tél. 43-04-42-41.

J.F. vivant à Los Angeles, excell. présent. éduc., recherche emploi d'int. prise en Calif. Tél. 1912136229256.

J.H. LÉTRECHÉ ch. travail temps partiel. Tél. 45-44-88-00, répond. abs.

J.F. 19 a., débrouille, ch. emploi stable comptabilité, secrétaire, disponible de suite. Tél. 43-99-27-01.

RELATIONS PUBLIQUES

J.F. 25 ans, vive et méthodique. Bac + 3, (DUT + spécialisation). 3 années d'expériences diverses en agences de communication, cherche poste à responsabilité en entreprises ou agence. Tél. 46-61-79-65.

VINS

J.H. 27 ans, franco-bretonnais, bilingue, partant européen. Excellent, exp. exp. (import/export, rel. publiques). Formation commerciale, grande expérience. Souhaiterai consacrer son énergie au commerce international des vins. Tél. 42-08-73-85.

automobiles

ventes

de 5 à 7 CV

A vendre MERCEDES 190 E 7 CV, 5 vit., 1987 87 000 km, ABS, alarme. Bon état. 85 000 F. Tél. 42-00-31-00 (15-18 h) + 40-72-83-12 (ap. 18 h).

de 8 à 11 CV

A vendre URGENT BMW 318 i Janvier 1989, 18 000 km, Delphina métallisé, toit ouvrant élévat., rétrov. électr., tangage. Bur. 64-55-45-22. Dom. 30-21-89-61.

VENDE GOLF GTI année 80, modèle 81, toit ouvrant, volant sport bois, jantes aluminium, peinture récente, calendrier 4 places, excellent état, autoradio, climatisation, 20 000 F. Tél. 20-17-15-44 ap. 19 h.

plus de 16 CV

A vendre URGENT PORSCHE CARRERA 2 Cabriolet année mod. 90 14 000 km, gris métal. Opt. : port autoradio, cuir souple, climatisation. Prix : 415 000 F. Tél. 46-24-06-81. Jacques FOREST. Tél. 42-02-42-82. demand. M. BASSANT.

L'AGENDA

Cours

Elève à l'école normale supérieure donne cours de français tous niveaux (individuellement, dom. et soir). Tél. (soir) 40-49-05-27.

Instruments

de musique

A VENDRE PIANO Servé 8 mois. Excellent état. Valeur neuf : 18 000 F, cédé 14 000 F. Garantie 5 ans. Tél. ap. 20 h : (1) 60-70-18-46.

Meubles

UNIC AMEUBLEMENT

vous offre des prix sacrifiés sur un grand choix de salons, 33, rue du St-Anoine, 75011 Paris. Tél. 43-07-42-52.

Stages

A LOUER

pour séminaires ou stages MAS PROVENCAL Tout confort, 13 chambres, 2 douches, grande salle pour réunions, piscine. Possibilité d'hébergement 40 personnes. Jacques FOREST. Tél. (1) 43-30-20-81.

Vidéo

V.O. ONLY

spécialiste du vidéoclip en V.O. en Europe (Ital, NTSC). Plus de 800 titres disponibles immédiatement. Livret 7 jours sur 7. 25, bd de la Somme 75017. M^{rs} Parole-Champagnet. Tél. 42-67-76-17 ou 42-67-76-27.

Vacances

Tourisme

Loisirs

Porticcio, Corse du Sud 20166 A louer appartement 2 P, tout confort. Grande terrasse. Vue sur le golfe d'Alajaccio, 5 terrasses, 2 piscines. 1 km de la plage. Juin 5 800 F, Juillet 7 000 F. Août 7 400 F. Tél. (ap. 20 h) : 46-49-30-24.

GRAU-DU-ROI (80) Part. louer STUDIO INDÉPENDANT, pour couple 1 entr. plan-pied, avec petit jardin, confort. Coin cuisine, 100 m plage, 3 commerces très proches. Coin très agréable. Juillet 5 000 F. Tél. (1) 75-55-55-38.

Le Monde

L'IMMOBILIER

appartements ventes

6^e arrdt

DUROC SOLEIL Im. pierre de t. 54 m², asc. Superbe 7 P. Très bien distribué, 185 m² env. + serv. et cave. Vendu par propriétaire 90 ans désirant conserver droit d'habitation en vie. 8 750 000 F. S/RV UNICQUEMENT SERGE KAYEYER 43-28-80-60.

8^e arrdt

LUXUEUX RÉNOVÉ RÉCEPTE 4 CHAMBRES + studio de service. Bouton. IMMEUBLE 1900 HAUT DE PLAFOND Mise à prix 8 600 000 F. 17 m² et 4 m² à m² de 14 h à 18 h. 17, rue du Général-Foy.

15^e arrdt

FÉLIX-FAURE Récent stand, 5 P. balc., 2 bns, 3^e de Paris. 3 800 000 F. PROGEDIM. 45-75-89-07.

17^e arrdt

SQUARE MONCEAU M^{rs} VILLIERS Pierre de t. Beau stand. Liv. ch. 58 m², 3 chb., 2 bns, cas. Sud. 152 m² env. 82, bd des Batignolles. Sem., dim. 14 h à 17 h.

19^e arrdt

METRO BELLEVILLE A SAISIR CHARRIANT 2 P. Tout cf. 45 m², w.c., cuis., salle, 485 000 F. 42-71-87-24.

PARC VILLETTE

Excep., pierre de t., 40 m², 2 P., entr., cuis., bns, wc, cave. 539 000 F. crédit. 48-04-08-50.

locations non meublées

Paris

9, rue Du Vivier 2^e et 3^e de Paris. Refait neuf. 4 900 F ch. + ch. 45-57-55-17.

locations non meublées demandées

ETRANGER

Part. roch. en Tunisie location 1 an ou plus. Début septembre 1991. Villa vide ou meublée. Calme, 4 P. avec garage. Région Le Mouron du Nord. Tél. 43-88-11-31.

terrains

A vendre 1/2 de Mahutu (Tahiti), 1,5 km², 5 millions US \$. Contacter : 1948. 6421.283612, M. Feneber.

77 Seine-et-Marne

MARNE-LA-VALLÉE NOISIEL

54, 85 m² + box fermé, 14 000 km², gris métal. Delphina métallisé, toit ouvrant élévat., rétrov. électr., tangage. Bur. 64-55-45-22. Dom. 30-21-89-61.

94 Val-de-Marne

THIAIS, 8 mn RER 2 P., cuis., bns, 45 m². Exposé, plein sud, art. Calme. Asc. Cave, Parking. Villa vide ou meublée. Tél. 64-99-67-11 (20 h).

FACE BOIS

VINCENNES 5^e M^{rs} Chateau. 2 appts 106 m² ch. 2 gds living, 4 chb. Jardin, privat. 2 part. Peut faire DUPLEX. Vendu ensemble ou séparément. 23, av. Dame-Blanche. Sans-démarche 14 h à 17 h.

95- Val-d'Oise

ENGENH A vendre dans imm. de stand. à 100 m du lac, grand studio 47 m², tout conf., balc., 11 m², gde cuis., + cave. Prix : 550 000 F. Tél. 34-15-02-92.

appartements achats

Rech. 2 à 4 P. PARIS env. 5^e, 6^e, 7^e, 14^e, 15^e, 18^e, 4^e, 12^e, av. ou sans trav. PAIE CPT chez notaire. 48-75-48-07, même le soir.

maisons individuelles

VERSAILLES - ST-LOUIS

Part. vd Maison de Ville 2 ch., cour priv., arborée. Calme. Visite samedi 2 mars de 14 h à 17 h. 18, rue H. de Rognier. Prix : 1 700 000 F.

pavillons

FOSSÉS 95

30 mn Paris - 15 mn Roissy Proche RER. PAV. 75/76 Cuis. équip., sds. de 32 m² + cheminée, 3 chambres + mezzanine + dressing, 2 a. de bns, 2 wc, 117 m² habit. + s/sol total. Sur 280 m² terrain. Libre de suite. 34-71-93-56. Prix : 745 000 F.

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

Constitution de sociétés et services. 43-55-17-50.

ASSOCIATIONS

Appel

VAINCRA LA SOLITUDE « RECHERCHE & RENCONTRES » s'adresse à tous ceux qui, âgés de 20 à 60 ans, souffrent d'isolement.

Sessions et stages

FLAMENCO EN FRANCE

cours de danse et stages tous niveaux 43-48-99-92.

JAPONAIS intensif

Niveau 1 à 2 mars. Juin 91. Contactez : Matsu-moto. 45-45-03-58 ou 43-22-35-13 (après-midi) - 549 rue de Japon au 101. Le Goff à Morlaix 98-88-61-74.

Prix de la ligne 48 F TTC (26 lignes, lettres ou espaces)

• Jointure photo de déclaration au J.O. • Chèque libellé à l'ordre du Monde Pictorial, adressé au plus tard le mercredi avant 11 heures pour parution du vendredi. 5, rue de Montessau, 75007 Paris.

Le rubrique Associations paraît tous les vendredis sous le titre Agenda, dans les pages annonces classées.

AGENDA

VENDREDI 1^{er} MARS

CINÉMAS

LA CINÉMATHEQUE

PALEIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)
Années 30 : le théâtre de boulevard à l'écran : l'hôtel du libre échange (1934), de Marc Allegret, 18 h ; Mosaïque : soirée des réalisateurs de C.M., 19 h 30.

PALEIS DE TOKYO
(47-04-24-24)
La Bambine (1974, v.o. s.t.f.), d'Alberto Lattuada, 18 h ; l'Adolescente (1978), de Jeanne Moreau, 20 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)
Zavattini : L'ignoble (1978, v.o. s.t.f.), de Salvatore Nicosia, 14 h 30 ; les Femmes accusées, v.f., de L. Mazzini, P. Masetti, P. Nelli, G. Macchi, G.V. Baldi, G. Quast, M. Ferrer, 17 h 30 ; l'Amant d'Anna (1983, v.o. s.t.f.), de C. Zavattini, L. Bizzari, M. Carbone, A. d'Allesandro, Lino del Fra, L. di Gianni, G. Ferrara, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles
Imagino-Paraph : Rétrospective internationale d'images de synthèse, 14 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

LES AFFRANCHIS (v.f.) : Grand Pavois, 15 (45-54-45-60).

ALICE (v.o.) : Cédric Beaumont, 3 (42-71-52-36) ; Action Five Gauche, 5 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-84) ; La Pagode, 7 (47-05-12-16) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-52-20-40) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-84) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; 14 Juillet Beauregard, 15 (45-75-79-79) ; UGC Mollat, 17 (40-80-00-16) ; v.f. : Pathe Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-35-43) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelin, 13 (45-61-84-95) ; Pathe Montparnasse, 14 (43-20-12-08) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-84) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-46-01).

LES ARNAQUEURS (v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-93-83) ; Publiec Champs-Élysées, 9 (47-20-78-23) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

ATTACHE-MOI (v.o.) : Lucerna, 8 (45-44-57-34).

LES AVENTURIERS DU TIMBRE PERDU (v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-86) ; La Berry Zebra, 15 (45-51-55) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88).

BLANCHE-NEIGE ET LE CHATEAU HANTÉ (v.f.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88).

LE BRASIER (v.f.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37).

LA CASA DE BERNARDA ALBA (v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-86).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (v.o.) : Cinéma, 8 (45-33-10-52) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; CHARLIE (v.f.) : La Berry Zebra, 11 (43-57-51-55) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88).

LE CHATEAU DE MA MÈRE (v.f.) : Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08).

CINÉMA PARADISO (v.f.) : Ciné Beaumont, 3 (42-71-52-36) ; Grand Pavois, 15 (45-54-45-60).

CYRANO DE BERGERAC (v.f.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-94-84) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-12-08).

FENÊTRE SUR PACIFIQUE (v.o.) : UGC Rotonde, 8 (45-74-94-84) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; v.f. : UGC Opéra, 9 (45-74-94-84).

LA FILLE AUX ALLUMETTES (v.o.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

GÉNIAL, MES PARENTS DIVORCENT (v.f.) : George V, 8 (45-62-41-48) ; Pathe Française, 9 (47-20-78-23) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-46-01).

GHOST (v.o.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-94-84) ; v.f. : UGC Montparnasse, 14 (43-20-12-08).

LA GLOIRE DE MON PÈRE (v.f.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-08) ; Gaumont Aléa, 14 (43-27-52-37).

LE GRAND BLEU (v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-45-60).

GREEN CARD (v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont

DANSE AVEC LES LOUPS (v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Bretagne, 4 (42-22-57-87) ; UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; Gaumont Aléa, 14 (43-27-52-37) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Fauvette, 13 (43-31-55-85) ; Gaumont Convention, 15 (45-28-46-01) ; Pathe Wapler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-38-10-88).

LA DÉSENCHANTÉE (v.f.) : Cinéma, 8 (45-33-10-52) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-33).

DESPERATE HOURS (v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

LA DISCRÈTE (v.f.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Pathe Haute-fouille, 8 (46-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Fauvette, 13 (43-31-55-85) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-20-12-08) ; Gaumont Aléa, 14 (43-27-52-37) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-46-01).

DO THE RIGHT THING (v.o.) : Cinéma, 8 (45-33-10-52).

DOC'S KINGDOM (v.o.) : L'Enfer, 14 (45-43-41-53).

EUROPA EUROPA (v.o.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

LES FILMS NOUVEAUX

DANCIN' THRU THE DARK : Film américain de Mike Ockrent, v.o. : Ciné Beaumont, 3 (42-71-52-36) ; Reflet Logos II, 5 (43-54-42-34) ; Pathe Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-12-08).

LA FRACTURE DU MYOCARDE : Film français de Jacques Fansten : Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Ciné Beaumont, 3 (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-93-83) ; 14 Juillet Parnasse, 8 (43-26-58-00) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Gaumont Convention, 15 (45-28-46-01) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-46-01).

LE GRAND SIMULATEUR : Film britannique de Christopher Morahan, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Publicis Saint-Germain, 8 (42-22-72-80) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-12-08) ; v.f. : Fauvette Bis, 13 (43-31-55-85).

HAVANA : Film américain de Sydney Pollack, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-93-83) ; Publiec Champs-Élysées, 9 (47-20-78-23) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

LA CASA DE BERNARDA ALBA (v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-86) ; La Berry Zebra, 15 (45-51-55) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88).

LE BRASIER (v.f.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37).

LA CASA DE BERNARDA ALBA (v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-86) ; La Berry Zebra, 15 (45-51-55) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (v.o.) : Cinéma, 8 (45-33-10-52) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; CHARLIE (v.f.) : La Berry Zebra, 11 (43-57-51-55) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88).

LE CHATEAU DE MA MÈRE (v.f.) : Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08).

CINÉMA PARADISO (v.f.) : Ciné Beaumont, 3 (42-71-52-36) ; Grand Pavois, 15 (45-54-45-60).

CYRANO DE BERGERAC (v.f.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-94-84) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-12-08).

FENÊTRE SUR PACIFIQUE (v.o.) : UGC Rotonde, 8 (45-74-94-84) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; v.f. : UGC Opéra, 9 (45-74-94-84).

LA FILLE AUX ALLUMETTES (v.o.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

GÉNIAL, MES PARENTS DIVORCENT (v.f.) : George V, 8 (45-62-41-48) ; Pathe Française, 9 (47-20-78-23) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-46-01).

GHOST (v.o.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-94-84) ; v.f. : UGC Montparnasse, 14 (43-20-12-08).

LA GLOIRE DE MON PÈRE (v.f.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-08) ; Gaumont Aléa, 14 (43-27-52-37).

LE GRAND BLEU (v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-45-60).

GREEN CARD (v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont

Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Ciné Beaumont, 3 (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; La Pagode, 7 (47-05-12-16) ; Gaumont Champs-Élysées, 9 (45-52-20-40) ; UGC Biarritz, 8 (43-59-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Gaumont Aléa, 14 (43-27-52-37) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Fauvette, 13 (43-31-55-85) ; Gaumont Convention, 15 (45-28-46-01) ; Pathe Wapler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-38-10-88).

LA DÉSENCHANTÉE (v.f.) : Cinéma, 8 (45-33-10-52) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-33).

DESPERATE HOURS (v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

LA DISCRÈTE (v.f.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Pathe Haute-fouille, 8 (46-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Fauvette, 13 (43-31-55-85) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-20-12-08) ; Gaumont Aléa, 14 (43-27-52-37) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-46-01).

DO THE RIGHT THING (v.o.) : Cinéma, 8 (45-33-10-52).

DOC'S KINGDOM (v.o.) : L'Enfer, 14 (45-43-41-53).

EUROPA EUROPA (v.o.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

LES FILMS NOUVEAUX

DANCIN' THRU THE DARK : Film américain de Mike Ockrent, v.o. : Ciné Beaumont, 3 (42-71-52-36) ; Reflet Logos II, 5 (43-54-42-34) ; Pathe Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-12-08).

LA FRACTURE DU MYOCARDE : Film français de Jacques Fansten : Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Ciné Beaumont, 3 (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-93-83) ; 14 Juillet Parnasse, 8 (43-26-58-00) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Gaumont Convention, 15 (45-28-46-01) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-46-01).

LE GRAND SIMULATEUR : Film britannique de Christopher Morahan, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Publicis Saint-Germain, 8 (42-22-72-80) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-12-08) ; v.f. : Fauvette Bis, 13 (43-31-55-85).

HAVANA : Film américain de Sydney Pollack, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-93-83) ; Publiec Champs-Élysées, 9 (47-20-78-23) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

LA CASA DE BERNARDA ALBA (v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-86) ; La Berry Zebra, 15 (45-51-55) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88).

LE BRASIER (v.f.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37).

LA CASA DE BERNARDA ALBA (v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-86) ; La Berry Zebra, 15 (45-51-55) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (v.o.) : Cinéma, 8 (45-33-10-52) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; CHARLIE (v.f.) : La Berry Zebra, 11 (43-57-51-55) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88).

LE CHATEAU DE MA MÈRE (v.f.) : Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08).

CINÉMA PARADISO (v.f.) : Ciné Beaumont, 3 (42-71-52-36) ; Grand Pavois, 15 (45-54-45-60).

CYRANO DE BERGERAC (v.f.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-94-84) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-12-08).

FENÊTRE SUR PACIFIQUE (v.o.) : UGC Rotonde, 8 (45-74-94-84) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; v.f. : UGC Opéra, 9 (45-74-94-84).

LA FILLE AUX ALLUMETTES (v.o.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

GÉNIAL, MES PARENTS DIVORCENT (v.f.) : George V, 8 (45-62-41-48) ; Pathe Française, 9 (47-20-78-23) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-46-01).

GHOST (v.o.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-94-84) ; v.f. : UGC Montparnasse, 14 (43-20-12-08).

LA GLOIRE DE MON PÈRE (v.f.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-08) ; Gaumont Aléa, 14 (43-27-52-37).

LE GRAND BLEU (v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-45-60).

GREEN CARD (v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont

Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Ciné Beaumont, 3 (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; La Pagode, 7 (47-05-12-16) ; Gaumont Champs-Élysées, 9 (45-52-20-40) ; UGC Biarritz, 8 (43-59-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Gaumont Aléa, 14 (43-27-52-37) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Fauvette, 13 (43-31-55-85) ; Gaumont Convention, 15 (45-28-46-01) ; Pathe Wapler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (45-38-10-88).

LA DÉSENCHANTÉE (v.f.) : Cinéma, 8 (45-33-10-52) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-33).

DESPERATE HOURS (v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47).

LA DISCRÈTE (v.f.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Pathe Haute-fouille, 8 (46-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Fauvette, 13 (43-31-55-85) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-20-12-08) ; Gaumont Aléa, 14 (43-27-52-37) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-46-01).

DO THE RIGHT THING (v.o.) : Cinéma, 8 (45-33-10-52).

DOC'S KINGDOM (v.o.) : L'Enfer, 14 (45-43-41-53).

EUROPA EUROPA (v.o.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

LES FILMS NOUVEAUX

DANCIN' THRU THE DARK : Film américain de Mike Ockrent, v.o. : Ciné Beaumont, 3 (42-71-52-36) ; Reflet Logos II, 5 (43-54-42-34) ; Pathe Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-12-08).

LA FRACTURE DU MYOCARDE : Film français de Jacques Fansten : Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Ciné Beaumont, 3 (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-93-83) ; 14 Juillet Parnasse, 8 (43-26-58-00) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Gaumont Convention, 15 (45-28-46-01) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-46-01).

LE GRAND SIMULATEUR : Film britannique de Christopher Morahan, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Publicis Saint-Germain, 8 (42-22-72-80) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-12-08) ; v.f. : Fauvette Bis, 13 (43-31-55-85).

HAVANA : Film américain de Sydney Pollack, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-93-83) ; Publiec Champs-Élysées, 9 (47-20-78-23) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

LA CASA DE BERNARDA ALBA (v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-86) ; La Berry Zebra, 15 (45-51-55) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88).

LE BRASIER (v.f.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37).

LA CASA DE BERNARDA ALBA (v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-86) ; La Berry Zebra, 15 (45-51-55) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (v.o.) : Cinéma, 8 (45-33-10-52) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; CHARLIE (v.f.) : La Berry Zebra, 11 (43-57-51-55) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88).

LE CHATEAU DE MA MÈRE (v.f.) : Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08).

CINÉMA PARADISO (v.f.) : Ciné Beaumont, 3 (42-71-52-36) ; Grand Pavois, 15 (45-54-45-60).

CYRANO DE BERGERAC (v.f.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-94-84) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-12-08).

FENÊTRE SUR PACIFIQUE (v.o.) : UGC Rotonde, 8 (45-74-94-84) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; v.f. : UGC Opéra, 9 (45-74-94-84).

LA FILLE AUX ALLUMETTES (v.o.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

GÉNIAL, MES PARENTS DIVORCENT (v.f.) : George V, 8 (45-62-41-48) ; Pathe Française, 9 (47-20-78-23) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-46-01).

GHOST (v.o.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-94-84) ; v.f. : UGC Montparnasse, 14 (43-20-12-08).

LA GLOIRE DE MON PÈRE</

AGENDA

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; ◻ Film à éviter ; ◻ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 1^{er} mars

TF 1		La Lettonie, autre mémoire et oubli, documentaire de Françoise Feblois. 1. Dieu salue la Lettonie.
20.55	Variétés : Tous à la Une.	
22.55	Débat : la France dans la paix. Animé par Michèle Cotta et Gérard Carreyrou.	
23.55	Série : Crimes passionnels.	
0.55	Journal, Météo et Bourse.	
1.30	Au trot.	
A 2		
20.50	Divertissement : Profession comique. Ah ! les femmes ! Spécial Jean Lefebvre.	
22.10	Magazine : Caractères. Présenté par Bernard Rapp. Histoires extraordinaires. Invités : Mike Nicol (le roi du capitaine), Sylvie Germain (l'enfant idéal), François Gaspard (un crime en Provence au XVIII ^e siècle), Alvaro Mutis (un bel mort), Georges Walter (Edgar Allan Poe).	
23.30	Journal et Météo.	
23.55	Spécial Golf.	
0.25	Cinéma : L'opinion publique. ■■■■ Film américain de Charles Chaplin (1923).	
2.30	Magnétophone. Un mois de sport dans le monde (120 min).	
FR 3		
20.35	► Magazine : Thélassa. L'île de Lundy, de Corinne Clowick et Didier Portal.	
21.35	Feuilleton : Les survivants du Goléth (2 ^e épisode).	
22.30	Journal et Météo.	
22.50	Traverses.	
23.45	Magazine : Millie Bravo.	
0.40	Musique : Carnet de notes.	
CANAL PLUS		
20.30	Téléfilm : La vol KAL 007. Ne répond plus.	
21.50	Magazine : Mag max.	
22.40	Flash d'Informations.	
22.45	Surprises.	
23.00	Cinéma : Cry freedom. ■ Film américain de Richard Attenborough (1987).	
1.30	Cinéma : Piranha 2, les tueurs volants. □	
LA 5		
20.45	Téléfilm : Autoroute pour la mort.	
22.20	Série : L'inspecteur Derrick.	
23.25	Série : Bergerac (et à 0.10).	
0.00	Journal américain.	
M 6		
20.35	Téléfilm : Sale affaire.	
22.20	Série : Equalizer.	
23.15	Magazine : La 6 ^e dimension.	
23.45	Capital.	
23.55	Six minutes d'informations.	
LA SEPT		
21.00	Téléfilm : En pleine lumière.	
21.55	Série : Quand passent	

La Lettonie entre mémoire et oubli, documentaire de François Prébois. 1. Dieu salue la Lettonie.	23.45 Magazine : Mille Bravo. Musique : Carnet de notes.
CANAL PLUS	20.30 Téléfilm : Le vol KAL 007 ne répond plus. Magazine : Mag max.
21.50 Magazine : Mag max.	22.40 Flash d'informations.
22.40 Flash d'informations.	22.45 Surprises.
23.00 Cinéma : Cry freedom. ■ Film américain de Richard Attenborough (1987).	1.30 Cinéma : Fiança 2. Les tuteurs volants. ◻
LA 5	20.45 Téléfilm : Autoroute pour la mort. Série : L'inspecteur Derrick.
22.20 Série : L'inspecteur Derrick. (et à 0.10).	23.25 Série : Bergerac (et à 0.10).
23.25 Série : Bergerac (et à 0.10).	0.00 Journal de minuit.
M 6	20.35 Téléfilm : Sale affaire. Série : Equalizer.
22.20 Série : Equalizer.	23.15 Magazine : La 6 ^e dimension.
23.15 Magazine : La 6 ^e dimension.	23.45 Capital.
23.55 Six minutes d'informations.	LA SEPT
LA SEPT	21.00 Téléfilm : En pleine lumière.
21.55 Série : Quand passent	

TF 1	
10.05	Club Dorothée.
10.55	Magazine : Les animaux de mon cœur.
11.22	La minute du trotteur.
11.25	Magazine : Auto-moto.
12.00	Jeu : Tournez... manège.
12.30	Jeu : Le juste prix.
12.53	Météo, Trafic infos et Journal.
13.20	Série : Hooker.
14.15	Série : Rick Hunter, Inspecteur choc.
15.10	Série : Agence tous risques.
16.10	Diversissement : Vidéo gag.
16.40	Disney parade.
18.00	Magazine : Téléfoot.
18.50	Loto sportif.
19.00	Magazine : 7 sur 7.
	Invité : Pierre Joxe.
20.00	Journal, Météo et Tapis vert.
20.50	Cinéma : Deux super-flics. ◻ Film italien de F.B. Clucher (1977). Avec Terence Hill, Bud Spencer, Laura Gemser.
22.45	Magazine : Ciné dimanche.
22.50	Cinéma : Bronco Billy. ■■ Film américain de Clint Eastwood (1979). Avec Clint Eastwood, Sondra Locke, Geoffrey Lewis.
0.45	Au trot.
0.50	Journal et Météo.
1.15	Série : Intrigues.
1.40	Musique : Soirée Mozart.
A 2	
11.00	Messe. Célébrée au sanctuaire de Notre-Dame-de-Fatima-Marie-Médicatrice, à Paris.
12.05	Dimanche Martin. (et à 13.35, 15.50).
13.00	Journal et Météo.
15.00	Série : Mac Giver.
16.40	Série : Hôtel de police.
17.30	Documentaire : L'odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau. La source du monde.
18.30	Flash d'informations.
18.30	Basket-ball : Athlétisme : Football : Rugby : Ski nordique : Golf : Les résultats de la semaine ; Judo.
19.30	Série : Magny.
20.00	Journal et Météo.
20.55	Série : Coplan.
21.10	Théâtre : L'œil en coulisses. Spécial Béart.
23.20	Journal et Météo.
23.45	Série : Le saint.
FR 3	
10.30	Magazine : Mascarnes.
12.00	Flash d'informations.
12.05	Télévision régionale.
12.45	Journal.
13.00	Magazine : D'un soleil à l'autre.
13.30	Magazine : Musicales. Mozart, le violon enchanté.
14.30	Sports 3 dimanche. Cross country : Golf : Bob-leigh.
17.30	Magazine : Montagne. Deux patins et un banc.
18.00	Amuse 3.
19.00	Le 19-20 de l'information. De 18.12 à 19.30, Mag-cité.
20.05	Série : Benny Hill.
20.35	Spectacle : Quatorzième Festival mondial du cirque de demain.
22.00	Magazine : Le divin.
22.20	Invité : Martin Lamotte.
22.40	Cinéma : Fury. ■■ Film allemand de Fritz Lang (1936). Avec Spencer Tracy, Sydney, Walter Abel (v.o.).

Dimanche 3 mars

10.00	Musique : Carnet de notes.	13.55	Série : La famille Ramdam.
CANAL PLUS		14.20	Téléfilm : Le prix de la victoire.
9.55	Cinéma : Cry freedom. ■ Film américain de Richard Attenborough (1987).	15.35	Série : Laredo.
— En clair jusqu'à 14.00 —		16.25	Série : L'ami des bêtes.
12.30	Flash d'informations.	17.15	Série : Roseanne.
12.35	Magazine : Mon zénith à moi. Invité : Valérie Lemercier.	17.40	Série : L'homme de fer.
13.00	Cinéma : Rapido.	18.30	Série : Les routes du paradis.
14.00	Série : Volley-ball. Demi-finale de la Coupe des coupes, en direct de Palma-de-Majorque. Frigère-Mondichari.	19.25	Magazine : Culture pub.
15.40	Sport : Handball. Finale du Tournoi des capitales, en différé du Palais omnisport, de Bercy, Paris, Bucarest, Belgrade, Alger.	19.54	Six minutes d'informations.
17.05	Les Nuls... l'émission (rediff.).	20.00	Série : Madame est servie.
18.00	Cinéma : Miracle sur la 8 ^e Rue. ■ Film américain de Matthew Robbins (1987).	20.30	Magazine : Sport 6.
— En clair jusqu'à 20.40 —		20.35	Téléfilm : L'amour sous garantie.
19.40	Flash d'informations.	22.15	M6 express.
19.45	Dessins animés : Ce cartoon.	22.20	Capital.
20.30	Dis Jérôme... ?	22.35	Cinéma : Désirs sous les tropiques. □ Film français de Francis Leroy (1979).
20.35	Magazine : L'équipe du dimanche.	0.00	Six minutes d'informations.
20.40	Cinéma : Oublier Palerme. ■■■ Film italien de Francesco Rosi (1989). Avec James Belushi, Mimi Rogers, Joss Ackland.	0.05	Magazine : Sport 6.
22.15	Flash d'informations.	0.15	Musique : Boulevard des clips.
22.20	Magazine : L'équipe du dimanche. Football : L'avènement : Basket-ball américain.	2.00	Rediffusions. Succès (Les aventuriers) : La 6 ^e dimension ; L'Argentine ; Le glaive et le balancier ; La Côte d'Ivoire.
1.00	Cinéma : Maman. ■■ Film français de Romain Goupil (1989).	LA SEPT	
LA 5		10.00	Cours d'anglais. (et à 12.00).
11.00	Série : Bonanza.	12.30	L'âge d'or du cinéma.
11.55	Série : Buck Rogers.	12.30	Ici bat la vie. (La libellule.)
12.45	Journal.	13.30	Histoire parallèle.
13.20	Série : Wonder woman.	14.20	Documentaire : Kafir, ça va Israël.
15.05	Série : Arnold et Willy.	De North Aviv et Eglal Errera.	
15.30	Tiercé à Autzail.	15.30	Cinéma d'animation : Images.
15.50	Dessin animé : Denis la malice (et à 16.50).	15.50	Danse : Walzer. Chorégraphie de Pina Bausch.
16.00	Série : Lou Grant.	16.50	Documentaire : Miroir des passions françaises.
17.05	Série : Bergerac.	17.40	Opéra : Les Lombards. De Verdi.
18.10	Série : La loi de Los Angeles.	20.00	L'âge d'or du cinéma.
19.00	► L'entrée du Sertur : L'histoire du devoir. Mueurs en série.	20.30	Cinéma : Nicot en Galilée. ■ Film franco-belgo-palestinien de Michel Khleifi (1987).
20.00	Journal.	22.30	Cinéma : Trafic. ■■ Film français de Jacques Tati (1970).
20.40	Drames d'histoires.	0.05	Court-métrage : M. Fantômes.
20.45	Cinéma : Plein les poches pour pas un rond. □ Film français de Daniel Daert (1978).	FRANCE-CULTURE	
22.15	Ciné Cinq.	20.30	Atelier de création radiophonique. Les extras de la musique.
22.30	Cinéma : L'homme des vallées perdues. ■■ Film américain de George Stevens (1953). Avec Alan Ladd, Jean Arthur, Van Heflin.	22.35	Musique : Le concert. Birtnsen Joshi, chant classique de l'Inde du nord.
0.25	Journal de minuit.	0.05	Clair de nuit.
0.30	Série : Claudine.	FRANCE-MUSIQUE	
M 6		20.30	Concert (donné le 20 février à Londres) : Concerto pour violon, alto, violoncelle et orchestre, de Tippett ; Messe pour solistes et orchestre en mi bémol majeur D 950, de Schubert, par l'Orchestre symphonique de l'BBC, dir. Colin Davis.
11.00	Magazine : E = M 6.	23.05	Poussières d'étoiles. Nuit décadente. Œuvres de Maderna, Pirelli, Chausson, Delafosse, Breville, Hinde mitch.
11.25	Série : Vic Daniels, flic à Los Angeles.	De lundi au vendredi, à 9 heures, sur FRANCE-INTER « ZAPPINGE »	
11.50	Magazine : Sport 6 première.	Une émission de GILBERT DENOYAN avec ANNEUX COLAS et la collaboration du « Monde ».	
11.55	Infos consommation.		
12.00	Informations : M6 express.		
12.05	Série : Murphy Brown.		
12.30	Série : Ma sorcière bien-aimée.		
13.00	Série : Aline et Cathy.		
13.25	Série : Madame est servie (rediff.).		

13.55 Série : La famille Ramdam.	
14.20 Téléfilm : Le prix de la victoire.	
15.35 Série : Laredo.	
16.25 Série : L'ami des bêtes.	
17.15 Série : Roseanne.	
17.40 Série : L'homme de fer.	
18.30 Série : Les routes du paradis.	
19.25 Magazine : Culture pub.	
19.54 Six minutes d'informations.	
20.00 Série : Madame est servie.	
20.30 Magazine : Sport 6.	
20.35 Téléfilm : L'amour sous garantie.	
22.15 M6 express.	
22.20 Capital.	
22.35 Cinéma : Désirs sous les tropiques. ◻ Film français de Francis Leroy (1979).	
0.00 Six minutes d'informations.	
0.05 Magazine : Sport 6.	
0.15 Musique : Boulevard des clips.	
2.00 Rediffusions. Succès (Les aventuriers) : La 6 ^e dimension ; L'Argentine ; Le glaive et la balance ; La Côte d'Ivoire.	
LA SEPT	10.00 Cours d'anglais. (et à 12.00).
12.30 L'âge d'or du cinéma.	
13.00 Ici bat la vie. (La libellule.)	
13.30 Histoire parallèle.	
14.20 Documentaire : Kafir qat'a-Israel. De North Aviv et Eyal Errera.	
15.30 Cinéma d'animation : Images.	
15.50 Danse : Walzer. Chorégraphie de Pina Bausch.	
16.50 Documentaire : Miroir des passions françaises.	
17.40 Opéra : Les Lombards. De Verdi.	
20.00 L'âge d'or du cinéma.	
20.30 Cinéma : Noces en Galilée. ■■ Film franco-belgo-paléstinien de Michel Khleifi (1987).	
22.30 Cinéma : Traffic. ■■ Film français de Jacques Tati (1970).	
0.05 Court-métrage : M. Fantômes.	
FRANCE-CULTURE	20.30 Atelier de création radio-phonique. Les extras de la musique.
22.35 Musique : Le concert. Bhimsen Joshi, chant classique de l'Inde du nord.	
0.05 Clair de nuit.	
FRANCE-MUSIQUE	20.30 Concert (donné le 20 février à Londres) : Concerto pour violon, alto, violoncelle et orchestre, de Tippett ; Messe pour solistes et orchestre en mi bémol majeur D 950, de Schubert, par l'Orchestre symphonique de la BBC, dir. Colin Davis.
23.05 Poussières d'étoiles. Nuit décadente. Œuvres de Maderna, Pizzetti, Chausson, Dufosse, Breuille, Hindemith.	

Du lundi au vendredi, à 9 heures, sur FRANCE-INTER « ZAPPING » Une émission de GILBERT DENOYAN avec ANNICK COJEAN et la collaboration de « le Monde ».

Samedi 2 mars

TF 1

13.15 Magazine : Reportages. Sans famille, de Dominique Thours et Jean-Michel Chappas.

13.50 La Une est à vous (et à 14.30, 16.30).

13.55 Feuilleton : Salut les bonhommes !

14.50 Téléfilm : Stargay.

17.25 Divertissement : Mondo dingo.

17.55 Magazine : Trente millions d'amis.

18.25 Jeu : Une famille en or.

18.50 Série : Marc et Sophie.

19.20 Jeu : La roue de la fortune.

19.50 Tirage du Loto.

20.00 Journal, Tapis vert, Météo et Loto.

20.55 Variétés : Surprise sur prise.

22.35 Magazine : Ushuaïa.

23.30 Magazine : Formule sport.

0.25 Au trot.

0.30 Journal, Météo et Trafic infos.

A 2

13.20 Magazine : Objectif jeunes.

13.55 Magazine : Animaux. Animaux tire la 100.

14.50 Magazine : Sport passion. Rugby : Tournoi des cinq nations (France-Galles Irlande-Angleterre).

17.30 Série : Un duo explosif.

17.55 Jeu : Le chevalier de la lybie.

18.25 Flash d'informations.

18.30 Série : L'appart.

18.56 INC.

19.00 Feuilleton : La valise en carton.

20.00 Journal et Météo.

20.50 La milliardaire. Fabrication d'armes chimiques.

22.20 Magazine : Bouillon de culture.

23.50 Journal et Météo.

0.15 Série : Médecins de nuit.

2.00 Magnétophone : Ski alpin. Deux mois de ski (120 min.).

FR 3

13.00 Télévision régionale.

14.00 Magazine : Rencontres. Média.

— De 15.00 à 19.00 La Sept —

19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, le journal de la région.

— De 20.00 à 0.00 La Sept —

0.00 Série : Lola et quelques autres.

0.30 Magazine : L'heure du goit.

CANAL PLUS

13.30 Téléfilm : Peter Gunn.

15.20 Série : Nick Mancuso, les dossiers secrets du FBI.

16.35 Jeu : V.O.

17.05 Les superstars du catch — En clair jusqu'à 20.30 —

18.00 Découpe sans Bunny.

19.06 Dessin animé : Les Simpson.

19.30 Flash d'informations.

19.35 Top 50.

20.30 Téléfilm : La chasse au meurtrier. Les Nuls... l'émission. Invité : Django Edwards.

22.50 Flash d'informations. Les superstars du catch.

22.55 Cinéma : La chasse au plaisirs. Film américain, classé X, Lawrence T. Cole. Avec J. gar Lynn.

1.10 Cinéma : Retour de la rivière Kwai. Film britannique d'Andrew McLaglan (1989).

2.50 Cinéma : Le bal du gouverneur. Film français de Marie-Françoise Pisley (1989).

4.25 Cinéma : Compartiment tueurs. Film français de Costa-Gavras (1964).

LA 5

13.35 Série : L'homme de l'Attentat.

14.35 Série : Simon et Simon.

15.30 Tiercé à Saint-Cloud.

15.45 Série : Galactica.

16.30 Série : Superkid.

17.15 Série : Ripptide.

18.00 Magazine : Intégral (et à 0.10).

18.30 Série : Happy days.

19.00 Série : L'enfer du devoir.

20.00 Journal.

20.40 Droites d'histoires.

20.45 Téléfilm : Un choc difficile pour le sergent Will. Un sergent, son métier, hommes... et sa femme.

22.25 Téléfilm : Leçon de justice. Adolescent délinquant, il s'agit d'être un vrai cool-boy.

0.00 Journal de minute.

0.50 Le coup monté (rediff.)

M 6

13.25 Série : Madame est servie (rediff.).

13.55 Série : L'homme invisible.

14.45 Série : Laramie.

15.35	Série : Les espions.
16.30	Hit hit hit houra !
16.40	Série : Le saint.
17.35	Série : L'homme de fer.
18.30	Série : Les têtes brûlées.
19.20	Magazine : Turbo.
19.54	Six minutes d'informations.
20.00	Série : Madame est servie.
20.35	Téléfilm : Les feux de l'été. Grande fresque sudiste.
23.50	Six minutes d'informations.
23.55	Musique : Rapline.
0.30	Musique : Boulevard des clips.
2.00	Rediffusions.
LA SEPT	
13.30	Téléfilm : En pleine lumière.
14.20	Série : Quand passent les sirènes.
14.45	Court métrage : Interruption volontaire.
15.00	Magazine : Dynamo.
15.30	Documentaire : Enfants de la nuit.
16.00	► Documentaire : Le tourisme cannibal.
17.05	Anirotches.
18.00	Mégamix.
19.00	Documentaire : Musiques noires.
20.00	Le dessous des cartes.
20.05	Histoire parallèle.
21.00	Téléfilm : Le lutteur.
22.25	Soir 3.
22.45	Cinéma d'animation : Les aventures de Tintin.
23.00	Documentaire : Live (Bernadette de W. Karel).
FRANCE-CULTUR	
20.30	Photo-portrait : Jean Albert, peintre, sculpteur.
20.50	Dramatique : Après de Jacques-Pierre Amérand.
22.35	Musique : Opus. Gaid ou Babel reconstruit.
0.05	Clair de nuit.
FRANCE-MUSIQUE	
19.30	Opéra (en direct du palais Garnier) : Opéra de New-York. L'opéra de Verdi, par le Grand Théâtre de l'Orchestre du Metropolitan de New-York. Nello Santì ; sol. : Dunn, soprano, White, Judith C. contraltos, Luciano P. ténor, Leo Nucci, Paul Plishka, Sargis chœur, basses.
23.05	Poussières d'étoiles.

13.00	Journal et Météo.
15.00	Série : Mac Gyver.
16.40	Série : Hôtel de police.
17.30	Documentaire : L'odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau. Le sourire du morse.
18.30	Flash d'informations.
18.30	Magazine : Stade 2. Basket-ball : Athlétisme Football : Rugby : Ski nordique : Golf : Les résultats de semaine : Judo.
19.30	Série : Maguy.
20.00	Journal et Météo.
20.50	Série : Coplan.
21.20	Théâtre : L'œil en coulisses. Spécial Béjar.
23.20	Journal et Météo.
23.45	Série : Le saint.
FR 3	
10.30	Magazine : Mascaraïnes.
12.00	Flash d'informations.
12.05	Télévision régionale.
12.45	Journal.
13.00	Magazine : D'un soleil à l'autre.
13.30	Magazine : Musicales. Mozart, le violon enchané.
14.30	Magazine : Sports 3 dimanche. Cross country : Golf : Baseball.
17.30	Magazine : Montagne. Deux patins et un banc.
18.00	Amuse 3.
19.00	Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, Magazine : Benny Hill.
20.05	Série : Benny Hill.
20.35	Spectacle : Festival mondial du cirque de demain.
22.00	Magazine : Le dîner. Invité : Martin Lamotte.
22.20	Journal et Météo.
22.40	Cinéma : Fury. ■■■ Film allemand de Fritz Lang (1936). Avec Spencer Tracy, Sylvia Sydney, Walter (v.o.).
Audience TV	
Audience instantanée, France 1	
HORAIRE	FOYERS AVEC REGARDER LA (en %)
19 h 22	54,5
19 h 45	59,2
20 h 16	70,1
20 h 55	70,5
22 h 6	55,4
22 h 44	35,1

Audience TV du 28 février 1991 de Monde / SOFRES NIELSEN

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	54,5	Bande ann.	McGiver	Journ. rég.	Nulle part	K 2000	Petite maison
19 h 45	58,2	Roue fortune	McGiver	19-20	Nulle part	Édition	Petite maison
20 h 18	70,1	Journal	Édition	La classe	Nulle part	Journal	M-est servie
20 h 55	70,5	Journal	Météo	Cerv. d'acier	Bel gouverneur	Pub	Diva
22 h 8	55,4	Tango bar	Cher papa	Cerv. d'acier	Flash	Manlyn...	Diva
22 h 44	35,1	Maintenant...	Cher papa	Soir 3	Fraser-Alé	Manlyn...	Portes au-delà

عبدالمنعم الخليل

ÉCONOMIE

Les conséquences du conflit du Golfe

La fin des hostilités pourrait conduire à une reprise forte

La France soulagée

Le ralentissement de la croissance économique en France pose de graves problèmes politiques au gouvernement en général, à M. Rocard en particulier. Depuis l'automne 1990, les impôts, qu'il s'agisse de la TVA ou plus encore de l'impôt sur les sociétés, rentrent moins bien dans les caisses de l'Etat. L'ampleur du phénomène est telle qu'une vingtaine de milliards de francs risquent de faire défaut en fin d'année par rapport aux prévisions inscrites dans le budget de 1991.

La raison de ce tarissement est claire : la consommation des ménages stagne, ce qui raréfie les rentrées de TVA ; les résultats des entreprises sont moins bons que ces dernières années, les bénéfices souvent laminés. Beaucoup de firmes parmi les plus grandes affichent même des pertes. L'impôt sur les bénéfices, qui avait tant rapporté depuis 1987, risque de s'effondrer.

Parallèlement aux difficultés nées des impôts, les dépenses publiques dérapent. L'encours du budget de 1991 est à peine scindé, et, déjà, des milliards s'ajoutent aux charges prévues pour cette année. Ce sont les dépenses entraînées par l'Europe qui se gonflent et risquent de dépasser de 4 à 5 milliards de francs une addition pourtant déjà impressionnante qui représente 71 milliards pour 1991. Ce sont les charges du FMI (revenu minimum d'insertion), l'indemnisation des contrats d'exportation impayés que l'Etat assure, le coût de la guerre du Golfe... On en passe.

Le gouvernement se trouve dans l'inconfortable position d'avoir à prendre des mesures qui lui coûteront très cher politiquement. Ou bien d'importantes économies seront faites sur les dépenses dépassant largement les 12 milliards annoncés, et tous les ministres vont se révolter contre M. Rocard, comme ils avaient commencé à le faire en juillet dernier lorsque des efforts de réduction, pourtant minimes, lui avaient été demandés. Révolte qui pourrait avoir des conséquences d'autant plus graves que de véritables économies impuissent être obtenues, pendant un temps, les cotisations revalorisées de traitements accordées à certaines catégories de la fonction publique, aux enseignants notamment.

Ou bien M. Rocard contourne l'obstacle, augmente quelques prélèvements fiscaux (les taxes sur l'essence et la redevance télévision) et laisse un peu remonter le déficit. L'habileté politique serait là, en attendant la reprise économique que devrait entraîner la fin de la guerre du Golfe. Mais la marge est étroite, l'ampleur de la relance incertaine et les jugements portés sur le franc par les milieux financiers internationaux souvent sans appel.

AL. V.

PÉTROLE =		
Prix de baril de pétrole brut (en dollars)		
	24.50	Variation par rapport à la veille
● WTI (West Texas Intermediate), à New York	19,15	+ 0,29
● Brent à Londres	18,40	- 0,25

Les cours du pétrole à Londres se situent en légère baisse le vendredi 1^{er} mars au matin, mais les professionnels estiment que les prix pourraient bientôt se stabiliser autour de 20-21 dollars par baril, en raison de la baisse probable de la production saoudienne et des incertitudes quant à la reprise de l'extraction au Koweït et en Irak.

La fin des combats dans le Golfe pourrait déboucher sur une nouvelle période de prospérité dans le monde. La croissance économique va s'accroître, et à terme d'un an, le chômage pourrait recommencer à baisser. Plusieurs grands pays, dont la France, souhaitent engager une action pour que soit mieux stabilisé le marché pétrolier et qu'une banque pour la Proche-Orient aide à la reconstruction de la région.

Les craintes nées de la crise du Golfe avaient à ce point pesé sur les comportements des entreprises et des ménages que la paix, si elle revient durablement, devrait modifier bien des peurs. Il ne faut pas oublier que les paysages assombrés par une menace que chacun ressentait à la fois imprécise et terrible.

Un peu partout dans le monde, les dépenses de consommation pourraient se multiplier en même temps que se réduiraient une épargne accumulée depuis des mois. Les chefs d'entreprise, quant à eux, pourraient reprendre des projets d'investissement suspendus. D'une façon générale, et c'est probablement le plus important, la façon de voir les choses va changer, les anticipations se retourneront.

Les pays pétroliers qui ont accumulé des réserves financières pendant les six mois de hausse des

cours sans être - comme l'Arabie saoudite - saignés par le coût de la guerre disposent d'un pouvoir d'achat important, qui va être en grande partie dépensé. En 1990, les revenus de l'OPEP auront atteint 155 milliards de dollars (environ 775 milliards de francs), soit une quarantaine de milliards de dollars (200 milliards de francs) de plus qu'en 1989. Concentré sur le second semestre de l'année dernière, ce supplément de recettes n'a pas encore donné lieu à des importations supplémentaires. Une forte demande potentielle existe donc de ce côté.

Le problème est de savoir si la reprise sera forte comme elle l'avait été en 1986-1987, débouchant sur plusieurs années d'euphorie qui avaient vu un peu partout dans le monde les niveaux de vie augmenter, le chômage reculer, les investissements se multiplier. Le fait le plus important de cette période bénie fut l'extraordinaire effort d'équipement accompli par les pays industrialisés, qui modernisèrent ou renouvelèrent alors de fond en comble leurs appareils de production.

Il est peu probable qu'un phénomène de pareille ampleur se reproduise et donc que la croissance économique retrouve en 1992-1993 des rythmes élevés de l'ordre de 4 % l'an. Pour au moins deux raisons. La première est le haut niveau de l'offre : la production peut répondre dans la plupart des pays à la demande, même si celle-ci était brusquement gonflée par l'optimisme né de la fin de guerre. La

seconde est la santé financière des entreprises qui n'est plus aussi bonne - à quelques exceptions près - qu'il y a quelques années.

Fin 1985, les prix du pétrole s'étaient effondrés. Pendant toute l'année 1986, les entreprises s'enrichirent en payant beaucoup moins cher leurs approvisionnements, tandis que les ménages voyaient leur pouvoir d'achat se gonfler non pas parce que leurs salaires augmentaient plus vite, mais parce que les prix n'augmentaient presque plus. Ce que l'on a appelé le contre-choc pétrolier de 1986 fut incontestablement à l'origine de la prospérité qui suivit.

Une banque pour le Maghreb ?

Si un pareil phénomène se produisait à nouveau, c'est-à-dire si le prix du baril de pétrole retombait à 12, 13, 14 dollars sous l'effet de la surproduction, nul doute que le monde connaîtrait une très forte explosion d'activité, qui écarterait les récessions américaine et britannique, et soulagerait les difficultés françaises, italiennes ou espagnoles. Cela est possible. Mais une telle réaction suppose que les Américains, qui vont venir en novembre 1992 l'élection présidentielle, pourront imposer leurs vues à l'Arabie saoudite, économiquement maîtresse du jeu.

La question est pourtant de savoir si Ryad n'aura pas la volonté de réduire peu à peu sa production

pour soutenir les prix aux alentours de 20 dollars le baril, ne serait-ce que pour ne pas indisposer l'Irak. Là est la vraie question, dont dépend l'ampleur de la reprise dans le monde.

D'ores et déjà, le conflit devrait accélérer la concrétisation d'idées seulement évoquées par le passé. En premier lieu, l'Agence internationale de l'énergie (AIE), qui se réunira le 6 mars à Paris, pourrait discuter plus avant la proposition du ministre français de l'économie, M. Pierre Bérégovoy, visant à stabiliser les prix du pétrole. Sinon, l'après-guerre, en raison des inconnues subsistant sur le comportement des producteurs, risque d'être à nouveau marqué par de fâcheux mouvements en dents de scie.

Réunir consommateurs, producteurs et compagnies pétrolières dans un même effort de transparence ? Les avis sont loin de converger entre les Américains, qui vident le seul marché et ne dialoguent qu'avec leurs propres producteurs, l'AIE, qui se défend de traiter avec un cartel comme l'OPEP, ou un pays comme l'Irak qui penche pour la conclusion de contrats d'Etat à Etat de longue durée à prix négocié. Sans volonté politique préalable, les projets de stock régulateur resteront précisés. En attendant, la direction exécutive de l'AIE demandera, la semaine prochaine, la suspension de son plan d'urgence qui visait à assurer l'approvisionnement pétrolier des pays consommateurs par la mobilisation de 2,5 millions de barils par jour.

L'autre idée caressée par les alliés concerne la création d'une banque pour la reconstruction du Proche-Orient. Evoquée début février par le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, elle a cependant été tempérée par M. George Bush, celui-ci estimant que les Etats-Unis n'allaient pas payer pour l'Irak. Une telle institution serait en toute hypothèse abondée pour l'essentiel par des ressources en provenance du Golfe. Bénéficiairait-elle à Bagdad ? La question est embarrassante pour les responsables politiques comme pour les hommes d'affaires.

Si la course à la reconstruction du Koweït est lancée, les industriels restent discrets quant à celle de l'Irak, où les dégâts (à Bassorah et dans les raffineries notamment) sont pourtant considérables. Nul n'ose encore s'avancer avant d'être fixé sur le destin personnel du président Saddam Hussein. Une prudence qui tranche avec un empressement pas si lointain...

Quant à la France, soutenue par la CEE, elle semble tenir très fermement à l'ouverture d'une banque de développement du Maghreb sur le modèle de la BERD tournée vers les pays de l'Est. Paris est soucieux et pressé de manifester son soutien aux Etats d'Afrique du Nord, malmenés ces temps derniers entre la solidarité arabe et leur intégration de fait à l'économie des Douze. Il pourrait s'agir soit d'une banque *ad hoc*, soit d'une institution rattachée à la Banque européenne d'investissement.

ERIC FOTTORINO et ALAIN VERNHOLLES

La guerre des chocs

Suite de la première page

Pour l'économie mondiale et sa nouvelle géographie, la question est de savoir quel sera, dans l'avenir, le prix du pétrole.

A court terme, la situation globale du marché incite la plupart des experts pétroliers à anticiper un niveau de prix plutôt bas, entre 12 et 15 dollars le baril. Accumulés notamment dans les tankers, les stocks mondiaux sont à un niveau très élevé, alors que la fin de l'hiver et de la période de forte consommation arrive et que la production a repris à un rythme rapide. L'annonce de la fin des hostilités a pourtant provoqué, jeudi 28 février, sur les marchés, une légère hausse des cours. Les spécialistes évoquent une « prime de risque » provisoire.

A plus long terme, le prix du pétrole s'établira en fonction des intérêts des acteurs du marché. S'il est toujours difficile d'évaluer le résultat de leurs confrontations, la plupart des spécialistes parlent aujourd'hui sur un cours tournant autour de 20 dollars le baril, la fourchette la plus fréquemment évoquée se situant entre 18 et 25 dollars.

Il y a certes le schéma classique opposant producteurs et consommateurs. Soutenus par l'Irak, lui-même producteur important, les pays de l'OPEP, notamment ceux directement engagés dans le conflit, peuvent souhaiter un baril cher. Les intérêts immédiats des pays consommateurs pousseraient au contraire ces derniers à préférer un baril bon marché. Mais la guerre modifie la donne : les Etats-Unis vont avoir aujourd'hui un rôle encore accru dans l'économie du pétrole. Tout le problème est que, à nouveau, les Américains ont des intérêts contradictoires.

La fin du gel des comportements

Premiers importateurs et consommateurs mondiaux de pétrole, ils peuvent souhaiter, à ce titre, un prix pas. Un niveau inférieur à 15 dollars le baril accélérerait la sortie de la récession. Il affaiblirait l'autre grand producteur, l'Union soviétique. Mais à ce niveau, l'exploitation des gisements aux Etats-Unis mêmes devient difficilement rentable. Et surtout, un tel niveau de prix réduirait les recettes des pays pétroliers comme l'Arabie saoudite et le Koweït.

Or les Etats-Unis attendent aussi de ceux-ci qu'ils leur règlent la facture de la guerre. Ryad et Koweït ne pourront régler l'addition et financer leur reconstruction - au profit de l'industrie américaine pour l'essentiel - que s'ils en ont les moyens. Beaucoup d'experts pensent qu'un baril autour de 20 dollars satisfait ces exigences contradictoires des Américains, ceux-ci ayant désormais un poids décisif dans la détermination des prix pétroliers.

La guerre n'avait pas provoqué de véritable choc pétrolier. Elle avait en revanche généré progressivement des initiatives, celles des industriels puis celles des consommateurs, accentuant ainsi un ralentissement économique déjà réel avant même le début du conflit. La paix ne devrait pas conduire à un contrechoc pétrolier. Y aura-t-il en revanche une réaction pétrolière, un retour à l'euphorie ? Les Etats-Unis pourraient sortir de leur psychodrame et redémarrer d'une manière spectaculaire, économisant un financier français-britannique. L'annonce de la fin des hostilités a pourtant provoqué, jeudi 28 février, sur les marchés, une légère hausse des cours. Les spécialistes évoquent une « prime de risque » provisoire.

Un marché de l'argent perturbé

S'il n'est pas pétrolier, le choc pourrait en revanche être financier. Par ses conséquences, la fin du conflit dans le Golfe vient en effet profondément perturber un marché déjà très tendu : celui de l'argent. Le ralentissement de l'économie mondiale avait certes permis d'alléger les tensions sur ce marché, certains experts - comme ceux de la direction de la prévision du ministère de l'économie - soutenant que la reprise un peu partout dans le monde de l'effort d'épargne et le coup de frein à l'investissement avaient permis une résorption des déséquilibres sur ce marché.

Aujourd'hui, la guerre, achevée, de la libération du Koweït menace de provoquer une grave déflation sur le marché mondial des capitaux. Elle a en effet créé d'énormes besoins financiers nouveaux : il faut payer le coût de la guerre et assurer le financement de la reconstruction. Evaluer la note globale est impossible. Elle sera gigantesque. Pour reconstruire un pays comme le Koweït, somme toute minuscule et peu peuplé, certains évoquent des montants compris entre 50 et 100 milliards de dollars ! Qu'en sera-t-il de l'Irak ? Les Allemands découvrent aujourd'hui l'ampleur des moyens nécessaires pour remettre à flot une économie de 17 millions d'habitants, l'ex-RDA.

« Cette zone [la région du Golfe] pourrait redevenir emprunteuse nette de fonds pour des montants considérables », estime ainsi M. Thierry Apoteker, un économiste indépendant. N'a-t-on pas appris, ces derniers jours, l'intention de l'Arabie saoudite d'abandonner le Koweït ensuite, de venir lever des fonds sur le marché international des capitaux ? Ces pays, le Koweït notamment, pourraient certes vendre une partie de leurs actifs. Ils pourront aussi compter sur leurs revenus pétroliers pour couvrir leurs dépenses. Mais cela pourrait ne pas suffire dans l'immédiat.

Déjà bien encombré, le marché de l'argent risque ainsi d'être à nouveau fortement sollicité. Parmi les demandeurs de capitaux, il y avait déjà les grandes nations du Sud, hyperendettées. Depuis la fin de 1989, les pays d'Europe de l'Est s'étaient mis activement sur les rangs. Autres emprunteurs d'importance : les Etats-Unis, qui espéraient pouvoir continuer à trouver par ce biais les moyens de combler leurs déficits. Une reprise économique rapide outre-Atlantique pourrait encore accroître leur gourmandise. Il y a maintenant, avec les pays du Golfe, un nouveau groupe de demandeurs qui pourraient faire souffrir ces anciens candidats. Les investisseurs prêteront-ils, à n'en pas douter, prêts à Ryad ou à Koweït-Ville plutôt qu'à Varsovie... ou même à Washington.

Les tensions sur le marché mondial de l'épargne seront d'autant plus fortes que les prêteurs se font, de leur côté, plus rares et plus surs de leurs deniers. Les deux grands, l'Allemagne et le Japon, ont eux-mêmes des besoins qui s'accroissent : la première pour financer l'absorption de l'ex-RDA, le second notamment pour rétablir la situation financière de ses banques. Bonn et Tokyo ne pourront pas financer éternellement et simultanément les déficits américains, le sauvetage des économies de l'Est et la reconstruction du Golfe.

Le retour du déséquilibre entre l'épargne et l'investissement devrait se traduire par de nouvelles pressions à la hausse sur les taux d'intérêt à long terme. La guerre, puis la paix (avec le financement des opérations militaires, puis celui de la reconstruction) pourraient ainsi conduire à un renchérissement du coût de l'argent. Dans ce cas, la nouvelle donne serait favorable aux pays producteurs de pétrole (aussi bien l'Irak que l'Arabie saoudite ou l'IURSS). Elle sera en revanche défavorable aux pays consommateurs (l'Europe et le Japon) et emprunteurs (le Sud et l'Est). Pour les Etats-Unis, le bilan sera plus difficile à établir, le pays étant à la fois producteur et importateur de pétrole, mais aussi emprunteur.

ÉRIK IZRALEWICZ

Les signes d'un regain du trafic aérien se multiplient

La fin des hostilités a eu un effet immédiat sur le transport aérien. Après avoir annulé 5 500 vols réguliers à destination du Moyen-Orient au mois de janvier, par exemple, les compagnies rétablissent les unes après les autres les liaisons avec les capitales proches de l'ancienne zone des combats. La compagnie grecque Olympic Airways a annoncé, la première, la reprise de ses vols vers Tel-Aviv, le 4 mars, suivie par l'allemande Lufthansa, qui devait opérer dès le 1^{er} mars. Austrian Airlines prévoit de rétablir, à partir du 7 mars, ses liaisons avec Tel-Aviv et Damas et étudie la reprise de la desserte de l'Arabie saoudite.

De son côté, Air France qui n'aurait plus de vols vers Amman, Bagdad, Dhahran, Doha, Koweït-Ville, Ryad, Sanaa et Tel-Aviv, les reprendra progressivement en commençant par Tel-Aviv, le dimanche 3 mars, et Ryad, à partir de la semaine prochaine. Les autres destinations seront ouvertes « dès que les conditions nécessaires à une exploitation normale seront réunies ». Les vols dont le programme était adapté au jour le jour vers Abou-Dhabi, Damas, Djeddah, Douba, Khartoum, Le Caire et Téhéran continuent d'être assurés de cette manière.

D'autres signes témoignent de ce début de retour à la normale après

une crise qui aurait coûté un milliard de dollars (plus de 5 milliards de francs) aux transporteurs aériens du monde entier, si l'on en croit l'Association du transport aérien international (IATA). Les mesures d'économies destinées à compenser la chute de la demande commencent à être rapportées : Swissair a décidé ainsi de ne pas mettre en œuvre le chômage technique qu'elle avait programmé pour certaines catégories de son personnel. Air France n'impose plus à ses passagers à destination du Moyen-Orient la surprise demandée par les assureurs et qui pouvait attendre un millier de francs par passager se rendant dans un pays à risques.

FRANÇOISE LAZARE

OUI AUX SICAV DU CREDIT LYONNAIS

OBLIGATION

L'Assemblée Générale Ordinaire du 10 janvier 1991 a approuvé les comptes de l'exercice 1989-1990 et la capitalisation du résultat.

Tout au long de l'exercice, la politique de gestion a été caractérisée par :

- une attitude défensive justifiée par le manque de visibilité quant à l'évolution des taux d'intérêt et, dans certains pays, l'absence de prime de risque pour les investissements obligataires longs ;
- la primauté accordée au franc français par rapport aux autres devises.

La valeur liquidative d'OBLIGATION qui était de F 1.109,22 le 28 septembre 1990 s'établit à F 1.153,77 le 31 janvier 1991, soit une progression de 4%.

OBLIGATION : un placement à moyen et long terme d'obligations françaises et étrangères.

Renseignez-vous dans votre agence du CREDIT LYONNAIS.

REJOIGNEZ CEUX QUI NOUS FONT CONFIANCE DEPUIS LONGTEMPS.



CREDIT LYONNAIS
LE POUVOIR DE DIRE OUI.

FRUCTI-COURT

Sicav Monétaire
du Groupe des Banques Populaires

Le Conseil d'Administration réuni le 22 janvier 1991 a constaté l'évolution favorable de la Sicav au cours de l'année 1990.

En effet, durant cette période, l'actif net de FRUCTI-COURT s'est accru de 3,7 milliards de francs pour s'établir à 15,2 milliards de francs à la fin de l'année, tandis que la progression de la valeur liquidative ressort à 9,86% en taux annuel, soit une rémunération proche de celle obtenue sur le marché monétaire.

Lors de cette séance, il a été décidé une diversification des placements à compter de la présente parution. Ceux-ci, jusqu'alors réalisés exclusivement en titres français, pourront également s'orienter partiellement vers des valeurs émises par les sociétés européennes de première qualité, étant entendu que ce type d'actif ne sera en aucun cas pour la Sicav soumis aux variations de change.

Dans ce cadre, FRUCTI-COURT continuera de privilégier la sécurité et d'utiliser toute technique de gestion favorisant la régularité de la valeur liquidative.

Le Conseil a par ailleurs fixé le montant maximum des frais de gestion à 0,60% HT de l'actif net.

Cette dernière mesure entrera en vigueur trois mois après le présent communiqué.



BANQUE POPULAIRE

UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE

ComptaValor

SICAV MONÉTAIRE DE CAPITALISATION

GESTION CDC TRÉSOR
FILIALE DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIVISION DE LA VALEUR DE L'ACTION

A compter du 1^{er} mars 1991, afin de rendre l'action COMPTAVALOR encore plus accessible, la valeur de celle-ci sera divisée par deux : simultanément, le nombre d'actions sera doublé. L'échange d'une action ancienne contre deux actions nouvelles se fera automatiquement.

Cette opération n'affectera en aucune manière la valeur du portefeuille de chaque porteur et n'aura aucune incidence fiscale. En revanche, elle lui apporte un nouvel avantage : grâce à une valeur unitaire de l'action COMPTAVALOR plus faible, elle permettra à chacun d'effectuer une gestion optimale de ses liquidités.

Pour vos disponibilités à court terme, COMPTAVALOR constitue un produit sûr (capital investi essentiellement en titres émis ou garantis par l'Etat), rentable (performance de +9,80% sur 1990), et disponible (souscription quotidienne à cours connu).

COMPTAVALOR : UNE VALEUR SUR LAQUELLE VOUS POUVEZ COMPTER A TOUT MOMENT

trésor public

plus de 4 000 guichets à votre service

ÉCONOMIE

Un entretien avec le ministre des transports

« Les compagnies aériennes françaises doivent entretenir une concurrence saine et réelle »

nous déclare M. Louis Besson

Pour la première fois sur une large échelle, le gouvernement français organise, à partir du 1^{er} mars, une concurrence franco-française dans le transport aérien. Il s'y était engagé, le 30 octobre 1990, en échange de l'acceptation par Bruxelles du rapprochement des compagnies Air France, UTA et Air Inter. M. Louis Besson, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, explique dans l'entretien ci-dessous comment ont été choisis les futurs concurrents du groupe Air France.

« Quels ont été les buts poursuivis à l'occasion de ces affectations de lignes ? »

« L'accord du 30 octobre 1990 prévoit qu'au moins une compagnie extérieure au groupe Air France sera désignée, à partir du 1^{er} mars 1991, sur les lignes domestiques entre Paris et Ajaccio, Bastia, Nice et Strasbourg ainsi que sur quinze lignes internationales de plus de cent quarante mille passagers par an. Il s'agit d'une étape qui s'inscrit dans le processus de libéralisation lancé il y a un peu plus de deux ans et qui annonce la liberté tarifaire pour le 1^{er} janvier 1993. Nous avons essayé de respecter l'esprit de l'accord, c'est-à-dire de créer une concurrence saine et réelle. »

« Selon quels critères ? »

« Il s'agissait de ne pas perturber gravement les activités existantes et de faire en sorte que la concurrence demeure raisonnable. Il n'était donc pas question de désigner plus d'un concurrent au groupe Air France pour ce soit viable. Le reste était affaire de solidarité des compagnies et nous avons vérifié leur professionnalisme. En l'absence d'éléments financiers précis et à la demande de la compagnie, nous avons préféré surseoir à l'attribution des lignes d'Ajaccio et de Bastia. »

« Parce que plusieurs compagnies demandaient les mêmes lignes, les rapporteurs du Conseil supérieur de l'aviation marchande (CSAM) ont fait un effort de rationalisation. Ils ont pensé à affecter, par exemple, TAT, qui est plus

familière de la clientèle d'affaires, sur les lignes d'Europe du Nord et les compagnies Minerve et Air Liberté, habituées aux touristes, sur les lignes d'Europe du Sud. Le CSAM a trouvé, le 26 février, que la démarche pertinente des rapporteurs était néanmoins des distorsions trop fortes entre les clientèles et entre les compagnies. J'ai suivi le Conseil dans son souci de rééquilibrage et c'est ainsi que TAT reçoit la ligne de Milan et qu'Euralair obtient Madrid et EAS Lisbonne. »

Une offre diversifiée

« Est-ce que le consommateur profitera de cette concurrence ? »

« Il y aura une offre diversifiée, mais ce n'est pas le prix qui fera la différence puisque, à ma surprise, les transporteurs ont déclaré qu'ils aligneraient leurs tarifs sur ceux d'Air France et d'Air Inter et que la concurrence porterait sur la qualité du service. Un petit déjeuner en vol n'est pas négligeable. Je les comprends. Cette prudence crédibilise leur démarche. »

« Pourquoi n'avez-vous pas retenu les lignes de Roissy-Nice et de Roissy-Londres ? »

« Il ne semble pas possible, dans le contexte actuel, de désigner simultanément deux compagnies sur la même ligne au départ.

« Pourquoi avez-vous obligé les compagnies à partir plutôt de l'aéroport de Roissy alors qu'elles le trouvent coûteux et éloigné ? »

« L'avenir appartient à l'aéroport de Roissy-Charles de Gaulle. Orly approche de la saturation et le couvre-feu qui lui est imposé ne saurait être modifié. Alors que Roissy pourra passer sans difficultés de 22 millions de passagers par an à 39 millions d'ici à 1996. L'arrivée du RER et du TGV au cœur des aéroports de Roissy-Charles de Gaulle en 1994 en fera une plateforme internationale remarquable en Europe. Enfin, pour les dessertes internationales, l'octroi de droits de trafic au départ d'Orly risquerait de déclencher des demandes réciproques des transporteurs étrangers qui seraient délicates à satisfaire. »

« Certaines compagnies n'es-

taient maltraitées. Qu'en pensez-vous ? »

« Nous n'en sommes qu'à la première phase. Je rappelle que, le 1^{er} juillet prochain, quinze autres lignes internationales seront attribuées ainsi que dix lignes qu'UTA et Air France détenaient en commun ; le 1^{er} janvier 1992, dix autres lignes internationales et le 1^{er} mars 1992, les lignes domestiques entre Paris et Bordeaux, Marseille, Montpellier et Toulouse. Si des rééquilibrages s'avèrent souhaitables, ils pourront intervenir à ces occasions. »

« D'autre part, nous avons affecté dix-sept lignes aériennes internationales au départ de la province fermées par Air France en décembre dernier. Dans ce cas, il ne s'agit pas d'une conséquence de l'accord du 30 octobre 1990, mais d'une logique d'aménagement du territoire. »

« Pourquoi Air Outre-Mer et TEA ne reçoivent-ils aucune ligne ? »

« Air Outre-Mer n'exploite que des lignes long-courrier et les demandes dans ce secteur seront examinées plus tard. La première étape s'est concentrée sur la desserte de l'Europe et de la France, à l'exception de Paris-Montreal. Quant à TEA France, elle ne nous a pas encore fourni d'éléments financiers suffisamment détaillés. »

« Le monopole n'est pas « stimulant » »

« Compte tenu de la crise due à la guerre du Golfe et de la raréfaction de la demande, les nouveaux concurrents pourront-ils ne pas exploiter immédiatement leurs droits de trafic ? »

« Ils auront un délai qui, pour l'instant, est fixé à six mois. De toutes façons, si ces transporteurs veulent demander d'autres lignes, ils auront intérêt à avoir fait leurs preuves. »

« Pensez-vous que cette concurrence aidera Air France à ne plus compter sur un monopole ? »

« Par principe, je ne suis pas pour le monopole. Celui-ci n'est pas stimulant. Mais notre démarche doit être responsable. La France est, désormais, dotée d'un grand groupe aérien, Air France, capable de rivaliser convenablement avec British Airways et Lufthansa. Il faut éviter un affrontement franco-français qui serait à très courte vue et faire en sorte qu'Air France soit suffisamment solide lorsqu'il lui faudra affronter la liberté tarifaire, le 1^{er} janvier 1993. Mais il n'est plus possible de vivre replié sur son pré carré. L'instauration de cette nouvelle concurrence est l'occasion de tourner vraiment cette page. »

« S'il avait fallu passer sans transition à la liberté absolue, nous aurions pu nous faire du souci, mais le processus très réfléchi que nous avons adopté est garant de l'avenir. »

« Les deux milliards de francs de fonds propres que nous apporterons à Air France, dans le cadre d'un contrat triennal du groupe qui sera négocié avant l'été 1991, aideront à se préparer également à cette concurrence, puisque la compagnie nationale investira 25 milliards de francs d'ici à 1993. M. Karel Van Miert, commissaire européen aux transports, a bien voulu exprimer sa compréhension à l'égard de cet effort. »

« Air France, qui est disposée de demander des autorisations au CSAM, pourrait-elle être symboliquement remplacée dans le droit commun, ce qui serait la preuve qu'elle ne jouit plus d'un traitement privilégié ? »

« Je n'ai pas d'objection à ce qu'Air France défende ses dossiers devant le Conseil supérieur de l'aviation marchande. »

Propos recueillis par ALAIN FAUJAS

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Codetour

Le conseil d'administration de CODETOUR, SICOMI du groupe ISM SA, réuni sous la présidence de M. Henri CUCHET, a examiné et arrêté les comptes de l'exercice 1990.

Les engagements nouveaux de la société se sont élevés, au 31 décembre 1990, à la somme de 87 millions de francs, dont 30 millions de francs en location simple et 57 millions de francs en crédit-bail. Compte tenu de la levée d'option anticipée de deux contrats de crédit-bail, les engagements bruts totaux s'établissent à 724 millions de francs, en augmentation de plus de 12% sur le montant de l'exercice précédent.

Les recettes de l'exercice s'élèvent à 93,5 millions de francs, dont 70% provenant de l'activité de crédit-bail, et les amortissements totaux de 31,5 millions de francs, sont en augmentation de 37%. Le résultat net s'établit à 17,6 millions de francs, en progression de 12% sur celui de l'exercice 1989.

Compte tenu de l'importance du patrimoine en location simple et susceptible d'être cédé avec une forte plus-value dans le cadre de contrats de crédit-bail, l'intérêt de la société est de conserver son statut de SICOMI pendant les cinq ans à venir, conformément à l'option ouverte par la loi. Le conseil d'administration a donc décidé d'exercer ladite option.

Il sera proposé à l'assemblée générale la mise en distribution d'un dividende de 26 francs par action, en augmentation de plus de 10% par rapport à celui de l'année précédente. Cette assemblée se tiendra, le 30 mai 1991, au nouveau siège de la société : Grand Ecran, place d'Italie, 75013 PARIS.

OUI AUX SICAV DU CREDIT LYONNAIS

LION INSTITUTIONNELS

L'Assemblée Générale Ordinaire du 24 janvier 1991 a approuvé les comptes de l'exercice 1989-1990 et la capitalisation du résultat.

La valeur liquidative de LION INSTITUTIONNELS qui était de F 24.664,61 le 28 septembre 1990 s'établit à F 25.756,63 le 31 janvier 1991, soit une progression de 4,4% en 4 mois.

Rappelons que LION INSTITUTIONNELS peut figurer sans limitation comme représentation des réserves techniques des compagnies d'assurances.

LION INSTITUTIONNELS : un placement à moyen et long terme d'obligations françaises pour les Institutionnels, notamment les Entreprises d'Assurances, Caisses de Retraites et Sociétés Mutualistes.

Renseignez-vous dans votre agence du CREDIT LYONNAIS.

REJOIGNEZ CEUX QUI NOUS FONT CONFIANCE DEPUIS LONGTEMPS.



CREDIT LYONNAIS
LE POUVOIR DE DIRE OUI.

INDUSTRIE

Le groupe Philips a 12 milliards de francs

Conformément aux prévisions les plus sombres, Philips a enregistré en 1990 une perte nette de 4 244 millions de francs (12,72 milliards de francs) et son actif net s'est accru de 12,72 milliards de francs. En décembre 1990, la conférence de presse annuelle de la multinationale néerlandaise.

END-CES

de presse

La conférence de presse

avec les journalistes

qui ont été reçus

par le directeur

général de la

compagnie, M.

Philips, dans

un grand hall

de la ville de

Bruxelles, le

groupe de la

multinationale

néerlandaise

présente ses

comptes de l'exercice

1990. N. V. Best

C'est cette

Bourse de

laquelle

les actions

de la

compagnie

ont été

vendues

pour la

première

fois.

N. V. Best

Les actions

de la

compagnie

ont été

vendues

pour la

première

fois.

N. V. Best

Les actions

de la

compagnie

ont été

vendues

pour la

première

fois.

N. V. Best

Les actions

de la

compagnie

ont été

vendues

pour la

première

fois.

N. V. Best

Les actions

de la

compagnie

ont été

vendues

pour la

première

fois.

N. V. Best

Les actions

de la

compagnie

ont été

vendues

pour la

première

fois.

N. V. Best

Les actions

de la

compagnie

ont été

vendues

pour la

première

fois.

N. V. Best

55 در من لایمیل

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

La multinationale va « clarifier » son organisation Le groupe Philips annonce 12 milliards de francs de pertes

Conformément aux prévisions les plus sombres, Philips a enregistré en 1990 une perte nette de 4,24 milliards de florins (12,72 milliards de francs) a-t-on appris jeudi 28 février à Eindhoven à l'ouverture de la conférence de presse annuelle de la multinationale néerlandaise.

EINDHOVEN
de notre envoyé spécial

La veille, la direction de Philips avait annoncé son intention de « simplifier » ses structures juridiques afin de « clarifier et rendre plus efficace » son organisation. Le changement le plus visible concernera le nom de la société mère du groupe qui ne s'appellera plus, comme c'était le cas depuis 1912, *Fabrique d'ampoules à filament Philips*, mais qui sera dénommée, dans un style moins suranné, *Philips Electronics*. Une appellation qui pourrait montrer la volonté du groupe de mettre l'accent sur l'électronique grand public.

L'ancienne société de tête de la multinationale n'était pas cotée en Bourse et ses actions étaient détenues, à 0,1 %, par un petit groupe de personnes privées (dont les descendants des fondateurs) et à 99,9 % par la société de portefeuille N.V. Beitz.

C'est cette dernière, cotée en Bourse, qui sera promue société mère, ce changement impliquant que ses actionnaires pourront, à l'avenir, exercer directement leur droit à la parole jusqu'ici « filtré » par les représentants statutaires de N.V. Beitz.

Simplification

Les actionnaires désigneront notamment les membres du conseil de surveillance, en accord toutefois avec l'assemblée des propriétaires des actions de priorité, qui constitue la parodie de Philips contre une éventuelle OPA hostile et qui, bien sûr, subsiste.

Le nombre de sièges du conseil sera ramené de 13 à 10, trois membres étant atteints par la limite d'âge. Les dix titulaires actuels subsistant resteront en fonctions, dont M. François-Xavier Ortol et M. Gillenhamer, ancien PDG de Volvo. Le président du conseil sera, comme actuellement, M. Wisse Dekker.

Les actionnaires auront également leur mot à dire quant à la nomination des cinq membres du conseil d'administration, qui seront proposés par le conseil de surveillance et les propriétaires des actions de priorité. M. Jan Timmer en sera le président, alors qu'il n'était jusqu'à présent « que » président du comité de management du groupe. Cette dernière instance n'en continuera pas moins d'exister, dans sa composition actuelle et en constituant toujours la cellule de direction opérationnelle du groupe.

Selon Philips, ces changements de structures signifient que « le processus de décision à haut niveau traversera moins de couches administratives ». La simplification et la mise en ligne des structures supérieures du groupe s'inscrivent en tout cas dans la volonté affichée par M. Timmer de « débarrasser » Philips et d'en faire

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 27 février :

DES DÉCRETS

- N° 91-201 du 25 février 1991 fixant les conditions dans lesquelles les personnels des écoles normales primaires et des écoles normales nationales d'apprentissage peuvent opter pour l'exercice de fonctions au sein des instituts universitaires de formation des maîtres.

- 91-204 du 25 février 1991 modifiant le code des marchés publics et relatif au règlement amiable des litiges.

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 28 février :

UN ARRÊTÉ

- Du 6 février 1991 portant homologation du règlement général du Conseil du marché à terme.

une multinationale plus souple et plus alerte.

Alors que la Commission de Bruxelles commençait les discussions devant aboutir au choix d'un standard de télévision européen, les dirigeants de la Compagnie française Philips (CFP) ont plaidé avec une véhémence renouvelée pour l'adoption de la norme D2 MAC Paquets. « C'est une phase absolument nécessaire pour aboutir à la télévision à haute définition (TV-HD) », a déclaré M. Pierre Steenbrink, président de la CFP.

Quant aux programmes, les rachats récents de majors et de studios américains par des groupes japonais permettront à ces derniers d'alimenter « le robinet à images ». Mais Philips n'a pas dit son dernier mot : sa stratégie en matière de « soft » passera par Polygram qu'elle détient à 80 % et dont le président, M. Alain Lévy, a l'intention, en accord avec M. Jan Timmer, de faire une entreprise multiculturelle (le Monde du 22 janvier) produisant aussi bien des disques que des films ou des cassettes vidéo préenregistrées.

CHRISTIAN CHARTIER

Rhône-Poulenc va supprimer 1 023 emplois dans la chimie

En comité central d'entreprise, le 27 février, la direction de Rhône-Poulenc a présenté son plan pour la suppression de 1 023 emplois, en France, dans le département chimie du groupe. Cinq sites sont visés : le siège social de Courbevoie (Hauts-de-Seine) avec 172 emplois, les usines de Saint-Fons (300) et de Belle Étoile Saint-Fons (339) dans le Rhône, de Melle dans les Deux-Sèvres (143) et de Champagnier dans l'Isère (69). Aucun

licenciement « sec » n'est prévu, la réduction d'effectifs devant être obtenue par des mesures d'âge - retraites et préretraites - par des mutations à l'intérieur du groupe et des allocations de formation en vue d'un reclassement (AFR). Tous les syndicats ont demandé la nomination d'un expert pour vérifier si ce plan était justifié. Le prochain comité central d'entreprise est fixé au 27 mars, mais l'expertise suspend toute décision.

AVIS AU PUBLIC

ENQUÊTE PUBLIQUE

portant conjointement sur :

- Le projet de plan d'aménagement de zone de la S.A.C. du centre ville - avenue de Genève ;
- L'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des opérations, acquisitions et expropriations prévues par ce plan.

Par arrêté n° 67 du 6 février 1991, conformément au code de l'urbanisme et aux dispositions du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, monsieur le député et maître de la commune de LA BAULE-ESCOUBLAC a ordonné l'ouverture d'une enquête publique portant sur le projet de plan d'aménagement de zone de la S.A.C. du centre - ville - avenue de Genève, ladite enquête devant être précédée à la déclaration d'utilité publique des opérations, acquisitions et expropriations prévues par ce plan.

L'enquête publique se déroulera en mairie de LA BAULE-ESCOUBLAC, où les pièces du projet seront déposées, du lundi 26 février au mercredi 27 mars 1991 inclus, dans les locaux du service de l'urbanisme, rue-de-Chaussée 101.

Toute personne intéressée pourra prendre connaissance du dossier d'enquête aux heures et jours habituels d'ouverture :

- un samedi : du lundi au vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures ;
- le samedi 2 mars 1991 de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures ;
- les samedis 9, 16 et 23 mars 1991 de 9 heures à 12 heures ;
- Dimanche et jours fériés exceptés.

Toute personne physique ou morale pourra demander communication de l'arrêté n° 67 susvisé à la mairie de LA BAULE-ESCOUBLAC, 7, avenue des Evénements, 44504 LA BAULE-CEDEX.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SODEXHO

MESSAGE DU PRÉSIDENT

À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES DU 26 FÉVRIER 1991

L'EXERCICE 1989-1990

Le fait le plus marquant de l'année 1990 est l'évolution des rapports de Sodexho avec la Compagnie Internationale des Wagons-Lits. Les grandes lignes des nouveaux accords entre nos deux groupes ont été présentées dans le rapport du conseil d'administration.

Je suis heureux, aujourd'hui de vous annoncer, qu'ils ont été signés le 21 février. Le chiffre d'affaires consolidé du groupe s'élève à 7 700 000 000 francs, soit à taux de change constants, une progression de 4,4 %. Cette faible croissance s'explique essentiellement par une réduction volontaire de notre chiffre d'affaires aux U.S.A. et au Canada qui nous a permis d'améliorer la rentabilité de cette zone. Hors Amérique du Nord, le chiffre d'affaires a progressé de 9,3 % à taux de change constants. Le résultat d'exploitation atteint 230 000 000 francs, soit une augmentation de plus de 19 %. Le résultat net consolidé, part du groupe, est de 151 500 000 francs, soit une croissance de 17,5 % et, à taux de change constants de 22 %.

La situation financière du groupe est bonne : l'endettement à plus d'un an a diminué et représente moins de deux ans d'autofinancement, nos liquidités en fin d'exercice s'élèvent à 1 380 000 000 francs ; le rendement des capitaux propres est proche de 20 %.

LES PERSPECTIVES D'AVENIR

L'exercice en cours se présente favorablement.

- Si les activités de loisirs, notamment le tourisme fluvial et portuaire et la restauration commerciale sont pénalisées par les événements actuels, la conjoncture internationale n'affectera pas notre progression dans son ensemble.

- La décroissance des participations financières avec la Compagnie Internationale des Wagons-Lits entraînera une déconsolidation, qui pèsera sur le résultat consolidé, part du groupe, pour environ 10 millions de FF.
- Cela dit, sur la base des informations connues à ce jour, je confirme nos estimations d'octobre dernier : une croissance pour l'exercice se terminant au 31 août 1991, de 10 % du chiffre d'affaires consolidé et d'au moins 15 % des résultats, part du groupe.

Au-delà de l'exercice en cours, et à moyen terme, les perspectives sont bonnes. Depuis sa création en 1966, notre groupe a connu une expansion rapide qui lui a permis de se hisser parmi les premiers mondiaux dans ses principales activités : n° 4 mondial dans la restauration collective, n° 2 mondial dans l'entretien des hôtels, n° 1 mondial dans la gestion des bases-vie. Certes, l'association avec Eurot ait permis à nos deux groupes de progresser plus rapidement, mais les opportunités de croissance restent pour Sodexho très nombreuses.

- Nos marchés sont porteurs et peu sensibles à la conjoncture économique.
- Nos clients sont les entreprises, les administrations, les écoles, les collèges, les universités, les hôpitaux, les cliniques, les résidences pour personnes âgées.

- Notre gamme de services est toujours plus large. Il y a 10 ans, à partir de notre métier de base la restauration, nous avons progressivement offert de nouveaux services : ingénierie, gestion hôtelière, nettoyage, maintenance technique, surveillance médicale, animation des loisirs, sécurité, boutiques, entretien des espaces verts... Il y a 5 ans, nous avons adopté le même processus dans les établissements de santé.

De même, à partir des chèques-restaurants, nous développons les chèques-cadeaux, alimentation, essence. Notre service devient de plus en plus complet.

- Notre réseau international se renforce : nous opérons dans plus de 35 pays sur les cinq continents et envisageons de nouvelles implantations.
- En combinant le développement des clientèles, des gammes de services, des zones géographiques notre potentiel de croissance est considérable.

2. Mais pour transformer ce potentiel en véritable croissance de notre chiffre d'affaires et de nos résultats, nous avons choisi trois axes majeurs :

- Encourager l'innovation permanente.

En 1988, l'innovation est devenue une direction à part entière. Courant 1989, nous avons tenu notre premier Forum Mondial de l'innovation ; aujourd'hui se développent dans nos filiales, des comportements plus créatifs. Notre deuxième Forum aura lieu cette année sur le thème : « les offres innovantes ».

- Promouvoir la qualité.

Lancé il y a 3 ans, la démarche qualité totale se développe aujourd'hui en France dans les filiales Entreprises et Santé, à un rythme de croisière et commence à porter ses fruits.

Notre objectif est, qu'à 3 ans, toutes les unités du groupe aient démarré un programme de qualité totale.

- Développer nos ressources humaines.

Si il est vrai, que nous avons déjà, dans ce domaine, un certain nombre de réalisations à notre actif, les progrès à faire restent très importants, à tous les niveaux.

Si nous sommes capables de mener à bien tous ces plans d'actions, alors nous pourrions, dans les trois prochaines années, réaliser une croissance annuelle moyenne de 15 % du résultat consolidé.

Au nom des dirigeants de notre groupe, je tiens à remercier :

- d'une part les actionnaires pour la confiance qu'ils nous témoignent puisque sur les 90 000 bons de souscription d'actions qui venaient à échéance au 31/12/90, tous ont été souscrits à l'exception de 20 ;
- d'autre part, les 36 000 femmes et hommes qui, chaque jour de par le monde assurent le succès de Sodexho.

Pierre BELLON

Square D a rejeté l'offre d'achat du groupe français Schneider

Bataille boursière, tentative de prise de contrôle directe du conseil d'administration de Square D : toutes les options sont désormais ouvertes à Schneider dont l'offre de rachat a été repoussée, jeudi 28 février, par les administrateurs du fabricant américain de matériel électrique.

Refus motivé par la conviction que « les intérêts des actionnaires de Square D, de ses clients, de ses employés seront mieux servis si le groupe reste indépendant et poursuit la stratégie mise en place pour renforcer son expansion dans l'avenir ainsi que sa rentabilité », a expliqué le patron de l'entreprise de Palatine (Illinois) dans un communiqué.

Schneider, qui n'entend pas

déposer les armes, a donc décidé de s'accorder un nouveau délai de réflexion pour examiner « en détail » toutes ses possibilités d'action et choisir la mieux adaptée. Le groupe français, qui doit recevoir chaque jour des témoignages favorables des actionnaires de Square D, semble très tenté de jouer la déstabilisation du conseil d'administration de la firme américaine, de préférence à une OPA plus brutale et incontestablement plus coûteuse.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
RADIO
et Monde TÉLÉVISION

AVIS AU PUBLIC

ENQUÊTE PUBLIQUE PRÉALABLE AU DÉCLASSEMENT ET À L'ALIÉNATION PARTIELS DE LA VOIE COMMUNALE

Allée des Tamaris

Par arrêté n° 66 du 8 février 1991, M. le député et maître de la commune de

La Baule a ordonné l'ouverture d'une enquête publique portant le projet sus-

visé dans les formes prescrites par le décret n° 76-790 du 20 août 1976.

Ladite enquête sera ouverte le lundi 25 février 1991 à la mairie de La Baule,

où les pièces du projet seront déposées pendant 15 jours consécutifs, du

25 février au 11 mars 1991 inclus, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h, les samedis

2 et 9 mars de 9 h à 12 h, dimanches et jours fériés exceptés.

Toute personne physique ou morale pourra demander communication de

l'arrêté n° 66 du député, maître de la commune de La Baule, 7, avenue des

Evénements, R.P. 172 44304 LA BAULE CEDEX.

Principaux chiffres consolidés*

(en millions de francs)	1989/90	Variation sur 1988/89
Chiffre d'affaires	7 697	- 4,8 %
Résultat courant avant impôts	243	+ 17,6 %
Impôts	85	+ 38,0 %
Résultat consolidé **	177	+ 12,1 %
Résultat net part du Groupe	151,5	+ 17,5 %
Capacité d'autofinancement	277	+ 14,3 %

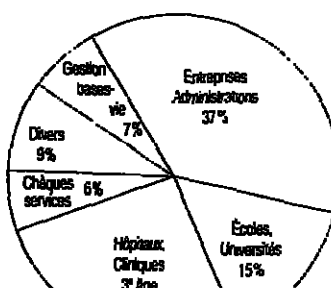
* exercice clos au 31 août 1990

** avant amortissement des écarts d'acquisition et intérêts hors

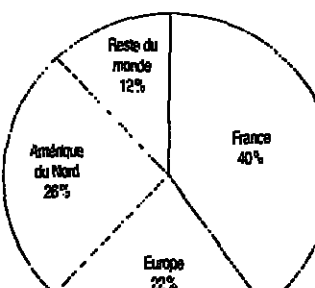
Chiffre d'affaires

1986/87	5 727 000 000 F
1987/88	7 104 000 000 F
1988/89	8 067 000 000 F
1989/90	7 697 000 000 F

Répartition du chiffre d'affaires par activité



Répartition du chiffre d'affaires par zone géographique



Résultats part du groupe

1986/87	96 000 000 F	1988/89	129 000 000 F
1987/88	112 000 000 F	1989/90	151 500 000 F

Effectifs

35 732 salariés

3 610 exploitations gérées :

1 770 restaurants d'entreprises et d'administrations
683 restaurants scolaires et universitaires
782 hôpitaux, cliniques, résidences du 3^e âge
216 bases-vie
159 exploitations diverses : restaurants publics, mess pour l'armée, clubs, centres de formation, prisons

Dividende

Le dividende par action a été fixé à 13 F (19,50 F avant fiscal compris) et sera mis en paiement à compter du 5 mars 1991. Le montant distribué s'élève à 59,6 millions de francs et représente 39 % du résultat net consolidé part du groupe.

SODEXHO
Là où vivent les hommes.

Le rapport annuel peut être obtenu sur simple demande en écrivant à SODEXHO :
B.P. 67 - 78185 Saint-Quentin-en-Yvelines Cedex.
Information financière sur le groupe Sodexho 36-18 CLIFF.

BANQUE SOVAC IMMOBILIER



Le conseil d'administration de la BANQUE SOVAC IMMOBILIER, dont le capital est entièrement détenu par SOVAC, s'est réuni le 25 février 1991 et a arrêté les comptes de l'exercice 1990.

Activité commerciale

Malgré une concurrence vive, la BANQUE SOVAC IMMOBILIER, en développant sa gamme de produits, a pu maintenir ses marges d'exploitation et accroître son volume de production dans le souci de limiter ses risques notamment sur un marché professionnel qui s'est légèrement tassé en fin d'année.

Ainsi, les financements nouveaux réalisés en 1990 par la BANQUE SOVAC IMMOBILIER pour son propre compte ont atteint 4.010 millions de francs en 1990, en progression de 8,5 % par rapport à 1989; ils concernent:

- les crédits aux acquéreurs, pour 2.618 millions de francs (- 2 %);
- les financements aux professionnels de l'immobilier, pour 1.392 millions de francs (+ 35 %).

Les encours gérés par la BANQUE SOVAC IMMOBILIER pour son propre compte s'élevaient, au 31 décembre 1990, à 15.759 millions de francs (+ 6 %).

Résultats

Le bénéfice net de l'exercice 1990 est de 80,7 millions de francs, à comparer à 75,3 millions de francs en 1989. Aucun de ces deux exercices n'a enregistré de résultat hors exploitation.

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale, qui se réunira le 26 avril prochain, la distribution d'un dividende global de 73,1 millions de francs, qui concernera 3.323.250 actions, contre 49,5 millions de francs concernant 3.000.000 d'actions en 1989; le solde sera affecté aux réserves.

CAP GEMINI SOGETI

RESULTATS PROVISOIRES 1990
BENEFICE NET CONSOLIDE EN HAUSSE DE 17%

Les résultats provisoires et non encore audités de l'exercice clos le 31 décembre dernier font apparaître que le Groupe CAP GEMINI SOGETI a réalisé en 1990 un chiffre d'affaires consolidé de 9.176 millions de francs, en progression de 30% sur celui de l'exercice précédent (7.055 millions).

Le bénéfice net après impôts devrait être d'environ 615 millions contre 525 l'an dernier, soit une progression de 17%. Sans la crise du Golfe - qui a empêché le Groupe de financer au moyen des opérations financières qui avaient été programmées pour cela les importantes acquisitions auxquelles

il a procédé en juillet en Angleterre et en Allemagne - ce bénéfice net aurait été de l'ordre de 660 millions de francs.

Pour 1991, CAP GEMINI SOGETI prévoit un chiffre d'affaires hors taxes d'environ 11,5 milliards de francs (+ 25%) et une rentabilité à peu près égale à celle constatée cette année.

A noter que pour sa part, le Groupe Consulting - rattaché directement à la société mère SOGETI - prévoit de réaliser en 1991 hors Bossard un chiffre d'affaires total d'environ 280 millions de dollars (1,4 milliard de francs).

CAP GEMINI SOGETI
L'EXPERTISE INFORMATIQUE



Le Directoire a rendu compte au Conseil de Surveillance de SOVAC, le 27 février 1991, de l'activité de la société et lui a soumis les comptes et résultats de l'exercice 1990.

Activité du Groupe

Les financements distribués par SOVAC et ses principales filiales ou participations directes s'élevaient à 15.025 millions de francs, en progression de 10 %.

Les financements distribués par CREDIPAR et ses filiales dans le secteur de l'immobilier s'élevaient à 15.402 millions de francs, en progression de 10 %.

Globalement, le montant des financements nouveaux distribués par SOVAC, CREDIPAR et l'ensemble de leurs filiales s'élève à 31.229 millions de francs, en progression de 11 % par rapport à 1989.

A partir de mai 1990, le ralentissement progressif de la conjoncture économique avait entraîné une diminution du comportement de paiement des débiteurs amplifiée par la mise en œuvre, à compter du deuxième trimestre de l'exercice, de la loi du 31 décembre 1989 relative au surendettement des particuliers.

Activité commerciale du Groupe SOVAC

	FINANCEMENTS NOUVEAUX		ENCOURS GERES	
	ANNÉE 90 en millions de francs	% d'évolution 90/89	au 31.12.90 en millions de francs	% d'évolution 90/89
SOVAC et filiales ou participations directes				
Particuliers	5 707	+ 11	10 474	+ 18
Entreprises	2 711	+ 15	4 292	+ 19
Immobilier	4 207	+ 5	18 767	+ 4
Partenariats	2 400	+ 42	3 144	+ 82
CREDIPAR et filiales				
Particuliers	15 402	+ 10	24 202	+ 11
Filiales d'ordre mixte	902	- 21	1 373	- 2
TOTAL GENERAL	31 229	+ 11	62 252	+ 12

A fin 1990, les encours gérés par ces sociétés ont atteint 62.252 millions de francs, en progression de 12 % par rapport à fin 1989.

Résultats consolidés provisoires

Le produit net bancaire est passé de 2.501 millions à 2.731 millions, en progression de 9 %.

Avant dotations nettes aux provisions d'exploitation, produits et charges exceptionnels, participation et impôt sur les sociétés, le bénéfice d'exploitation est passé de 1.059 à 1.152 millions de francs, en progression de 9 %. Après prise en compte des divers éléments ci-dessus, le résultat net total consolidé provisoire s'élève pour 1990:

- part des tiers incluse, à 477 millions de francs (- 9 % par rapport à 1989);
- part des tiers exclue, à 425 millions de francs (- 9 %).

Le résultat net d'exploitation consolidé provisoire s'élève:

- part des tiers incluse, à 454 millions de francs (- 9 %);
- part des tiers exclue, à 402 millions de francs (- 8 %).

Les comptes consolidés définitifs de l'exercice 1990 seront arrêtés par le Directoire qui se réunira le 5 mars 1991.

Fonds propres consolidés

Sous réserve de l'approbation des Assemblées Générales et après répartition proposée des résultats, les fonds propres consolidés, hors plus-values latentes, seront, à fin 1990, de l'ordre de 3.837 millions de francs, part des tiers incluse, et de 4.102 millions de francs, part des tiers exclue; ces chiffres sont à comparer, respectivement à 3.524 millions de francs et 3.780 millions de francs à fin 1989.

Résultat social de SOVAC

Le bénéfice net social ressort, pour 1990, à 331 millions de francs dont 35,2 millions de francs de plus-values nettes à long terme, contre respectivement 287,3 millions de francs et 11,7 millions de francs pour 1989.

Le Directoire proposera à l'Assemblée Générale, qui se réunira le 29 avril 1991, la distribution d'un dividende net de 29,40 francs assorti d'un impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de 14,70 francs, contre un dividende net de 28 francs majoré d'un impôt déjà payé au Trésor de 14 francs au titre de l'exercice 1989.

La distribution nette globale sera ainsi de 123,5 millions de francs contre 117,5 millions de francs pour l'exercice précédent, en progression de 5 %.

Le solde du bénéfice de l'exercice 1990 sera affecté aux réserves.

Directoire

Le Conseil de Surveillance a pris acte avec regret de la décision de M. Yann L'HEVEDER, Directeur Général et membre du Directoire depuis 1972, de mettre fin à ses fonctions, pour raisons de convenance personnelle, à compter du 31 mars prochain. Le Conseil de Surveillance et le Directoire ont rendu hommage à l'importance exceptionnelle de sa contribution au développement du Groupe au cours des vingt dernières années.

Le Conseil de Surveillance a nommé Membre du Directoire M. Hervé DINEUR. Ses fonctions prendront effet le 1^{er} avril 1991. A compter de cette date, la composition du Directoire sera donc la suivante: André WORMSER, Président, Gérard FABRY, Directeur Général, Antoine BERNHEIM, Gilles STRILLARD, Hervé DINEUR.

Notation Standard & Poors

La notation de SOVAC, jusqu'ici effectuée sur l'échelle ADEF, est désormais faite sur l'échelle Standard & Poors. La notation qui vient d'être attribuée à SOVAC est: A1+ pour les certificats de dépôts à moins de deux ans et AA- pour les certificats de dépôts à plus de deux ans et les emprunts obligataires. Les mêmes notes ont été attribuées aux certificats de dépôts et emprunts obligataires de la BANQUE SOVAC IMMOBILIER, et aux bons de sociétés financières de CAVIA et SOVAC ENTREPRISES, ces trois sociétés étant filiales à 100 % de SOVAC.

Société Centrale des
Assurances Générales de France

87, rue de Richelieu - 75002 Paris Cedex 02
Société Anonyme créée par la loi du 4 Janvier 1973
Capital Social: 3 171 756 980 Francs - RCS Paris B 303 285 128

assurances

	1990	1989	Variation
AGF VIE	16,0	14,6	+ 9,6%
AGF IART	14,1	13,3	+ 5,7%
AGF International	11,0	7,3	+ 52%
Autres sociétés	4,4	3,0	+ 44%
Groupe AGF	45,5	38,2	+ 19%

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe des AGF s'établit à 45,5 milliards pour l'exercice 1990, en augmentation de 19%. A structure constante, la progression est de 9%.

Le chiffre d'affaires d'AGF International augmente notamment en raison des acquisitions de NEM (Grande Bretagne et Irlande), MAA (Italie), Canadian Surety (Canada), ICI (Irlande) et L'Escaut (Belgique).

La progression du chiffre d'affaires des autres sociétés est due principalement à la SCOR, qui n'avait été consolidée que sur le deuxième semestre en 1989.

PARTENAIRE
à ASSUREUR OFFICIEL
DES XVI^{ES} JEUX OLYMPIQUES D'HIVER

PATRIMOINE
RETRAITE

SOCIÉTÉ POUR LA GESTION DE L'ÉPARGNE EN VUE DE LA RETRAITE

Le conseil d'administration qui s'est réuni le 7 février 1991 a décidé de convoquer les actionnaires de la SICAV PATRIMOINE-RETRAITE en assemblée générale extraordinaire, sur première convocation le mardi 2 avril 1991, ou, sur deuxième convocation le mardi 16 avril 1991, afin de leur soumettre un projet de modification des statuts modifiant la valorisation des titres de créances négociables conformément aux recommandations de la Commission des Opérations de Bourse. Par ailleurs, le conseil a arrêté les comptes de l'exercice clos le 28 décembre 1990.

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui sera réunie le mardi 16 avril 1991 de capitaliser l'ensemble des revenus acquis par la SICAV et en conséquence d'affecter à un compte de réserves le montant des revenus distribuables, soit 31 648 789,71 francs.

Siège social et bureaux:
5, avenue de l'Opéra - 75001 PARIS - tél.: (1) 49.27.63.00

SUR
167 500 PROFESSIONNELS DE LA FINANCE,
64 000 d'entre eux lisent le Monde.
Le Monde est
le premier titre d'information
des professionnels
de la finance.

(IPSOS 89)

845 000 LECTEURS CADRES,
le Monde
est le premier titre
d'information des cadres.

(IPSOS 90)

La France
à la traîne

Alors qu'un...
gite en moyenne...
bière par an...
110 litres un...
que les Espagnols...
de 59 litres...
68,7 litres et les...
39,5 litres à 53...
Français semblent...
Européens à boire...
son. De 1977 à...
consommation est...
France de 46...
39,2 litres.

Et si elle est...
remontée en 1989...
grande partie...
l'été, estiment...
nés. D'ailleurs...
Française de...
qu'un degré d'...
mois d'aver...
d'idée. Il sem...
tation de la...
viennent des...
qui ont conq...
39,2 litres.

Croissance app...
Français aiment...
gères. Avec une...
21 millions d'hect...
chiffre d'affaires...
de francs, la France...
au troisième rang...
teurs mondiaux...
en Europe. Mais...
2,7 millions d'hect...
qu'elle en export...
830 000. Des 3 600...
qui existaient en...
reste que 28. Trois...
BSN, la Française...
filiale de Henkel...
France détiennent...
90 % du marché.

DÉJE

Le Monde AFFAIRES

Les brasseurs se poussent du col

La bière reste la première boisson consommée au monde. Après l'eau... Mais le marché stagne. Les industriels se battent avec de nouveaux produits : les sans-alcool, les spécialités...

CENT milliards de litres ! Chaque année, le monde consomme un milliard d'hectolitres de bière ! Boisson ancienne - on en trouve des traces chez les Mésopotamiens et les Égyptiens - la bière est aussi un breuvage universel. Le rapport annuel du groupe Heineken, par exemple, numéro trois mondial des brasseurs, est un véritable tour du monde : du Rwanda à la Papouasie en passant par l'Irlande, l'Allemagne ou la Chine, la plupart des habitants de la planète apprécient ce liquide doré et pétillant.

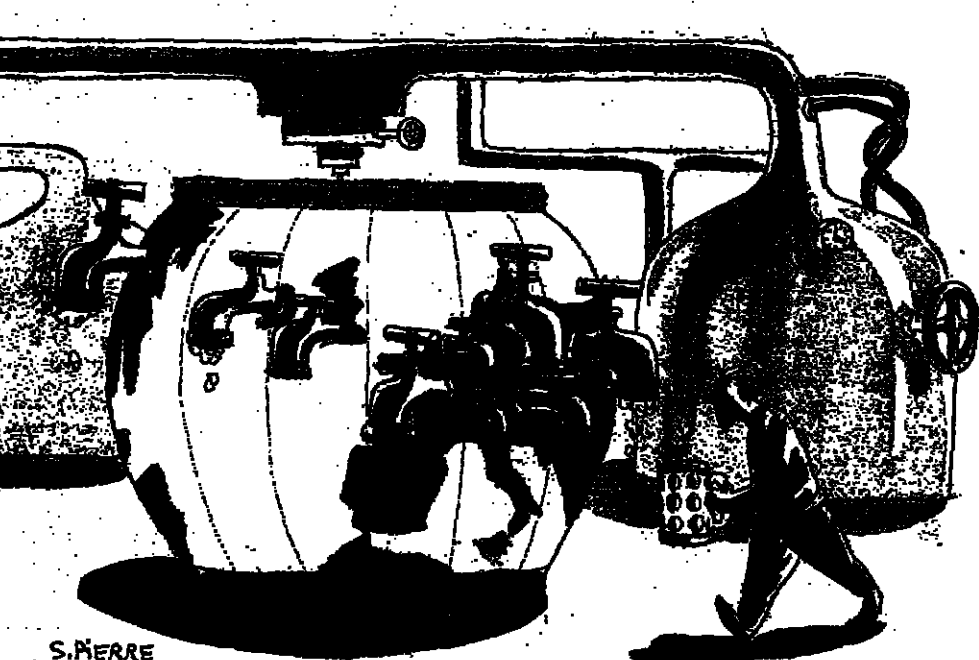
Mais leurs goûts varient. Certains préfèrent les bruns aux blonds. D'autres préfèrent la qualité à la quantité. Et nombreux sont ceux qui maintenant la préfèrent sans alcool. Si, au niveau mondial, la consommation augmente, elle stagne dans certaines zones, ou même diminue, comme en France. Par ailleurs, les consommateurs sont à la recherche de produits originaux, ce qui fait le bonheur des fabricants de bières spéciales. Cette évolution du marché combinée à des bouleversements dans la distribution accroît la concurrence entre les brasseurs et entraîne des révisions de stratégie des entreprises et une recomposition du paysage brassicole.

Pourtant les grands producteurs de bière sont restés relativement à l'écart des restructurations de ces dernières années. Il est vrai qu'une des caractéristiques de cette activité est sa faible internationalisation. Une situation due à la tradition et à la spécificité de ce produit lourd à transporter et qui se vend peu cher. Longtemps les brasseurs ont eu tendance à se limiter à leurs marchés nationaux. Ils échangeaient peu d'informations sur leur activité. D'où la difficulté de réaliser un classement récent de leur production. Dans l'ancienne République fédérale d'Allemagne, une constellatation de 1 200 brasseries approvisionnait des marchés étendus dans leur environnement. L'Allemagne a elle-même en compte 750. L'ex-RDA en a compté 150 dans la corbeille de la réunification. Bien que le nombre mondial avec 9,5 milliards de dollars de chiffre d'affaires, l'allemand Anheuser-Busch est peu connu, car ses ventes dépassent peu le territoire des États-Unis.

Pourtant quelques événements récents indiquent un changement. Le japonais Asahi, par exemple, qui avec 24,7 % du marché, est numéro deux dans son pays d'ori-

gine Kirin, envisage de construire une brasserie sur la côte ouest des États-Unis. Il a aussi fait l'acquisition de 20 % du capital de l'australien Elders IXL. Ce dernier, qui s'appelle maintenant Foster's Brewing Group, est par ailleurs impliqué dans les grandes manœuvres européennes. Sa filiale Courage vient de signer avec le britannique Grand Metropolitan un accord à deux volets qui vient de recevoir l'accord de la Commission européenne. Le premier volet porte sur la cession pour 2,6 milliards de francs par Grand Met de ses bras-

series. Par ailleurs, Grand Met et Elders créent une filiale commune, Intreprenuer Estates, qui regroupera 7 000 pubs qui pendant sept ans seront tenus de distribuer la bière Courage. Mais les deux groupes s'engagent à ne pas détenir plus de 20 % du marché local de la bière d'ici deux ans.



S. MEARE

La complexité de cet accord est révélatrice de la situation des brasseurs britanniques confrontés depuis mars 1989 à l'interdiction que leur a faite la commission britannique des monopoles de détenir plus de 2 000 pubs chacun. Une véritable révolution dans ce pays où depuis toujours les quelque 20 000 tenanciers de pubs étaient dans la totale dépendance des grands brasseurs. Une fois la surprise passée, ceux-ci ont commencé une série de jeux de Monopoly. Grand Met a donc choisi ses pubs plutôt que ses brasseries. En août dernier, Allied Lyons a cédé 332 pubs. Quant à Bass, le numéro un britannique dont la plus grosse part des bénéfices provient de sa chaîne de pubs, il a commencé par vendre en mai dernier les 47 hôtels de Trust House Forte. Mais pour l'instant, les six grands brasseurs Allied Lyons, Bass, Courage, Grand Met, Whitbread et Scottish & Newcastle ne semblent pas avoir encore fait de choix très clairs entre la production et la distribution.

A cette particularité du marché britannique s'ajoutent les perspectives de 1992 et l'évolution de la consommation dans les différents pays d'Europe. Il est évident par exemple que le subit engouement des Espagnols pour la bière n'est pas étranger au fait que le britan-

niens. Dans ce but, le groupe a décidé de centraliser la communication de deux marques considérées comme stratégiques : la Heineken et la Buckler sans alcool. Désormais les publicités pour ces produits sont conçues et réalisées à Amsterdam pour le monde entier.

400 brasseries avant-guerre 28 aujourd'hui

Mais avant de se lancer dans ces stratégies de développement, les brasseurs ont traversé une longue

période plutôt douloureuse de restructurations. Quelques chiffres le prouvent : en France il y avait 400 brasseries avant la seconde guerre mondiale ; il en reste seulement 28. Entre 1979 et 1988, les effectifs sont tombés de 11 800 à 7 504, conséquences d'une augmentation de la productivité de 40 % en dix ans et de nombreuses mutations de brasseries. Une des plus récentes est celle de Mutzig qui, avec Drancy, dans la région parisienne, sont les deux sites fermés par la Française de Brasserie au cours des deux dernières années. Devenue en 1986 filiale d'Heineken, la Française de Brasserie était elle-même le résultat de trois mariages : Heineken France, Pelforth et l'Union de brasseries. Chez BSN aussi, la restructuration a été longue et douloureuse : il est vrai qu'au fur et à mesure des rachats, des découvertes étonnantes ont été faites : dans les brasseries de la Meuse, par exemple, il y avait les Caves du Roy, 12 kilomètres creusés sous la col-

line de Sèvres. Outre-Manche, lors de la restructuration de sa filiale GBW Irlande, Guinness a réduit les effectifs de 500 personnes en deux ans. Ces mesures s'expliquent notamment par la forte intensité capitaliste de ce secteur. L'habitude est de dire que pour réaliser 1 franc de chiffre d'affaires, il faut investir 1 franc. Une chaîne d'embouteillage peut coûter plusieurs centaines de millions de francs (dix fois plus cher que pour le cognac par exemple) et pour ce produit de grande consommation les dépenses de communication atteignent facilement 4 à 5 % du chiffre d'affaires. Après avoir fait leurs calculs, les industriels ont estimé que pour être rentable une brasserie doit produire 3 à 4 millions d'hectolitres. Au moment du premier choc pétrolier, qui avait entraîné une augmentation du coût des transports, l'estimation du niveau de rentabilité était un moment redescendue à 1 million d'hectolitres.

Ces analyses ne pouvaient conduire qu'à une concentration du secteur et à une disparition des petits. Pourtant quelques-uns dans le nord et l'est de la France se sont trouvés des « niches » dans lesquelles ils réussissent très bien. Tous ont opté pour la valeur ajoutée plutôt que pour le volume. Et une politique commerciale agressive : en choisissant la publicité et l'exportation, la brasserie Duyck à Jeanlain (Nord), spécialiste des bières de garde, est parvenue à doubler son chiffre d'affaires en quatre ans (40 millions de francs en 1989). « Le petit brasseur résistera à condition de faire un produit différent », explique M. Michel Debus, PDG de Fisher, fondée en 1821 et qui réalise un chiffre d'affaires de 1,1 milliard de francs. C'est notamment lui qui a eu l'idée de réhabiliter le bon vieux bouchon en porcelaine et il fait un malheur avec sa 3615 Pêcheur, une bière « aphrodisiaque » qui vaut 2 000 francs l'hectolitre. Aussi cher qu'un vin ! Plutôt porté sur l'exportation, M. Debus est parti en guerre devant la Cour de Luxembourg contre le « protectionnisme » allemand : outre-Rhin, en effet, on brandit la *Reinheitstgebot* (loi de pureté) édictée au seizième siècle pour faire barrage à l'importation des bières étrangères.

Avec ses bières du Démon et du Démon fortement alcoolisées, et sa Celta sans alcool lancée en 1970, la brasserie des Enfants de Gayant, située à Douai (Nord), qui était au bord de la faillite en 1955, est certaine d'avoir trouvé les bons chemins du développement. « Si on fabrique de bons produits, on devrait pouvoir augmenter la consommation par habitant »,

assure M. Patrick d'Aubrey, PDG de cette société. L'exemple de la bière sans alcool est de ce point de vue significatif : en quelques années, ce produit a conquis 7 % du marché avec une progression de 30 % dans certains cas, comme la Tourtel de BSN. Il n'est cependant pas évident que la bière sans alcool ait conquis de nouveaux consommateurs à cette bière. Il semble plutôt que certains buveurs de bière ont décidé d'être plus raisonnables.

Cette création de produits originaux, vendus plus chers, qui ont permis aux petites entreprises de se trouver des niches, correspond à une évolution de la consommation que les grands groupes observent de près. Ainsi, chez Heineken on estime que les mutations dans l'assortiment permettent d'intervenir sur les segmentations croissantes qui caractérisent le marché international et qui, selon nos prévisions, ne sont pas achevées.

Outre les produits, la distribution elle-même est aussi un enjeu pour les brasseurs. Alors qu'en Grande-Bretagne, en Allemagne et en Belgique, les brasseurs sont plus ou moins propriétaires des débits de boisson, la France se caractérise par la présence d'un troisième intervenant qui sont les entrepositaires-grossistes. Si, pour vendre sa bière outre-Manche, BSN doit en passer par un accord avec un brasseur anglais, en France, BSN avec l'UFB et la Française de Brasserie avec France-Boissons se sont assurés un contrôle sur leur distribution en filialisant des entrepôts. D'autres sont en train de faire la même démarche en prenant des participations chez des distributeurs indépendants. « Localement certains entrepôts risquent de disparaître car ils sont trop petits. Du même coup, nous y perdrons une partie de notre réseau », constate M. Jean-Pierre Toulouse, coordinateur commercial chez Interbrew France. Nous avons avec eux une politique de partenariat qui peut se traduire par des prises de participation ou l'acquisition totale.

Le fait que les Français soient en train d'intégrer leur distribution au moment où les Britanniques sont obligés de s'en séparer n'est pas le seul paradoxe de cette Europe de la bière. En réalité, il n'y a même pas de définition européenne de la bière. Une fois admis le fait que la bière est une boisson à base de céréales, les différents pays membres ne sont pas capables de se mettre d'accord sur la composition du produit, la part d'additifs qu'on peut y inclure, ni sur le degré en alcool. Quant aux brasseurs français, ils s'inquiètent des effets de la loi Evin qui va limiter leur possibilité de faire de la publicité. Et ils y voient un handicap supplémentaire contre leurs concurrents. A moins que la bière sans alcool ne réconcilie tout le monde !

FRANÇOISE CHIROT

La France à la traîne

Alors qu'un Allemand ingurgite en moyenne 144 litres de bière par an, un Britannique 110 litres, un Danois 126 litres, que les Espagnols sont passés de 59 litres en 1985 à 68,7 litres et les Portugais de 39,5 litres à 53,1 litres, les Français semblent être les seuls Européens à bouder cette boisson. De 1977 à 1988, la consommation est tombée en France de 46,2 litres à 39,2 litres.

Et si elle est légèrement remontée en 1989, c'est en grande partie dû à la chaleur de l'été, estimant les professionnels. D'ailleurs, les études de la Française de Brasserie montrent qu'il y a un degré d'écart sur un mois d'hiver pour 1 % des ventes, et sur 5 % pour un mois d'été. Il semble que l'augmentation de la consommation provienne des bières sans alcool qui ont conquis 7 % du marché.

Circonstance aggravante : les Français aiment les bières étrangères. Avec une production de 21 millions d'hectolitres et un chiffre d'affaires de 10 milliards de francs, la France se retrouve au treizième rang des producteurs mondiaux et au quatorzième en Europe. Mais elle importe 2,7 millions d'hectolitres alors qu'elle en exporte seulement 830 000. Des 3 000 brasseries qui existaient en 1900, il n'en reste que 28. Trois groupes, BSN, la Française de Brasserie, filiale de Heineken et Interbrew-France détiennent à eux trois 90 % du marché.

Les dix premiers mondiaux (en millions d'hectolitres)

Rang	Société	1987
1	Anheuser-Busch Inc (Etats-Unis)	90,1
2	Miller Brewing Co (Phillip Morris) (Etats-Unis)	47,2
3	Heineken (Pays-Bas)	43
4	Kirin Brewery (Japon)	30,4
5	Bond Corp. (Australie)	29,9
6	The Stroh Brewery Co (Etats-Unis)	25,8
7	Elders Brewing Group (Australie)	21
8	Groupe BSN (France)	19,8
9	Adolph Coors Co (Etats-Unis)	19,2
10	Companhia Cervejaria Brahma (Brésil)	18

Source : Impact Databank.

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE DROITE

YVONNE F. ven. soir et sam. Vieille Cuisine de Tradition. Spéc. de POISSONS, Huîtres et Gibiers en saison. Foie gras 13, rue de Bassano, 16° 47-20-98-15 finit, confit de canard. Carte 250/300 F. Diplômé Club P. Montagné. OUVERT DIM.

RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14 12 h 30-14 h 30, 20 h-23 h. Ouvert le samedi. Toujours son bon rapport qualité-prix, dont 25, rue Frédéric-Bastien (Métro-Midi) F. dim. le menu à 170 F. Poissons, fruits de mer et crustacés toute l'année.

YUGARAJ 43-26-44-91 SPÉCIALITÉS INDIENNES. « De tous les indiens, celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique. » Christian Milau (Gault-Millau), 14, rue Dauphine, 6° F. lundi

Rina Muller, retour aux sources

Rina Muller est probablement la seule femme au monde à diriger une brasserie qui est par ailleurs une des plus anciennes de France. Fondée en 1740, la brasserie Schutzenberger avait sous l'Ancien Régime le statut de brasserie royale, c'est-à-dire le monopole de la fourniture de la bière aux troupes du roi de France.

Durant deux siècles et demi, trois familles seulement se sont succédées à la tête de cette entreprise, qui est toujours restée indépendante des grands groupes. Rina Muller est une descendante de la famille Walter qui l'a reprise en 1970. Avec un chiffre d'affaires de 75 millions de francs et 110 personnes employées, la brasserie Schutzenberger occupe 3 hectares à Schiltgheim, tout près de Strasbourg, qu'elle a quittée en 1844.

Comme les autres petits brasseurs, Rina Muller s'est installée sur le créneau des bières de spécialité à haute valeur ajoutée. « Notre gamme de produits est suffisamment large pour que nous soyons capables de fournir des bières différentes

tout au long de l'année », explique-t-elle. Pour ses deux cent cinquante ans, la brasserie Schutzenberger a ordonné la « cuvée », fabriquée dans des cuves en cuivre que possède encore la brasserie. Le passé l'aide aussi à asseoir son développement financier. Propriétaire d'un important patrimoine immobilier et de cafés qui distribuent ses produits depuis toujours, la brasserie Schutzenberger dispose ainsi d'arguments qui plaisent aux banquiers.

Directeur général depuis 1980, Rina Muller dirige l'entreprise aux côtés de son père, qui en est resté le président. Diplômée de droit et de lettres, elle reconnaît que ses interlocuteurs brasseurs et cafetiers, un milieu plutôt masculin, ont montré dans les premiers temps une phase d'observation. « Mais, de mon côté, je n'ai pas joué la faiblesse, ni les yeux languoureux, précise-t-elle. J'essaie de faire les choses de façon neutre. » D'une certaine manière, elle a rendu aux femmes leur place dans la bière : en effet, dans l'Europe paternelle les femmes brassaient et les hommes buvaient !

AFFAIRES

Le faux pas de Chevignon

En s'alliant avec la SEITA pour le lancement d'une cigarette portant son nom, le roi du blouson de cuir aurait-il fait sa première erreur dans une stratégie marketing jusqu'ici avisée et sans faille ?

POUR avoir donné au blouson de cuir ses lettres de respectabilité et introduit, dans les familles bourgeoises, les Teddy boys, l'effigie des jeunes collégiens américains, longtemps apanage, en France, dans sa version toile uniquement, des rochers de banlieue, bref pour s'être positionné dans le bon goût, le cher et le chic, Chevignon pourrait être conduit aujourd'hui à faire machine arrière. « Pas question de tirer un trait sur dix ans d'efforts pour une simple histoire de cigarettes », dit-on chez Chevignon au lendemain de l'affaire. Alors que, à l'instar de Benetton, les leaders de la mode jeune ont décliné leur communication sur l'éthique, le roi de la mode fifties-sixties en France s'est payé le luxe, l'espace d'une semaine, d'être mis à l'index et d'être accusé de détourner la loi récemment adoptée qui interdit la publicité indirecte pour les cigarettes (le Monde du 22 février).

En dix ans, Chevignon a su imposer dans des cercles qui jusqu'ici lui étaient fermés le blouson de cuir et construire un mythe suffisamment attrayant pour les adolescents et acceptable par les parents. Michel Rocard était, semble-t-il, l'un des rares à ne pas connaître cette marque avant le lancement de la cigarette. Cette réussite, Chevignon la doit au flair de son fondateur, Guy Azoulay. La firme de prêt-à-porter est en effet une entre-

prise où l'on a toujours pratiqué le management au doigt mouillé. À l'origine de l'affaire : un produit, le blouson de cuir vieillit. Chêneur inventé, grand admirateur de l'Amérique des années 50, Guy Azoulay, alors âgé d'une vingtaine d'années à peine, décide, en 1979, de remettre à l'honneur le blouson d'aviateur des pilotes de l'US Air Force. Il s'installe dans un petit atelier, emprunte les capitaux nécessaires à un cousin et lance quelques modèles. Le produit s'arrache dès son lancement.

Deux ans plus tard, Guy Azoulay ouvre son premier magasin dans le sixième arrondissement, au cœur de Saint-Germain-des-Près. Et étend sa collection en puisant dans tous les classiques de la mode des années 50. Principaux thèmes d'inspiration : le cinéma américain, les figures du GI et de l'élève des high schools. Décidé à faire de sa marque un must, une valeur établie, il s'efforce de vendre non pas des vêtements mais un style de vie. Tout dans les magasins comme dans les publicités de la firme doit évoquer l'Amérique de la fin des années 50, celle des collégiés, des drive-in, des caissières de fast-food montées sur patins à roulettes, sur fond de standards d'Elvis Presley de retour du service militaire ou de vieux tubes de Buddy Holly.

La mayonnaise prend. La période s'y prête. En ce début des années 80, Eddy Mitchell triomphe à la télé-



sion avec « La dernière séance ». On redécouvre les Tex Avery. Les briques Zippo connaissent une seconde jeunesse. L'Étudiant étranger, de Philippe Labro, fait un tabac en librairie.

Résultat : Chevignon, dont le chiffre d'affaires dépassait à peine les 20 millions de francs en 1983, atteint

vite négocier une diversification sur les tenues décontractées et les vêtements de sport qui lui assurent désormais près de 60 % de son chiffre d'affaires. La gamme Chevignon, initialement perçue comme masculine, adolescente et jeune adulte, a été très rapidement complétée par des lignes « girl » (qui a toujours du mal à s'imposer, à peine 5 % du chiffre d'affaires) et junior (pour les moins de quatorze ans, 15 % des ventes). Parallèlement, la commercialisation d'accessoires évoquant la mythologie fifties : répliques de postes de radio, reproduction de réclames Coca-Cola en plaques émaillées et d'accessoires de mode (sacs, ceintures, gants, accessoires moto et plus récemment chaussures), a permis d'étendre le territoire naturel de la marque tout en maintenant de substantiels bénéfices. La plupart de ces articles sont fabriqués sous licence par une société de Mazamet.

Une diversification amorcée

Démarché par la SEITA, Chevignon a vu dans la cigarette une opportunité de plus. « Notre idée était de nous positionner sur le créneau de Marlboro. La cigarette, passeport pour les grands espaces, l'aventure », explique Bernard Chabaud, directeur commercial. Le paquet - totalement dessiné par Chevignon - empruntait aux références du groupe. Sur le papier

couleur havane, tamé jauni, figure un de ces avions gros porteurs qui, en France, larguent leurs contingents de GI et les premières cargaisons de cigarettes blondes américaines.

Censé correspondre au style de vie Chevignon, ce nouveau produit a pris en porte-à-faux toute la stratégie de communication de la marque. Le lancement intervient alors même que le fabricant de cuir diffuse sur tous les écrans de cinéma un film très « famille », à tonalité très « rassurante », destiné à séduire les « parents » (inquiets, dit-on, car les blousons Chevignon sont devenus l'un des principaux objets de racket dans les cours de récréation) et à les équiper eux aussi de pied en cap. Sur tout le groupe a préféré abandonner sa cigarette plutôt que de voir ses projets de développement 1991 atteints. Outre l'ouverture d'un second magasin parisien prévu au printemps prochain en lieu et place de l'ancien haraïnam de la rue des Rosiers, Chevignon recherche toujours un « partenaire actif » pour l'aider à améliorer sa distribution aussi bien en France qu'à l'étranger. Il envisage aussi de lancer un parfum. Après s'être brûlé les doigts avec sa cigarette, Guy Azoulay sera, à n'en pas douter, plus prudent dans ses prochaines opérations.

CAROLINE MONNOT

POINT DE VUE

La SEITA et le « markéthique »

par Laurent Maruani

L'AFFAIRE de la volonté de mise en vente par la Seita, organisation publique, d'une cigarette ayant une marque connue de vêtements, n'est pas anecdotique. Elle est exemplaire de la confusion qui règne entre le marketing et l'éthique - le « sauvage » - du marché. Le fait nouveau est, qu'à l'occasion de cette « affaire », la démarche se heurte à la loi. Laissons au juge le soin de trancher le caractère autorisé ou pas de cette mise en circulation par la Seita de petites doses bien empaquetées de tabac au nom qui évoque la jeunesse et le prix élevé. Reste une question permanente : soit la Seita a réfléchi aux conséquences de sa démarche, soit elle agit en « naviguant à vue ».

La deuxième hypothèse, quoi qu'il en soit, serait navrante pour

une firme qui dépense des sommes importantes de publicité et n'en consacrerait pas une partie à une véritable réflexion éthique et stratégique. La première hypothèse est celle de la décision mûrie. La Seita se serait donc préparée à l'affrontement médiatique, institutionnel, parlementaire, politique et social, en misant sur le support et la victoire du marché et de ses règles. Il s'agirait alors, à notre avis, d'une double erreur.

D'abord un vaisseau n'affronte pas le souverain, sauf s'il vise à le détruire, ce qui, dans le cas de la Seita, serait baroque. En second lieu, une telle attitude ignorerait le rôle majeur que joue l'éthique en matière de marché et d'opinion.

Je comprends bien que la Société des tabacs désire sortir de son enfermement, du mauvais rôle de « distributeur de poison »

qu'on lui fait jouer. Mais au lieu de répondre sur son identité d'entreprise, au lieu d'inscrire son action dans une double perspective d'entreprise qui, parce que publique, joue son rôle en essayant de privilégier le bien public dans ses arbitrages - fût-ce parfois à ses dépens mais en le faisant savoir - la Seita apparaît sous un jour particulièrement négatif : elle est un monopole public qui ne respecterait pas les règles dans son domaine, sans pour autant empêcher la concurrence étrangère de lui prendre, depuis dix ans, des parts de marché. Elle serait donc à la fois inefficace et contraire à la morale publique. L'image de cette entreprise en matière de compétence et de légitimité est très dégradée parce qu'elle n'a pas joué sur ses deux atouts... sa légitimité publique et

ses compétences managériales. Se banalisant, aujourd'hui derrière Chevignon, et demain derrière d'autres encore, elle s'interdit l'éthique publique et peut-être aussi la cohérence institutionnelle.

C'est une conception dépassée du marketing que de croire que le marché, lui aussi, n'aurait pas ses règles, parfois complexes et subversives. Le consommateur ne réagit pas seulement au prix, à la qualité et à la marque, il a aussi une morale et des importances. Lorsqu'une borne est dépassée, c'est la théorie des catastrophes qui se substitue à celle des marchés. L'éthique n'est pas gratuite, elle coûte, mais elle est aussi un garde-fou du marketing. Vive le marketing !

► Laurent Maruani est coordinateur du département marketing, Groupe HEC (Joury-en-Josas).

La retraite du « garde rouge » nippon

Seiji Tsutsumi, le président du groupe Seibu, qui comprend une centaine de sociétés dans la distribution et l'immobilier, abandonne ses fonctions

TOKYO

de notre correspondant

SEIJU Tsutsumi, président du groupe Saison (Seibu), quittera ses fonctions le 1^{er} mars. Il sera remplacé par un triumvirat composé de dirigeants du groupe : Sueaki Takaoka, président de la chaîne de supermarchés Seibu, Toshio Takeuchi, président de Credit Saison Co., et Shigeki Wada, président de Seiyu Food System. Seiji Tsutsumi conservera simplement la présidence de Saison Corp., la holding qui coordonne les activités du groupe.

Annulée par l'intéressé lui-même au début de l'année, cette démission signifie le retrait du premier plan de la scène économique nipponne de l'une de ses personnalités les plus connues sur l'archipel comme à l'étranger, notamment en France. Le groupe qu'il dirigeait, Seibu-Saison, comprend une centaine de sociétés dans les secteurs de la distribution, de l'immobilier et de la promotion touristique et a un chiffre d'affaires annuel de 4 000 milliards de yens.

« Notre groupe avait besoin d'une direction personnalisée et forte lorsqu'il était encore adolescent, mais cette période a pris fin au cours de la décennie qui s'achève », a déclaré Seiji Tsutsumi au cours d'une conférence de presse. Il a rejeté les spéculations selon lesquelles il demeurerait de facto le dirigeant du groupe après sa démission, précisant qu'il quittera graduellement ses fonctions de président des grands magasins Seibu et Parco. Il entend se consacrer davantage, à l'avenir, aux activités culturelles du groupe Saison. L'un des pionniers au Japon dans le domaine du mécénat.

Groupe sans visage

Ce retrait est présenté comme un geste de Seiji Tsutsumi pour montrer que lui-même et son groupe sont différents de leurs rivaux. Seiji Tsutsumi, président mais aussi principal actionnaire d'une affaire qu'il a héritée de son père, passe le relais à des hommes qui ne sont pas de sa famille. Ce retrait paraît aussi dicté par des raisons plus prosaïques : le groupe Saison est gravement endetté, notamment à la suite de l'achat en 1988 de la chaîne d'hôtels Inter-Continental pour la somme de 2,2 milliards de dollars. En outre, les profits des grands magasins Seibu, qui furent longtemps la poule aux œufs d'or du groupe et contribuèrent à financer les nouveaux projets, sont en baisse. Il semble que Seiji Tsu-

tsumi n'ait guère eu d'autre choix que de se retirer.

Avec cette démission, Saison va devenir, comme beaucoup de grandes entreprises nipponnes à la suite du retrait de leur fondateur, un groupe sans visage. Seiji Tsutsumi, âgé de soixante-trois ans, qui a transformé le grand magasin d'importance moyenne légué par son père en un empire de la distribution et des loisirs, n'est pas un patron comme les autres.

Celui qu'on avait surnommé le « garde rouge » de l'établissement nippon pour ses engagements d'au-trefois dans le mouvement étudiant avait certes fait passer le pragmatisme des affaires avant les idéaux révolutionnaires. Il n'en était pas moins resté un homme attiré par les choses de l'esprit : poète et écrivain, il a publié une vingtaine de livres sous le pseudonyme de Takashi Tsuji. Il exerça aussi une grande influence dans le domaine de la promotion des arts : avec son musée, ses théâtres, des expositions remarquables et parfois des « coups de folie », Seiji Tsutsumi mena à la tête du groupe Saison une réelle politique de mécénat d'entreprise.

Son père, un des barons de l'économie d'avant-guerre, lui avait légué le grand magasin, confié à son demi-frère cadet, Yoshiaki, l'essentiel de son empire (notamment la société des chemins de fer privés Seibu qu'il avait fondée). Ce dernier passe aujourd'hui pour l'un des hommes les plus riches du monde. Selon le magazine américain *Forbes*, sa fortune est estimée à 15 milliards de dollars. Etant donné leur origine, les deux frères ne se sont jamais bien entendus.

Seiji Tsutsumi fut l'un des premiers hommes d'affaires japonais à sentir que le Japon allait devenir une prodigieuse société de consommation. Il fut notamment à l'origine de la transformation du quartier de Shibuya, à Tokyo, devenu aujourd'hui le quartier des jeunes par excellence, qu'il structura autour de ses grands magasins Parco, où sont constamment organisés des événements culturels. Le groupe Saison représente au Japon une soixantaine de sociétés étrangères, dont beaucoup sont françaises.

PHILIPPE PONS

Une cure sans drame à la Lyonnaise

Anticipant sur les difficultés attendues, la Société lyonnaise de banque a réduit ses effectifs de 25 %

DES effectifs réduits de 25 % en vingt-huit mois, sans grève et sans trop de drames ! Dans la banque, c'est encore rare. C'est pourtant ce qu'a réalisé la Lyonnaise de banque, filiale du groupe CIC et première banque régionale de France. La politique d'amaigrissement de ses effectifs et de restructuration de ses activités engagée par son président, M. Henry Moulard, préfigure pourtant celle que devrait suivre, dans un proche avenir, la plupart, sinon l'intégralité, des banques françaises pour redresser une situation devenue le plus souvent bien peu satisfaisante.

Désintermédiation, chute des activités de marché, bataille incessante sur les tarifs, vente de crédits à pertes, plafonnement des concours aux particuliers, après une croissance explosive et, surtout, une montée des provisions sur les activités domestiques, tout se ligue, actuellement, pour mener la vie dure aux établissements. C'est en anticipant sur cette perspective que la Lyonnaise de banque a voulu prendre les devants, sans attendre une trop profonde dégradation de ses résultats, déjà en recul de près de 44 % en 1989 (71 millions de francs, pour 126 millions de francs en 1988).

A cet effet, la Lyonnaise a procédé à la suppression de 1 100 postes de travail en vingt-huit mois, ce qui, compte tenu de la création de 200 postes dans les filiales, a ramené les effectifs de la maison de 4 450 personnes en 1987 à

3 526 personnes à la fin du mois de février 1991, soit une diminution nette de neuf cents personnes. La direction a pu éviter tout licenciement « sec », en utilisant les mesures d'aide au départ volontaire (MADIV), avec des primes de départ atteignant 275 000 francs en moyenne pour un coût total de 275 millions de francs. L'âge médian des partants a été de quarante et un ans, 25 % d'entre eux consacrant leur prime à créer une petite affaire ou à racheter un commerce, 23 % trouvant un autre emploi, 25 % arbitrant de travailler (essentiellement des femmes), le flou demeurant sur les intentions du dernier quart. L'entreprise, il est vrai, avait le plus grand besoin de réduire ses frais généraux. Une politique très ambitieuse, trop ambitieuse, de création de filiales tous azimuts (crédits spécialisés, services bancaires, immobilier, gestion-intermédiation) avait gonflé les effectifs de 10 % de 1980 à 1987, alors que ceux des établissements réunis au sein de l'Association française des banques (AFB) restaient stables sur la période 1980-1990, et que ceux des trois grands (BNP, Crédit lyonnais et Société générale) régressaient de 6 % sur la même période. La cure d'amaigrissement décrite précédemment ramène, tout de même, le personnel de la Lyonnaise de banque à 16 % au-dessous de son niveau de 1980.

Cette cure doit, au surplus, être effectuée au moment où des provisions pour créances douteuses doivent être constituées massivement

par la banque sur ses crédits aux PME et PMI, sa grande spécialité dans la région Rhône-Alpes. Actuellement, on se dit, la mortalité de ces PME-PMI augmente, surtout pour celles créées depuis trois ou quatre ans, et à qui la prospérité récente a permis de se développer et de subsister, même si leur financement de départ était mal verrouillé et leur gestion défectueuse. Le ralentissement de l'économie amorcé depuis le printemps 1990 et aggravé par la crise du Gulf leur est fatal. Ainsi la Lyonnaise de banque a-t-elle dû augmenter à nouveau ses provisions, déjà majorées de 70 % en 1989, et encore relevées de 35 % en 1990 pour la maison mère, plus de 24 % en consolidé, le tout pour près de 400 millions de francs.

Recentrage

Par ailleurs, la Lyonnaise de banque a ramené de 14 % à 6 % la progression de ses crédits aux entreprises, en conformité avec les déclarations de son président, M. Moulard, qui, l'an dernier, avait affirmé : « Je vais réencadrer la banque », allusion au désencadrement auquel avait procédé une banque commerciale après « la libération » du début 1987. Quant aux crédits aux particuliers, ils sont purement et simplement stabilisés. De plus, tout accroissement des emplois est référencé au taux du marché, c'est-à-dire à 10 %, soit 11,50 % au minimum, ce qui consacre une augmentation d'un point complet en un an. En

outre, la part des opérations inter-bancaires dites de trésorerie, si importantes en France, a été ramenée à moins de 30 %, contre 50 % en 1980, tandis que les activités inter-bancaires en devises revenaient de 12 milliards de francs à 2,8 milliards de francs dans l'année. Enfin, l'effectif de la salle de marché est retombé de 110 personnes à 45, après les pertes enregistrées en 1989 et 1990.

Globalement, la Lyonnaise veut se concentrer sur ses activités commerciales traditionnelles (crédits aux entreprises, essentiellement PME-PMI, et aux particuliers). Elle veut recentrer ses opérations de diversification en arrêtant ou en revendant un bon nombre de ses filiales diversifiées, en renforçant son secteur haut de bilan et en améliorant sa productivité.

Résultat : elle a ramené la progression de ses frais généraux de 11 % en 1986 à pratiquement zéro en 1990. Objectif pour 1991 : une baisse de 7 % ! Son résultat brut d'exploitation augmente de 14 %, d'importantes plus-values sur des opérations de crédit-bail compensant le coût des primes de départ au personnel, de sorte qu'en 1990 son résultat net amorce une remontée d'environ 12 %. Certes, la Lyonnaise avait un besoin urgent de resserrer les écrous, mais elle a pris ainsi de l'avance sur un processus dans lequel, cette année, l'ensemble de la profession devra s'engager, bon gré mal gré, et qui laissera des traces dans les comptes d'exploitation et les bilans.

FRANÇOIS RENARD

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
RADIO TELEVISION
COMMUNICATION

MARCHÉS FINANCIERS

Après la décision de la Banque d'Angleterre

Plusieurs pays réduisent leurs taux d'intérêt

Après la Banque d'Angleterre, qui a baissé d'un demi-point, mercredi 27 février, son taux d'intervention sur le marché monétaire, passé de 13,5 à 13 %, la Banque d'Espagne a réduit d'un demi-point également le taux de ses bons d'Etat à 3 et 5 ans et légèrement décliné les taux des obligations d'Etat. La Banque du Canada, de son côté, a ramené, jeudi 28 février, son taux de l'escompte sous la barre des 10 %, cela pour la première fois depuis deux ans et demi.

Interrogé au cours de son point de presse hebdomadaire sur la possibilité pour la France d'abaisser ses taux, M. Bérégovoy a seulement répondu que « les indications données par le marché s'orientent dans la bonne direction ».

L'Allemagne, qui, en matière de taux, fait cavalier seul depuis des mois, pourrait, de son côté, parce qu'elle vient de prendre la décision d'ajourner sa fiscalité, - détenir peu à peu sa politique monétaire ou du moins la stabiliser.

En abaissant deux fois en quinze jours son taux d'intérêt principal, le gouvernement britannique poursuit par petites étapes la détente du loyer de l'argent. La mise en garde de six économistes conservateurs, au pre-

mier rang desquels l'ancien conseiller économique de M^{re} Thatcher, Sir Alan Walters, n'est pas étranger à cette démarche, nous indique notre correspondant à Londres, Dominique Dhombres. Ces économistes avaient écrit il y a deux semaines au *Times*, affirmant que la récession actuelle risquait d'échapper à tout contrôle et d'être comparable à la grande dépression des années 30.

Le gouvernement estime qu'il peut relâcher la pression, après une longue période de taux très élevés, parce que l'inflation commence à refluer. Les arrière-pensées politiques ne sont pas absentes non plus. Les taux d'intérêt sont éminemment politiques en Grande-Bretagne dans la mesure où ils font augmenter ou baisser les traites que des millions de Britanniques payent chaque mois pour rembourser l'achat de leur maison, les prêts étant à taux variables.

Il s'agit donc d'un domaine extrêmement sensible, et les baisses de taux sont interprétées comme des mesures électorales. Le butoir n'est pourtant qu'en juin 1992, mais les mois de mai et juin sont maintenant présentés comme une période très favorable pour des élections anticipées.

(Publicité)

LE PRÉFET DES YVELINES, LE PRÉFET DES HAUTES-DE-SEINE,

AUTOROUTE A 14 ORGEVAL, (A 13) NANTERRE (A 86).

AVIS D'ENQUÊTE COMPLÉMENTAIRE

Le préfet des Yvelines, coordinateur de l'enquête, informe le public que, par arrêté préfectoral du 14 février 1991, il a été prescrit conjointement l'ouverture :

- sur le territoire des communes d'ORGEVAL, POISSY, CHAMBOURCY, SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, LE MESNIL-LE-ROI, MONTESSON, CARRIÈRES-SUR-SEINE dans les Yvelines et NANTERRE dans les Hauts-de-Seine, d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique modificative des travaux de construction de l'autoroute A 14 entre ORGEVAL (A 13) et NANTERRE (A 86) portant sur la suppression de l'échangeur de SAINT-GERMAIN-EN-LAYE avec les RN 184 et 190 et le prolongement de la couverture en fort à l'ouest de la RN 190.

- Sur le territoire de la commune de SAINT-GERMAIN-EN-LAYE d'une enquête parcellaire en vue de déterminer les parcelles à exproprier pour la réalisation de ce projet et de rechercher leurs propriétaires, les titulaires des droits réels et autres intéressés.

- Les dossiers relatifs à ces enquêtes, qui se dérouleront pendant 34 jours du 18 mars au 20 avril 1991 inclus, pourront être consultés par le public, qui pourra présenter ses observations sur les registres ouverts à cet effet :
- à la sous-préfecture de SAINT-GERMAIN-EN-LAYE du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h, le samedi 6 avril 1991 de 9 h à 12 h et le samedi 20 avril 1991 de 9 h à 12 h,
- à la préfecture de NANTERRE du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h 30,

- ainsi que dans les mairies :
- d'ORGEVAL : du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h et le samedi de 9 h à 12 h,

- de POISSY : du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 18 h,
- de CHAMBOURCY : le lundi de 13 h 30 à 18 h,

- du mardi au vendredi de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 18 h le samedi matin de 8 h 30 à 12 h 30,
- de SAINT-GERMAIN-EN-LAYE : du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h,

- de LE MESNIL-LE-ROI : du mardi au vendredi de 8 h 45 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 45,
- de MONTESSON : le lundi de 13 h 30 à 18 h le mardi, mercredi, jeudi, vendredi de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h,

- le samedi de 8 h 30 à 12 h,
- de CARRIÈRES-SUR-SEINE : les lundi, mardi, jeudi, vendredi de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 15,

- le mercredi de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 19 h le samedi de 8 h à 12 h,
- de NANTERRE : du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30 et le samedi 20 avril 1991 de 8 h 30 à 12 h.

- Le public pourra en outre adresser ses observations par écrit :
- à M. le président de la commission d'enquête, sous-préfecture de SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, 1, rue du Panneau 78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, en ce qui concerne l'enquête d'utilité publique,
- à M. le commissaire enquêteur chargé de l'enquête parcellaire ou à M. le maire de SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, hôtel de ville, 16, rue de Pontoise 78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, en ce qui concerne l'enquête parcellaire.

- L'un ou l'autre des membres de la commission d'enquête recevra en personne les observations du public :
- à la sous-préfecture de SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, le 6 avril 1991 de 9 h à 12 h et le 12 avril 1991 de 14 h à 17 h,
- à la préfecture de NANTERRE, le 19 avril 1991 de 9 h à 12 h.

- en mairie de :
- ORGEVAL : le 26 mars 1991 : de 14 h à 17 h le 4 avril 1991 : de 14 h à 17 h

- CHAMBOURCY : le 11 avril 1991 : de 14 h à 17 h le 16 avril 1991 : de 14 h à 17 h
- SAINT-GERMAIN-EN-LAYE : le 16 avril 1991 : de 14 h à 17 h le 16 avril 1991 : de 14 h à 17 h

- LE MESNIL-LE-ROI : le 9 avril 1991 : de 14 h à 17 h le 16 avril 1991 : de 14 h à 17 h
- MONTESSON : le 16 avril 1991 : de 14 h à 17 h le 20 avril 1991 : de 9 h à 12 h
- CARRIÈRES-SUR-SEINE : le 20 avril 1991 : de 9 h à 12 h
- NANTERRE : le 20 avril 1991 : de 9 h à 12 h

- La commission d'enquête sera présidée par :
- M. P. SEGARD, ingénieur général des ponts et chaussées (en retraite) demeurant 99, rue du Clos-Battant, 78120 RAMBOUILLET, avec lequel siègeront :

- M. P. CUISINIER, directeur départemental honoraire des PTT, demeurant 14, rue Mozart 92700 COLOMBES.
- M. H. MARTIN, ingénieur des TPE honoraire, demeurant 25, rue de la Liberté 78200 MANTES-LE-JOLIE, membres titulaires, et :

- M. P. FOURNIE, ingénieur principal honoraire de la SNCF, demeurant 23, boulevard de la Seine 78480 VERNEUIL-SUR-SEINE.
- M. R. VICTOR, ingénieur divisionnaire des TPE (en retraite), demeurant 22, rue des Sablons à MERE 78490 MONTFORT-LAMAURY, membres suppléants.

- M. P. SEGARD est nommé commissaire enquêteur et M. P. FOURNIE commissaire enquêteur suppléant pour l'enquête parcellaire dans la commune de SAINT-GERMAIN-EN-LAYE.

- Une copie du rapport et des conclusions de la commission d'enquête sera déposée dans chacune des mairies, à la sous-préfecture de SAINT-GERMAIN-EN-LAYE et dans chacune des communes concernées par la tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

- Les demandes de communication de ces conclusions devront être adressées à M. le préfet des Yvelines - DIRECTION DE L'URBANISME, DE L'ENVIRONNEMENT et du LOGEMENT - Bureau de l'Urbanisme - annexe avenue de l'Europe 78000 VERSAILLES CEDEX.

NEW-YORK, 28 février

Stable

La tendance évolue irrégulièrement sur Wall Street, les investisseurs étant incertains sur les perspectives de l'après-guerre dans le Golfe. Dans le marché des valeurs, les ventes à découvert ont été fourchues de +20 points à 2 882,18 en recul de 6,93 points (-0,24 %).

Quelques 223 millions d'actions ont été échangées. Le nombre de valeurs en hausse était nettement supérieur à celui des baisses : 1 061 contre 562, tandis que 414 titres demeuraient inchangés.

Les milieux boursiers ont bien accueilli la suspension des hostilités annoncée mercredi soir par le président George Bush, qui devrait produire des réactions positives dans le domaine économique.

Les experts craignent toutefois que le regain de confiance des consommateurs et d'investissement ne se traduise par une dégradation de l'économie (FED) à l'automne d'été, ce qui nécessiterait d'adopter des mesures de relâchement des conditions du crédit.

VALEURS	Cours de 27 février	Cours de 28 février
Alcoa	54 1/8	54 1/8
AT&T	29 1/2	29 1/2
Boeing	17 1/8	17 1/8
Chrysler	14 1/8	14 1/8
Eastman Kodak	38 5/8	37 5/8
Exxon	55 1/8	55 1/8
General Motors	56 7/8	56 1/8
IBM	89 1/2	89 1/2
Intel	37 3/4	37 1/2
Johnson & Johnson	29 1/2	29 1/2
Merck	120 7/8	120 7/8
Microsoft	65 1/8	65 7/8
Novartis	52	52
Pfizer	106 1/2	106 1/2
Schering-Plough	83 1/2	83 1/2
Tiempo	83 1/2	83 1/2
Union Carbide	144	144
US Steel	31 3/4	31 3/4
Westinghouse	27	26 3/8
Yale Corp.	58 3/4	58 3/4

LONDRES, 28 février

Forte avance

Les valeurs ont terminé la séance de jeudi en forte hausse au Stock Exchange de Londres. Malgré une réduction de ses gains en clôture, l'indice Footsie des cent grandes valeurs s'est apprécié de 32,8 points à 2 380,8, soit une avance de 1,4 %. Le marché, inondé de résultats de sociétés, a été très actif et le volume des échanges a atteint 928,9 millions de titres contre 598,5 millions la veille. Cette progression a salué la fin des hostilités dans le Golfe, même si certains analystes s'attendaient à une hausse beaucoup plus spectaculaire. Les groupes présélectionnés pour participer à la reconstruction du Koweït ont été très recherchés, tels Higgs et Hill et John Laing. Les pétroliers se sont raréfiés dans le sillage des cours du pétrole.

FAITS ET RÉSULTATS

Novotel : 15,2 millions de bénéfices en Allemagne - Novotel Allemagne a obtenu un bénéfice net de 15,2 millions de deutschemarks (près de 52 millions de francs) en 1990, contre 12,5 millions de deutschemarks (près de 40 millions de francs) en 1989. Le chiffre d'affaires de 190 millions (environ 645 millions de francs) et prévoit 205 millions pour celui de 1991. Installée depuis 1967 en Allemagne, la chaîne Novotel compte 28 hôtels (1 062 chambres) et voudrait atteindre le chiffre de 40 en 1995; elle souhaite notamment s'implanter dans l'ex-RDA à Berlin, Leipzig, Dresde, Chemnitz et Magdebourg. De 1986 à 1990, Novotel a enregistré un triplement de ses recettes et une progression de son taux d'occupation jusqu'à 61 %, alors que la moyenne internationale de la chaîne est de 66 %; pour y parvenir en 1991 (et atteindre un résultat net dépassant 25 millions de deutschemarks), Novotel a décidé de ne plus appliquer les majorations de tarifs prévues lors des foires et salons.

Ahold envisage de racheter Tops Markets. La plus grosse chaîne américaine de supermarchés Ahold a signé une lettre d'intention en vue d'acquiescer la chaîne de supermarchés américains Tops Markets, qui a obtenu le statut de société publique le 27 février à son siège à Zaandam (près d'Amsterdam). Ahold possède déjà aux Etats-Unis trois chaînes de supermarchés (342 magasins en tout) qui ont réalisé en 1990 un total chiffre d'affaires de 4,4 milliards de dollars (11,3 milliards de francs environ). Tops Markets exploite 145 magasins, pour un chiffre d'affaires de 1,6 milliard de dollars (près de 6 milliards de francs), et un résultat de 36,1 millions de dollars. En 1990, le chiffre d'affaires d'Ahold s'est élevé à 17,5 milliards de dollars (près de 53 milliards de francs).

La West LB, première banque publique allemande, a souffert d'un « environnement difficile » en 1990. La West LB (Westdeutsche Landesbank Girozentrale), la première banque publique allemande, a été affectée en 1990 par un « environnement difficile », qui s'est traduit par une baisse de 10 % de son résultat d'exploitation consolidé, selon un communiqué publié mercredi 27 février. Celui-ci s'est établi à 850 millions de deutschemarks (2,8 milliards de francs) contre 1 milliard de deutschemarks un an plus tôt. La banque a, en revanche, enregistré une forte progression de ses activités. Son total du bilan a ainsi progressé de 12,4 % à 201,5 milliards de deutschemarks contre 179,3 milliards de deutschemarks en 1989.

La Banque AIG débute ses activités à Paris. - American International Group Inc. a annoncé le début de l'activité de la Banque AIG qui, à partir de Paris, les activités de AIG Financial Products sur l'Europe continentale. La Banque AIG avait été officiellement constituée début octobre de l'an passé. La société est détenue à 80 % par AIG Financial Products (American International Group Inc.) et à 20 % par le Crédit lyonnais. Le capital de la Banque AIG est de 150 millions de francs, mais un renforcement de 500 millions de francs des capitaux propres est en cours. La Banque AIG opère sous la garantie d'American International Group, qui est notée AAA/AA+ par les sociétés de rating Standard and Poor et Moody's.

AIG, qui se diversifie actuellement dans les services financiers, est l'un des plus gros groupes d'assurances au monde (13 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 1989) et coté plus de 400 bureaux dans 130 pays.

Sony : hausse de 19,6 % du bénéfice net trimestriel. Le groupe japonais Sony, numéro deux mondial de l'industrie électronique grand public derrière le géant Matsushita, a enregistré pour le troisième trimestre de son exercice, qui s'achève le 31 mars prochain, une progression de 19,6 % de son bénéfice net consolidé à 50 milliards de francs (1,84 milliard de francs). Ce résultat masque toutefois une baisse de 10,5 % du bénéfice d'exploitation à 95 milliards de francs (3,5 milliards de francs) due essentiellement à la hausse du yen par rapport au dollar. Les ventes du groupe, qui consolident 604 filiales dans le monde, ont atteint 1,8 milliard de francs (37,5 milliards de francs) soit une hausse de 17,5 %.

Dellin d'Autriche : la COB a transmis le dossier Lachner au parquet. - La Commission des opérations de Bourse (COB) a transmis au parquet du tribunal de Paris le dossier Lachner, concernant un éventuel délit d'initié à la fin de 1989 sur cette valeur. Le parquet a décidé de procéder à une enquête préliminaire avant de prendre la décision d'ouvrir ou non une information judiciaire. L'enquête, confiée à la brigade financière de Paris, concerne les transactions effectuées dans les jours précédents l'annonce par Lachner de la cession de ses activités de défense au GIAT sous forme de location-gérance. Vidée de sa substance au fil des restaurations, Lachner a été la société cotée au règlement mensuel de la Bourse de Paris - a été rebaptisée Bertrand Faure. La société correspond désormais à l'activité « sièges automobiles » du groupe EBF (ex-Epida Bertrand Faure), autre société cotée au RM.

PARIS, 1^{er} mars

Consolidation

Après deux séances de hausse sensible qui ont salué la fin de la guerre au Moyen-Orient, le place parisienne a amorcé un mouvement de consolidation vendredi dans un marché calme, plus préoccupé par la partit franc-germanique.

L'indice CAC 40 en repli de 0,79 % à l'ouverture se maintenait à ce niveau en début d'après-midi, avant l'ouverture de Wall Street. Néanmoins, depuis le 16 janvier dernier, cet indice a enregistré une progression de 20 %, depuis le début de l'année, la cote a progressé de 15 %.

Cette hausse rapide des cours en sept semaines favorise donc les prises de bénéfices selon les analystes qui continuent à s'interroger sur l'après-guerre et ses conséquences économiques.

La devise allemande reste élevée par rapport au franc français (3,4066 F pour 1 DM) et les autorités monétaires ont retiré vendredi matin des liquidités du circuit monétaire pour équilibrer le loyer de l'argent au jour le jour à 9 1/8 %, indicateur d'un marché du crédit. Sur le marché à règlement mensuel, les plus fortes hausses étaient enregistrées par Cassatex, les minerais, la sidérurgie, et les Ciments français. Du côté des baisses on notait Salvator, Sodacore et Segem. Enfin, la cotation des actions et des obligations convertibles en actions de la société Midland Bank. Cette décision a été prise dans l'attente d'un communiqué sur la teneur et les conditions d'une opération de restructuration des activités de la société Midland Bank.

TOKYO, 1^{er} mars

Forte baisse

La Bourse de Tokyo a clôturé vendredi en forte baisse. L'indice Nikkei a abandonné 527,85 points à 25 881,57, soit une perte de 2 %. Le volume des transactions a considérablement baissé pour revenir à 600 millions de titres, alors qu'il s'en était échangé plus de 1 milliard la veille.

Selon les opérateurs nippons, le marché regrette que la fin de la guerre du Golfe ne soutienne plus la reprise de Wall Street la clôture irrégulière de la bourse new-yorkaise faisait perdre 130 points à l'indice Nikkei dans les premières minutes de transactions.

VALEURS	Cours de 28 février	Cours de 1 ^{er} mars
Alcoa	180	176
AT&T	180	176
Boeing	180	176
Chrysler	180	176
Eastman Kodak	180	176
Exxon	180	176
General Motors	180	176
IBM	180	176
Intel	180	176
Johnson & Johnson	180	176
Merck	180	176
Novartis	180	176
Pfizer	180	176
Schering-Plough	180	176
Tiempo	180	176
Union Carbide	180	176
US Steel	180	176
Westinghouse	180	176
Yale Corp.	180	176

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Citel	3300	3468	Sanofi	1045	1025
Alcatel Alcatel	275 10	283	I.C.C.	348	347
Ayrol	105	105	RIA	303	294
S.A.C.	173 30	170	Idem	128	128
Suez Verm (ex BICM)	840	840	Idem	128	128
Boisem (ex BICM)	380	407	Idem	128	128
Boisem (ex BICM)	211	211	Idem	128	128
CAL de Fr. (CIC)	1010	980	Idem	128	128
Calsonic	395	380	Idem	128	128
Cordis	548	543	Idem	128	128
C.E.G.P.	180	180	Idem	128	128
C.F.P.I.	280	280	Idem	128	128
C.N.I.M.	885	885	Idem	128	128
Comptex	285	285	Idem	128	128
Conforama	855	855	Idem	128	128
Dacia	289	294 90	Idem	128	128
Daplan	408	410	Idem	128	128
Dassault	817	805	Idem	128	128
Dassault Worms Co.	268 80	260 10	Idem	128	128
Dassault et Cie	1017	1025	Idem	128	128
Dassault	401	410	Idem	128	128
Dassault	145	142	Idem	128	128
Edison Bullfinch	245	245	Idem	128	128
Europ. Population	380	378	Idem	128	128
Financ	125	128	Idem	128	128
Financ	195	190	Idem	128	128
G.F. (ex BICM)	291 20	288	Idem	128	128
Grand Live	371	371	Idem	128	128
Gravograph	217	217	Idem	128	128
Groupe Origny	583	582	Idem	128	128

LA BOURSE SUR MINITE

36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 28 février 1991

Nombre de contrats : 114 834.

COURS	Max 91	Min 91	Max 91
Dernier	105,18	105,14	105,14
Précédent	104,74	105,32	105,40

Options sur notionnel

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 1^{er} MARS

[illegible]

COMPTANT

VALEURS	% du com.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours
Obligations									Etrangères		
Emp. État 8.5% 77	120 85	6 75	CITRAM (R)	2805	...	Midi Déployé	555	569	A.E.G.	580	...
Emp. État 9.5% 78	150 20	6 57	Colmar	2606	...	Misc.	123	128 00	Alcan Alr Sco.	...	...
Emp. État 10.5% 79	100 00	6 52	Capit.	363	383	Navigation (Gd)	208	210	Alcan Alumin.	110	110
Emp. État 12.5% 84	100 35	6 81	Comptex	555	540	Oxyg.	324	324 50	Alcan Brands	215	220
Emp. État 11% 85	100 45	6 24	De Industrielle	4280	...	Orléans (G)	277 50	...	Alcan	580	...
10.25% ann. 86	104 45	9 95	De Lyonn. Alumin.	368	358 50	Oxyg. Diversions	1030	980	Alumin. Mines	105	...
OAT 10% 82/83	106 30	7 81	De Lys. Alumin.	340	...	Papier Harnand	958	960	Banco Popular	525	...
OAT 8.25% 12/1987	106 35	2 11	De Lys. Alumin.	340	...	Parif. Harnand	528	528	B. Régionales	23800	23800
OAT 2.5% 11/1986	102 50	0 80	De Lys. Alumin.	340	...	Parif. Harnand	186 10	198	Com. Pédagog.	91	95 50
PTT 10.25% 85	1294	...	De Lys. Alumin.	340	...	Parif. Harnand	240	235	Crysler Corp.	55	61 50
DIT 11.25% 85	100 50	2 65	De Lys. Alumin.	340	...	Parif. Harnand	320	322 50	Com. Pédagog.	11	14 40
CF 10.5% 86	101	1 01	De Lys. Alumin.	340	...	Parif. Harnand	475	...	Com. Pédagog.	815	...
CF 10.25% ann. 80	124 50	2 75	De Lys. Alumin.	340	...	Parif. Harnand	2045	...	De Beers port.	137	...
CF 10% 82/83	100 70	0 26	De Lys. Alumin.	340	...	Parif. Harnand	700	672	Dow Chemical	289	289
CHB Pêche 5000F	99 85	1 05	De Lys. Alumin.	340	...	Parif. Harnand	1130	1130	Eastman	597	584
CHB Pêche 5000F	99 80	1 05	De Lys. Alumin.	340	...	Parif. Harnand	722	713	G&B (Rex Lamb)	800	...
CHB Pêche 5000F	99 80	1 05	De Lys. Alumin.	340	...	Parif. Harnand	113 80	117	G&B Holdings Ltd.	91	98
CHB Pêche 5000F	99 80	1 05	De Lys. Alumin.	340	...	Parif. Harnand	235	228	Goodwin Tim.	103 20	...
CHB Pêche 5000F	99 80	1 05	De Lys. Alumin.	340	...	Parif. Harnand	480	...	Goss and Co (WR)	150	149
CHB Pêche 5000F	99 80	1 05	De Lys. Alumin.	340	...	Parif. Harnand	432	440	GTE Corp.	150	...
CHB Pêche 5000F	99 80	1 05	De Lys. Alumin.	340	...	Parif. Harnand	270	278	Hayward Int.	258	...
CHB Pêche 5000F	99 80	1 05	De Lys. Alumin.	340	...	Parif. Harnand	217	...	Johnson	59 50	60
CHB Pêche 5000F	99 80	1 05	De Lys. Alumin.	340	...	Parif. Harnand	113 80	117	Kalons	29 50	...
CHB Pêche 5000F	99 80	1 05	De Lys. Alumin.	340	...	Parif. Harnand	235	228	Labov	310	310
CHB Pêche 5000F	99 80	1 05	De Lys. Alumin.	340	...	Parif. Harnand	480	...	Labov	17 50	18 10
CHB Pêche 5000F	99 80	1 05	De Lys. Alumin.	340	...	Parif. Harnand	432	440	Labov	75 50	75 50
CHB Pêche 5000F	99 80	1 05	De Lys. Alumin.	340	...	Parif. Harnand	270	278	Labov	540	525
CHB Pêche 5000F	99 80	1 05	De Lys. Alumin.	340	...	Parif. Harnand	217	...	Labov	548	...
CHB Pêche 5000F	99 80	1 05	De Lys. Alumin.	340	...	Parif. Harnand	113 80	117	Labov	427	440
CHB Pêche 5000F	99 80	1 05	De Lys. Alumin.	340	...	Parif. Harnand	235	228	Labov	410	419
CHB Pêche 5000F	99 80	1 05	De Lys. Alumin.	340	...	Parif. Harnand	480	...	Labov	70	...
CHB Pêche 5000F	99 80	1 05	De Lys. Alumin.	340	...	Parif. Harnand	432	440	Labov	286	286 50
CHB Pêche 5000F	99 80	1 05	De Lys. Alumin.	340	...	Parif. Harnand	270	278	Labov	163	...
CHB Pêche 5000F	99 80	1 05	De Lys. Alumin.	340	...	Parif. Harnand	217	...	Labov	275	271 50
CHB Pêche 5000F	99 80	1 05									

SICAV (sélection)

VALEURS	Emission Frds incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Frds incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Frds incl.	Rachet net
A.A.A.	1016 97	991 19	First-Associates	31 79	31 79	Placetec M.	80355 97	89225 50
Action	210 205	204 32	First-Cap.	37 91	37 35	Placetec Nord	948 45	930 93a
Agapayre	759 48	723 80	First Court.	126821 08	126821 09	Placetec	1050 92	1025 29
Agelcom	7387 21	7397 21	Fructhor	234 96	231 49	Pleto	124 92	121 58
Agreimars	114 57	114 23	First-Europe	31 04	30 28	Pleto-Gest.	58650 29	58650 29
ASF Actions et CP	1054 93	1030 96	First-France	1100 94	880 98	Primelec Orlé	11237 24	11237 02
ASF Cpt	1059 22	1030 96	First-Industrie	24 45	24 45	Primelec	156 94	156 94
ASF BCL	1059 22	1030 96	First-Industrie	11225 75	8100 98	Prp/Associations	26387 74	26387 74
ASF France	119 31	113 47	Fracteur	4863 01	4860 88	Profact.	1054 26	1029 55
ASF Invest. S&C	110 70	108	Franchise	1277 14	1245 99	Profact.	125 56	122 80
ASF S&C	425 98	415 57	Genilux	10222 38	10356 60	Reaktor	899 03	847 72
ASF S&C	1113 45	1113 45	Gen. Associations	195 27	195 27	Reactor	156 94	156 94
ASF S&C	1387 52	1387 52	Horizon	1164 93	1160 93	Revenco Tennes	5301 23	5248 74
ASF LMO.	644 48	630 71	IJM Motors	12400 17	12400 17	Revenco-Tex	1144 34	1127 43
AMER-GEN	8598 47	8344 08	Interpaz	108435 50	108274 24	St Bonnet Bio-Alm.	893	852 51
Amorim	628 60	608 35	Interglobe	14848 14	11970 33	St Bonnet Bio-Glob.	237 16	228 41
Arbrillages Court	9487 73	9487 73	Interglobe	509 44	509 44	St Bonnet Bio-Glob.	748 14	748 14
Arbrillages Court	1070 42	1070 42	Interglobe	158 20	151 74	St Bonnet H&C	19 12	182 41
Ascom	359 06	350 29	Jangmungs	256 62	252 78	St Bonnet Pacific	570 25	544 38
Astec	1133 05	1100 05	Lafite America	204 89	194 54	St Bonnet P&E	802 33	479 55
Avenir Alés	1827 87	1586 95	Lafite Europe	249 87	237 36	St Bonnet R&E	13581 68	13269 37
Avenir Cpt	106 30	102 22	Lafite France	241 22	231 39	St Bonnet Services	453 96	453 96
Avenir Cpt	106 30	102 22	Lafite France	241 22	231 39	St Bonnet Services	1567 94	1567 94
Air Europe	126 75	121 29	Lafite Immobil.	227 53	215 25	Silco-Gun	12489 97	12225 46
Air Investments	117 28	112 23	Lafite Japan	400 51	389 94	Silco-Gun	1249 96	1249 96
Air NPL	104 64	103 10	Lafite Orlé	137 75	132 13	Slavdon	751 01	698 08
Air Vaux PER	122 86	117 37	Lafite R&D	195 31	177 95	Slavdon Associates	6559 24	6559 24
Asphaltec	566 94	566 94	Lafite Tokyo	309 54	309 54	S&P, Inc et	853 05	834 01
Asphaltec	1178 07	974 42	Lafite	2018 49	2015 47	Sony S 000.	412 94	401 97
Asphaltec	872 01	1157 85	Laure C.T.	112 16	1127 14	S&P, Inc	1393 20	1333 21
Asphaltec	134 38	326 61	Laure C.T.	1028 03	8106 44	Singapore	914 18	626 94
Caden France	30 62	29 85	Lat. Association	1609 07	1610 07	Sinclair	418 98	418 98
Caden France	1198 43	1198 43	Lat. Association	2830 77	2830 77	Sinclair	212 07	212 07
Caden France	628 70	625 31	Lat. Assoc.	873 77	855 64	Skinner	429 43	417 94
Compagnie	376 32	361 85	Lat. Trider	2188 78	2188 78	S.N.I.	11470 17	1101 93
Creditor	474 83	460 81	Lat. Trider	23805 97	23805 97	Soylegroupe	510 18	307 58
Crédit Mutual Cpt	1181 75	1138 97	Levi S&C	931 50	916 12	Steglobe	5828 78	5815 52
Crédit Mutual Cpt	330 93	317 58	Levi S&C	963 43	963 43	Solco	1012 23	1012 23
Decon France	885 96	771 26	Levi S&C	101 09	100 94	Solco	1273 45	1217 79
Decon France	885 96	912 78	Mansel C.T.	189 98	179 86	Special Investments	538 45	517 74
Decon France	885 96	912 78	Mansel C.T.	189 98	179 86	Solco	1273 45	1217 79
Decon France	885 96	912 78	Mansel C.T.	189 98	179 86	Solco	1273 45	1217 79
Decon France	885 96	912 78	Mansel C.T.	189 98	179 86	Solco	1273 45	1217 79
Decon France	885 96	912 78	Mansel C.T.	189 98	179 86	Solco	1273 45	1217 79
Decon France	885 96	912 78	Mansel C.T.	189 98	179 86	Solco	1273 45	1217 79
Decon France	885 96	912 78	Mansel C.T.	189 98	179 86	Solco	1273 45	1217 79
Decon France	885 96	912 78	Mansel C.T.	189 98	179 86	Solco	1273 45	1217 79
Decon France	885 96	912 78	Mansel C.T.	189 98	179 86	Solco	1273 45	1217 79
Decon France	885 96	912 78	Mansel C.T.	189 98	179 86	Solco	1273 45	1217 79
Decon France	885 96	912 78	Mansel C.T.	189 98	179 86	Solco	1273 45	1217 79
Decon France	885 96	912 78	Mansel C.T.	189 98	179 86	Solco	1273 45	1217 79
Decon France	885 96	912 78	Mansel C.T.	189 98	179 86	Solco	1273 45	1217 79
Decon France	885 96	912 78	Mansel C.T.	189 98	179 86	Solco	1273 45	1217 79
Decon France	885 96	912 78	Mansel C.T.	189 98	179 86	Solco	1273 45	1217 79
Decon France	885 96	912 78	Mansel C.T.	189 98	179 86	Solco	1273 45	1217 79
Decon France	885 96	912 78	Mansel C.T.	189 98	179 86	Solco	1273 45	1217 79
Decon France	885 96	912 78	Mansel C.T.	189 98	179 86	Solco	1273 45	1217 79
Decon France	885 96	912 78	Mansel C.T.	189 98	179 86	Solco	1273 45	1217 79
Decon France	885 96	912 78	Mansel C.T.	189 98	179 86	Solco	1273 45	1217 79
Decon France	885 96	912 78	Mansel C.T.	189 98	179 86	Solco	1273 45	1217 79
Decon France	885 96	912 78	Mansel C.T.	189 98	179 86	Solco	1273 45	1217 79
Decon France	885 96	912 78	Mansel C.T.	189 98	179 86	Solco	1273 45	1217 79
Decon France	885 96	912 78	Mansel C.T.	189 98	179 86	Solco	1273 45	1217 79
Decon France	885 96	912 78	Mansel C.T.	189 98	179 86	Solco	1273 45	1217 79
Decon France	885 96	912 78	Mansel C.T.	189 98	179 86	Solco	1273 45	1217 79
Decon France	885 96	912 78	Mansel C.T.	189 98	179 86	Solco	1273 45	1217 79
Decon France	885 96	912 78	Mansel C.T.	189 98	179 86	Solco	1273 45	1217 79
Decon France	885 96	912 78	Mansel C.T.	189 98	179 86	Solco	1273 45	1217 79
Decon France	885 96	912 78	Mansel C.T.	189 98	179 86	Solco	1273 45	1217 79
Decon France	885 96	912 78	Mansel C.T.	189 98	179 86	Solco	1273 45	1217 79
Decon France	885 96	912 78	Mansel C.T.	189 98	179 86	Solco	1273 45	1217 79
Decon France	885 96	912 78	Mansel C.T.	189 98	179 86	Solco	1273 45	1217 79
Decon France	885 96	912 78	Mansel C.T.	189 98	179 86	Solco	1273 45	1217 79
Decon France	885 96	912 78	Mansel C.T.	189 98	179 86	Solco	1273 45	1217 79
Decon France	885 96	912 78	Mansel C.T.	189 98	179 86	Solco	1273 45	1217 79
Decon France	885 96	912 78	Mansel C.T.	189 98	179 86	Solco	1273 45	1217 79
Decon France	88							

Cote des Changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLETS	
	prix	1/3	achat	vente
Euro-100 (1 unit)	6 177	5 238	4 960	5 450
Ecu	8 987	8 999		349
Allemagne (100 dm)	340 440	340 700	328	349
Belgique (100 F)	16 537	16 544	16 060	17 060
France (100 F)	302 040	303 290	280	310
Italy (100 lire)	4 553	4 557	300	1 800
Netherlands (100 gld)	86 810	86 850	8 460	10 250
Denmark (100 kr)	9 532	9 548	9 460	10 250
Sw. Krona (100 kr)	3 532	3 164	4 050	4 050
Greece (100 drachmes)	362 390	362 750	381	401
Spain (100 P)	91 540	91 620	87	91
Sweden (100 M)	87 080	87 150	85	91
Norway (100 N)	42 401	42 401	46 700	49 700
Austria (100 sch)	3 467	3 482	5 200	4 750
Spain (100 pes)	8 598	5 880	4 200	4 750
Portugal (100 esc)	4 508	4 444	5 200	4 700
Canada (15 c)	3 908	3 895	3 650	3 680
Japan (100 yen)				

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVICES	COURS préc.	COURS 1/3
Or fin (500 on barres).....	50700	51900
Or fin (en lingot).....	50850	51950
Napoléon (20).....	357	394
Pièces F. (10 F.).....	410	.....
Pièces Suisse (20 F.).....	422	419
Pièces Latine (20 F.).....	357	360
Souverains.....	480	488
Pièces 20 dollars.....	2270	2300
Pièces 10 dollars.....	1370	1370
Pièces 5 dollars.....	690	.....
Pièces 50 pesos.....	2335	2390
Pièces 10 Spains.....	357	367

Gray Degradant.....	445	446
Haribo Frijoles Zan....	210
Hoogovata.....	297

BQ	300	.....
Lecteurs de Mondes	274	294
Nicolas	940	.....
Paroleville NL	1652	1654
Particip. Pansier	355	355
Quimper	240	.....
Romulo N.V.	189 10	189 10
St-Gedwin-Contalage	3200	3000
Suez Mote	211	.....
SEPR	1540	.....
S.P.R. az. B.	378	.....
Uffres	980	.....
Waterman	1900	1300

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

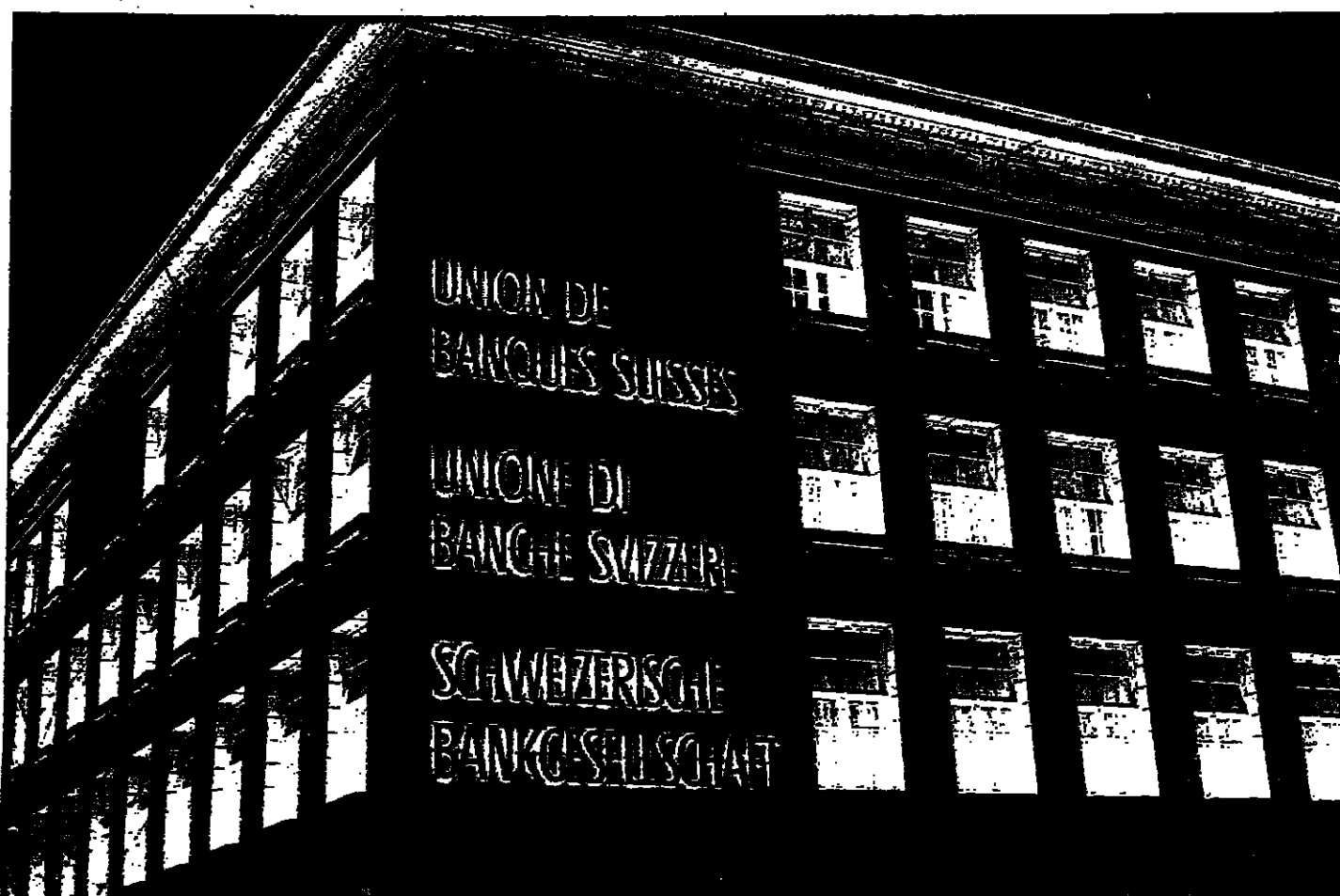
c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

[Handwritten signature]

552 من لاجل

S A N S • V I S A

Zurich miroir de Zurich



Lorsqu'on demande à ses habitants comment situer Zurich, ils réfléchissent, et vous répondent : « Au nord du lac de Zurich. » Et le lac ? « Dans le canton de Zurich. » Surtout, ne pas s'étonner : Zurich est, effectivement, à Zurich, et ailleurs part ailleurs.

C'est n'est pas aveuglement, ou orgueil. C'est. Avec satisfaction, vos hôtes s'honorent d'être à la croisée des chemins. Pas de l'univers, ne vous méprenez pas ! La plus grande ville de Suisse, trois cent cinquante mille âmes, trois cent cinquante ans nées bien loin des rives du lac, est « très bien placée » au carrefour de Winterthour, de l'Unterland, de l'Oberland et du Limmat. Bref, des quatre points cardinaux du canton.

C'est ainsi, et cela ne vaut pas d'en dire. A l'époque des vanités promotionnelles, du tout-mondialisme, il y a comme un réconfort à écouter l'une des cités les plus célèbres au monde se prendre pour un village. Et puis, les soirs de folie, après quelques bières, dans les cafés bordant la Limmat, ce fleuve qui se croit roissin, les Zurichois pousseront l'audace, en se penchant à votre oreille pour ne pas choquer leurs voisins de table, jusqu'à vous concéder que la ville

mène une discrète guerre de cent ans contre sa voisine Bâle, allemande comme elle, puissante, difficile à vaincre en raison de son éloignement. Et puis, derrière Bâle, peut-être Stuttgart, peut-être Francfort. Mais ce serait vanter-dise que de l'affirmer. Non, Zurich dans Zurich, c'est plus sage. Voir plus loin serait immoral, surprendrait Huldrych Zwingli, qui assura, face à Calvin, la particularité du protestantisme local.

Encore une fois, ce n'est pas manichéisme. Zurich vit à l'étroit sur ses rives, entre ses collines et face au lac, et s'en trouve fort bien. Un seul côté l'inquiète. Le Nord, par où peut arriver l'étranger, les dangers éventuels. Le Nord et sa gare, énorme signe d'inquiétude, monstre de collections de lignes ferroviaires. Disproportionnée. Hauptbahnhof. Au cœur de cette ville qui se réveille plus petite encore si elle l'osait, presque au bord de l'eau, un embarras permanent, une faille, une fêlure dans le dispositif culturel et géographique. Bien sûr, la gare, c'est pour aller à Winterthour sans les fatigues de la route. Mais au-delà de Winterthour ? Quelque chose d'autre commence, le jour de mauvais présages, une résonance planétaire. Quelque chose que les Zurichois comprennent vaguement à Genève, cette ville débauchée, frontalière de l'inconnu, qu'ils sont aller visi-

ter, un jour, avec précautions, comme on s'avance dans une ruelle de perdición. Pour oublier le tourment permanent de cette gare trop voyante, Zurich applique la seule recette qu'elle connaisse : le bonheur à la zurichoise. Partout ailleurs, on soupçonnerait d'indifférence un tel comportement. Surtout en ces temps de déchirements. Par morale, rigide, on l'a compris, la

cité du bout du lac, estime sincèrement qu'être soi-même à la perfection est le meilleur service qu'on puisse, ici-bas, rendre à l'ordre des choses. Suisse avec constance, Suisse-Allemand, mieux encore, Zurichois. De son bureau, dans le centre, à sa maison, au-delà des collines, puisque la ville, trop petite, n'abrite pas ses habitants à la nuit tombée. De son bureau à la station de ski, dès le vendredi. De son bureau à son bureau, pour toute une vie, dès qu'on a assimilé l'art d'être banquier, employé de banque, sous-traitant de banque, contrôleur de banque...

Rive des caritades. « Ici, quand vous prenez un emprunt pour vingt ans, confie un entrepreneur exilé — parce que bernois, — vous n'éprouvez jamais la moindre inquiétude de ne plus pouvoir rembourser un jour. Dès votre prime enfance, l'éducation vous garantit cette confiance en des jours qui se ressembleront, identiques, pour au moins vingt ans. » Mais si, par un malheur que les voisins commenteraient sans bienveillance, un doute surgissait, il resterait à l'hésitant le secours du folklore cantonal, la Suisse, la Suisse allemande, la Suisse zurichoise.

Un art de vivre déjà alpestre, campagnard en géographie

urbaine, mille et une manières miniaturisées, identifiées dès l'enfance, entre le temple, l'école et la maison, et tout au long de la vie vérifiées. Pour les autres, effectivement, un folklore enfantin : les jouets de bois, la bière, la musique et les danses en costumes, les carnavals villageois, les fêtes cantonales. La face apparente d'une vertu. De tous les musées qu'offre cette ville, le plus prisé est celui qui protège les secrets de la vie rurale des aïeux. De tous les récits, le mieux raconté celui des batailles contre les cantons catholiques, au début du seizième siècle. L'histoire la plus sûre, celle du bourgmestre Hans Waldmann, qui résista, il y a longtemps, c'est-à-dire à peine hier, à Charles le Téméraire.

Et c'est ainsi. Personne n'en rit, à moins de venir de l'extérieur, de faire son bonheur de l'équivoque modernité, des messages suspects, des confusions de l'univers. Homme, sweet home, en patois zurichois, pour profession de foi. La ville astique ses églises des bords de la Limmat, vante les dentelles de sa mairie, dépense des fortunes pour rénover les quelques maisons de commerce sauvées des siècles, lorsque le centre n'était que marécage aux grenouilles. La colline de la rive gauche est scient-

ment abandonnée aux étudiants, à quelques artistes. C'est justice, conformité historique : la vieille université de théologie et de sciences veille, sur sa crête éternelle, à la conformité du présent. Réel plaisir, aussi, car cette jeunesse sagement cosmopolite paraît avoir pour fonction d'animer une sorte de Son et Lumière réglé une fois pour toutes par ses cris juvéniles, de remonter le ressort d'un automate dans quelque ruelle escarpée, aux angles rêches, aux deux ou trois cafés sombres sauvés de l'avenir. Même le rock préserve, ici, les chansons d'alpages. Les objets flous fixent le bleu du lac, le blanc de la neige, au loin sur les cimes. Le vert parfait, écolo à souhait, comme tout dans Zurich, le strict vert de cet horizon de chromo.

Zurich n'a pas de murailles. Son autoprotection est toute spirituelle. Le monde entier y pénètre, et depuis déjà quelques siècles. Le monde entier y est chez lui, plus sûrement que chez lui. Cette ville est une Mécène. Y entre qui veut, mais jamais en surface. En sous-sol, où Zurich ne revendique plus son particularisme, où plus rien n'est suisse allemand. La culture zurichoise est un curieux mirage. Le folklore, l'intimisme local, les pudeurs protestantes prévalent à l'air libre de cette cité sans âge, à 400 mètres d'altitude.

Ses caves brassent des pulsions qui scandaliseraient les prudents Zurichois, s'ils savaient. Ses caves collectionnent l'argent, comme une femme légère les amants généreux. Si elle devinait l'existence de ces trafics souterrains, la ville réagirait sans doute, c'est bien pourquoi ce même argent entre ici par le sol, s'abrite dans des coffres de ciment et d'acier, fait semblant de dormir.

Si Zurich, ce village, savait... Mais rien de ces universelles pratiques sataniques n'est ici visible. La Bahnhofstrasse ? La célèbre artère, si tranquille, plantée de tilleuls et réservée au lent ballet des trams, qui mène de la gare au lac ?

Philippe Boggio
Lire la suite page 32

AU SOMMAIRE



Shanghai peut-elle devenir un nouveau Hongkong — p. 33
Les nourritures du monde sont arrivées à Paris — p. 30
Soulieu, capitale en gastronomie — p. 31
Les Shetland du pôle Sud visités par les touristes — p. 32
Escapes (p. 30) • Télé (p. 30)
Jeux (p. 34) • Table (p. 35)



55 ذر من الإملح

Saulieu la gourmande

Les témoins de l'Etat dévient leur route jusqu'ici non plus pour nourrir leur appétit de pouvoir, mais pour se régaler de choses très terrestres. Et quelles! Mais il n'y a pas qu'eux à avoir repéré l'endroit. Saulieu, 3 000 habitants, capitale en gastronomie. Reportage.

CONDAMNÉE un triste jour à jouer le taureau de bronze de François Pompon contre l'autoroute triomphante, Saulieu (Côte-d'Or), en bonne logique marchande, aurait dû s'évanouir de la mémoire nationale. C'était en 1969. Une France rêvant de transports rapides, un Paris centralisateur mais aussi quelques dissensions municipales en avaient décidé ainsi. Loin de prendre le chemin le plus court, le ruban à péage contournerait l'étape ancestrale et pour aller d'Avallon sur Chalon-sur-Saône, on devrait à l'avenir se rapprocher de Beaune, plutôt que du Morvan. Ils sont nombreux encore à garder ici en mémoire l'annonce du désastre, l'ampleur du traumatisme attendu. « Ce fut d'autant plus douloureux, confie le docteur Philippe Lavault, maire et érudit, que les mois précédant l'ouverture de l'autoroute la ville était pleine. Les hôtels affichaient plus que complet et les cuisiniers avaient pris l'insupportable habitude de gargoter. Puis, du jour au lendemain, ce fut fini. On nous avait coupé l'artère vitale et la ville fut comme morte. »

Les chroniqueurs locaux assure que la pénitence soixante-huitarde ne dépassa pas trois à quatre ans. Convallescente, encore fragile mais prête à la revanche, la cité reprit vite goût à donner de la joie. Pour comprendre, il faut bien sûr sortir de l'autoroute et remonter quelque peu le temps. Saulieu, comme tant d'autres villes, n'avait émergé que parce qu'elle était un lieu de grand passage, doublé d'une aire de repos. Les chemins antiques, déjà, annonçaient ici l'avenir.

C'était la voie d'Agrippa, qui venait d'Autun, passait à l'ouest de Liernais pour rejoindre la future nationale 6 vers Avallon. De Saulieu, on gagnait aussi l'Auxois par Preigney-Thil, Alesia, ou Vézelay via Quarré-les-Tombes. « Depuis l'époque gallo-romaine, tout est passé ici, les faulx, les armées, les maladies comme les idées », raconte le docteur Lavault.

La peste en 1349, les Anglais onze ans plus tard, une bande baptisée « les Ecorcheurs », en 1348, puis une autre - « les Tard-Venus » - en 1444, profitèrent de l'endroit. La peste encore, de mul-

tiples disettes, le fanatisme religieux, il fallut attendre le dix-septième et plus encore le dix-huitième siècle et ses diligences pour que la ville commence à bâtir sa réputation de haute hôtellerie et gastronomique. En août 1677, déjà, la question ne semblait plus se poser à M^{re} de Sévigné. En chemin vers Vichy et ses eaux supposées anti-rhumatismales, elle fait étape à Saulieu et dans l'une de ses lettres confie la longueur sur place de la présence à table et, corollaire, la nécessité de boire beaucoup. Plus simplement, son cousin de Guitaut dira, lui, que la dame était alors « entre deux vins » et qu'il y aurait eu quelque gâchis, dans de telles conditions, à aller dépenser de l'argent pour de l'eau de Vichy.

Saulieu commençait à célébrer ses épousailles avec la table. Dans la seconde partie du dix-huitième siècle, une hôtellerie à l'enseigne du Duc de Bourgogne (située aux numéros 11 et 13 de l'actuelle rue Danton) est tenue par un certain sieur Berger. Là, le 1^{er} octobre 1753, lors d'un dîner de réception offert par la ville en l'honneur de l'évêque d'Autun, on servit un incroyable repas composé de près de cinquante plats dont on possède fort heureusement le relevé *in extenso*. Les cardons d'Espagne au parmesan y côtoient les saucisses au vin de Champagne, les poulets

inaugurer le monument aux morts d'une guerre qu'on imaginait naïvement sans suites. Ce sera douze plats (sans compter les petits fours et les mignardises) et cinq vins parmi lesquels un richebourg et un musigny millésimés 1911. Le lendemain, le chef Budin (Hôtel de la Côte-d'Or) présente aux mêmes convives officiels et pour la première fois un « jambon du pays à la crème » qui allait, durant quel-

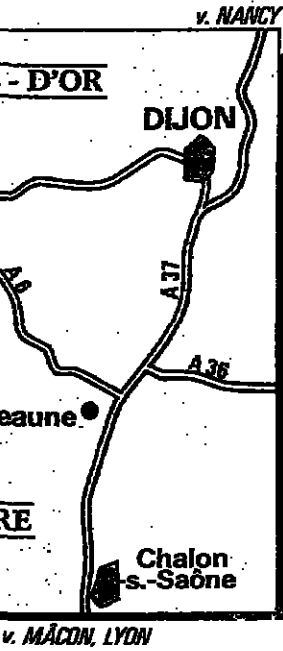
qu'à recevoir - c'était le 18 octobre 1952 -, le maréchal Juin. Signe des temps, on a réduit le nombre des plats (six au total) qui égale celui des vins, parmi lesquels alors un montrachet 1949, un La Tâche 1938 (du domaine de la Romanée-Conti) et un Clos des Goisses 1943.

Dumaine quitta un jour Saulieu pour d'autres festins. Il laissait la Côte-d'Or à François Minot, « chef de cuisine et propriétaire », qui, sans vraiment démentir, ne sut pas conserver les « trois étoiles » entre parenthèses que lui avait généreusement octroyées le Michelin. Mais l'appétit et la mémoire étaient trop puissants pour qu'on en reste là.

En 1975, grâce à Claude Vergé, Bernard Loiseau, vingt-quatre ans, s'installe à la Côte-d'Or. Une étoile en 1977, deux en 1981, il renouera à sa manière et non sans courage avec la magie séduisante. Brocardé, parfois méchamment, parce que laissant la crème pour l'eau, il inventait une cuisine débarrassée des graisses d'une autre époque, Loiseau s'est lancé seul corps et âme dans l'une des aventures individuelles qu'autorise aujourd'hui la renommée internationale du petit club des grands cuisiniers français (28 millions de francs d'investissements en dix ans).

Après quelques tâtonnements, et après avoir notablement agrandi sa maison, Loiseau est en parfaite harmonie avec sa ville en attente d'une troisième étoile qu'on ne saurait sans grande injustice ne pas rapidement lui décerner. Avec lui, Saulieu a retrouvé le chef qu'elle réclamait, le leader admis d'une cité de 3 000 habitants qui compte treize restaurants, trois « bouches véritables », autant de charcutiers et de pâtisseries.

On ne s'enorgueillit plus ici des repas officiels, et c'est à peine si l'on note les fréquents passages



au coulis d'écrevisse, les œufs au jus de mouton, les grives piquées ou la croquette au caramel.

Bien au-delà de l'anecdote, le détail des menus fit dès lors office de chronique municipale et ce, avec d'autant plus de raisons que les grands chefs commençaient à trinquier ouvertement avec les grands de ce monde. Le 10 décembre 1921, Victor Burtin officie à l'Hôtel de la Poste, quand Raymond Poincaré est à Saulieu pour

ques décennies, devenir l'une des plus belles célébrités de l'endroit. Trente ans plus tard, Alexandre Dumaine est à la place de Budin et fera bientôt de la Côte-d'Or - ce qu'il est aujourd'hui redevenu - l'un des plus hauts lieux de la gastronomie mondiale.

Les voitures automobiles sont de plus en plus puissantes et, hélicoptère aidant, on glisse vers la Méditerranée en faisant une halte obligée à Saulieu, chez Dumaine

**ISLANDE
geysers
et volcans**
avec votre voiture
à bord du
caterpillar "Norröna"
de la Smyril Line
Voyagez agréablement
42, rue Eugène Maréchal
92011 Paris 15 Tél. 01 46 06 81 92

**CELINE TARDI
VOYAGE
AU BOUT DE
LA NUIT**
384 PAGES 185 Frs.

Guide

- De l'autoroute A-6, on rejoint Saulieu à partir de l'échangeur d'Avallon ou, mieux encore, de Bierre (km 235). Saulieu compte une dizaine d'hôtels de bonne facture, parmi lesquels ceux de la Poste (80-64-05-67) et du Lion d'Or (80-64-16-33).
- Pour ce qui est de l'Hôtel (quatre étoiles, Relais et châteaux) de la Côte-d'Or (80-64-07-66), le prix des chambres se situe entre 260 et 1 800 francs. En salle (superbe

MUSÉART
Un grand magazine culturel qui vous ouvre avec passion les portes des villes du monde entier. Ce mois-ci: Fugue à Vienne et escapade à Salzbourg. 128 pages de plaisirs et de découvertes.
MUSÉART N°8 SPÉCIAL VIENNE 35 F
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

chez Loiseau de l'actuel président de la République et de nombre de ses proches.

Face au Morvandiau de Paris, le Café de Paris, véritable hymne à Trénot, va ouvrir une salle pour un billard à la française avant que l'on ne fête, l'an prochain, son centenaire. La mairie met la dernière main à un musée qui, parce qu'il réunira, à l'ombre de la basilique Saint-Andoche, le sculpteur Fran-

çois Pompon et l'excellent Dumaine, se devra d'être inauguré un jour par l'actuel ministre de la culture. Ainsi la ville-étape s'est transformée en capitale de ce que l'on nomme trop vite « la table » alors qu'il s'agit avant tout d'affaire de goût et de quête du partage. Enfin, loin de l'autoroute, au bord de la voie Agrippa, se dresse, souriant, un charolais de bronze.

De notre envoyé spécial
Jean-Yves Nau

VACANCES VOYAGES
HÔTELS
Côte d'Azur
06400 CANNES
HÔTEL LIGURE***
5, rue Jean-Jaurès - 06400 CANNES
Tél. : 93-39-03-11 - Tél. 970275
Fax 93-39-19-48
A deux pas du Palais des congrès.
Climatisé, insonorisé, chambres
TV couleur. Tél. direct, minibar.
DOC: id. 93-35-76-69. Fax 93-28-55-07.
NICE
HÔTEL LA MALMAISON
Best Westerns ***
Hôtel de charme près mer,
calme, grand confort.
CH. PERSONNAGES ET CLIMATISÉS
TV COULEUR PAR SATELLITE
Restaurant de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. : 93-87-63-56 - Tél. 470410.
Télécopie 93-16-17-99.
HÔTEL VICTORIA***
33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. : 93-88-39-60.
Plein centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin,
chambres TV couleur, câble.
Téléphone direct, minibar.
Montagne
05350 MOLINES-EN-QUEYRAS
HTES-ALPES - STATION VILLAGE
à 5 km de St-VÉRAN
HÔTEL LE CHAMOIS**
LOGIS DE FRANCE
Toutes possibilités de ski
Demi-pension, Pension
Tél. : 92-45-83-71.

74740 SIXT
HÔTEL PETIT TÉTRAS***
Logis de France
Au pied des pistes en hiver.
Au départ des randonnées en été.
26 chambres calmes et confortables.
Piscine chauffée en été.
Tél. : 50-34-42-51. Fax : 50-34-12-02.
Paris
SORBONNE
HÔTEL DIANA**
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bains, w.c.
TV couleur.
Tél. direct.
De 280 F à 420 F - Tél. : 43-54-92-55.
AU CŒUR MÊME DE PARIS
(Madeleine, Opéra, Concorde)
L'HÔTEL BURGUNDY***
8, rue Duphot, 75001 Paris.
Téléphone : 42-60-34-12.
Tél. : 47-03-95-20.
Tél. : 213 380 F.
Parkings à proximité.
Chambres 2 personnes : 660 F.
Chambres 1 personne : 580 F.
(Prix nets, petits déjeuners inclus.)
Calme total.
Excellent restaurant.
Suisse
St-MORITZ (Engadine)
Kulm - Hôtel
L'hôtel 5 étoiles
dans la grande tradition.
Centre mondain et sportif.
CH 7500 St-MORITZ - Tél. : 1941 822 11 51
Fax 3 27 38.
TOURISME
SUISSE
VALAIS: Magnifique chalet,
soleil, vue. 0041 614020233.

MUSÉART
Un grand magazine culturel qui vous ouvre avec passion les portes des villes du monde entier. Ce mois-ci: Fugue à Vienne et escapade à Salzbourg. 128 pages de plaisirs et de découvertes.
MUSÉART N°8 SPÉCIAL VIENNE 35 F
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Zurich miroir de Zurich

Suite de la page 29

Méprise : ce ne sont que respectables façades de banques. Immeubles majestueux, surchargés de colonnes, nets, accueillants. Des banques, quoi de plus normal ! De plus rassurant ! L'une à côté de l'autre, et surtout à Paradeplatz, à mi-hauteur de ce cours, ou les trois principales institutions financières de Suisse ont pensé à border ce carrefour, comme ailleurs les monuments des ministères cimentent les esplanades.

Des affiches préviennent : le service ici proposé ne s'interrompt pas à la nuit. Sur le mur de la Banque Leu, autre célébrité, érigée en 1715, une immense photographie montre un homme avenant, peut-être le directeur, un combiné à l'oreille, qui paraît veiller tard pour ses clients. Et un numéro - non de compte, de téléphone - « 01-219-23-10, ouvert 24 heures sur 24 ». Tout au long de ce trottoir, tous les signes de l'accueil helvétique. Des guichets automatiques, des panneaux informatiques avec les cotes de la Bourse. Dans les halls, si frais, si apaisants, des établissements, l'heure de Tokyo et de New-York. Partout, le premier mot, la première invite : *Kasse*. La caisse. Ces commerces, si l'on ne regarde qu'au ras du sol, semblent être tous propriété d'un seul homme. Un certain « Change ».

Zurich ne comprendrait pas que son boulevard vous donne le vertige, que vous y voyiez malice, ou mauvaise intention. La Bahnhofstrasse est comme l'alpage qui sommeille au cœur de tous les Zurichois. A sa juste place. Une autre

spécificité historique, un autre folklore qu'on chérit comme le chalet familial. Par devoir et conviction. L'argent est arrivé comme les mercenaires de l'Empereur, comme tous les événements qui perturbent parfois le bal en costume traditionnel de cette voisine, de Winterthur. Sans que l'alpage ait eu son mot à dire. Avec les protestants, les familles riches d'Europe qui avaient fui les persécutions de la première moitié du seizième siècle. Puis après la révocation de l'édit de Nantes. Puis à chaque bouleversement de la planète.

Avec respect, Zurich avait rangé l'or, l'avait compté, car les amis exilés n'étaient nulle part en sécurité, et que c'était la morale, après tout, qui commandait ce modeste soutien. Les exilés reviendraient peut-être. On avait ouvert les livres des absents. Depuis, on rangeait, on comptait, sans trop se demander pourquoi. Par éducation.

Aujourd'hui, cette singularité pourrait passer pour envahissante. Zurich gère le deuxième marché mondial des investissements financiers, la première place de l'or. 25 % de ses habitants travaillent dans la banque, ou ses annexes. On trouve ici plus d'avocats que n'importe où ailleurs, qui conseillent anonymement ceux qui n'ont pas la chance d'habiter Zurich. La Bahnhofstrasse est l'artère d'un certain dévouement.

On reste sceptique ? Les Zurichois ont l'habitude de ce soupçon. Les services secrets américains ont ici plus d'agents que dans n'importe quel autre point du monde. La ville est sur écoute. Les polices fran-



çaises et italiennes se déguisent en touristes, sur les bords du lac. Personne ne croit à cette histoire d'entraide à distance ? Le bourg veut l'ignorer. Certaines valeurs - morales - restent incompréhensibles. Que l'étranger se moque de cette hypocrisie apparente, de cette contradiction entre la surface et les caves, est habituel. Mais que des Suisses jettent l'anathème ! Qu'un Suisse francophone rompe le serment du secret ! Que Jean Ziegler, l'écrivain-député, après beaucoup de journaux helvétiques, prétende que le village enrichit des voyous, cela n'est pas convenable.

A ces accusations outrancières, Zurich se replie un peu plus sur sa passion du bonheur en miniature. Qu'y peut-elle, la ville de la Limmat, si les familles juives du continent avaient ici placé des fonds, et qu'après le malheur qui avait

donné du goût pour la neutralité à la Confédération, on n'avait pas été sûr de la légitimité des survivants ? Le trésor du FLN ? Des dictateurs ? Le village n'a pas l'habitude de réclamer des comptes sur l'honorabilité de ses clients de hasard.

Dans un livre sulfureux, Jean Ziegler, l'an dernier, a mis en cause la tranquillité de la ville, dénoncé l'honnêteté des façades, de la gare au lac. Raconté, après d'autres, la proximité d'investisseurs douteux avec l'avocat Hans W. Kopp, l'époux du ministre de la justice, Elizabeth Kopp. L'avocat a ses bureaux en ville, des liens avec des sociétés fiduciaires, des cabinets de gestion, que les polices du monde entier suspectent de dissimuler les revenus de la drogue. L'affaire a fait grand bruit, dans la montagne. Des justiciers, bien sûr, venus de

Genève, ou de l'autre rive du Léman, ont même désigné « Platzspitz », ce quartier près de la gare, où les jeunes font mortelle provision de drogue, à quelques centaines de mètres des banques.

Sous la force du scandale, sous la pression des Etats-Unis, la loi protégeant le secret bancaire, un très calviniste sens de la parole donnée, a été légèrement modifiée. Les Philippins ont pu récupérer les avoirs de leur cher dictateur, Ferdinand Marcos. Une première. Un manquement à la règle entre les banques et leurs clients inconnus.

Un mauvais souvenir, en cet hiver de guerre, où Zurich prie parfois pour qu'une autre campagne de démantèlement ne la vogue pas à la complicité indirecte des crimes du Proche-Orient. De l'argent irakien ? Sans doute. Puisque toutes les fortunes prennent des vacances

dans cette irritable cité. Zurich n'y peut rien. L'histoire a décidé pour ses habitants, et eux, ils appliquent simplement, avec rectitude, la règle de l'habitude.

Et puis, ce serait méconnaître le village que de ne le croire qu'allié de l'or. Des hommes ont ici trouvé refuge. Des pacifistes de toutes les guerres. Des exilés, d'un autre genre, auxquels personne n'avait songé à demander le récit de leurs crimes. Léonie, avant sa révolution. Joyce, qui repose au cimetière de Fluntern. Le dadaïsme, au Cabaret Voltaire, sur la Spiegelgasse. Thomas Mann, Bertolt Brecht, Robert Musil. Zurich ne les a pas empêchés d'écrire, d'espérer, ou de désespérer, du reste du monde. A tous, Zurich a prêté son fameux silence, sa discrétion aujourd'hui décriée. Certains eurent même pour la ville un autre regard que Jean Ziegler. Elias Canetti, par exemple, qui passa ici quelques années d'une jeunesse heureuse. Même à se méprendre : « (...) Je m'imaginais aussi - je ne sais pas ce qui m'y poussa - que la richesse n'y était pas spécialement prise », écrit le Prix Nobel de littérature (2).

Alors, c'est assez dire que Zurich la prude, la familiale, Zurich l'heureuse, est une inconnue un peu dédaignée. C'est égal, expliquent ses habitants, tant que coulera la Limmat.

De notre envoyé spécial
Philippe Boggio

(1) Jean Ziegler, *La Suisse lave plus blanc*, Seuil, 1990.
(2) Elias Canetti, *Histoire d'une jeunesse*, la langue sacrée, Albin Michel, 1980.

DÉCOUVERTE

Les Shetland du pôle Sud

Voyageurs hors limites, sept mille touristes fréquentent chaque année ce poste avancé du continent antarctique aux mains des scientifiques : les Shetland de l'hémisphère sud.

VIGIES courtes sur pattes, rivées à la plage caillouteuse, les manchots scrutent l'horizon marin. Leur royaume immaculé serait-il menacé ? Le danger, pourtant, vient d'abord du ciel. Malheur au palmipède délogé de sa colonie : les oiseaux de proie ont vite fait de fondre sur l'imprudent. Pour mieux s'en défendre, peut-être, les pingouins du pôle Sud tolèrent dans leurs rassemblements éléphants et loups de mer. Avachis entre les roches, trompeusement flasques, les gardiens de la côte se dressent d'un bond sur leurs nageoires pour mieux montrer les crocs, lorsque la présence d'un intrus, animal ou humain, leur devient intolérable.

Au loin, la banquise bleuâtre s'effondre dans l'océan, se fragmente en icebergs qui dérivent vers le nord. C'est l'été austral. La mer n'est pas prise par les glaces, et seules les hauteurs de King-George, l'une des îles Shet-

land du Sud, sont couvertes de neige. Le thermomètre indique 3 degrés au-dessus de zéro, mais le vent augmente la sensation de froid.

Sept pays sont présents sur ce poste avancé du continent antarctique. A l'origine simple station météorologique, la base chilienne Teniente (lieutenant) Marsh tire sa fierté d'être aujourd'hui la plus importante de l'île, et la seule à accueillir femmes et enfants du personnel scientifique et militaire. Partant de Punta Arenas, qui dispute à l'argentine Ushuaia, plus connue des téléspectateurs français, le titre de la ville la plus australe du monde, un avion-cargo de l'armée de l'air assure un vol aussi régulier que les caprices du temps le permettent.

Car les tempêtes hivernales, lors desquelles les vents peuvent souffler à 350 kilomètres/heure, ou l'amoncellement de vagues rendant tout atterrissage impossible isolent souvent les bases du continent américain. Mais les 300 occupants de Teniente Marsh sont habitués aux intempéries. A en croire Valeria, qui y réside depuis deux ans, la vie au bout du monde serait même « fascinante, exempte d'égoïsme et d'hyppocrisie ». Cette jeune mère de trois enfants se réjouit de pouvoir, enfin, se consacrer pleinement à sa famille et n'éprouve aucune nostalgie de l'agitation de

la lointaine capitale. Splendide isolément ? Les pionniers, en tout cas, ne manquent de rien. Outre les confortables bungalows d'habitation, leur village compte une école primaire, un petit hôpital où sont déjà nés quatre enfants, un bureau de poste, une succursale bancaire, une supérette, et même une agence du Loto sportif ! Une radio locale transmet quotidiennement cambias et concertos, recettes de cuisine et leçons de premiers secours. Grâce au satellite, les images de la guerre du Golfe, fracas incongru dans le grand silence blanc, ont crevé l'écran, ici comme ailleurs.

Les loisirs ? Ski et luge l'hiver, grâce au remonte-pente installé dans les parages. Et l'été, certains audacieux, tout de même vêtus d'une combinaison d'homme-grenouille, font de la planche à voile sur la baie. Le soir, on se retrouve autour d'un barbecue ou pour animer une veillée folklorique à laquelle sont souvent conviés les voisins soviétiques, dont la base Bellingshausen se trouve littéralement à deux pas. Ces bons rapports ne doivent rien aux récents bouleversements politiques survenus dans les deux pays, puisque Chiliens et Soviétiques de l'Antarctique faisaient déjà assaut d'amabilité alors que leurs gouvernements se vouaient aux gémonies.

Car la terre des glaces est aussi terre des hommes. Les différences ethniques et politiques ne sauraient entamer la fraternité des conquérants du dernier « nouveau monde ». Au total, trois mille ressortissants de vingt-six nations peuplent une cinquantaine de bases. La plupart sont établies sur le pourtour du continent, dont les 13 millions de kilomètres carrés sont presque entièrement couverts d'une calotte glaciaire épaisse de 2 000 mètres.

Mais l'Antarctique est aussi terre de convoitises. Principale réserve mondiale d'eau douce, recelant du pétrole et probablement aussi des minerais, entouré

d'eaux riches en krill, un petit crustacé dont les protéines porteraient, assure-t-on, de pallier la sous-alimentation chronique de l'humanité, le continent blanc est-il un trésor qu'il faudra bien exploiter, à mesure que s'épuisent les ressources naturelles de la planète ?

Les réponses divergent : réunies l'an dernier dans la ville chilienne de Vina-del-Mar, les vingt-six parties consultatives au traité de l'Antarctique (1) ne sont pas parvenues à un accord. La France, l'Australie, la Belgique et l'Italie demandant l'interdiction définitive de toute prospection et exploitation minières, par crainte de leurs conséquences sur l'environnement. D'autres pays, à l'instar des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et du Chili, sont favorables à un moratoire. Quoi qu'il en soit, les conditions climatiques rendront pendant longtemps improbables les activités minières sur le continent austral.

Sans prendre parti dans cette polémique, l'égyptien Mostapha Tolba, directeur du programme des Nations unies pour la protection de l'environnement, s'est rendu le 9 février à la base



THIERRY THOMAS

Teniente Marsh afin de manifester la « préoccupation universelle pour l'avenir de l'Antarctique ». C'est la première fois qu'un haut fonctionnaire de l'organisme international posait le pied sur le continent, où l'ONU, a-t-il annoncé, désire installer une station d'observation.

M. Tolba a mis en garde contre les conséquences désastreuses du « trou » dans la couche d'ozone. L'ouverture s'est élargie en été sous l'effet des radiations solaires, au point d'être alors aussi étendue que le territoire des Etats-Unis. Comme les émanations de chlorofluorocarbures qui détruisent le gaz atmosphérique mettent une centaine d'années à se dissiper, la catastrophe est irréparable, même si les nations industrialisées observent le code de bonne conduite qu'elles ont adopté en 1987 à la conférence de Montréal et réduisent de moitié, d'ici à 1999, l'utilisation du produit dévastateur.

Outre qu'elle a part au réchauffement global de l'atmosphère terrestre, la gigantesque fenêtre ouverte sur le ciel austral expose le continent aux rayons ultraviolets. Premier à en être affecté, le

phytoplancton a souffert, en cinq ans, d'une diminution de 30 % de son rythme de reproduction. Du krill aux baleines, c'est donc la chaîne alimentaire de toutes les espèces animales qui pourrait être altérée.

Mais d'autres menaces pèsent sur l'écosystème antarctique. Les occupants des stations n'éliminent pas toujours leurs déchets conformément aux exigences de sauvegarde de l'environnement stipulées par le traité. Il existe aussi les risques inhérents au trafic maritime : le naufrage de deux navires, en 1989, a provoqué les premières marées noires dont ait eu à pâtir l'océan Austral. Sans parler des sept mille touristes qui abordent chaque année cette terre de science, de richesses... et d'incertitude.

De notre correspondant
à Santiago du Chili
Gilles Baudin

(1) Afrique du Sud, Allemagne, Argentine, Australie, Belgique, Brésil, Chili, Chine, Corée du Sud, Espagne, Etats-Unis, Equateur, Finlande, France, Grande-Bretagne, Inde, Italie, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Suède, URSS, Uruguay.

IMMOBILIER DE TOURISME

Chaque deuxième semaine du mois
le VENDREDI, daté SAMEDI,
dans le supplément MONDE SANS VISA
en couplage avec LE MONDE RADIO-TV

Noir, bichromie. Possibilité quadrichromie.

Renseignements insertions : 45-55-91-82, p. 4324.

مركز من زلازل

سنة ١٤١١ هـ

Shanghai ville debout

Il ne s'agit plus de « concessions » comme au temps des empires coloniaux, mais de « zones franches » : Shanghai se livre aux plus offrants et appelle l'Occident à l'aider dans son match engagé contre Hongkong. Qui gagnera ?

QUI n'a rêvé de Shanghai ? De la fascination pour l'héroïque peuple rouge que décrit Malraux, aux secrets regrets d'un capitalisme triomphant, ou encore des attraits inavouables de plaisirs obscurs qu'offrait la « putain de l'Orient » ? Tout le monde a en tête une page de cette ville mythique. Une page déformée ou dépassée, une page qu'il nous tarde d'écrire avant que Shanghai ne disparaisse derrière un projet qui devrait tout au moins la transformer en profondeur.

Depuis peu, en effet, le gouvernement de la Chine populaire, afin de marquer la continuation de sa politique d'ouverture, a dévoilé un programme ambitieux, visant à refaire de Shanghai la première ville industrielle, commerciale et financière d'Asie.

Après l'avoir purgée, nettoyée de ses vices, après l'avoir ponctionnée et démunie de 90 % de ses ressources pendant quarante ans, Pékin change de politique et veut désormais réhabiliter Shanghai (« l'enfant » de « sur mesure » aux couleurs capitalistes. On peut-elle faudrait-il dire de « sur mesure », puisqu'il s'agit de rien de moins que de faire d'elle le Wall Street doublé de la Silicon Valley du vingt et unième siècle.

Les objectifs sont ambitieux, voire irréalistes ; ils marquent néanmoins un tournant dans la politique d'aménagement du territoire chinois. Fini les vieux dogmes, la première Bourse chinoise viendra s'installer face au fameux Bund des années 30, au cœur d'une cité financière et commerciale qui n'aura rien à envier à ses sœurs occidentales et que dominera la plus haute tour d'Asie. Une tour de télévision de 450 mètres de haut, symbole de la chaîne prospérité chinoise ! Au-delà du nouveau centre d'affaires, les entreprises high tech s'installeront dans la plus moderne zone industrielle du pays et, pour compléter le tableau, Shanghai accueillera un aéroport international, un port en eau profonde, une zone franche...

De rêve, de l'esbroufe ? Pas si sûr depuis que le gouvernement s'est engagé fermement sur ce projet, consacrant une partie du budget de l'Etat au développement de Shanghai et l'inscrivant dans le VIII^e Plan. Bien sûr, il faudra un financement extérieur, des capitaux étrangers, mais la dette vient à point nommé, et Shanghai ne se ménage pas pour faire sa pub. On ne parle évidemment plus de « concessions », mais de zone franche, zone de dégrèvements fiscaux où les investisseurs étrangers pourront trouver des baux de soixante-dix ans à des conditions très avantageuses. Remake de l'histoire, véritable révolution économique... De toute façon, tout reste à faire.

La mer Jaune s'engouffre dans la terre, et soudain, au milieu de l'estuaire, une île. Nous sommes maintenant sur le plus grand fleuve de l'empire du Milieu, le Yangtze. Un fleuve de plusieurs kilomètres de large, navigable jusqu'à plus de 1 500 kilomètres à l'intérieur des terres, mais le paquebot fait route sur Shanghai, vire et s'engouffre dans le premier fleuve sur bâbord. Un fleuve plus modeste, à peine arrivons-nous sur le Yangon que déjà s'élève la première ville industrielle de Chine.

Mais Shanghai, c'est aussi le premier port du pays, ce qui donne à cette arrivée de nuit un caractère magique. Un trafic incroyable : cargos, paquebots, ferries entre lesquels se fauillent des trains de péniches tirés par d'antiques remorqueurs.

Sur des dizaines de kilomètres les quais du fleuve sont encombrés de minéraliers, pétroliers, vraciers de tous âges et de tous pays, qui déchargent à la lumière crue et éblouissante de leurs projecteurs. Derrière les entrepôts et les chantiers navals ronflent encore les usines. Un paysage de briques, de tôles, de cheminées, avec parfois celles des hauts-fourneaux qui brusquement crachent leurs langues de feu.

Nous n'en finissons pas de traverser le port de Shanghai, mais le Bund n'est toujours pas en vue. Sur tribord, les usines, les quartiers laborieux, sur bâbord, un immense triangle de marécages, de rizières, d'usines et de cités ouvrières qui s'étirent jusqu'à la mer Jaune : Pudong. C'est justement là que devrait s'épanouir le Shanghai du troisième millénaire.

Mais le bateau arrive et le fameux Bund apparaît à la sortie d'un coude du fleuve. Toutes les gloires ou les misères de Shanghai ont eu pour symbole cette orgueilleuse façade. Une riche façade prenant pied et s'appuyant sur le fleuve sans jamais avoir osé le franchir. D'un côté de la rive, des gratto-ciel des années 30 version Manhattan, magnifiquement illuminés, où jadis pas moins de trois cents banques et institutions financières avaient élu domicile, de l'autre rien, ou presque. Quelques lugubres entrepôts s'élevaient. Sensation de plat contrastant tant avec la ville du Bund, toute en hauteur. Un Bund anachronique, disposé comme les gradins d'un amphithéâtre, calé dans la courbure du fleuve et regardant curieusement Pudong de toute sa hauteur, une scène vide où rien ne se passe encore.

C'est pourtant là que se focalisent tous les regards du monde économique depuis que le maire de Shanghai, M. Zhu Rongji, a dévoilé l'ambitieux programme de développement de ce qui n'est encore qu'une « zone ».

Le projet Pudong, c'est à la fois tout et rien. Tout, parce que les projets sont immenses, les potentialités de développement de la zone exceptionnelles, et rien puisqu'il s'agit pour l'instant d'une vaste zone de 500 kilomètres carrés, sous-équipée, coupée de Shanghai par un large fleuve et actuellement considérée comme l'un des bas-fonds de la ville. Ce qui pourrait faire passer du rien au tout : l'argent et la stabilité politique, ce qui va de pair. L'argent, il faudrait au bas mot quelques 80 milliards de dollars sur trente ans pour faire de Pudong, et par là même de Shanghai, le nouvel Hongkong dont rêvent ses dirigeants.

La stabilité politique, c'est peut-être beaucoup demander, et la municipalité a déjà assez de difficultés à réunir les 10 milliards de dollars nécessaires au financement de la première phase du projet, qui s'attelle au cruel manque d'infrastructure. « C'est le plus bel espace de la ville, dira un urbaniste, mais qui n'a jamais pu être développé faute de lien entre les deux rives. » Première tâche, en effet, relier cette zone désertée au centre de Shanghai. Un vieux tunnel existe depuis 1944, une armada de petits ferries font l'aller-retour, mais cela est bien insuffisant pour désenclaver un espace aussi grand, qui représente tout de même plus d'un million d'habitants et 10 % de la production de la ville.

Déjà un tunnel routier reliant rapidement les deux rives a été inauguré l'année dernière, cinq autres devraient suivre d'ici à 1993, tandis qu'au-dessus de l'eau un gigantesque pont suspendu sera ouvert l'année prochaine.

Lorsque M. Deng Xiaoping, il y a douze ans, engagea sa politique d'ouverture sur le monde extérieur après trente années d'isolement, il décida la création de cinq zones économiques spéciales, véritables fenêtres sur le monde capitaliste et d'ailleurs localisées à proximité de Hongkong, de Taïwan et de l'Asie du Sud-Est. Le projet Pudong est présenté comme une deuxième étape de l'ouverture, et cette fois-ci il s'agit d'ouvrir le centre de la Chine afin de doper toute la vallée du Yangtze. Après le succès des fenêtres, c'est une porte royale qui

devrait s'ouvrir sur le monde extérieur. Car, si les règlements annoncent concernant les conditions d'investissement et d'implantation des entreprises étrangères n'offrent que peu d'avantages supplémentaires comparés à ceux des autres « ZES », il faut souligner que l'originalité de Pudong tient à sa taille exceptionnellement grande, en plein cœur de la première ville industrielle chinoise. De plus, il ne s'agit pas d'attirer des unités manufacturières de peu d'importance, mais des industries de forte valeur ajoutée. D'autre part, l'importance économique de Shanghai est d'une tout autre force.



REUTERS/AGF



GUY LE QUERRIC/MAGNUM

Les deux provinces immédiates entourant la ville représentent une population de proximité de cent millions d'habitants et, si l'on considère l'arrière-pays, c'est-à-dire le bassin du Yangtze, il faut compter sur un tiers de la population chinoise. Evidemment, l'effet multiplicateur est dans ce cas-là d'une tout autre échelle.

Le maire est tellement décidé à refaire de Shanghai la « perle de l'Orient » qu'il se dit prêt à rendre à leur fonction initiale les buildings du fameux Bund aujourd'hui occupés par diverses administrations. Réel retour des banques ou poudre aux yeux, une chose est sûre, les urbanistes travaillent d'arrache-pied pour intégrer le développement du futur centre financier de Pudong dans la continuité du centre-ville et du Bund.

Dès cet hiver, un concours international d'urbanisme organisé en collaboration avec la France sera lancé pour trouver la meilleure forme urbaine des 27 kilomètres carrés de ce futur centre d'affaires. Alors, le rêve ? Beaucoup y croient dur comme fer, et un diplomate enthousiaste ajoutera qu'il ne s'agit déjà plus tout à fait d'un rêve lorsque la volonté politique se fait à ce point sentir.

Ce serait, dit-on, l'enfant chéri de M. Deng Xiaoping, et le premier ministre Li Peng a lui-même inauguré l'agence de développement de Pudong au printemps dernier.

Alors Shanghai, ville incroyablement dynamique, ne se le laissera pas dire deux fois. Même pillée outrageusement par le gouvernement central, la ville a réussi à résoudre bon nombre de problèmes, ce qui fait dire à un directeur d'une

banque française : « Pour une personne qui connaît Shanghai depuis les années 50 et qui sait que la ville a été la vache à lait de Pékin, on mesure le chemin parcouru, et, en fin de compte, on constate que la ville ne s'en sort plutôt pas trop mal. Maintenant, Shanghai va pouvoir profiter et investir dans son développement : on peut donc penser que tout est permis. Pudong, cela se passera sur des décennies, mais tout le monde pousse très fort de l'avant, et ça bouge. »

Mais il reste du chemin à parcourir, notamment dans le domaine des transports. 85 % de la population se déplaçant en bus et à vélo. « Il y a dix ans, dira un homme d'affaires, il n'y avait pas une voiture à Shanghai. Aujourd'hui, même si ce n'est rien comparé aux pays occidentaux, elles sont de plus en plus nombreuses, et la cohabitation avec les vélos est une véritable catastrophe. » Quelle surprise effectivement pour celui qui s'attend à une ville écologique, sans bruit de moteur, avec juste le paisible frottement des pédales.

Grande déception. Le paysage sonore se voit qu'éprouvant. Dans un roulement perpétuel de milliers de sonnettes de vélo, quelques voitures, dont il est stipulé dans le code de la route chinois qu'elles doivent signaler aux cyclistes leur présence par un bref coup de klaxon, obéissent effectivement dans une cacophonie continue face au torrent de vélos qui déferle dans les rues. Le problème est tel que tout un réseau de rues et d'avenues est interdit aux cyclistes et qu'un bataillon de menaçants petits hommes tout habillés de jaune, armés de petits drapeaux rouges, ont pour charge à chaque

carrefour d'empêcher une infiltration des deux-roues.

Les transports en commun ne sont guère plus performants dans ce décor, et quel terrible spectacle que de voir ce peuple d'ordinaire souriant ou indifférent aux autres soudain prendre d'assaut un vieux bus, s'invectivant, se bousculant avec une violence inouïe, sans plus aucune règle de politesse envers quiconque et surtout pas des femmes et des enfants. Pour résoudre ces problèmes, un métro est en cours de percement, mais il n'est pas près d'améliorer la circulation.

L'autre grand problème concerne les logements. Un programme de villes nouvelles à la périphérie avait bien été mis en place, mais l'échec fut total : au lieu que cela aboutisse à décongestionner une ville où chaque habitant dispose en moyenne de 4 à 6 mètres carrés, ce sont les populations des campagnes qui se sont encore rapprochées de Shanghai.

Selon la municipalité elle-même, la moitié des familles sont mal logées. Evidemment, les disparités sont grandes entre les quartiers périphériques faits d'immeubles récents et le centre-ville où s'entassent littéralement les familles. Les vieux quartiers du centre sont les plus dégradés, ce qui n'empêche pas la population résidente d'y être particulièrement attachée puisque tout est à proximité, commerces, restaurants, artisans, petits marchés, image réelle de l'Asie trépidante. Les familles du vieux Shanghai s'entassent, pour les plus chanceuses, dans les anciennes villas des concessions. De grandes maisons bourgeoises bien cosues, mais redistribuées de

manière à loger le plus possible de ménages. Les autres, et il s'agit de 75 % des habitants, sont installés dans les *liangs*. Il s'agit d'un habitat typiquement shanghaien apparu au siècle dernier, lorsqu'il fallut faire face au développement accéléré de la ville. Sorte d'habitat populaire, construits comme le furent les corons du nord de la France pour loger les ouvriers des manufactures environnantes, ils offrent, dans un mélange de style chinois et de style occidental, une originalité propre. Chaque *liang* répondait à une classe sociale bien déterminée et se présentait comme un ensemble homogène d'habitations qui s'organisaient autour d'une ruelle ou d'un réseau de ruelles.

Bien que l'habitat soit dégradé, la qualité architecturale de ce qu'a légué l'époque des anciennes concessions est indéniable. Chacune de ces concessions offrait son type d'habitat, sa sensibilité, son architecture. Le centre de Shanghai est donc un patchwork bien découpé de sensibilités diverses, française, anglaise, japonaise et autres. Cette diversité, pour agréable qu'elle soit, n'en est pas moins la cause de nombreux problèmes urbains. Chaque concession en effet était construite selon les normes du pays auquel elle appartenait. Il en résulte ainsi d'importants problèmes de connexion des réseaux. « Ce manque d'infrastructure, dira M. Zou, ancien ingénieur des ponts, a été accentué par le boom de l'immobilier qui a suivi la réforme économique de Deng Xiaoping il y a douze ans. Avant cette réforme, on ne construisait rien. Depuis, ça s'est élevé de partout, des tours par-ci, des blocs par-là, mais l'infrastructure, elle, n'a pas suivi. D'où les problèmes de pollution, de transport, de réseaux, que nous connaissons aujourd'hui. »

Le boom a par ailleurs mité par le haut le vieux Shanghai. Chaque quartier a voulu sa tour, son symbole de richesse quel qu'en ait été le prix urbain et architectural à payer. Il aura fallu attendre cette année pour que les autorités municipales interdisent les constructions de plus de dix niveaux dans l'intention de préserver le patrimoine architectural aujourd'hui reconnu. Cette fois-ci, après les massacres de la révolution culturelle et les récentes menaces du boom immobilier, il semblait que la municipalité ait réellement pris conscience de l'importance et de la qualité de son patrimoine en décidant de le préserver et de le restaurer. Une équipe d'architectes français, en collaboration avec le ministère de l'équipement, est en train de réaliser un programme de réhabilitation des quartiers populaires, travaillant sur les *liangs*, tandis que d'autres pays européens tentent également de se placer dans ce fantastique marché potentiel du bâtiment et des travaux publics. Que ce soit dans la construction, la réhabilitation, les infrastructures de transport (métro gagné par les Allemands, les Français ayant la charge de percer les tunnels) et les réseaux de toute sorte, les Shanghaiens ne manquent pas de travail.

Shanghai a certainement la population la plus dynamique et la plus pragmatique de Chine. Loin, très loin de la grande politique de Pékin, les Shanghaiens veulent s'enrichir et consommer. La nuit tombée, même après l'extinction des éclairages du Bund marquant la limite officielle des heures décentes, d'immenses rues commerçantes continuent à vivre jusque tard dans la nuit. Des rues illuminées d'enseignes accrochées, des rues où il est possible de choisir entre des dizaines de restaurants, où il est possible de chanter et danser dans les *karaoke* d'importation japonaise ou encore de chiner et d'essayer la mode de Hongkong ou de Tokyo dans un foisonnement de petites échoppes privées. Les Shanghaiennes ont la réputation d'être les plus jolies filles de Chine, elles ont en tout cas de quoi s'habiller, et il semble bien qu'elles aient définitivement tiré un trait sur le col Mao de papa.

Ehmad Sandelin

TABLE

Crosnologie

Il y a de nombreux restaurants japonais à Paris : en connaissez-vous affichant à leur carte le *chorogi* ?

Il y a des milliers de restaurants chinois en France : leur avez-vous souvent vu proposer du *kanly* ?

Ce légume - car il s'agit du même - venu de la-bas, les Français ne le connaissent que depuis l'an 1887. Et encore ! S'il fut un temps recherché, on ne le trouve guère sur les marchés (et encore moins au restaurant, où les chefs l'ignorent !) sous son nom français de crosne.

C'est en 1882 qu'un cultivateur passionné de plantes nouvelles reçut de la Société nationale d'acclimatation quelques tubercules envoyés par le docteur Breitschneider, médecin de la légation russe à Pékin.

Les savants allaient nommer *Stachys tuberifera* ce qui était le *kanly* chinois, le *chorogi* japonais. Et M. Pailleur ayant ses champs de Seine-et-Oise à Crosne... vous imaginez ! D'autant que ces petits tubercules blanchâtres devenant vite jaunes puis noircissant rapidement, torturés comme « des pieds de chaise Louis XIII », allaient fournir, dès l'hiver 1887, une abondante récolte de 3 tonnes. Les crosnes du Japon furent à la mode.

C'est alors que dans sa pièce *Francillon*, Alexandre Dumas fils fait un de ses personnages donner la recette d'une salade : moitié moules pochées et ébarbées, moitié pommes de terre cuites à l'eau, émincées et marinées au chablis (1), le tout recouvert de lames de truffe. Restaurateur du



Boulevard (avec un « B » majuscule), Paul Brébant mit à sa carte une salade Francillon « japonaise » dans laquelle les pommes de terre étaient remplacées par

les fameux crosnes du père Pailleur. Ce fut une curée bien parisienne, un emballement : les crosnes prenaient le dessus du panier de la ménagère dans le

vent ! Pourquoi pas ? C'est un excellent légume, d'une saveur tenant le milieu entre salsifis et artichaut et qui, s'il contient 0,12 % de matières grasses, propose par contre 2,81 % de matières azotées. Facile à digérer, ce légume d'hiver se prépare facilement, mais il convient de le bien nettoyer. On le débarrasse de ses radicelles, on le mélange à bonne quantité de gros sel et on le frotte vigoureusement sous l'eau du robinet. Après plusieurs lavages, il n'est que de le cuire (dix minutes environ) : fritt, sauté au beurre, simplement bouilli à l'eau salée.

Le succès des crosnes dura jusqu'après la guerre de 1914-1918, puis, petit à petit, sa consommation diminua. Lorsqu'on le trouve sur les marchés et dans les magasins d'alimentation de luxe,

il est déjà jaunasse, séché. C'est peut-être ce qui en a lassé le chaland. Dommage ! Encore une fois, c'est un légume remarquable.

Les ouvrages de cuisine n'en donnent plus de recettes. Escotier les ignore. Pellaprat les propose soit aux fines herbes, soit nappés d'une sauce veloutée. Alfred Gérold les veut « à la grecque ». Et je les cherche en vain dans le très beau livre *Saveurs de Chine* venant de paraître chez Flammarion.

La saison se termine. Espérons, l'an prochain, trouver un peu plus de crosnes sur nos marchés. Et que les « grands » de l'imagination culinaire, de Sendernes à Robuchon, nous préparent alors la réhabilitation de ce légume merveilleux !

La Reynière

(1) Ou au Château d'Yquem ?

EN BALADE

Chez les Biarrots

SANS remonter aux temps lointains où il n'était ici qu'un phare et quelques bicoques, sans même évoquer le « coup de cœur » de l'impératrice Eugénie et la construction de son palais (aujourd'hui l'hôtel du Palais), on ne saurait oublier qu'avant-guerre et après cette guerre encore, Biarritz fut un « pôle » du tourisme mondain. De Madrid comme de Londres, les avions atterrirent sur l'aérodrome de Parné (doté, de surcroît, d'un excellent restaurant folklorique animé par Robert Laporte). Et l'hôtel du Palais, le casino et ses fêtes, d'autres beaux hôtels, attirèrent les touristes enthousiasmés par une longue et belle plage.

Puis tout changea. Biarritz sombra dans une monotonie, un engourdissement, que la « buldingisation » accentua, les haut-parleurs, regaines tonitruantes aux carrefours, n'enlevèrent rien à la médiocratisation de la plage aux mois de vacances et à l'isolement de la combien morte-saison. Le Palais se délaça. Les grands hôtels fermaient. Les visiteurs réduits au voyage bousculé d'Air Inter... La cuisine MacDonald triompha des spécialités du pays et la Confrérie de l'opéra n'osait même plus célébrer ce gastronomique anatife local.

Depuis quelques années, Biarritz semblait renaitre. La transformation de l'obsoleète Miramar

en un centre de thalassothérapie révéla Biarritz. Un nouveau directeur à l'hôtel du Palais, homme de qualité, M. J.-L. Leimbacher (des travaux permettront, dès l'ouverture le 12 mars, aux clients, de découvrir une vingtaine de chambres duplex supplémentaires, avec vue directe sur l'océan) ou un nouveau chef, Jean-Marie Gautier (il a travaillé à l'Auberge des Templiers) n'aura pas de mal à remplacer l'ancien.

Enfin, le célèbre Café de Paris d'autrefois (la transformation de la place Bellevue en parking en gâcha le paysage) devait devenir aussi un petit hôtel de luxe et Pierre Laporte (fils de Robert) entend ainsi réveiller tout le coin romantique du casino de Bellevue.

Il n'en faudrait pas plus, avec aussi des lignes directes régulières Londres-Biarritz et Madrid-Biarritz (Le Miramar a, deux fois par semaine, une ligne directe Genève-Biarritz d'Air France, pour faire revivre l'élégance de l'accueil biarrot. Les bons restaurants n'y manquent point, ici, du Galion (17, boulevard du Général-de-Gaulle) aux Jardins de l'Océan (hôtel Régina, 52, avenue de l'Impératrice ; des Platanes (32, avenue Beauséjour) d'Arnaud Daguin au Petit Doyen (87, avenue de la Mer) avec aussi la charmante Auberge du Relais (44, avenue de la Mer). Mais c'est à l'en-

tour que l'on annonce aussi du neuf, le golf d'Arcanques qui doit ouvrir en juin ; l'arrivée de l'excellent chef (second jusqu'ici au Miramar) au Grand Hôtel de Saint-Jean-de-Luz ; enfin la reprise, à Ciboure, de Domini (2, quai Maurice-Ravel) par Georges Piron, venu du Relais Louis-XIII parisien.

Malheureusement les vieux Biarrots (et les estivants éternels) sont inquiets du raz-d-marée immobilier. Le projet municipal de remplacement du vieux casino par un casino-hôtel quatre étoiles défilerait le site de la Grande Plage (tout autant qu'en face de la mairie la statue du Manneken pijs). Et ce n'est pas le restaurant Luis Mariano qui compensera, malgré les fans visiteurs de sa tombe au cimetière d'Arcanques.

La Reynière

► Mais Biarritz reste Biarritz. La tradition c'est, par exemple, cinq générations au service de la succulente (des vieux bordelais comme cet yquem 1875 aux whiskeys écossais (quelque cent vingt marques), au château basque et autres délices du pays). La maison Arosteguy (aujourd'hui Félix Arosteguy et son petit-fils Pierre), au 5 de l'avenue Victor-Hugo, « a maintient ». Et pour eux, la Grande Plage doit rester ce qu'elle est !

Semaine gourmande

Armand au Palais-Royal

Il y avait Raymond (Oliver) au Palais-Royal. Il y a Pierre au Palais-Royal et aussi Armand au Palais-Royal. Dans les anciennes écuries du duc de Richelieu, la patronne de cette belle petite maison voulait passer la main. Elle a cédé avec sagesse à son chef Jean-Pierre Ferron (élève du Vivarais), associé à son ami et aussi cuisinier Bruno Roupie. L'enseigne est en passe de devenir le phare gourmand de cette rue de Beaujolais. Parfait foie gras en gelée de sauternes, mais aussi salade de homard, tian de saumon, huîtres chaudes au curry, feuilleté d'étrilles aux langoustines. De la queue de bœuf braisée au vin rouge à la noix de ris de veau « bonne femme », du rognon aux trois moutardes à l'estouffade de pigeon aux paupiettes de chou, en passant par un rouget « genevoise » et une escalope de saumon sur blini. Un honnête plateau de fromages. Quelques desserts savoureux (charlotte caramel et réglisse), et une cave qui s'étoffera. Un menu aux déjeuners (170 F) ; à la carte, compter 350 à 400 F.

► Armand au Palais-Royal, 6, rue de Beaujolais, 75001 Paris. Tél. : 42-60-05-11. Service jusqu'à 22 h 30. Fermé samedi midi et dimanche. Parking : Bourser. CB-AE-DC. Chiens acceptés.

Chez Tante Louise

Maison bien connue des touristes venus visiter la Madeleine ou admirer les vitrines d'Hermès, hôtes des grands hôtels du coin. Mais le soir un peu oubliée, et c'est justement le soir que les sages Parisiens pourront tranquillement, sans bruyance ni chichis, se conforter d'une bonne, sage et copieuse cuisine.

Un menu à 190 F m'a permis de goûter la terrine de foie gras de canard, un panaché de poissons, le canard de Challans à l'orange avant les profiteroles au chocolat (qui dit mieux ?). A la carte, découvrez le filet de sole Tante Louise (du temps ancien de cette vieille charmante dame au fourneau), les cinq variations sur les foies gras (canard et oie), le rognon de veau sauté à la mazarinilla, les bons desserts. Le patron, M. Lhiabastres, se passionne pour les vins (et vous fera goûter, au verre, ses découvertes : en ce moment, un corbières blanc 1989 Bois-des-Dames). A la carte, compter 300-400 F.

► Chez Tante Louise, 41, rue Boissy-d'Angles, 75008 Paris. Tél. : 42-65-06-85. Fermé samedi et dimanche. Parking : Madeleine. CB-AE-DC. Chiens acceptés.

L'Entre-Siècle

J'avais écrit qu'il n'y avait plus d'ambassade de cuisine belge à Paris. J'avais oublié ce charmant restaurant clair et discret tenu par Olivier et Odile Simon, lui s'attachant à mettre à sa carte de plus

en plus de plats de son pays : anguille fumée en gelée de lapereau, morue fraîche sur lit de chicons, anguille au vert, rognon à la liégeoise, ris de veau à la bière. Avec aussi, au menu du déjeuner (160 F), le jambon d'Ardenne, les carbonades ou le waterboef. Et surtout quinze bières en bouteilles, dont la célèbre Westvliet-ten des trappistes, bière forte pouvant se boire en digestif (et faisant merveille sur le fromage de Herve !). On peut espérer que, les succés aidant, la carte s'agrandira du côté belge, mais c'est déjà heureuse rencontre.

► L'Entre-Siècle, 29, avenue de Lowendal, 75015 Paris. Tél. : 47-83-51-22. Fermé samedi midi et dimanche. CB.

Le Saint-Vincent

C'est un rappel, mais comment, en ces temps d'inflation et de désolation restauratrice, ne pas rappeler ce restaurant-bistrot où Pierre Cambin, sa femme, sa fille, un bon personnel amical, servent une nourriture solide et bonne, des filets de hareng poissés à crû à l'andouillette AAAAA de Duval, du tablier de sapeur au cassoulet, du coq au fleurette aux pieds et paquets, du fontainebleau du jour au baba au rhum, avec des vins en pichets de prix abordables. Compter 150-200 F.

► Le Saint-Vincent, 26, rue de la Croix-Nivert, 75015 Paris. Tél. : 47-34-14-94. Fermé dimanche. Parking : 2, rue Camborne. CB.

Miettes

BLINI. - Ce traditionnel accompagnement ou plat principal composé de farine, lait, œufs, levure, crème et sel (ou sucre), de la cuisine russe est mal connu. Au restaurant, on le propose avec le caviar (qui s'en passe très bien), mais il peut faire merveille avec les poissons fumés, le tarama, voire les terrines, fromages, confitures. Difficile à préparer chez soi ? Certes, mais désormais vous irez l'acheter frais (ou sous atmosphère modifiée) permettant une conservation de trois semaines) chez Blini (8, villa Poirier, 75015 Paris ; tél. : 47-34-60-09). Vous y achèterez aussi du tarama et des pancakes !

restaurants de banlieue (pas assez). Aux éditions Ramsay/François Bourin, 99 F.

A PEU PRÈS. - Ne pourrait-on exiger des chefs qu'ils respectent les appellations ? Ce serait le travail de la profession et aussi, quelquefois, du service des fraudes. Mais ne pourrait-on pas aussi exiger des chroniqueurs qu'ils fassent le travail ? Et ne valent pas, comme l'autre semaine, une « braadade de morue salée » (à la carte d'un restaurant du seizième arrondissement, dont le chef-patron a peut-être aussi l'idée de nous « sortir » une brandade de cabillaud ?).

(Publicité)

A côté de la porte d'Autueil dans un cadre rustique cuisine traditionnelle. Formule à 120 francs. Carte 200 francs. LE PETIT BOULOGNE 23, rue Gambetta, 92100 Boulogne Tél. : 46-05-25-53

La Medina
Spécialités orientales
56, bd du Colonel-Fabien
92240 Malakoff
Tél. : 46-45-94-57
Fermé le dimanche soir et lundi

EN L'AN 2000... 1 MILLIARD 200 MILLIONS DE CHINOIS... ET MOI, ET MOI...

CHEZ DIEP A L'OPÉRA

ou le plus grand restaurant asiatique à Paris avec 350 places, dans un décor somptueux, comme à Hongkong.

Des MENUS EXPRESS, 72 F et 88 F Entrée, plat et dessert au choix. Exemple : raviolis aux crevettes, champagne, cantonais ou alligators de gâteaux. Si vous êtes passionnés par le « chinois », crevettes à l'ail, travers de porc sauté, porclet ou canard laqué. Mais aussi le pâté de soja, les calamars ou le crabe au gingembre. Si vous « voyagez thaïlandais », le rouleau principal, la salade de fruits de mer à la citronnelle, les brochettes de gambes grillées.

Tous les jours, le MENU « D » avec un assortiment à la vapeur ou les pinces de crabs farcies en beignets, un de crabs laqué à la pékinoise, servi en 2 canard laqué à la pékinoise, servi en 2 figures (la peau croustillante avec galettes de riz, et sa chair). Un magnifique vivier de langoustes. La rôtisserie : cochon de lait, ou porclet laqué, de la volaille et toutes les viandes au choix.

Pour inviter vos amis, les surprises des mariages, tout sera déployé. Salons divanables. Ouvert tous les jours. Service assuré jusqu'à 23 h 30.

28, rue Louis-le-Grand (2^e). Tél. 47-42-31-58 et 94-47 et aussi, dans le 9^e arrondissement : chez DIEP, 22, rue de Pontalba. Tél. 42-56-23-96, tous les jours ; chez DIEP, 55, rue Pierre-Clauser. Tél. 45-63-52-76, tous les jours.

ALLIGATORS
BAR AMÉRICAIN
Restaurant : cuisine italienne.
Dîner avec orchestre de jazz de 21 h à 2 h du matin.
Réservation : 42-84-11-27
23, av. du Maine (15^e)

ZOMBI NELSON
Spécialités Antillaises
17, rue de la Ville Neuve
75002 PARIS
Réservation : 42-33-76-57

LES MARRONNIERS
53 bis, bd Ango (13^e) - 47-07-59-57
Son andouillette
Ses volailles de la ferme
Ses poissons (arrivage direct)
TOUS LES JOURS
UN NOUVEAU PLAT
FERMÉ LE DIMANCHE

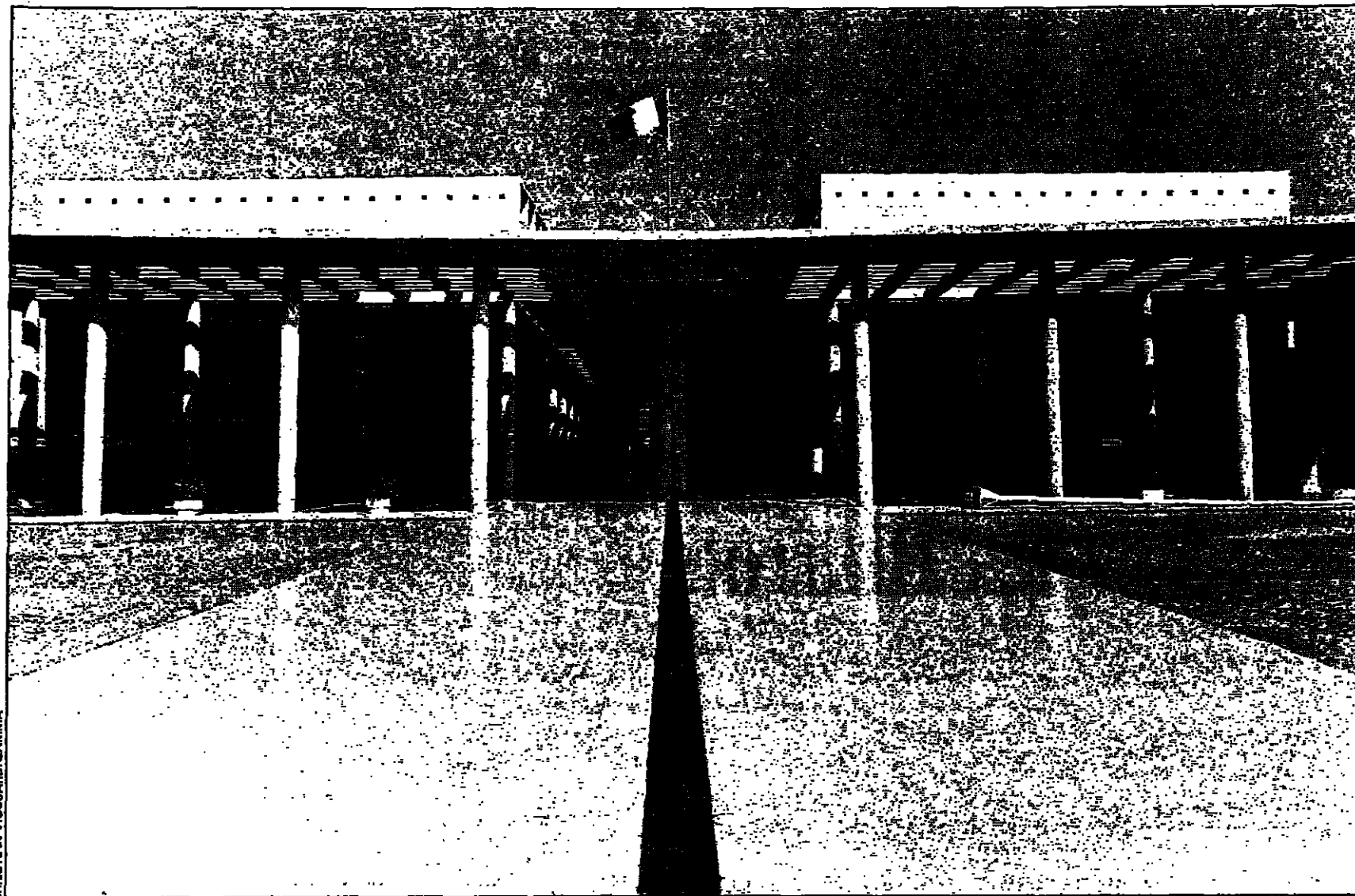
Le Sybille
DINER AUX CHANDELLES
138 F sc
8, rue de Sabot - PARIS-9 - 42-22-21-58
Saint-Germain-des-Près

Les Terroirs Français
2000
recettes
365 recettes

Livre en couleur de 320 p. Prix 145 F
Vente en librairie ou sur commande adressée
avec votre règlement (port offert)
BUSINESS DIFFUSION - Garbette 107
06500 BALBONNE - (01) 93.96.82.15

Une maison de France sur le golfe Persique

Rendant sa politesse au sultan Qabous I^{er} d'Oman qui l'avait visité à Paris en 1989, le président Mitterrand devait se rendre à Mascate à la fin de l'année dernière et y inaugurer notamment la nouvelle ambassade de France et le Musée franco-omanais. La crise dans le golfe Persique a obligé à remettre sine die ce projet. Cependant les diplomates français ont déjà pris possession de cet « œil » nouveau de la France à l'entrée du Golfe.



LOUIS XVI, puis son neveu Napoléon I^{er}, tentèrent d'établir des liens avec la dynastie des Bou-Saïd, installée sur le trône d'Oman depuis le milieu du dix-huitième siècle. Les Anglais firent échouer ces tentatives, car si, pas plus que le Grand Turc ou le calife de Bagdad, Albion n'établissait jamais formellement sa souveraineté ou son protectorat sur l'Etat omanais, elle contrôlait longtemps et sans faiblesse cette vigie essentielle sur la route des Indes.

Néanmoins, quelques décennies après les approches diplomatiques ratées de Paris, un consul de France parvint à obtenir son exequatur du dynaste local, lequel fut taquin à l'égard de Londres jusqu'à offrir au diplomate une spacieuse maison arabe, presque palatiale, sous les fenêtres mêmes de son propre palais. Cela ne dura d'ailleurs qu'un temps. Lorsque de véritables relations, au niveau des ambassadeurs, furent établies à notre époque entre Paris et Mascate, *Belt-Fransa*, la « maison de France », fut mise derechef à la disposition des Français.

Le Quai d'Orsay fit aménager l'ancien consulat, mais lorsque l'épouse de l'ambassadeur qui devait y résider l'inspecta, elle refusa catégoriquement de vivre dans ce « harem ». Le sultan d'Oman poussa la galanterie non seulement jusqu'à rengainer sans histoire la demeure refusée mais encore il remboursa à l'Etat français le montant des réparations effectuées. Et c'est dans ce bâtiment qu'a été installé le musée en instance indéterminée d'inauguration (*le Monde* du 29 décembre 1990).

Une autre version, mais qui peut s'emboîter dans la précédente, veut que le souverain actuel, soucieux de regrouper toutes les missions étrangères dans un espace vierge et dégagé, loin des ruelles incertaines du cœur de ville, au reste soumise à une semi-muséification, ait poussé les Français à l'abandon de leur implantation originelle.

Toujours est-il qu'ayant campé un temps dans un banal immeuble « moderne », au Vieux-Mascate, les représentants de la France sont, depuis peu, beaucoup plus noblement installés dans le Nouveau-Mascate, à Khouwair, large morceau de plage sableuse entre la vieille cité

sultanienne et le flambant neuf aéroport international de Sib.

Au reste, quoique n'abritant qu'environ trois cent mille âmes, soit à peu près le quart de la population totale du Sultanat, la capitale omanaise, après vingt ans de travaux, s'étend aujourd'hui sur une soixantaine de kilomètres, formant sur le littoral un tissu très lâche de villas, immeubles, mosquées, autoroutes, jardins, garages, où la teinte orientale est maintenue par la loi : moucharabieh ou coupoles obligatoires sous peine de poursuites... Le laisser-aller propre à tant de villes sudistes est en contrepartie traqué à Mascate jusqu'à infliger des amendes aux propriétaires de voitures sales. Et des hindous en gants fluorescents ramassent nuit et jour, le long des autoroutes, mégots ou papiers jetés des automobiles.

La nouvelle maison de France, qui a la chance, par nos temps d'insécurité, d'abriter à la fois la résidence ambassadoriale et les bureaux, est située, ainsi que la chancellerie koweïtienne qui la jouxte, à peu près au milieu de cette immense agglomération non agglomérée et quasiment sans piétons qu'est à présent Mascate.

Nombre de personnes pénétrant pour la première fois dans la nouvelle ambassade de France ont ressenti une impression « de tremblement de terre », comme si « le décor chavirait ». Ce fait indéniable, auquel on s'accoutume vite, a été voulu par l'équipe (1) d'Architecture Studio qui, à la suite d'un concours, fut chargée en 1988, par le ministère français des affaires étrangères, de concevoir le nouveau siège de notre représentation en Oman.

Colonnes inclinées, portiques penchés, claustras larges comme des façades et donnant l'illusion de vaciller, le prime abord du bâtiment n'est pas commun. Et le béton nu est évidemment riche. Heureusement, quelques colonnes rectangulaires ont été « cirées » et bleuies jusqu'à un outremier intense, moiré. Cela déjà apprivoise le chalard. Et puis, très vite, on achève de se détendre, avant même d'accéder à l'entrée de la partie couverte de l'édifice, car il y a l'ombre des colonnes, les rondelles de lumière tamisée venant des voûtes, l'air rafraîchi par une eau

circulant au niveau des dalles ; on avait même prévu une petite machinerie dévidant un voile aquatique entre une partie des fûts mais impossible de la mettre en marche, du moins le jour où nous étions là...

L'effet fraîcheur est toutefois assuré. Nous avions oublié de nous munir d'un thermomètre portable, mais notre confrère de la revue *Techniques et Architecture* y avait pensé, lui, et il assure que par quarante-cinq degrés à l'ombre, chaleur qui n'est pas rare durant l'interminable été omanais, la température sous les arcades aérées et baignées, affichait dix degrés de moins (2). Les placages de marbre livide de Carrare posés sur certaines façades contribuent peut-être aussi au rafraîchissement, au moins pour l'impression oculaire.

L'œuf qui coule sous l'ambassade, sous ses deux cents colonnes et son millier d'alvéoles plafonniers, provient-elle ou non d'un véritable *salaj*, ces antiques conduites souterraines imitées jadis des *qanats* de Perse et qui ont fait et font encore la réussite de l'agriculture omanaise ? En tout cas ce dispositif ancre un tant soit peu dans l'environnement local ce palais étrange et étranger. Bien plus évidemment que la classique piscine turquoise, sur la façade maritime, assez insolite à deux pas d'un rivage de sable fin où peut, il est vrai, toujours débarquer quelque ennemi. Mais dans ce cas, le « moucharabieh métaphorique » en dur et en verre qui ceinture l'espace extraterritorial français deviendrait très vite aussi ridicule que l'expression architecturale le définissant...

Entrons dans la chancellerie, ordonnée autour d'un dôme aplati, sur pilotis, lequel, primitivement, devait être renversé comme une coupelle offerte au ciel ; jusqu'à ce que les autorités omanaises, propriétaires du terrain de 8 000 mètres carrés (dont 5 000 mètres carrés occupés maintenant par les constructions), loué à Paris pour vingt-cinq ans et comme tel devenu un morceau de France pour ce quart de siècle, exigent cependant que la *koubba* (coupole) soit remise à l'endroit. Mascate, dit-on, aurait craint quelque machine méditée à capionner... Autre anecdote : en Oman, même la hampe des dra-



peaux étrangers plantée en territoire diplomatique est sujette à caution : elle ne doit pas être fichée dans le sol même, mais au-dessus de lui, sur une terrasse ou une toiture...

A l'étage, le bureau de l'ambassadeur, après tant de pas perdus, étonne par ses exiguës 45 mètres carrés, toilettes comprises ; par ses deux seules étroites niches à livres. Une fois meublé, il n'est guère possible d'y faire pénétrer une délégation un tant soit peu nombreuse. Les appartements, dans une construction séparée en forme de H, regardant le large, ont la superficie plus généreuse, une ample porte, de Folon, en verre opaque troué d'oiseaux

transparents y donnant joliment accès.

Par les boîtes, on voit encore des colonnes en béton penchées (on s'y habitue mais, également, on s'en lasse), le gazon en plastique vert entourant le bassin de natation, à gauche en regardant l'horizon, une usine de dessalement de l'eau de mer, à droite, l'ambassade du Koweït déjà citée. Heureusement, il y a la mer d'Oman, mer d'Arabie, anti-chambre du golfe Persique, d'où les pêcheurs omanais rapportent du menu fretin dont se régalaient les chameaux. Dans votre dos, une bande de désert et les contreforts violets du djebel Akhdar, la

« montagne verte », qui dépasse 3 000 mètres et recèle des oasis d'altitude uniques en leur genre.

On est au crépuscule. C'est pour cela que le gris cendre des monts a viré au violet. Mais autour de vous, dans les patios et sous les colonnades, s'allument des néons bleus. Surgissent alors des réminiscences de l'Institut du monde arabe, à bas sur la Seine, à Paris ; des réminiscences de grandeur froide, mais aussi un pressentiment que le bâtiment, finalement, vieillira plutôt bien. Architecture Studio (fondé en 1973) a été, avec Jean Nouvel, l'un des concepteurs de l'immeuble franco-arabe du quai Saint-Bernard.

Il faudra y vivre et travailler un petit bout de temps pour juger définitivement cette nouvelle ambassade qui a coûté près de 60 millions de francs mais est déjà trop exigüe pour accueillir nos services commerciaux restés à Rouwi, principal quartier des affaires de la capitale omanaise. Comme toujours, le travail des architectes ne livrera qu'à la longue ses secrets, ses détails, ses avantages et ses inconvénients. On pressent que subsistera peut-être un certain excès de sévérité, en harmonie, involontaire ou non peu importé, avec l'islam ibadite, religion officielle du Sultanat, rite sobre mais plutôt indulgent.

Sans doute faut-il voir également dans les quatre vitraux horizontaux bleu, rouge, jaune, de l'artiste Denis de Rougemont, placés au-dessus d'un des axes de circulation extérieure, un aimable renvoi aux turbans très colorés du sultan et de ses sujets, portés sur des soutanes blanches. Blanches comme les murs de cette ambassade aux entrées patriciennes et aux pièces monacales, inaugurée de facto et sans bruit à l'heure où le golfe des Arabes et des Iraniens entrait dans une nouvelle phase tragique de son histoire. Mascate est redevenue une vigie, non plus vers les Indes mais vers la Mésopotamie. L'œil français s'y est mis à l'aise à temps pour observer et si possible agir.

de notre envoyé spécial
Jean-Pierre Péroncel-Hingoz

(1) Martin Robain, Rodo Tiamado, Jean-François Galmiche, Jean-François Bonne, Dominique Lebegueris, architectes-urbanistes.

(2) *Techniques et Architecture*, mars 1990.

LIVRES • IDÉES

Plaisirs de Chine

La poésie comme la littérature érotique chinoises sont, avant tout, évidence

LE VOLEUR DE POÈMES
de Claude Roy.
Mercure de France, 448 p., 160 F.
ENTRE SOURCE ET NUAGE
la poésie chinoise réinventée
de François Cheng.
Albin Michel, 254 p., 95 F.
NUAGES ET PLUIE
AU PALAIS DES HAN
et BELLE DE CANDEUR
traduits du chinois
par Christine Koulter.
208 p., 85 F et 152 p., 80 F.
DU ROUGE AU GYNÉCÉE
traduit du chinois
par Martin Maurey.
144 p., 80 F.
DE LA CHAIR À L'EXTASE
de Li Yu.
Traduit du chinois
par Christine Corniot.
288 p., 100 F.
Ces quatre derniers ouvrages,
romans érotiques chinois,
sont publiés aux éditions
Philippe Picquier.



« La contemplation de tableaux érotiques à imiter... »

Si la Chine, aujourd'hui plus que jamais, dans l'hypocrisie générale, est enfermée dans un carcan policier, il nous revient de retrouver en nous, pour l'avenir, sa philosophie et sa littérature profondes, sans cesse méconnues, seulement écoutées par quelques isolés obstinés. On ne le dira jamais assez : la Chine est aussi une expérience intérieure, universelle, qui devrait être accessible à tous ; une recomposition de l'espace et du temps, de l'audition et du geste, que notre civilisation planétaire, monomaniacale, affairiste, portuaire et morbide, ne peut que vouloir déformer et nier. Si nous souhaitons aider les Chinois dans leur dur combat pour la démocratie, commençons par être un peu plus chinois nous-mêmes : ouvrons les fenêtres, de l'air.

Cette poésie est une des plus merveilleuses de l'Histoire. Oserai-je dire la plus nette, la plus convaincante ? C'est mon sentiment depuis toujours. Elle frappe directement au cœur, comme si le corps tout entier, ici, à travers le poignet, le son et le souffle, trouvait, de façon instantanée, sa juste place oubliée. Il faudrait relire l'ensemble de la poésie mondiale depuis l'expérience chinoise (c'est, en somme, ce que propose Claude Roy dans son étonnant *Voleur de poèmes*). Comme le dit Han Yu (768-824) : « Les hommes cherchent ce qui les fera le mieux résonner. Le langage est l'essence de la parole, la littérature est l'es-

sence du langage, et les plus experts à les utiliser sont choisis par l'humanité pour rendre le son qu'elle cherche à exprimer. »

Voyez ce poème de Tao Yuan-Ming (365-427) :

*Je lis la chronique des temps très anciens,
Je regarde les images du vaste monde.
Je dis oui à l'univers. Si cela n'est pas le bonheur, où donc est le bonheur ?*

Où encore, et je ne crois pas que le lecteur pourra me reprocher de citer ce poème fabuleux de Po Kin-Yi (772-846) :

*On dirait une fleur. Ce n'est pas une fleur.
On dirait une brume. Ce n'est pas une brume.
Cela vient à minuit.
Cela part au matin.
Cela vient comme un rêve de printemps
qui s'efface au réveil.
Cela vient comme un nuage du matin.
Vous ne trouverez cela nulle part.*

Simplicité, concentration, méditation, aucun embarras psychique, détachement, pas d'effet inutile. La vibration chinoise s'écrit comme d'elle-même, elle laisse passer la pointe d'évidence de l'être-au-monde atteint par la « Triple Excellence » : poésie, calligraphie, peinture (on retrouve cette présence si étonnante de la main et des caractères dans le livre de François Cheng à qui nous devons le rappel de tant de trésors). Je vois en même temps que je trace, j'entends ce que je

vois, la respiration maintient les intervalles et les fait vivre, je fais tourner et disparaître la composition dans le souffle qui vient du paysage et de moi. Le taoïsme, sur quoi tout cela repose en secret, n'est pas une « religion », mais, soudain, l'évidence. Quelle joie de dire qu'on a été là comme si la seule chose à faire était d'être là : *Au loin le monde entier se fait la guerre.*

Assis sur mon lit, j'écoute et réfléchis (Tou Fou, 712-770.)

Huitième siècle en Chine ? Fin du vingtième siècle en Amérique ? Non : ici, tout de suite.

Le yin et le yang

De la mystique « qui n'a l'air de rien » au roman érotique, le passage, à travers une immense littérature technique analysée par Henri Maspero (1), est à la fois logique et, pour nous, Occidentaux, bizarre. On ne comprendra rien aux fictions classiques chinoises, comme le fameux *Jin Ping Mei* (2), si on n'a pas présentes à l'esprit, outre « la Voie » (Tao), la dialectique permanente des deux principes féminin et masculin, yin et yang. Ce qui nous déconcerte le plus, c'est la crudité des relations sexuelles toujours analysées comme rapports de pouvoir. Peu de littérature, d'ailleurs (sauf la française du dix-huitième siècle), où les femmes aient autant de place consciente et agissante. Les héroïnes jouent aux échecs, elles

savent chanter les poèmes, elles s'intéressent passionnément au « plaisir du vent et de la lune », aux « nuages et pluies », autrement dit à l'amour physique considéré comme un affrontement interne des éléments.

L'histoire, dans le roman, n'a pas grande importance (quel soulagement !), ce sont les scènes qui comptent, la gradation des exemples, leur capacité de surprise et d'échauffement, la découverte inlassable, par des corps toujours nouveaux, des effets du plaisir sur la prudence vaincue. L'imaginaire chinois débordant et tisse un mouvement de métaphores toutes plus fantastiques et précises les unes que les autres. Comment se définit la séduction ? « voter le parfum et dérober le jade ». Le sexe féminin ? « la chambre fleurie » ou « le cœur de la fleur ». Le sexe masculin ? « la poignée de jade ». Le gland du pénis ? « la tête de tortue ». Le combat érotique ? « déployer les étendards et frapper du tambour ». Le coït anal ? « porter le feu de l'autre côté de la montagne ». La position de la femme sur l'homme pendant l'acte ? « le faisan se renverse et le phénix tombe ». Est-il besoin de traduire « le dragon noir qui pénètre puissamment dans la mer profonde » ? Les personnages n'apparaissent, en somme, que pour remplir ces fonctions mythiques strictes, ce qui est propre, reconnaissons-le, à dérouter ou à dégouter profondément nos habitudes d'amour fusionnel idéalisé.

L'escroquerie sexuelle est, pour la Chine, une donnée de base réglée, il s'agit de la faire tourner en lucidité. Le plaisir est décrit dans ses variations mais aussi sa finalité qui, au-delà de la procréation ou des perversions, au-delà des intrigues sociales, consiste, pour chaque sexe, à se compléter grâce à l'autre (quitte, justement, à lui voler ce complément). La narration avance par des lectures communes, la contemplation de tableaux érotiques à imiter, l'absorption de pilules aphrodisiaques ; le résultat étant soit la ruine physiologique, soit, au contraire, une possibilité d'immortalité. Voyez « le lion qui fait rouler la balle brodée ». Il s'agit, nous dit-on, d'une « technique amoureuse » où les mouvements de l'amant sont comparés à ceux d'un lion, symbole de puissance, jouant avec une balle brodée, symbole de l'univers et de la Terre. Puissance ? Oui, mais retenue, distancée, en douceur.

Nous appartenons à une vieille histoire de péché qui nous pousse à considérer le sexe comme une affaire de mort. Ce délire récurrent, et d'ailleurs fondé, atteint probablement, de nos jours, un nouveau maximum. Les romans chinois nous montrent autre chose : oui, la mort habite le sexe, le désir de domination et de meurtre font partie de lui. Mais la sexualité ouvre aussi, de façon dérobée, sur la vraie vie en actes. Un Occidental peut-il lire tranquillement cette règle énoncée par un traité taoïste : « Il faut changer de femme après chaque excitation ; c'est en changeant de femmes qu'on obtient la vie éternelle » ? Peut-il imaginer ce passage insensé où « les os deviennent d'or et la chair de jade » ? Que peut vouloir dire pour lui « faire revenir l'essence pour préparer le cerveau » ? Et voici que même la fidélité est prévue comme possibilité ultime : les amants deviennent alors des « canards mandarins », « unis comme glu et laque ». Révoons sur tout cela, donc, comme sur le nom étranger du saint taoïste en chinois : « Homme véritable selon son bon plaisir. »

Philippe Sollers

(1) Henri Maspero, *Le Taoïsme et les Religions chinoises* (Gallimard, 1971). Voir aussi Van Gulik, *La Vie sexuelle dans la Chine ancienne* (Gallimard, 1971), et, bien entendu, Marcel Granet, *La Pensée chinoise* (Albin Michel, 1968).
(2) *Jin Ping Mei, Fleur en foudre*, traduction d'André Lévy, « Pléiade », Gallimard, 1985.

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

Le don d'insularité

« Chaque Sicilien est, en fait, un modèle unique d'ambiguïté psychologique et morale. Tout comme l'île entière est un mélange de deuil et de lumière. » Ainsi parle Gesualdo Bufalino, natif de Comiso, province de Raguse. Ce modeste, « exquis disciple d'Hercule », le plus vertigineux des hommes, selon Pietro Citati, a attendu la soixantaine pour écrire son premier roman. Mal connu en France, il est pourtant — après Pirandello, Sciascia ou Lampedusa, autres Siciliens — un auteur de premier ordre en Italie. L'insularité favoriserait-elle les vocations d'écrivain ?

Page 38

SCIENCES HUMAINES

Lacan, dira-t-on

Il y a dix ans mourait le psychanalyste Jacques Lacan. Au-delà de la polémique sur les conditions dans lesquelles il est aujourd'hui édité, la parution, ces jours-ci, de deux nouveaux livres de son Séminaire la confirme : le texte et le contexte de l'œuvre lacanienne éclairent toute l'histoire culturelle française de la seconde moitié du vingtième siècle.

Page 39

SOCIÉTÉ

Les femmes et l'histoire

Cinq volumes, dont trois sont encore à paraître, regroupant soixante-douze collaborations : l'Histoire des femmes est une grande entreprise. Et un grand défi : prouver qu'il n'est plus possible d'écrire ni de penser l'histoire en faisant abstraction de la moitié de l'humanité.

Pages 40 et 41

Excessives comme des images

Madones ou démons : s'il faut en croire les gravures de la Renaissance, les femmes n'avaient alors pas d'autre choix

ANGE OU DIABLESSE

La représentation de la femme au XVI^e siècle

de Sara F. Matthews Grieco.

Flammarion, 496 p., 170 F.

Les images parlent ; elles tiennent un discours qui est aussi riche, aussi cohérent, aussi autonome que l'écriture. Elles sont une source de renseignements d'autant plus captivante que leur exploitation systématique est encore une aventure nouvelle. Personne, depuis Francis Bacon, depuis Gombrich, Barthes ou Eco, ne s'aventurerait à nier que les images sont à la fois des miroirs dans lesquels une société se regarde et l'un des moyens par lesquels cette société diffuse ses valeurs et ses principes.

Ce consensus établi, les difficultés commencent : ce discours, comment le lire ? Comment en établir les

codes qui, comme tous les objets culturels, varient avec le temps ? Comment en saisir les articulations ? Comment en mesurer l'influence ? Dans ce domaine, il convient d'avancer avec plus de prudence encore que dans la jungle de l'écriture, toute interprétation naïve, tout emportement théorique risquant de vous entraîner loin, très loin de la réalité.

Soumés-nous donc irrémédiablement condamnés à d'arides et savantes études réservées à une poignée de spécialistes ? Le livre de Sara Matthews Grieco sur la représentation de la femme au XVI^e siècle démontre que l'on peut échapper à cette fatalité et concilier la rigueur scientifique avec l'attrait de la lecture. Encore faut-il pour cela construire un objet historique qui permette cette alliance et vaine entre la lecture précise et analytique des images et les vastes synthèses sur l'évolution du rôle de la femme au cours de la Renaissance française.

L'étude de Sara Matthews Grieco s'appuie sur deux séries d'images complémentaires : les livres d'émblèmes, dont la vogue au XVI^e siècle est immense, et les estampes sur feuilles, qui ont circulé par millions sur tout le territoire français et qui, des plus savantes, des plus nobles, des plus riches — gravées sur cuivre — par des artistes célèbres — aux plus frustes taillées dans le bois, ont pénétré les châteaux, les maisons bourgeoises, mais aussi les tavernes, les boutiques et les campagnes les plus reculées.

Des « dictionnaires iconologiques »

Grâce aux livres d'émblèmes, pas de discussion possible sur l'interprétation des images, pas de risque d'anachronisme. Ces ouvrages se présentent, en effet, comme de véritables « dictionnaires iconologiques », offrant à côté de chaque image un court texte qui en livre le

code. Des symboles graphiques qui pourraient aujourd'hui nous sembler obscurs ou hermétiques sont ainsi livrés dans la traduction qui était immédiatement comprise par les femmes et les hommes du XVI^e siècle. A partir de cette grille, il est ensuite possible à l'auteur de lire le vaste corpus — six mille estampes environ — constitué par les gravures à la feuille qui ont subsisté jusqu'à nos jours. Ces milliers de gravures, conservées pour l'essentiel à la Bibliothèque nationale, ne représentent qu'une infime partie de la production de l'époque. L'image, affichée, clouée, exposée dans les lieux publics, n'était pas considérée comme un objet de valeur. Largement consommée, introduite dans le décor du quotidien, elle a connu la destruction des choses usuelles. Sa disparition atteste de sa présence.

Pierre Lepape
Lire la suite page 40

ANNIE KRIEGEL

Ce que j'ai cru comprendre

Mémorialiste, historienne, témoin privilégié : une vie, telle qu'en elle le siècle se reflète.

Un monument de mémoire et d'histoire.

Mona Ozouf / LE NOUVEL OBSERVATEUR

Il faut lire les Mémoires d'Annie Kriegel : notre passé retrouve une âme.

Georges Siffert / LE FIGARO

Collection « Notre époque »

ROBERT LAFFONT
des livres courts sur la vie

SCIENCES HUMAINES

Lacan, dira-t-on...

Dix ans après la mort du psychanalyste, son œuvre reste d'une étrange actualité. Qui en détient vraiment les clés ?

LE TRANSFERT
Séminaire 1960-1961
de Jacques Lacan.
462 p., 190 F.

L'ENVERS DE LA PSYCHANALYSE
Séminaire 1969-1970
de Jacques Lacan.
246 p., 140 F.
Les textes de ces deux volumes ont été établis par Jacques-Alain Miller et sont à paraître au Seuil, le 6 mars.

Jacques Lacan : 1901-1981. Jacques Lacan pas mort, dix ans après sa radiation des listes de l'état civil. Tandis qu'une large fraction du mouvement psychanalytique français n'en finit pas de panser des plaies presque aussi vieilles que l'invention de Freud, mais copieusement ravivées par l'auteur des *Écrits*, ses adversaires, ses épigones, ses héritiers... l'œuvre théorique — controversée, comme le personnage — fait son chemin.

Lentement. Et la complexité des textes lacaniens, souvent redoublée par un baroque d'expression ici où là exacerbé jusqu'à l'amphigouri, n'en est pas la seule cause. Car le plus difficile, du moins pour le plus grand nombre, est de prendre une mesure d'ensemble — vue perspective et poids relatif de chaque élément — de l'œuvre de Jacques Lacan.

La raison principale en est simple : le Séminaire, dispensé par ce dernier pendant près de trente ans (à partir de 1951 et, publiquement, de 1953), n'est édité, au sens classique du terme, et donc accessible, que dans la proportion d'un petit tiers, en incluant la parution, ces jours-ci, de deux *Livres du Séminaire* : le *Transfert* (1960-1961) et l'*Envers de la psychanalyse* (1969-1970).

Étrange actualité du Séminaire ! Au moment même où est annoncée cette double publication, des psychanalystes (plus de six cents à ce jour) rendent publique une pétition (1) qui en appelle au ministre de la culture « pour préserver l'œuvre de Jacques Lacan ». Mus par des intentions variées, les signataires estiment que, « au rythme actuel, il faudrait cent cinquante ans pour assurer la publication des dix-huit Séminaires inédits ». Et de réclamer la mise en lieu sûr (la Bibliothèque nationale) de toutes les versions existantes du Séminaire et d'une copie de l'ensemble des papiers de travail de Lacan.

Ressentiment et nostalgie

Si le souci de ce plaidoyer offensif est, avant tout, de lire et faire lire Lacan, tout Lacan, la principale cible en est cependant Jacques-Alain Miller : gendre de Jacques Lacan ; détenteur du droit moral sur son œuvre ; transcripteur autorisé (depuis

1973, année de parution du premier *Livre* publié) du Séminaire ; gestionnaire, avec son épouse Judith Miller, de l'héritage intellectuel de Lacan et d'un ensemble complexe d'activités, associant la transmission technique, l'enseignement et l'expansion géographique de ce qui serait une psychanalyse lacanienne « orthodoxe » (pourrait difficile à définir, si elle existe), Jacques-Alain Miller s'est, en dépit ou à cause de cette position, fait progressivement beaucoup d'ennemis dans le milieu psychanalytique. Cet univers labyrinthique, atomisé au fil des décennies par une série de scissions, de bromilles, de luttes d'influence féroces... et de phénomènes de transferts mal résolus, retrouve à grand-peine, ces temps-ci, quelques repères. Mais l'ombre portée du « père » (Lacan) trouble encore plus d'un esprit : ressentiment ou nostalgie ; quelquefois les deux mêlés.

S'il n'était présent que comme un label ou sous les espèces alternées d'hostie perpétuelle ou de ciguë prolongée pour analystes en mal d'un ne sait quoi, d'on ne sait rien, heureusement. D'une part, l'évaluation et l'exploitation théorique de ce travail singulier, étalé sur près d'un demi-siècle, n'en est au fond qu'à ses débuts.

Mais de plus, toute plongée, même « profane », dans le texte et le contexte d'un, et, mieux encore, puisque l'occasion rare en est aujourd'hui offerte, de deux Séminaires, éclaire à plus d'un titre l'histoire culturelle française de la seconde moitié du vingtième siècle.

Une décennie capitale

Plus précisément, le *Transfert* (1960-1961) et l'*Envers de la psychanalyse* (1969-1970) bornent une décennie capitale pour la perception de Lacan et de son œuvre, pour l'évolution de la psychanalyse en France. En septembre 1960, deux mois avant le début du séminaire consacré au transfert, à en lien, à Bonneval, un colloque sur l'inconscient dont Jacques Lacan a été le centre et sa pensée, le principal sujet. « C'est le moment », dit le psychanalyste Serge Leclaire, où a lieu la première reconnaissance de fait du travail de Lacan dans l'ensemble du mouvement analytique. Quelque chose d'un interdit implicite s'est levé au cours de cette réunion.

Le médecin-psychanalyste snob et brillant qui agace et fascine à déjà une réputation, encore cantonnée à des cercles restreints, médicaux, littéraires ou intellectuels. Une réputation et une œuvre menées de pair avec l'exercice de la psychanalyse.

Pourquoi aller écouter Lacan ? Pourquoi chercher à être de ces quatre-vingts à cent personnes que, chaque mercredi, dans un petit amphithéâtre de l'hôpital

Sainte-Anne, il captive et déroute ?

Comme c'est le cas depuis 1953, une génération nouvelle d'internes en psychiatrie, que l'enseignement officiel solennel laisse indifférent ou ennui, vient goûter un savoir intellectuel insolite : un zeste de radicale nouveauté, un brin d'hermétique et de préciosité, mais surtout des kilos de freudisme dépoussiéré, arraché à la gangue des pauvres lieux communs et de culture éclectique toujours brillamment convoqués. Il y a là tous ceux, ou presque, qui comptent plus tard dans la psychanalyse française : Jean

ment découragés par la formalisation du propos, commence de longue date et qui finira par devenir extrême. Jusqu'au bout : jusqu'au Lacan terriblement marqué par l'âge, venu des splendeurs de la parole, échoué aux confins de l'aphasie.

La grande affaire

Ainsi va ce qui fut sans doute la grande affaire de la vie de Lacan, ce Séminaire qu'il préparait toute la semaine, même en écoutant ses analysants. Prenez-le aussi, sans irrévérence, comme une gigantesque tenta-

fer n'est pas réfractaire à la situation infantile chez Lacan. Il a marqué la théorie de la séduction qui suppose la relation adulte-enfant. Pour Patrick Guyomard, issu de la génération venue à Lacan et à la psychanalyse autour de 1968, le Séminaire de 60-61, moins décisif que ceux consacrés dans la même période à l'angoisse et à l'identification, n'entre pas dans « la question de la parole de l'analyste que met en jeu le transfert » et laisse entier le problème de l'analyse « réussie », celle dont « les résultats subsistent une fois les effets du transfert disparus ».

De la guerre d'Algérie aux lendemains de mai 68, de l'auditoire restreint de Sainte-Anne aux foules du Panthéon (près d'un millier d'assistants en moyenne), des scribes méticuleux à la forêt de micros de magnétophones, du *Transfert* à l'*Envers de la psychanalyse*, que de changements ! Jacques Lacan, exclu en novembre 1963 de la Société française de psychanalyse, a fondé, sept mois plus tard, l'Ecole freudienne de Paris. Autour de lui, les départs se sont multipliés. Comme s'il voulait exorciser son échec auprès de ceux à qui il s'adressa longtemps exclusivement, l'artisan vieillissant du « retour à Freud » en appelle, non sans amère ironie parfois, à un public considérablement élargi.

La psychanalyse fait son entrée à l'Université (Vincennes), à l'instigation de Michel Foucault. L'histoire chaotique du département psychanalyse de Vincennes prendra bientôt l'allure fautive d'un lacanisme conquérant sous lequel percent en fait les premières manifestations du « millénisme ».

Marchandise culturelle

Le maître, qui précisément déçoit, cette année-là, les « quatre discours » (discours du maître, discours universitaire, discours de l'hystérique et discours de l'analyste), théorise (sans le savoir ?) la spirale de son échec : sa parole inspirée des débuts est en train de se muer en discours du maître ; son « enseignement » si singulier d'analyste analysant se mue insensiblement en dogme obscurci par le recours aux formules de type algébrique ; l'hystérisation du discours va ravager une partie des disciples.

En même temps, le paradoxe de Lacan est à ce moment aussi écartant que l'équivoque qui commence à lui coller à la peau est terne : beaucoup de jeunes viennent à lui, qui comptent parmi les endeuilés les plus singuliers de la culture française : le philosophe Alexandre Kojève, qui exerça sur lui une forte influence ; l'anthropologue Claude Lévi-Strauss à qui il emprunta ou crut emprunter plus encore que ce que ses hommages appuyés à l'auteur des *Structures élémentaires de la parenté* donnaient à penser ; le philosophe Maurice Merleau-Ponty, mort en 1961. On lit du reste cette phrase étrange, ou symptomatique, dans l'éloge funèbre par lequel s'ouvre la séance du 10 mai : « C'est de vistes différentes que nous nous trouvons l'un et l'autre en posture d'enseigner. Il avait toujours voulu enseigner, et je puis dire que c'est bien malgré moi que j'occupe cette chaire ».

Or, Jacques Lacan avait, à l'évidence, une passion compliquée pour cet enseignement (même irréductible à ce terme). Au point d'avoir cherché, parmi tant d'autres formes de reconnaissance, à tenir le plus officiellement du monde son Séminaire (trois ans avant le *Transfert*), dans le cadre de l'Ecole des hautes études. Et le Séminaire commencé à Sainte-Anne le conduira, d'éviction en éviction, à l'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm, puis à la faculté de droit du Panthéon. Non sans que le hasard lui ménage une « posture » d'enseignant qu'il ne dédaignait pas, en dépit de ses dénégations théoriques.

Le Séminaire de 1960-1961, ample introduction à « la grande énigme de l'amour de transfert » qui s'ouvre par un vaste et étonnant commentaire du *Banquet* de Platon, continue à susciter beaucoup d'interrogations et de critiques. Il s'agit, il est vrai, d'une notion à la fois décisive et particulièrement complexe de la psychanalyse. Pour les uns, Lacan échoue en ne se préoccupant pas du « transfert négatif ». Pour Jean Laplanche, « le trans-

fert n'est pas réfractaire à la situation infantile chez Lacan. Il a marqué la théorie de la séduction qui suppose la relation adulte-enfant. Pour Patrick Guyomard, issu de la génération venue à Lacan et à la psychanalyse autour de 1968, le Séminaire de 60-61, moins décisif que ceux consacrés dans la même période à l'angoisse et à l'identification, n'entre pas dans « la question de la parole de l'analyste que met en jeu le transfert » et laisse entier le problème de l'analyse « réussie », celle dont « les résultats subsistent une fois les effets du transfert disparus ».

L'équivoque, encore : que sont les quatre discours examinés dans l'*Envers de la psychanalyse* s'ils ne sont référés à leurs effets qui, en retour, les informent et les modifient ? L'acte psychanalytique peut-il être assimilé, comme le laisse entendre le Lacan de la dernière période, à de purs effets de modifications de structures ?

Le paradoxe, toujours : une partie — une partie seulement — du destin de Lacan. L'accession embarrassante au statut de marchandise culturelle s'esquisse au début des années 70 et il en parle lui-même, comme de lui-même : « Nous sommes de plus en plus familiers avec les fonctions d'agent. Nous vivons à une époque où nous savons ce que cela véhicule, du toc, de la publicité, des trucs qu'il faut vendre. Mais nous savons aussi que c'est avec ça que ça marche, le point où nous en sommes de l'épanouissement du paroxysme, du discours du maître dans une société qui s'y fonde ».

Il y reviendra quelques années plus tard, au cours d'un entretien radiophonique : « Ce qu'on appelle un fait de culture, c'est en somme un fait commercial. Je parle de publications, cela n'a absolument rien à faire avec l'analyse, on peut en faire autant qu'on voudra de ces colloques, de ces piles, de ces entassements de productions diverses littéraires, c'est ailleurs que se fait le travail, il se fait dans la pratique analytique ».

Cette insistance de Jacques Lacan à renvoyer — à se renvoyer ? — à l'ailleurs de l'analyse fera goûter les Séminaires pour ce qu'ils sont : la trace malgré tout flamboyante d'un long combat de psychanalyste divisé par le paradoxe glorieux et l'équivoque triviale qui l'habitaient.

Michel Kajman

(1) Le Monde du 15 février.



Jacques Lacan : entre paradoxe et équivoque.

Laplanche, Jean-Bertrand Pontalis, Serge Leclaire, beaucoup d'autres.

Une parole inspirée

Poussés par Lacan ou de leur propre chef, nombreux sont — déjà ! — ses patients qui viennent aussi chercher là des interprétations, une parole dont il est plus qu'avare lorsqu'ils sont sur son divan (Jean Laplanche : « Il déversait l'interprétation dans le Séminaire »). Quelle parole, au demeurant ? Inspirée et inspirante ? se souvient encore J. Laplanche, et J.-B. Pontalis parle d'« une forme orale inouïe et singulière, avec tout ce que cela pouvait avoir d'irritant et de fascinant ». Impossible pour lui de décrire complètement le côté « initiatique, les effets de suspens, l'art de ne jamais conclure (...), ce qu'il y avait de flamboyant, d'insaisissable, de plus énigmatique ».

Pontalis, qui, avec Laplanche et Leclaire, fait à l'époque passer dans les Temps modernes le message lacanien et tente en vain de provoquer l'hypothétique jonction intellectuelle Sartre-Lacan, ne tardera pas à s'éloigner, avec et avant bien d'autres, des eaux lacaniennes : « Je commençais modestement ma pratique. L'écart entre ce que j'avais entendu de Lacan et ce que je rencontrais dans mon expérience naissante était grand. C'était presque sans rapport. Je ne pouvais rien en faire. » Du Séminaire comme « phénomène massif de séduction, de fascination », il se détache donc par refus du « rôle de servitude volontaire », dévolu selon lui à l'auditoire.

Ces réactions disent toute l'histoire du Séminaire et de ses perceptions contrastées, parfois chez une même personne. Mais il faut le dire aussi : les auditeurs de Lacan seront un certain nombre à suivre le Séminaire jusqu'au bout ou presque, nulle-

Jean-Philippe Domecq

ANTICHAMBRE

«Domecq est un de ces très rares écrivains de sa génération à faire vieillir tout le reste de ce qui se publie (...). Il est vraiment un contemporain capital.»

Jacques-Pierre Amette / Le Point

«Comment un homme ordinaire tombe dans le gouffre... Un roman vraiment très réussi.»

Bernard Rapp

Quai Voltaire

VENDREDI
A CARACTERES

SYLVIE
GERMAIN
L'ENFANT MEDUSE
roman

GALLIMARD

face à face

de l'Antiquité au Moyen Age

aines pour les veuves ou les diaconesses et reconnaît aux femmes un rôle important dans la transmission de la foi. A la veille de son martyre, sainte Perpétue, dans un rêve, combat un gladiateur (un homme) dont elle triomphe aux applaudissements de la foule. En s'éveillant, elle comprend qu'elle va maintenant avoir à affronter le diable.

Le Moyen Age chrétien n'allait pourtant pas, loin s'en faut, modifier radicalement les rapports sociaux entre les sexes. Ce sont les hommes encore qui parlent et qui écrivent, des clercs et des moines qui, par leur statut, se refusent à la société des femmes. Le volume sur l'Antiquité s'ouvre sur les déesses, celui sur le Moyen Age s'ouvre avec les saintes : entre les figures emblématiques d'Eve et de Marie, qui portent l'une la mort et l'autre la vie, grandit, à la fin du onzième siècle, celle de Marie-Madeleine, la pécheresse repentie et rachetée.

Châtier les corps

Malgré cette ouverture, le discours cléricel misogyne est rejoint par le discours médical. Par Eve, et d'abord par son sexe, sont entrés dans le monde la mort, la souffrance et le travail pénible. Il convient donc de châtier les femmes et leur corps, qui doit être orienté uniquement vers la reproduction. Le plaisir ne leur est concédé que dans la mesure où la médecine avance qu'il produit chez elles un sperme féminin nécessaire à la conception.

Les choses s'aggravent avec la redécouverte d'Aristote, chez qui l'on va trouver la justification théorique de la faiblesse « naturelle » de la femme. De sa nécessaire soumission à l'homme, de son exclusion de la vie publique et de son confinement au domestique. Les prédicateurs traduisent cela en termes d'obéissance, de tempérance et de chasteté, d'humilité et de silence. Et le législateur combat les vêtements et les parures par lesquels les corps féminins rappellent trop ce qu'ils sont : des instruments de perdition.

Le mariage est un moment critique de la vie des femmes : s'y

croisent les contraintes du milieu et la fonction assignée aux femmes dans la reproduction de la société. Mais il est le lieu de stratégies avant tout masculines, même s'il devient le lieu aussi de réflexions théologiques ouvrant la possibilité d'une expression de la volonté des femmes.

Pas de promotion féminine en revanche par le travail : quand des femmes accèdent au travail artisanal à la fin du Moyen Age, c'est dans la production de marchandises de qualité inférieure.

Pas de promotion féminine non plus dans l'amour courtois, jeu dont les hommes sont les maîtres, qui, au contraire, raffermir les rapports de soumission des femmes aux hommes en les purifiant de leurs à-côtés perturbateurs. Pourtant, ce jeu d'hommes amène ceux-ci à modifier leur regard sur les femmes et à les relever parfois de leur abaissement.

Et des voix de femmes parviennent à se faire entendre au Moyen Age. Voix prestigieuses d'abbesses, de reines ou d'impératrices dans le haut Moyen Age. Voix venues de tous les milieux après le treizième siècle, littéraires et de plus en plus mystiques, dont les hommes se méfient jusqu'à les condamner à mort, mais qui manifestent que les modèles masculins de la femme peuvent être contestés et refusés.

« Une histoire des femmes est-elle possible ? » (1) interrogeait une partie des mêmes auteurs il y a sept ans. La réponse est, définitivement : oui... Mais à la condition, parfaitement remplie ici, de sortir de l'histoire des femmes pour l'insérer dans une histoire des relations entre les sexes. La bonne question serait alors plutôt : une histoire sans les femmes est-elle possible ? Ainsi posée, tout le monde répondra non. Mais ces deux beaux volumes sont une provocation aux historiens - et aux historiennes ? - à tous les amateurs d'histoire en tous cas, à ne pas écrire ni penser l'histoire en faisant abstraction de la moitié de l'humanité.

Michel Sot

(1) Sous la direction de Michelle Perrot, éd. Rivages, 1984.

des images

ces personnages poétiques, diaphanes ou héroïques, que chantent les poètes dans la tradition néo-platonicienne, ni à ces fortes femmes de vertu et de piété que sont les vierges, les madones ou ces femmes « à part » que sont les nonnes. Les femmes, disent les images, sont des créatures excessives ; elles ne connaissent pas le juste milieu : lorsqu'elles ne sont pas des anges, ce sont des diaboliques, des filles d'Eve toujours attentives à la séduction du démon. Si l'imagerie savante destinée à la culture des élites insiste davantage sur les qualités esthétiques du corps féminin, sur la beauté, sur la douceur, sur le rôle apaisant de la femme gardienne du foyer, les gravures citadines dénoncent au contraire, avec une

violence qui ne s'apaise pas avec le siècle, la femme luxurieuse, envieuse, vaniteuse, cupide, violente, glotonne, paresseuse, véritable cauchemar de l'homme - et notamment de l'époux - facteur permanent de désordre social et de dégénérescence morale.

Les hommes, de toute évidence, ont peur des femmes, comme ils ont peur de la nature. En haut de l'échelle sociale, on tente de répondre à cette peur par l'appropriation, l'idéalisation, la tutelle morale ; ailleurs, c'est l'état de guerre qui domine. L'homme de la Renaissance part à la conquête du monde dans un total sentiment d'insécurité ; il vient de se découvrir, à l'intérieur, un adversaire qu'il n'est plus certain de pouvoir dominer.

Pierre Lepape

NORBERT ELIAS

PAR LUI-MÊME

traduit de l'allemand par Jean-Claude Caplet.

Fayard, 186 p., 89 F.

LA SOCIÉTÉ DES INDIVIDUS

de Norbert Elias.

Traduit de l'allemand par Jeanne Eloré.

Avant-propos de Roger Chartier.

Fayard, 301 p., 120 F.

L'ÉTÉ dernier, un sociologue hors du commun, un penseur d'une rare vigueur disparaissait sans provoquer un grand remue-ménage nécrologique. Norbert Elias (1897-1990) venait de presque accomplir sa traversée du siècle, dans les turbulences et les épreuves, sans avoir jamais renoncé à la réalisation d'une ambition précieuse : « contribuer au savoir de l'humanité ». Il y parvint, envers et contre tout, bien que la reconnaissance de son œuvre ait été tardive ; et notamment celle de son ouvrage majeur qui traite du « procès de civilisation » en Occident (1). Il s'est imposé à diverses reprises de marquer un arrêt, d'expliquer son cheminement, de préciser sa pensée et de clarifier ses concepts. Aujourd'hui, la publication conjointe d'une biographie (« par lui-même ») et d'un ensemble théorique, composé de trois textes d'époques différentes (de 1939 à 1987), place sous un double éclairage sa vie, son travail scientifique et les événements dont ils furent indissociables.

Cette histoire personnelle est aussi celle d'une éducation européenne comme il n'en est plus. Elias est fils unique dans une famille juive de Breslau (Wrocław) de « bonne société » et de culture germanique. Il en porte les espoirs, étudie la médecine et la philosophie ; il atteint l'âge d'homme en ayant l'expérience de la première guerre mondiale, de la défaite, du déclin économique familial qui le conduit à travailler provisoirement dans une petite entreprise. Il reprend son parcours intellectuel à Heidelberg, abandonne alors la philosophie pour la sociologie. La ville en est le foyer le plus actif : Max Weber a été le fondateur, son frère Alfred a repris l'héritage avec moins de brillance, et Marianne, sa femme, tient un salon où les idées nouvelles sont éprouvées. Mais c'est Karl Mannheim, jeune rival de Weber, qui exerce sur Elias l'attrait le plus fort. Il le suivra d'ailleurs à Francfort en qualité d'assistant social, et il y devient responsable du célèbre Institut de recherches sociales.

Les notes biographiques livrent son témoignage sur l'Allemagne des dernières années 20 et des premières années 30. Sur l'effervescence culturelle, la fécondité créatrice durant la République de Weimar. Sur le glissement vers la droite, l'« alignement presque fanatique » des classes moyennes et supérieures, la montée de la violence armée, qui entraînent l'effondrement de l'État et la progression du pouvoir hitlérien. La « conscience qu'une catastrophe allait survenir » se forme cependant avec retard. En 1933, Mannheim, pourtant décapité de tous les vices idéologiques, efface les apparences et des illusions, affirme encore que « toute cette histoire avec Hitler ne durera pas plus de six semaines ».

C'EST cette même année que Norbert Elias choisit l'exil ; conscient du danger montant et assuré quant à sa « mission » : travailler à une connaissance de la société « aussi réaliste que possible », faire du sociologue un « chasseur de mythes », refuser les idées dominantes, les modes, et



Norbert Elias chasseur de mythes

parvenir à « voir des relations que d'autres ne voient pas ». Commence l'errance à la recherche d'un lieu de travail, en Suisse, en France, puis en Angleterre, où Elias s'établit pour une période de quarante ans. Non seulement, il y rédige son livre le plus important - où sont considérés le « procès de civilisation » de l'homme occidental et son rapport aux mutations du pouvoir - mais il y multiplie les relations avec les milieux psychanalytiques, fait une analyse individuelle et pratique l'analyse de groupe. Son équipement théorique s'en trouve marqué, comme la certitude que le problème de l'« identité individuelle de l'homme » doit être une préoccupation centrale.

Ce n'est qu'en 1954, à l'université de Leicester, qu'il accède à l'enseignement de la sociologie ; il tirera de son cours d'introduction à la discipline un ouvrage où il précise sa position : *Qu'est-ce que la sociologie ?* Huit années plus tard, la retraite lui donne la possibilité d'une mobilité cette fois volontaire (« Je suis un voyageur », dit-il). Il est un temps professeur au Ghana et trouve là une « expérience indispensable », un « autre éclairage ». Il retourne en Angleterre, est invité aux Pays-Bas et en Allemagne, puis il partage sa vie entre Amsterdam où il mourra et le Centre de recherches interdisciplinaires de Bielefeld. C'est une période de travail acharné qui affirme la continuité de la pensée, c'est aussi celle de la consécration.

LA Société des individus, ouvrage triptyque précédé d'un éclairant avant-propos de Roger Chartier, est celui qui permet le mieux d'apprécier l'ampleur et l'ambition de l'œuvre. Par reprises successives, les refus sont nettement formulés. Refus d'une philosophie

au-delà de l'être humain ». Ce qui est donné à voir, c'est une société des individus, des réseaux d'interrelations et d'interdépendances, des multiples imbrications des « je » et des « nous ». De là, le double rejet de l'individualisme (même webérien ou méthodologique) et de son contraire, le holisme (la société, unité organique supra-individuelle). Deux notions centrales marquent la position. Celle de configuration, qui permet de penser le monde social comme un tissu de relations où s'effectue le contrôle des impulsions et des affects, où la personne entière est engagée dans des rapports à la fois d'alliance et d'affrontement. Celle d'habitus social, qui désigne l'empreinte, la « marque spécifique » partagée avec les autres membres de la société, à partir de quoi se façonnent les « caractères personnels ». Et les deux notions s'appliquent à tous les niveaux d'intégration, à toutes les échelles selon lesquelles se constituent les rapports humains.

L'APPROCHE s'effectue en termes de mouvements, de décalages et de processus sociaux « à long terme ». Tout en affirmant la nature « intégralement sociale » de l'homme, Elias souligne l'effet des tensions, des pouvoirs inégaux propres à chaque configuration ; il en résulte une marge d'exercice de la liberté, un champ de possibles ouvert aux individus. Dans la longue durée, il est identifiée une corrélation entre le processus d'individualisation et le processus de civilisation ; la montée de l'individualisme s'effectue en Occident à partir de la Renaissance, elle s'accélère - et entraîne une autre économie psychique, une autre commande des comportements individuels - avec l'avènement de l'Etat moderne et la différenciation toujours plus poussée et plus complexe des fonctions vers des « niveaux supérieurs d'intégration » et le pouvoir se déplace d'un niveau à l'autre. Les dépendances réciproques deviennent plus denses, avec cet effet paradoxal que les individus en acquièrent une conscience plus forte de leur autonomie.

L'œuvre est ouverte ; on ne peut, dans la brièveté, en retracer tous les cheminement ou en signaler les avancées risquées. C'est son ampleur qu'il faut souligner ; la manifestation d'un devenir où les hommes sont constamment producteurs de leurs relations et d'eux-mêmes, une évolution accomplie dans une « direction qu'aucun individu ni groupe d'individus vivants n'a véritablement voulu ni décidé ». Il n'y a pas de main cachée (2).

(1) *Über den Prozess der Zivilisation* (1939) a été publié en traduction française (incomplète) en deux volumes : *La Civilisation des mœurs et la Dynamique de l'Occident*, Calmann-Lévy, 1973 et 1975.

(2) *Qu'est-ce que la sociologie ?* a été publié aux éditions Pandora en 1981. D'autres publications sont prévues en traduction française, notamment : *Involution and Detachment*, publié en anglais en 1987.

Pour l'Allemagne

ECRITS POLITIQUES

de Jürgen Habermas.

Traduit de l'allemand par Christian Bouchindhomme et Rainer Rochlitz.

Editions du Cerf, 272 p., 145 F.

Politiques, ces écrits du philosophe Jürgen Habermas le sont en un sens très large. On trouve en effet, dans le recueil d'articles que viennent de publier les Editions du Cerf, des textes de nature très différents. Des essais sur Henri Heine ou sur l'architecture post-moderne, par exemple, aussi bien que des réflexions sur la crise de l'Etat-providence ou sur le renouveau, dans les années 80, des idéologies néo-conservatrices en Europe de l'Ouest (« nouvelle droite ») et aux Etats-Unis.

Les articles les plus intéressants restent cependant ceux par lesquels Habermas est intervenu dans les deux grands débats qui ont, ces derniers temps, agité l'Allemagne. Et l'intérêt premier de ces interventions, pour un lecteur français, réside dans la façon dont elles éclairent les liens profonds unissant l'un à l'autre ces deux débats : celui sur l'interprétation qu'il convient de donner aujourd'hui de la période nazie, d'une part, et, d'autre part, celui qu'ont déclenché la chute

du Mur, l'effondrement du socialisme et la réunification de la nation allemande.

A propos de la période nazie, Habermas insiste sur la nécessité morale, pour les Allemands d'aujourd'hui, de respecter cette triple exigence : ne pas oublier (alors même que tout est fait pour qu'ils oublient) ; ne pas minimiser le génocide (contrairement au projet fallacieux des historiens « révisionnistes ») ; ne pas non plus le considérer comme un événement d'exception, qui n'aurait aucune source ou ne plongerait aucune racine dans les aspects les plus douloureux de la tradition culturelle germanique.

Heureusement, cette tradition est riche de bien d'autres aspects qui n'ont rien d'équivoque, et Habermas a eu raison de se dire confiant, dès 1989, en l'avenir d'une Allemagne enfin réunifiée. Pourvu, toutefois, que soient pris en compte l'héritage stalinien de l'ex-RDA aussi bien que les défaillances du capitalisme libéral de l'Ouest, lequel n'a rien du modèle absolu que certains veulent y voir. Pourvu, surtout, que la confiance retrouvée - et justifiée - des Allemands en eux-mêmes ne débouche pas sur une nouvelle et irrationnelle explosion de nationalisme.

Christian Delacampagne

Dérapiage.

Basile. Une route. Le dérapage. L'accident. Trop bête. L'hôpital, la douleur. L'Angleterre. Si laide. Si belle aussi. Sortie de l'hôpital. Retrouver le monde, les autres, le passé. Dérapiage. Un roman de Henri-Michel Gautier.

LA TRAVERSÉE DE LA MANCHE

HENRI-MICHEL GAUTIER



CRITERION

HISTOIRE LITTÉRAIRE

Félix Fénéon, vu de biais

Célèbre critique, il passait pour insaisissable auprès de ses contemporains. A en juger d'après la première biographie qui lui est consacrée, la réputation n'était pas usurpée

FÉLIX FÉNEON
de Joan U. Halperin.
Traduit de l'anglais par
Dominique Aray et Nada Rougier.
Gallimard, 442 p., 160 F.
**NOUVELLES
EN TROIS LIGNES**
de Félix Fénéon.
Présentées par Patrick
et Roman Wald Lasowski.
Macula, 194 p., 85 F.

Félix Fénéon, dit F. F., parlait peu, écrivait court et détestait s'expliquer. Critique le plus laconique de son temps, il fut aussi le plus influent — mais cessa d'écrire sur les peintres vers l'âge de trente-cinq ans. Écrivain déconcertant, il ne publia pour toute littérature que deux contes de jeunesse et des histoires de quelques lignes rédigées d'après des dépêches d'agence, pour le compte d'un quotidien — et encore ne se livra-t-il à cet exercice qu'une demi-année. D'un roman dont il avait eu la faiblesse d'annoncer la publication prochaine, on ne connaît que le titre, *la Muséologie*, et la composition en quatre parties. La première s'intitulait « Euh ! », la seconde, « Deux papillons violâtes se posent sur le muscote zygomatique de Jacqueline », la troisième, « Le lit de Paul Sa », la dernière, « L'œil torve du droguiste impudique ».

Était-ce un roman libertin ? Jacqueline, seulement ornée de ses papillons, entra-t-elle dans le lit de Paul sous l'œil du droguiste ? Nulle étude ne résoudra ces incertitudes, F. F. ayant pris grand soin de ne rien divulguer de sa personne, de ses rêves ni de ses mœurs, qui passent cependant pour avoir été fort libres. Journaliste, secrétaire de l'admirable *Revue blanche* entre 1895 et 1903, homme public donc, et même homme célèbre pour avoir été arrêté, jugé et acquitté durant les procès anarchistes de 1894, homme du monde plus tard, quand il dirigea la très fortunée galerie Bernheim-Jeune, il n'en cultivait pas moins obstinément ses airs de mystère. Il aimait passer pour énigmatique et se taisait avec passion.

Spectre
parmi les spectres

De ses silences et de ses secrets, il fallait infiniment de vaillance pour faire une biographie. M^{me} Joan Ungerma Halperin a eu ce courage et une constance non moins louable. Vingt-cinq ans durant, à en croire la préface, elle a poursuivi son fantomatique héros, retrouvé quelques textes perdus — des bribes évidemment, — et rassemblé des indices, puis elle a tiré quatre cents pages de ses travaux. Il n'empêche : F. F. court toujours, spectre parmi les spectres.

L'essentiel de l'ouvrage se compose de longs commentaires des proses critiques de F. F. M^{me} Halperin rappelle en détail qu'il défendit Saurat et Signe, éreinta les académiques III^e République et les moudains, dénonça les faiblesses de l'impressionnisme vieillissant et appuya les poètes symbolistes. Fort bien. Ces préférences, F. F. les a affirmées avec constance et disposées en une



Portrait de Félix Fénéon par Maximilien Luce (1903)

esthétique du moderne scientifique où se trahit un goût inattendu pour les formules algébriques et l'axiomatique. Les résumés sert peu la cause de leur auteur. Peut-être des parallèles eussent-ils été plus précieux, qui auraient suggéré ce que F. F. devait à Huysmans et ce qui le séparait d'un Mirbeau, moins systématique que lui, et, pour finir, plus judicieux. A vouloir convaincre à toute force que son grand homme avait toujours raison, sa biographe lui nuit. Ainsi à propos de Gauguin, auquel F. F. ne comprit rien : il eût mieux valu l'admettre — et ne pas laisser croire au lecteur que *La Vision* après le sermon et *la Lutte de Jacob avec l'ange* sont deux tableaux différents. Etourderie de l'auteur ou des traductrices, il y a des pluriels malheureux.

La grande affaire de M^{me} Halperin est cependant moins d'esthétique que de politique. Elle met un zèle tenace à assurer que non seulement F. F. fut de conviction anarchiste — ce dont il ne se cachait certes pas — mais qu'il commit lui-même un attentat au printemps 1894, au restaurant Foyot, situé en face du Sénat. La bombe qu'il aurait placée dans un pot de fleurs devant une fenêtre éborgna le poète Laurent Tailhade, anarchiste tout comme F. F. La biographe tient si fort à ce détail qu'elle le raconte deux fois, au début du livre et trois cents pages plus loin. Il est surprenant néanmoins qu'elle ne fonde sa thèse que sur deux témoignages tardifs, dont celui d'André Salmon, qui ne se fit jamais scrupule d'enjoliver l'histoire.

Il est plus surprenant encore que son récit finisse presque là-dessus. F. F. mourut en 1944, cinquante ans après l'attentat du Foyot, dont la police d'alors, quoique fort soupçonneuse, ne le suspecta pas. Que fit-il durant ce demi-siècle ? Peu de choses, à en juger par les soixante pages consacrées, si l'on peut dire, à cette période. Quand il renonce à l'anarchie, F. F. cesse d'intéresser M^{me} Halperin. Qu'il ait constitué une des plus précieuses et des plus complètes collections d'art africain de ce siècle, elle n'y voit pas matière à étude. Qu'il ait cessé d'écrire ne l'inquiète pas davantage, ni que le critique se soit fait confortablement marchand. Pourquoi son silence ? Conséquence d'un syndrome Rimbaud que F. F. aurait couru une décennie avant d'y succomber ? Lassitude d'un défenseur du néo-impressionnisme et du symbolisme contraint d'assister à l'académisation de nouveautés qu'il avait crues révolutionnaires ? Sentiment d'incompréhension d'un critique confronté à des œuvres cubistes et abstraites qui lui demeuraient absolument étrangères et faisaient de lui un homme du passé ? Il y avait là matière à réflexion sur la position du critique, nécessairement éphémère quand une œuvre littéraire ne le soutient pas. Il se pourrait que F. F. ait ressenti avec douleur sa faiblesse et l'ait déguisée en dandyisme avant de l'oublier. F. F. ou le critique suicidé ?

Incomplet, cet ouvrage a un défaut plus paradoxal — et dont l'auteur est sans doute innocent. F. F. a été portraituré par Signac, Saurat, Toulouse-Lautrec, Vuillard, Van Rysselberghe et Vallotton, mais aucune de ces effigies, n'importe laquelle, aurait convenu à la couverture du volume. Au lieu de quoi, il s'orne d'une décomposition chromatique obtenue par informatique à partir d'un détail du Signac. Le résultat est laid comme une publicité pour ordinateur. C'est assez fâcheux.

Philippe Dagen

La passion de Violette Leduc

La Bâtarde est à nouveau rééditée. Mais c'est toute l'œuvre de cette grande autographe qu'il faut lire ou relire

LA BÂTARDE
de Violette Leduc.
Préface de Simone de Beauvoir.
Gallimard, « Folio », n° 41,
640 p., 38,50 F.

En octobre 1973, une élégante femme à boa rouge apparaissait aux vitrines des librairies : âgée, mais crâneuse, souriante, ravie de provoquer quelques bourgeois effarouchés, elle triomphait sur la jaquette d'un livre intitulé *la Chasse à l'amour*. La dame, affranchie de tout préjugé, se nommait Violette Leduc.

Cette ultime gifle aux bien-pensants, ceux-là mêmes qui avaient cru ne devoir lire ni *la Bâtarde* qu'un livre de Mémoires, vite écrit, au scandale facile, ceux-là mêmes qui lui avaient refusé Goncourt et Fémina, mais n'avaient rien pu contre l'énorme succès que ce chef-d'œuvre avait rencontré en automne 1964, venait, hélas ! trop tard. Le troisième tome de l'autobiographie était posthume : l'écrivain s'était éteint le 28 mai 1972, près de Vaison-la-Romaine, face au mont Ventoux, sur le flanc d'une église, dans son orgueilleuse maison de Faucon, découverte au début des années 60 et acquise grâce au succès obtenu à l'âge de cinquante-huit ans.

« Je dis aux vignes, aux prairies, aux forêts, aux pêcheurs, à l'amandier ma confiance, mon assurance, ma joie. » Peu habitués à un tel optimisme, les plus fidèles lecteurs n'ont toutefois pas été surpris par ce sursaut de vitalité. Violette Leduc avait trouvé non pas la sérénité, mais une forme de discipline qui lui permettait de voir venir la mort avec la certitude d'avoir enfin sa place dans le monde : elle

laissait une œuvre exceptionnelle. Elle accueillait les éloges avec fierté mais, dans les nombreuses interviews qu'elle accordait à une critique qui l'avait si longtemps boudée, elle laissait sourdre son amertume.

Près de vingt ans après sa mort, maintenant que nous est offert *la Bâtarde* sous une couverture de « Folio », « rafraîchie », où en sommes-nous avec l'œuvre de Violette Leduc ? Classée un peu hâtivement parmi les épigones de Sartre et de Beauvoir, dans la grise lignée des « romans existentialistes » (il y a de meilleurs arguments pour séduire un public...), elle mérite mieux que la nostalgie de quelques féministes, éblouies par l'intégrité et l'authenticité de descriptions sociales et sexuelles, et que la bonne volonté de trop rares universitaires rendant hommage à un ton poétique unique. De 1946 à 1960, Violette Leduc avait publié chez Gallimard cinq livres ignorés du public, mais admirés par Jean Genet, Jean Cocteau, Nathalie Sarraute et Albert Camus, qui a retenu dans son éphémère collection « Espoir » *l'Asphyxie*.

Ce bref récit (1) racontait la vie d'une fillette de Valenciennes, à laquelle « sa mère ne donnait jamais la main ». Par synecdoques oniques que réaliste, Violette Leduc, alors âgée de trente-neuf ans, recréait une enfance impitoyable avec une hallucinante acuité et un lyrisme inhabituel, préférant la précision d'un langage haché, sec, vif (dans lequel l'auteur voyait une faiblesse : « Mes petites phrases... ») gémissements au sentimentalisme foisonnant auquel aurait pu la porter son imagination débridée : bâtarde, maltraitée par sa mère et adorée par sa grand-mère *l'ange*

Fideline, elle essayait de comprendre seule la constitution de sa personnalité, en choisissant quelques scènes traumatiques majeures.

Exemple éclatant d'autoanalyse réussie (2), ce livre fut écrit sur les conseils (on pourrait même dire l'ordre) de Maurice Sachs, exaspéré par les confidences gaillardes de Violette Leduc, avec laquelle, pendant la guerre, il s'était réfugié à Ancenis, en Normandie : « Vos malheurs d'enfance commencent de m'emmerder. Cet après-midi vous prenez votre cabas, un porte-plume, un cahier, vous vous assoyez sous un pommier, vous écrivez ce que vous me racontez ».

Certains
d'avoir raté sa vie

C'est du reste grâce à lui aussi qu'elle s'était mise à écrire avant la guerre pour des revues féministes : « Écrire... Oh oui, oh non. Il me demandait de bâtir une maison alors que je n'étais pas maçon ».

Le dernier tiers de *la Bâtarde* est consacré à l'amitié passionnée qui les unit, aux malentendus, aux trahisons, à la complicité, à *l'enfer de l'organisation*, à la relation impossible de ce couple chaste et saugrenu constitué d'un aventurier homosexuel et d'une femme accablée de culpabilité, certaine d'avoir raté sa vie.

Mais Violette Leduc, qui en effet venait de se séparer de son mari, photographe de mariages, (après une vie conjugale désastreuse qu'elle raconta dans *Ravage* (3) et sur laquelle elle revient ici), qui avait vécu plus de dix ans avec une institutrice (qu'elle appelle Hermine dans l'autobiographie et Cécile dans le roman), qui se croyait vouée au

rôle besogneux de gratte-papier rêveur (successivement dans une revue, une maison d'édition et chez un imprimeur de cinéma), avait la vie devant elle : une vie d'écrivain.

La Bâtarde s'arrête à la disparition de Maurice Sachs, en pleine guerre : une disparition à laquelle Violette Leduc eut (du moins se charge-t-elle ainsi) une part de responsabilité, puisqu'elle refusa de feindre d'être enceinte de Sachs, à un moment où ce faux témoignage aurait pu la sauver. *La Folie en tête* (4) narre ses débuts littéraires, ses amitiés amoureuses pour Beauvoir, Genet et le collectionneur et mécène Jacques Guélin. Le troisième tome (5) révèle ses stériles tentatives de psychanalyse et son seul amour épanoui, avec un ouvrier plus jeune qu'elle, René. La maladie l'empêcha de connaître ce qui aurait pu être une vieillesse heureuse et célébrée.

« Comment pouvait-elle se retrouver avec elle-même après s'être tant quittée ? », se demande-t-elle à propos d'une amie « ravagante » (adjectif qu'elle adore). C'est à vrai dire la question que l'on se pose sur l'auteur. Cette travailleuse acharnée qui ne cesse de se lamenter de sa paresse, ce poète qui invente une langue en se prétendant inculte et terre à terre, cette séductrice qui se dit « moche » à la vaillance des timides, l'impudeur des timides et l'éclat des faux modestes.

Assurément à cause de la préface dithyrambique de Simone de Beauvoir (6) (qui avait déjà longuement analysé ses premiers écrits dans le *Deuxième Sexe* et l'avait aidée matériellement durant les années les plus noires), c'est avec *la Bâtarde* qu'elle sortit de l'obscurité, et c'est trop souvent à

l'âge hippomobile. Une bête en détresse croisée sur son chemin, et au diable les heures de bureau, les rendez-vous !

Une de ses compagnes, Blanche (l'orageuse liaison dura de 1892 à 1913 ou 1914), lui demande le 24 août 1909, si, dans son amour pour les bêtes, il n'en est pas arrivé à sacrifier sa littérature. « C'est peut-être vrai ? », se demande-t-elle. Mais son besoin de chérir, de « s'apitoyer sur une tendresse », comme il l'écrit, est plus fort que tout. « Je suis toujours du côté de celui qui souffre et qui pâtit, confesse-t-elle. Je n'ai pas le goût du châtiment. » Sauf, bien sûr, si on lui parle de vivisection ou s'il est témoin d'un acte de cruauté sur une bête. Alors, ce pacifiste à tout crin en appelle à la violence.

Trois cents chats,
cent chiens

La nuit, des cauchemars l'éveillent. Il voit des chiens perdus, maltraités. Bientôt, après le chat Boule et le chien Ami, il ne cessera de recueillir des animaux. Combien ? *Trois cents chats*, avouera-t-elle, cent chiens. Mais aussi un âne, une chèvre, une oie et l'insupportable guénon qui, possessive, capricieuse, sale, rendit sa vie impossible et qu'il finit par noyer avec l'aide d'un voisin.

À sa mort, Léautaud ne laissait que deux « orphelins » : Loulou, qui était une chatte, et Jaunet, un solide matou, dit tout prévu. Marie Dormoy confia l'un à Robert Mallet et l'autre à une dame de Pré-en-Pail. Le 31 octobre 1926, Paul Léautaud avait été récompensé en Sorbonne par la SPA. Rien ne pouvait davantage le toucher. Mallet n'est pas écrit, quand Boule tombe malade en 1907 : « La santé de mon chat Boule, ou le prix Goncourt ? Pas d'hésitation, la santé de mon chat Boule. »

Louis Nucera

ROMANS

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Le roman de l'homme
qui se bat avec le monde

Cardinal Daniélou

LA FOI
DE TOUJOURS
ET
L'HOMME
D'AUJOURD'HUI

Ce qui était vrai, au moment
où l'écrivait le cardinal
Daniélou, l'est encore da-
vantage pour notre temps.

146 pages 78 FF

BEAUCHESSNE

72, rue des Saints-Pères 75007 PARIS

سكزا بن زعليل

Lire aux Sources pour compr...

LE QORAN

LE FLAMBEAU
ou les sentences
de Mohammed
le Prophète

par M. A. Qorani

Première traduction

sur les manuscrits

20 h 30 (chambre)

72, rue de Reuilly

Maison neuve & Laro

ROMANS

La violence feutrée de Pierre Charras

« Moi, c'est personne. » Ce cri du cœur, un des rares qui échappent au principal personnage du quatrième roman de Pierre Charras, ne laisse aucun doute : Quentin Bollon n'a rien d'un héros positif. Pas d'ambition, pas d'affections, pas d'occupation. Il vit d'une rente, entre oisiveté et désœuvrement, sans autre combat à mener que, peut-être, contre l'ennui.

Et, pourtant, Pierre Charras parvient à nous intéresser au malaise de Quentin, qui traverse l'existence avec un détachement ironique, semblant passer d'un rôle à l'autre, sans jamais trouver sa place véritable. « Orphelin à deux pères », il apprend d'un mourant, par des phrases « minimales » griffonnées sur une ardoise, le secret de sa naissance : son vrai père serait l'oncle Charles, agent de change mort mystérieusement en 1929, dont il ne connaît que le portrait. « Ce mensonge ovale et sépia à petites lunettes rondes retouchées au pinceau ».

Fils frustré, adulte sans projet qui se lance « de toutes ses forces à reculer dans la vie » dans le secret espoir de retrouver le « temps sucré » et somnolent des années d'enfance, Quentin découvre brusquement, après avoir épousé Marie aux mains de musicienne, la passion de la paternité. Leur enfant, mort au bout de quelques mois, est le narrateur présumé de ces *Mémoires d'un ange* qui commencent au moment où, bouclant la boucle, Quentin réussit, sur une plage, l'exploit de mourir en public et tout seul, pour-

tant « une fois de plus, adieu : c'est au chagrin de dire le reste », annonce, en exergue, une citation de Shakespeare. Il y a dans ce joli roman quelque peu délectable beaucoup de justesse dans l'écriture, sèche, neutre, habile à débusquer les douleurs aiguës que l'on dit exquises. La violence feutrée, contenue, se trahit par un tremblement des lèvres, un battement de paupières. Et Quentin est moins un monstre d'indifférence qu'un funambule, sans cesse en équilibre, les yeux clos, entre deux vertiges.

Monique Pétillon

► *Mémoires d'un ange*, de Pierre Charras, Mercure de France, 220 p., 90 F.

Le corps torturé de François Dolsky

La rage d'exister en dépit des blessures, la volonté de surmonter les rechutes pour échapper à l'enfer, sont au cœur de *Comme un pingouin sur la banquise*. François Dolsky, l'auteur de ce surprenant récit, n'est pas né sous l'étoile ordinaire des enfants qui marchent et courent comme si les pas ne leur étaient pas comptés. Gravement handicapé dès l'enfance, il a lutté des années durant pour se débarrasser de l'engourdissement pitoyable des autres.

Son « pingouin » ne se veut pas un surhomme, même s'il ne résiste pas toujours au plaisir de se tresser au passage de petites couronnes. Il n'est pas non plus le narrateur détaché qui contait ses malheurs d'une voix froide, mais un esprit torturé dans un corps souffrant. Ces membres infirmes, pour une fois, ne sont pas masqués par une vaine pudeur ou simplement passés sous silence. François Dolsky montre à quel point il a dû com-

poser avec la chair pour s'extirper de dessous son handicap, qu'il a en sortant armé de quelques griffes.

Nul angélisme dans ce récit et pas d'apitoiement inutile, ni même de considérations générales sur le sort des handicapés. En retraçant le combat d'une intelligence acérée par la douleur, l'auteur n'est sans doute pas objectif et la description de son parcours n'a rien de scientifique, mais c'est justement là ce qui fait l'intérêt de son livre. Une fois n'est pas coutume, ce « pingouin » passionné prend à revers les schémas ordinaires en rendant un regard et une voix à l'infirmité.

Raphaëlle Rérolle

► *Comme un pingouin sur la banquise*, de François Dolsky, Babel, 258 p., 89 F.



PHILOSOPHIE

Wittgenstein entre Weininger et Kraus

A tous ceux qui se passionnent pour les racines viennoises de l'œuvre de Ludwig Wittgenstein,

on aimerait recommander la lecture de l'ouvrage *Wittgenstein et la critique du monde moderne*, qui comporte des contributions remarquables de Christiane Chauvret, J.-P. Cometti, J. Le Rider, Aldo Gargani, Jacques Bouveresse et Ignace Verhac. Issu d'un colloque qui s'est tenu à Bruxelles sur le thème : « Tradition et rupture : Wittgenstein », cet essai montre tout ce que l'auteur de *Tractatus logico-philosophicus* (le titre fut trouvé par G.E. Moore) doit à Karl Kraus, à son pessimisme culturel, à sa défiance face à l'idée de progrès et à sa conviction que les grandes œuvres de la culture sont maintenant derrière nous.

Le rapport à Otto Weininger, ce jeune philosophe juif antisémite qui se suicida à l'âge de vingt-trois ans, est cerné par Jacques Le Rider. Ce dernier n'est pas loin de penser qu'on trouve chez Wittgenstein des traces du « *Jüdischer Selbsthass* », cette pathologie culturelle du juif assimilé dans une culture dominée par le discours de l'antisémitisme. Il s'attache à démontrer qu'il y a chez Wittgenstein une conception dépréciative de l'identité juive, conçue comme un obstacle, une limitation, presque comme une tare inavouée, ou spectaculairement confessée. Quant à Jean-Pierre Cometti, il trace un parallèle original entre Musil et Wittgenstein, tous deux de formation scientifique et fortement marqués non seulement par Karl Kraus, mais aussi par Oswald Spengler et son *Déclin de l'Occident*.

Roland Jaccard

► *Wittgenstein et la critique du monde moderne*, Ed. La Lettre volée (124, rue de la Victoire, 1060 Bruxelles), 140 p.

EN BREF

□ Parution du dernier volume de « L'histoire de France à travers les journaux du temps passé ». — Le dixième et dernier volume de la collection : « L'histoire de France à travers les journaux du temps passé » a paru. Intitulé *D'un coup d'Etat à l'autre*, il couvre la période allant du coup d'Etat du 18 brumaire 1799 à celui de décembre 1851 ouvrant la voie au Second Empire. Ce dernier volume réalisé par M. André Rossel clôt une série de livres retraçant l'histoire de France, de 1604 à 1958, grâce à la vision qu'en donnent les journaux de l'époque. Edition de l'Arbre verdoyant, 15, rue Douy-Deleu, 93100 Montreuil. Tél. 16 (1) 48-57-30-06. (Distribution Distique.)

□ Spectacles de poésie. — Deux spectacles de poésie, mis en scène par Jean Gillibert, sont organisés par le Théâtre de l'Impossible. Du 6 au 16 mars, *Dialogue de poètes*, textes de Jean-Pierre Colas (avec Alain Cuny, les 14 et 15 mars ; 16, rue Dagorn, 75012 Paris, tél. 43-44-81-19) ; du 20 mars au 20 avril, *Aube*, spectacle Rimbaud, poésie, musique et chant (Théâtre de l'Athlète, place Parmentier, Neuilly-sur-Seine, réservation 46-24-03-83).

□ Conférence. — Jacques Bonnet donnera une conférence sur le thème « Liberté sexuelle ou perversion ? » dans le cadre de l'École de propédeutique à la connaissance de l'inconscient (EPCI), vendredi 8 mars à 20 h 30 (chambre des métiers, 72, rue de Reuilly, 75012 Paris).

ROMANS POLICIERS

Le noir absolu

LA CONFESSION DE JOE CULLEN
de Howard Fast.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Patrick Couton.
L'Albatros, 384 p., 79 F.

JE T'ATTENDS AU TOURNANT
de Charles Williams.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Bruno Martin.
Gallimard, « Série noire », 218 p., 21,50 F.

INJECTION MORTELLE
de Jim Nisbet.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Freddy Michalski.
Rivages/Noir, 201 p., 45 F.

L'ÉTOILE POLAIRE
de Martin Cruz Smith.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Dominique Defert.
Robert Laffont, 254 p., 110 F.

CEUX qui cherchent à justifier, autrement que par le simple aveu du plaisir, leur passion coupable pour la littérature policière, disent que c'est la seule à pouvoir donner une image juste et complète de notre société. A les entendre, les auteurs de polar ne seraient donc que des sociologues clandestins travaillant pour les archéologues des siècles futurs. Pourvu qu'ils se trompent, et que nos lointains rejetons puissent trouver de nous d'autres traces qui les incitent à nous absoudre. Car, à en juger par la noirceur de la production récente, l'oubli serait encore trop doux...

On ne pouvait guère attendre de

Howard Fast qu'il se montrât tendre envers les institutions de son pays : membre actif du Parti communiste américain, victime particulièrement gâtée du maccarthysme, l'auteur de *Spartacus* et de *Max* est, avec Horace McCoy, l'un des plus vigoureux pourfendeurs des dévies du rêve américain. Malgré cela, on reste surpris par la violence du réquisitoire que constitue le dernier roman de Fast contre la politique des Etats-Unis au Salvador et au Honduras. Joe Cullen, ancien pilote de combat au Vietnam, est embauché par une organisation de soutien à la guérilla antisandiniste au Salvador. A aller, il convoie des armes ; au retour, de la cocaïne. Le tout, bien entendu, avec la bénédiction de la CIA, du FBI et de toutes les instances occultes qui gouvernent ce pays, champion mondial de la transparence.

Rien de plus, en fait, que ce que le « procès North » a réussi à étouffer. *La Confession de Joe Cullen* est l'histoire terrible d'un homme qui découvre soudain qu'il est bien l'un des coauteurs de tous les crimes que son pays a fait commettre à ceux qui, comme lui, croyaient que leur responsabilité individuelle pouvait se dissoudre dans celle de l'Etat, et que nul ne peut l'absoudre du péché d'« avoir fait son devoir ». Magnifiquement construit, tendu jusqu'à son point final, le roman de Fast est une œuvre noire et, paradoxalement, naïve par l'étrange force de son discours sans artifices ; l'œuvre urgente d'un homme qui, à près de quatre-vingts ans, peut se passer de mettre des gants.

Le plus grand mérite de *Hot Spot*, le dernier film de Dennis Hopper, est d'avoir incité la « Série noire » à rééditer le roman oublié de Charles Williams, et si l'on peut se passer d'aller voir le film, on aurait tort de priver sa bibliothèque d'un des bouquins les plus représentatifs de la qualité « Série noire » des années 50. Tout ce qui a construit le mythe y est : l'ennui poisseux d'un bled du Texas et sa chaleur torride ; les femmes qu'on aime et celles qu'on désire ; une banque offerte et un shérif qu'on aurait tort de prendre pour un plouc ; un petit chantage bien crado ; du sang ; de l'espoir, et cette bonne vieille poisse qui plane et attend le dernier chapitre pour signifier au lecteur qu'on n'échappe pas à la fatalité. C'est noir, sale, désespéré et parfaitement envoûtant. C'est tellement bien qu'on dirait un pastiche. Seulement, et comme disent les Américains, « c'est ça, le vrai truc ».

Le Texas n'a pas aboli la peine de mort : il a simplement inventé

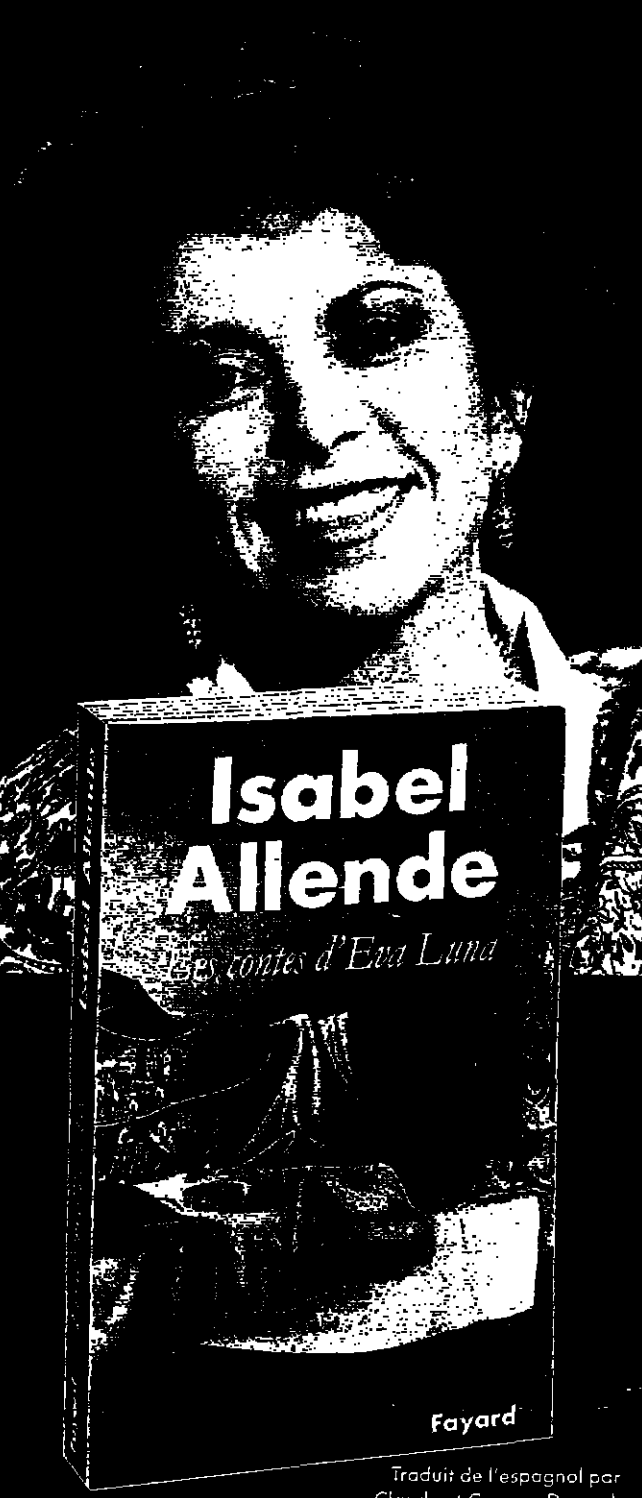
un nouveau moyen de l'appliquer : un truc passablement compliqué, qui consiste à injecter un cocktail de substances toxiques dans les veines du condamné, après l'avoir légèrement anesthésié pour qu'il ne sente pas la piqûre. Où va se nicher l'humanité ? Pour ce travail, il faut un médecin. Franklin Royce, personnage principal, est un médecin suffisamment dans la débène pour accepter ce genre de boulot. En quarante pages, il exécute son condamné tout en succombant à son charme et en pigeant qu'il vient de participer au dénouement d'une erreur judiciaire. Pour le réhabiliter, Royce aime dans le décombre de sa vie antérieure, et va remonter, jusqu'au cauchemar, le chemin qui mène au crime. Comme dans son précédent roman (*Les damnés ne meurent jamais*, Rivages/Noir), Jim Nisbet joue sur le registre de l'absolue noirceur. En cela, il est un vrai disciple de Jim Thompson. Ses personnages, comme ceux de Thompson, portent en eux le germe de leur déchéance ; ils sont vaincus avant même d'avoir commencé à lutter, puisque le monde est un cloaque à sens unique : tout droit vers l'abîme. De ce monde absurde, Nisbet brosse un tableau très littéraire (l'excellente traduction de Freddy Michalski en est le parfait reflet) et la qualité de son style, à la fois riche et précis, offre un surprenant contrepoint au dénuement tragique de cette humanité.

ET voici Arkadi Renko, l'inoubliable inspecteur de *Gorki Park*. Déchu jusqu'à l'extrême, il patrouille dans les cales d'un navire de pêche soviétique en pleine mer de Béring. Un meurtre va pourtant inciter le capitaine de l'*Etoile polaire* à faire appel aux talents de ce fic hors du commun, marqué par le sceau infamant de « l'instabilité politique ». Crime dans le vase clos immense des solitudes du grand Nord, peinture désabusée d'une réalité soviétique entre les sories du stalinisme et les incertitudes de la perestroïka, l'*Etoile polaire* est un passionnant roman noir, l'œuvre d'un écrivain exigeant qui n'hésite pas à prendre pour cadre le plus étonnant des paysages et le plus exotique des systèmes politiques pour mettre en scène un suspense rigoureux, grave et divertissant de bout en bout. Martin Cruz Smith confirme qu'il est bien l'un des maîtres du genre. A quand la parution d'une grande œuvre soviétique sur les misères du sous-prolétariat américain ?

Patrick Raynal

Isabel Allende

« Isabel Allende nous avait raconté les aventures d'Eva Luna, Schéhérazade des antipodes. Elle lui donne à présent la parole dans ce recueil qui constitue un véritable concentré de littérature sud-américaine. On pense tantôt aux ambiances moites et parfumées de Garcia Marquez, tantôt aux personnages fantasques de Vargas Llosa...



... Les contes d'Eva Luna sont des archétypes si parfaits qu'ils mettent en évidence certaines caractéristiques propres à la plupart des écrivains d'Amérique latine. Entre le Rio Grande et la Terre de Feu, les nuits d'amour sont plus brûlantes que partout ailleurs, les crimes plus violents ou plus astucieux, les châtements plus raffinés. Nulle part l'amour et la mort ne sont aussi inséparables qu'à l'ombre de la cordillère des Andes, ni l'adultère aussi voisin de la sainteté...

Didier Sèneval, Lire

FAYARD

Lire aux Sources pour comprendre...

LE QORAN
Nouvelle traduction sur la Vulgate arabe par René R. KHAWAM (Intégrale)
448 pp., 144 FF.

LE FLAMBEAU ou les Sentences de Mouhammad le Prophète
par M. Al Qoudsi (m. en 454 H.)
Première traduction en français sur les manuscrits arabes, par René R. KHAWAM.
144 pp., 88 FF.

Maisonneuve & Larose

